

REPUBLIC OF CAMEROON
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DE L'EXTREME NORD

DEPARTEMENT DU MAYO SAVA

COMMUNE DE MORA



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

FAR NORTH REGION

MAYO SAVA DIVISION

MORA COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MORA



CAPROVI

Réalisé avec l'appui technique de l'OAL CAPROVI/Mora sur financement PNDP
B.P : 10 Mora Tél : 99 57 68 02 / 78 14 96 94

NOVEMBRE 2013

SOMMAIRE

Résumé du PCD.....	4
Liste des abréviations.....	6
Liste des tableaux.....	11
Liste des photos	13
Liste des cartes	13
Liste des annexes.....	13
1- INTRODUCTION.....	14
1.1- Contexte et justification	15
1.2- Objectifs du PCD.....	15
1.3- Structure du document.....	16
2- METHODOLOGIE.....	17
2.1- Préparation de l'ensemble du processus	18
2.2- Collecte des informations et traitement	19
2.3- Consolidation des données du diagnostic	21
2.4- Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	21
2.5- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	22
3- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	23
3.1- Localisation de la commune	24
3.2- Milieu biophysique.....	24
3.3- Milieu humain	27
3.4- Activités économiques	35
3.5- Principales institutions et services par secteur	39
3.6- Principales potentialités et ressources de la Commune	45
4- SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	46
4.1- Synthèse du DIC	47
4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	88
5- PLANIFICATION STRATEGIQUE	122
5.1- Vision et objectifs du PCD	123
5.2- Cadre logique par secteur.....	124
5.3- Economie locale.....	173
5.4- Coût estimatif/Budget du PCD.....	178
5.5- Esquisse du plan d'utilisation et de gestion de terre	179

5.6-	Synthèse des problèmes prioritaires de l'espace urbain et niveau villages.....	183
6- PROGRAMMATION		194
6.1-	Liste des villages par ordre de priorité de financement.....	195
6.2-	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	198
6.3-	Cadre /Plan sommaire de gestion environnementale du CDMT	202
6.4-	Plan d'investissement annuel (PIA)	205
6.5-	Plan de Passation des marchés du PIA	209
7- MECANISME DE SUIVI-EVALUATION		212
7.1-	Composition du comité de suivi-évaluation du PCD.....	212
7.2-	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	215
7.3-	Stratégies de mobilisation des ressources financières.....	216
8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD		218
9- CONCLUSION GENERALE		222
BIBLIOGRAPHIE		223
ANNEXES		224
-	Fiches de projets	
-	Feuilles de présences aux différents ateliers de réflexion (DIC, DEUC, Atelier de planification, COMES....)	
-	Liste des équipes des planificateurs ayant conduit le processus, planning des descentes sur le terrain.....)	

Résumé du PCD

- **Contexte et justification**

La Commune de Mora objet de l'actualisation du PDC est peuplée de 244 330 habitants et située dans la Région de l'Extrême- Nord. Elle est limitée :

- A l'Est par la Commune de Pétté et Maroua III ;
- A l'Ouest par la Commune de Kolofata, Mayo Moskota et la République Fédérale du Nigeria ;
- Au Nord par la Commune de Waza ;
- Au sud par les communes de Tokombéré et de Koza

Suite à la promulgation des lois N° 2004/017 ; N° 2004/018 et N° 2004/019 du 22 Juillet 2004 portant respectivement orientation de la décentralisation au Cameroun, fixant les règles applicables aux communes et aux Régions, le Cameroun avec le concours de ses partenaires a mis en place le Programme National de Développement Participatif (PNDP)..

Cette loi d'orientation de la décentralisation s'inscrit dans un processus qui confère aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et aux citoyens un rôle central dans le processus de développement local. Elle permet aux populations des communes de gérer de manière autonome leurs environnements social et économique et contribuer par là à la réduction de la pauvreté.

D'une manière générale, la décentralisation appelle les communes à promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de leurs populations respectives dans le souci de faciliter leur accès aux services sociaux de base de qualité.

L'identification des besoins de ces populations se fait à travers un diagnostic qui nécessite la participation effective de celles-ci.

C'est dans ce cadre que la Commune de Mora en partenariat avec le PNDP a contractualisé le 1^{er} Mars 2013 l'OAL CAPROVI pour l'accompagner dans l'actualisation de son PCD. La réalisation de cette mission passe essentiellement par la conduite de trois diagnostics à savoir : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV). Ces diagnostics font un état des lieux de la Commune en tant que service et espace. L'analyse de cette photo de la Commune conduit à l'identification de ses forces et faiblesses dans les domaines de ressources humaines, financières, patrimoniales et relationnelles ainsi que de ses atouts/potentialités dans les 28 secteurs de développement socio- économique. Une synthèse des données de ces trois diagnostics constitue le rapport consolidé.

La planification qui s'en suit met en exergue les cadres logiques élaborés dans 31 secteurs dont 28 représentent les Ministères pour un montant total de **15 072 035 000 F CFA**. Leurs validations par le comité de pilotage et les sectoriels a permis de s'assurer de la bonne qualité des informations collectées.

Les investissements à réaliser à court et moyen terme d'un montant de **1 124 330 000 francs CFA** ont été consignés dans un document qui constitue le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Ce CDMT est une compilation des microprojets prioritaires à réaliser en trois ans sur la base des ressources dont la Commune est sûre de la mobilisation. De ce CDMT, sont extraits les microprojets d'un montant de **671 930 000 francs CFA** à réaliser en première année de mise en œuvre du PCD. Les ressources à mobiliser étant de fonds publics, un plan de passation de marchés du PIA a été élaboré plus un cadre de gestion environnemental du CDMT

afin de s'assurer que la résolution des problèmes des populations à travers ces microprojets ne portera pas atteinte à l'équilibre socio- environnemental de la Commune.

Afin de permettre la mobilisation de toutes les forces vives de la Commune dans la mise en œuvre de cette vision communale, un plan de communication a été élaboré. Les mécanismes de suivi de la mise en œuvre du PCD et d'actualisation du PIA/CDMT qui constituent la dernière partie de cet important document permettent à la Commune de s'approprier le processus de planification afin de pérenniser cette initiative louable du PNDP.

Liste des abréviations

ADEMSA	Association pour le Développement du Mayo- Sava
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APEE	Association des parents d'élèves et Enseignants
AT	Autorités Traditionnelles
AVZ	Agent de Vulgarisation des Zones
BIP	Budget d'Investissement Public
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CAPROVI	Cadre d'Appui pour la Promotion et la Valorisation des initiatives de développement des populations à la Base
CDD	Comité diocésain de développement
CC	Comité de Concertation
CDE	Camerounaise Des Eaux
CDI	Centre Départemental des Impôts
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDV	Comité de Développement Villageois
CEAC	Centre d'Etude et d'Actions Communautaires
CEFAM	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux
CEPE	Certificat d'Etude Primaire Elémentaire
CERAC	Cercle des Amis du Cameroun
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CM	Conseil Municipal
CNPS	Caisse National de Prévoyance Sociale

COGES	Comité de Gestion
COOP-GIC	Registre des Coopératives et des Groupes d'Initiatives Communes
CPFR	Centre de Promotion de la Femme Rurale
CRTV	Cameroon Radio Television
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
CVUC	Communes et Villes Unies du Cameroun ;
CZV	Centre Zootechnique et vétérinaire
DAADER	Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
DDEFOP	Délégation Départementale de l'Emploi et de la formation professionnelle
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DRS	Défense et Restauration des Sols
EC	Exécutif Communal
EMF	Etablissements de Micro finance
EP	Ecole Publique
FCFA	Francs de la Communauté Financières Africaine
FEICOM	Fonds d'Equipement et d'Intervention inter- Communale
FMO	Force de Maintien de l'Ordre
FSAR	Fonds Spécial d'Aménagement Rural
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GIE	Groupe d'Intérêt Economique
GOIB	Groupe des organisations Intervenants dans les Biefs

GTZ	Coopération Technique Allemande
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
LMT	Long, Moyen Terme
MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINCULTURE	Ministère de la Culture
MINDAF	Ministère des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINDUH	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de Formation Professionnelle
MINEP	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère des Forêts et Faune
MINJEUNE	Ministère de la jeunesse
MINMIDT	Ministère des Mines, Industries et Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat

MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINPTT	Ministère des Postes et Télécommunication
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère de Sport et Education Physique
MINTOUR	Ministère de Tourisme
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTRANS	Ministère des Transports
MINTSS	Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL	Organisme d'Appui Local
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale ;
OP	Organisations Paysannes
OPECO	Opérateurs Economiques
OSC	Organisations de la Société Civile
PADDL/EN	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local/ Antenne de l'Extrême- Nord
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PANEJ	Pacte National pour l'Emploi des Jeunes
PARFAR	Projet d'amélioration du revenu familial et rural ;
PCD	Plan Communal de Développement
PDRM	Projet de Développement de la Région des Monts Mandara
PIA	Plan d'Investissement Annuel

PIASAI	Projet d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIFMAS	le projet d'insertion socio-économique des jeunes à travers la fabrication de matériels sportifs
PLAN	Plan Cameroun
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNVRA	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricoles
PREPAFEN	Projet de Réduction de la Pauvreté et Actions en Faveur des Femmes dans la Province de l'Extrême- Nord ;
PRODEBALT	Projet de développement du bassin du lac Tchad
PUGDT	Plan d'Utilisation et de Gestion des terres
PSU	Plan sommaire d'urbanisme
PV	Procès Verbal
RM	Receveur Municipal
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais ;
SCNPD	Service Civique National de Participation au Développement
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat ;
SEPO	Succès, Echecs Potentialités, Opportunités
SG	Secrétaire Général
SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès ;
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
VIH/SIDA	Virus d'Immuno- Déficience Humaine/ Syndrome d'Immuno-Déficience Acquis

Liste des tableaux

N°	Désignation	Page
Tableau 1	Type des sols de la commune de Mora	25
Tableau 2	Répartition de la population par sexe et par tranche d'âge (2013)	28
Tableau 3	Estimation de la composition de la population par ethnies et par pourcentage	29
Tableau 4	Acteurs de développement de l'économie locale	32
Tableau 5	Statistiques des superficies, productions et rendements des principales cultures pratiquées	36
Tableau 6	Situation des effectifs du cheptel	38
Tableau 7	Situation des Etablissements d'enseignement secondaire	40
Tableau 8	Situation des institutions de formation professionnelle	40
Tableau 9	Situation des infrastructures hydrauliques de la Commune	42
Tableau 10	Information sur les villages électrifiés	42
Tableau 11	Situation de la couverture de l'aire géographique communale en matière de communication	44
Tableau 12	Synthèse du personnel communal	47
Tableau 13	Synthèse des conseillers municipaux	48
Tableau 14	Structure du budget au cours de ces trois dernières années (2010-2011-2012)	50
Tableau 15	Situation des derniers comptes administratifs de la commune de Mora (2010-2012)	54
Tableau 16	Sommier des bâtiments communaux	56
Tableau 17	Sommier des véhicules et engins de la commune de Mora	58
Tableau 18	Gestion des relations	59
Tableau 19	Analyse des problèmes de l'Institution Communale	62
Tableau 20	Axes de renforcement de l'Institution communale	70
Tableau 21	Besoins des corps de métier	73
Tableau 22	Besoins et attentes des couches vulnérables	86
Tableau 23	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	88
Tableau 24	Cadres logiques par secteur	124
Tableau 25	Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune	176
Tableau 26	Coût estimatif/Budget du PCD	178
Tableau 27	Plan d'utilisation et de gestion des terres	179

Tableau 28	Synthèse des problèmes prioritaires de l'espace urbain et niveau villages	184
Tableau 29	Liste des villages de la Commune par priorité de financement	195
Tableau30	Ressources mobilisables et /ou mobilisées de la Commune	197
Tableau 31	Cadre de dépenses à moyen terme	198
Tableau 32	Cadre /Plan sommaire de gestion environnementale du CDMT	202
Tableau 33	Plan d'investissement annuel 2014	205
Tableau 34	Plan de Passation des marchés du PIA	209
Tableau 35	Indicateur de suivi- évaluation de la mise en œuvre du PIA	212
Tableau 36	Chronogramme des activités du comité de suivi	214
Tableau 37	Plan de communication	218

Liste des photos

N°	Désignation	Page
Photo 1	Participants à l'atelier de validation	

	du DEUC	
Photo 2	Salles de classe de l'ENIEG détruites par la tornade	
Photo 3	Boucherie de Mora	
Photo 4	Route et ouvrage d'art détruits par les eaux de ruissellement	
Photo 5	Effet des eaux de ruissellement sur les maisons d'habitations	
Photo 6	Bâtiment colonial de la boucherie inscrit au patrimoine de l'UNESCO	
Photo 7	Hôtel de ville de Mora en construction	
Photo 8	2 camions Benne de la Commune de Mora	

Liste des Cartes

N°	Désignation	Page
Carte 1	Carte des ressources naturelles	

Liste des annexes

N°	Désignation	Page
01	Fiches de projets	
01	Arrêtés municipaux	
03	Fiches de présences	

CHAPITRE I

INTRODUCTION

1.1- Contexte et justification

Le contexte international marqué par la lutte sans répit contre la pauvreté passe par la bonne gouvernance, l'égalité entre les peuples, la liberté d'opinion, de religions etc. et l'accès de tous même les couches les plus défavorisées aux pouvoirs de décision et à l'accès aux services sociaux de base (eau potable, éducation, santé, électricité etc.). Ces Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été élaborés dans huit domaines pour amener les Nations à réfléchir sur les stratégies devant sortir les couches les plus défavorisées de la pauvreté qu'elles subissent.

Le Cameroun pour atteindre ces objectifs du millénaire qui s'imposent à tous les pays du monde a opté pour une responsabilisation accrue des populations à travers un transfert de compétences aux collectivités territoriales décentralisées plus proches des populations nécessiteuses. Et un document de stratégies pour la croissance et l'emploi arrimé aux OMD a été élaboré à cet effet. L'atteinte de cet objectif noble de réduction de la pauvreté à la base nécessite la prise en compte des préoccupations de toutes les couches sociales et professionnelles des espaces communaux à travers une démarche participative pour l'identification des besoins et priorités des populations. C'est dans ce cadre d'amélioration des conditions socio-économiques des populations que la Commune de Mora avec l'appui du PNDP a décidé de l'actualisation de son PDC élaboré depuis 2007.

Il est important de rappeler ici que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été mis en place par la République du Cameroun et les partenaires au développement pour accompagner la mise en œuvre du processus de décentralisation et surtout pour renforcer les capacités d'action et d'intervention des institutions communales afin que celles-ci se dotent des moyens d'une participation effective à leur développement socio-économique.

A cet effet, la mission assignée à l'OAL CAPROVI dans le cadre de l'accompagnement de la Commune de Mora est de l'aider à élaborer son document de référence qui pose clairement sa vision de développement dans tous les secteurs tel que envisagée par toutes les catégories d'acteurs de son espace géographique.

Plus spécifiquement, il s'agira pour CAPROVI de:

- faire un état des lieux de la situation de développement dans les différents secteurs à travers les diagnostics participatifs (diagnostics participatifs dans les villages, DIC et DEUC) ;
- arrêter les actions à entreprendre et permettre aux différents acteurs de développement d'élaborer et de valider un plan d'action stratégique de développement et le Plan d'Investissement Annuel (PIA) de l'espace géographique de la commune ;
- mettre en place un comité de suivi-évaluation et un cadre de concertation pluri-acteurs pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- mettre en place au sein de l'institution communale une stratégie pour la recherche des financements à la réalisation des actions envisagées ;
- renforcer les capacités des acteurs locaux en suivi-évaluation en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre du processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune.

1.2- Objectifs du PCD

- **Objectif global :**

L'objectif global de l'élaboration du PCD de Mora est de définir de manière concertée et claire le cadre de développement des populations de son espace.

- **Objectifs spécifiques** : De manière spécifique, il s'agira à travers cette mission de l'OAL de :
 - Permettre à la commune de définir ses priorités de développement à travers des diagnostics participatifs ;
 - Faciliter la participation, la transparence et l'équité dans le choix des investissements et des actions de développement à programmer ;
 - Elaborer un cadre de dépenses à moyen terme et un plan d'investissement de la commune pour la première année ;
 - Assurer la cohérence entre les actions locales retenues et les politiques sectorielles de l'Etat ;
 - Disposer d'un plan de renforcement des capacités des acteurs locaux de la Commune ;
 - Disposer d'un outil de négociation des financements pour la réalisation des activités programmées auprès des partenaires

1.3- Structure du document

Le présent rapport du PCD de Mora met en relief :

- La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la commune ;
- Les principaux résultats du diagnostic participatif niveaux village et urbain ;
- Les résultats du diagnostic de l'Institution communale ;
- Les problèmes identifiés et analysés par secteur ;
- La planification stratégique ;
- La programmation triennale 2014 – 2016 ;
- Le plan d'investissement annuel pour l'année 2014 et
- la stratégie de mise en œuvre et d'appropriation des actions planifiées;

CHAPITRE II

APPROCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie utilisée par CAPROVI dans le cadre de cette mission est l'approche participative. Elle s'articule autour de :

- La préparation ;
- La collecte de données et traitement ;
- La consolidation des données et cartographie ;
- La planification et programmation et,
- La mise en place de mécanisme d'appropriation du processus

2.1- Préparation de l'ensemble du processus

Dans le cadre de l'accompagnement de la Commune de Mora dans l'actualisation de son PCD, deux types de préparations ont été faites à savoir : la préparation générale du processus tant au niveau de l'OAL que dans la Commune et les préparations spécifiques pour chaque tâche à exécuter.

D'une manière générale, les principales étapes de préparations exécutées par l'OAL sont les suivantes :

- **Préparation pédagogique**

La préparation pédagogique de l'OAL a commencé par sa participation à l'atelier de formation organisé à Yagoua du 05 au 18 Février 2013 par le PNDP. Dans la Commune, elle s'est poursuivie par la formation des planificateurs sur la démarche de planification recommandée par le PNDP et la constitution des équipes d'intervention à mobiliser dans la Commune de Mora.

Au total, six équipes pluridisciplinaires constituées de quatre animateurs chacune dont un chef d'équipe et une dame toutes placées sous la supervision d'un coordonateur.

Cette préparation pédagogique a été complétée par l'acquisition et la répartition des matériels pédagogiques et des autres commodités logistiques.

- **Préparation administrative :**

La préparation administrative a commencé par les rencontres avec les autorités municipales et administratives.

Elle a consisté pour l'OAL à entrer en contact avec l'exécutif municipal pour présenter et valider ses équipes, expliquer sa mission dans la commune, faire valider son personnel et aider la Commune à mettre en place le comité de pilotage.

Elle s'est poursuivie par une visite aux autorités administratives locales et Départementales en vue de solliciter leurs appuis pour le bon déroulement de la mission, de négocier et arrêter la date de l'atelier de lancement

Le comité de pilotage mis en place par arrêté municipal N° 001/AM/C/MRA/SG était composé ainsi qu'il suit :

- Président : Kamsouloum Abdoul EL Kader, A 1 Maire
- Rapporteur Mahama Adamou, Représentant l'Agent de Développement ;
- Membres : Hassana Madi, Secrétaire Général de la Commune ;
- Mme Amma Kaka Chef de Bureau des courriers
- M. Abraham Azalwaï, Comptable Matière de la Commune

- **Information et sensibilisation des autorités locales et autres parties prenantes**

Dans le cadre de l'information et de la sensibilisation des autres parties prenantes au processus et sur instructions de Monsieur le Préfet du Département du Mayo- Sava, le Sous- Préfet de l'Arrondissement de Mora a adressé des correspondances aux chefs traditionnels leur annonçant le passage des planificateurs dans leurs villages respectifs et aux responsables des forces de maintien de l'ordre leur demandant d'assurer la sécurité pendant tout le processus de planification. Le comité de pilotage s'est chargé de tenir des réunions de sensibilisation et d'information dans les villages avant l'arrivée des équipes de l'OAL.

Le passage de l'équipe de l'OAL a facilité la présentation aux autorités traditionnelles des objectifs de la mission, des résultats attendus et de la démarche méthodologique à utiliser, en passant par les échanges avec les communautés sur les modalités pratiques (restauration, hébergement, début des travaux etc.) et le choix des facilitateurs endogènes.

- **Atelier de lancement officiel**

L'atelier de lancement présidé par le Maire de la Commune de Mora est venu compléter et clôturer cette phase d'information et de sensibilisation. Il s'est tenu le 21/03/2013 et a regroupé autour de Monsieur le Maire de Mora les autorités administratives et traditionnelles, les sectoriels, les personnes ressources locales, les OSC et les Programmes et projets de développement avec en prime le PNDP et le PADDL.

- **Collecte des données de base et cartographique**

La collecte des données de base commence au niveau Départemental avec la mise à la disposition des sectoriels des fiches de collecte. Elle s'est poursuivie au niveau des villages par la collecte des données primaires par les équipes de CAPROVI désignées et formées spécialement à cet effet. Cette collecte s'est faite avec l'appui des personnes ressources grâce aux fiches élaborées pour la circonstance. Et s'est portée sur les données socio- économiques, infrastructurelles de chaque village.

Les données collectées ont été dépouillées, synthétisées, traitées et complétées par les données des sectoriels..

Un atelier de restitution et de validation de ces données par le comité de pilotage et les sectoriels a permis de s'assurer de leurs bonnes qualités.

2.2- Collecte des informations et traitement

La collecte des informations ou diagnostics s'est effectuée à trois niveaux :

- niveau des villages ;
- niveau de l'espace urbain ;
- niveau de l'institution communale

2.2.1- Niveau des villages

- **Préparation dans les communautés**

La préparation des communautés pour le diagnostic participatif s'est faite lors des descentes organisées à cet effet. Il s'est agi ici de prendre contact avec chaque chef de village et les communautés pour leur présenter et préparer avec eux le processus avant le démarrage effectif des diagnostics.

- **Identification des problèmes et potentialités par secteur**

Pour chaque village, cette étape s'est déroulée soit en assemblées villageoises soit en travaux de groupes socio professionnels avec les restitutions en plénières, les synthèses par l'OAL et les validations. Plusieurs outils de la MARP ont été utilisés à cet effet associés à une démarche qui a placé le brainstorming, le questionnement et les interviews semi-structurées au centre de l'action.

- **L'élaboration de la cartographie** : La cartographie élaborée en groupes socio-professionnels a permis à l'OAL de briser la glace et aux différents groupes de participants d'établir la perception de leur terroir. Les restitutions en plénière des cartes des différents groupes socio- professionnels ont permis d'obtenir une carte de synthèse de chaque village ressortant les infrastructures, les ressources naturelles, les habitations et les zones de vulnérabilité au VIH/SIDA.
- **Le profil historique : le profil** historique de chaque village élaboré par les personnes les plus âgées du village a permis de se faire une idée sur les différents événements qui l'ont marqué.
- **Le transect** : Le voyage exploratoire en groupe mixte des participants suivant des axes déterminés par les unités de paysage a permis de confirmer et compéter les informations obtenues à partir des premiers outils déroulés.
- **Le diagramme de venn** : La dynamique des institutions de chaque village a été appréciée par l'élaboration d'un diagramme de Venn en groupes socio- professionnels. Diagramme de Venn qui a mis en exergue les organisations internes et externes leurs domaines d'activités, les différents acteurs intervenant dans le village, les types de relations entretenues et l'importance de leurs contributions au développement du village.
- **Le SEPO, la carte de mobilité, la carte de vulnérabilité et la carte des unités de paysages** ont aidé l'OAL àachever cette phase d'identification des problèmes/contraintes, atouts/potentialités, Succès et obstacles avec en position transversale les interviews semi-structurés par secteur;

L'analyse des problèmes issus de cette phase d'identification s'est faite grâce aux arbres à problèmes et aux tableaux d'analyses simples par secteur.

L'analyse et la recherche des solutions à envisager s'est faite à partir des arbres à objectifs et des matrices des moyens-fins.

Les tableaux des solutions par secteur et le tableau de programmation des solutions endogènes élaborés après la mise en place du comité de concertation sont venus mettre un terme aux diagnostics participatifs niveau villages

2.2.2- Niveau de l'espace urbain

La fiche d'enquête socio- économique administrée au personnel communal, aux responsables des services techniques collaborant avec la Commune, aux personnes ressources de la ville, aux corps de métier et couches vulnérables a été le principal outil utilisé au cours de ce diagnostic de l'espace urbain.

Combinée aux autres outils de la MARP utilisés pendant le DPNV, elle a permis d'identifier les problèmes/contraintes, les atouts/potentialités, les succès/obstacles et les opportunités de l'espace urbain.

Les corps de métier et les couches vulnérables ont été les principales composantes ciblées par ce diagnostic urbain. Plusieurs rencontres d'échanges et de discussions ont été organisées avec les responsables de leurs associations et eux- mêmes ainsi qu'avec les sectoriels en charge de leur encadrement. Avec pour finalité d'établir un état de lieux de leur situation dans la Commune,

leurs problèmes/contraintes, Leurs atouts/potentialités mais surtout leurs relations avec les autorités municipales et administratives.

Les problèmes identifiés au terme de ces échanges avec les acteurs ci-dessus ont été consolidés, analysés, restitués et validés le 05 et 06 Septembre 2013 avant la production du rapport final.

2.2.3-Niveau de l'institution communale

- Collecte des données**

La mise à disposition du Maire, du SG, du RM et des sectoriels des fiches de collecte de données secondaires sur les ressources humaines, financières, patrimoniales et relationnelles marque le démarrage du DIC.

Elle est suivie par les rencontres, échanges et discussions avec l'exécutif de Mora, la tutelle, les personnels, les conseillers du siège ainsi que les sectoriels collaborant avec la Commune.

Les outils utilisés dans le cadre de ces échanges sont les focus group, les rencontres bilatérales et les brainstormings.

Ces rencontres ont permis à CAPROVI de prendre la mesure des problèmes rencontrées par la Commune de Mora dans la gestion de ses ressources humaines, financières, patrimoniales et relationnelles.

Une analyse des problèmes identifiés après leur dépouillement et traitement a permis de faire un état des lieux de ces domaines et d'identifier :

- les forces / atouts/ Opportunités relevées ;
- les faiblesses / contraintes au développement communal ;
- les opportunités et contraintes de développement observées ;
- les propositions d'actions à mener par la commune en vue de l'amélioration de sa performance dans les domaines concernés.

. Un projet de plan de travail pour résoudre ces problèmes a été élaboré, restitué et validé au cours d'un atelier organisé le 06/09/2013

2.3- Consolidation des données du diagnostic

Elle s'est faite après l'exécution des trois diagnostics et a consisté à la synthèse des données du DPNV et du DEUC suivie de la mise en commun des produits de cette synthèse avec les résultats du Diagnostic de l'Institution Communale. Ainsi que la consolidation des données sur les infrastructures de base à l'aide du PROADP.

Le rapport issu de cette synthèse et mise en commun de différents produits a été restitué au comité de pilotage et sectoriels pour le nettoyage des données erronées avant l'élaboration des projets de cadres logiques et l'organisation de l'atelier de planification.

2.4- Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Son exécution s'est effectuée en deux étapes : la préparation et l'exécution de l'atelier

- Préparation de l'atelier de planification**

Elle s'est tenue du 07 au 19/11/2014) et s'est effectuée à deux niveaux : au niveau de l'OAL et au niveau de la Commune.

Au niveau de l'OAL, elle a consisté à la finalisation des projets des cadres logiques et leur mise à la disposition des sectoriels, la constitution des équipes des animateurs, la clarification des rôles et l'acquisition des matériels pédagogiques.

Au niveau communal, l'OAL a appuyé l'exécutif municipal dans l'élaboration de l'ordre de financement des villages, l'identification des ressources mobilisables par la Commune l'identification des participants à l'atelier, l' élaboration des invitations et leur ventilation, l'élaboration des discours, des termes de référence et la préparation de la salle:

- **Exécution de l'atelier**

L'atelier de planification dans la Commune de Mora s'est tenu du 20 au 22 Novembre 2013 dans la salle des délibérations de ladite commune et s'est exécuté en trois jours sous la présidence du deuxième Adjoint préfectoral en lieu et place du Préfet du Département du Mayo- Sava empêché.

Le premier jour a été consacré à la validation des tableaux d'analyse simple et des 31 cadres logiques sectoriels en groupes thématiques constitués de sectoriels, conseillers municipaux, représentants de la société civile et des projets/programmes.

Le deuxième jour démarre par la présentation par le Maire des ressources dont la Commune est sûre de la mobilisation suivie de la programmation des investissements prioritaires sur la base du tableau de synthèse des microprojets des différents villages de l'espace communal et de l'ordre de financement des villages établi par la commune. Cette programmation a abouti à l'élaboration d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) duquel a été extrait le plan d'investissement annuel (PIA).

Le troisième jour a été consacré essentiellement à l'élaboration du cadre sommaire de gestion environnementale des projets du CDMT, du plan de passassions des marchés du PIA.

Il s'est achevé par l'élaboration d'un plan de communication pour rendre visible la mise en œuvre du PCD, d'un mécanisme d'actualisation du CDMT et la mise en place d'une structure de suivi de la mise en œuvre du PCD et d'appropriation du processus participatif.

2.5- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Sa mise en place s'est faite par le maire et les conseillers municipaux qui ont préféré tout simplement reconduire les membres du COPIL qui ont assuré pendant plus de six mois le suivi de IOAL dans ses activités de planification.

CHAPITRE III
PRESENTATION SOMMAIRE DE
LA COMMUNE

3.1- Localisation de la commune

La Commune de Mora est l'une des 3 communes du Département du Mayo Sava. Elle abrite le chef lieu du Département du Mayo Sava, Région de l'Extrême- Nord Cameroun.

Elle est limitée :

- A l'Est par la Commune de Pétté et Maroua III ;
- A l'Ouest par la Commune de Kolofata, Mayo Moskota et la République Fédérale du Nigeria ;
- Au Nord par la Commune de Waza ;
- Au sud par les communes de Tokombéré et de Koza

La ville de Mora qui est en même temps le siège de la Commune et Chef lieu du Département du Mayo-Sava, est étalée dans une plaine à proximité des Monts Mandara. Cette ville coloniale créée vers le 12^{ème} siècle fut un champ de bataille pendant la première guerre mondiale. On y découvre plusieurs constructions et autres vestiges attestant le passage des puissances étrangères en l'occurrence celui des Allemands.

- **Date de création** : 31/12/1960
- **Superficie Totale** : 1 735 Km²
- **Nombre de villages** : 60
- **Nombre total de chefferies** : 16 dont 01 de 1^{er} degré, 10 de 2^e, 5 de 3^e degré

Sources : Commune de Mora

3.2- Milieu biophysique

3.2.1- Le relief

Le territoire de la commune de Mora est caractérisé par deux types de relief la zone de montagne 20% et la zone de plaine 80%

- La zone de Montagne

Elle est située à l'Ouest et au Sud- Ouest et constitue la continuité de la chaîne montagneuse de l'Ouest. Cette zone est fortement peuplée et est dominée au point de vue agricole essentiellement par les cultures de saison de pluies.

- La zone de plaine

Elle est située entièrement dans les parties Est, Sud et Sud-est de Mora. On y pratique à la fois les cultures de saison de pluies, de contre saison et du coton qui est la principale culture de rente.

3.2.2- Le climat

La commune de Mora est caractérisée par un climat de type soudano- sahélien avec une longue saison sèche de 8 à 9 mois et une courte saison des pluies de 3 à 4 mois. Les précipitations dépassent rarement 700 mm et affectent significativement l'occupation des espèces culturales pratiquées par ses populations.

Vents dominants et direction

Le vent dominant est l'harmattan. Il est très chaud et sec, souffle du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il est plus violent en saison sèche causant en début de saison de pluies d'importants dégâts tant sur les habitations que sur les cultures.

3.2.3- Type des sols

L'Arrondissement présente une très grande diversité des sols.

- Les sols peu évolués : ils se trouvent au pied des montagnes, sont peu profonds, caractérisés par une faible fertilité due à l'érosion hydrique et à sa structure essentiellement pierreuse. Seules les cultures moins exigeantes comme le mil rouge, le mil jaune et les légumes feuilles y réussissent facilement.
- Les sols sablo-limoneux occupent une grande partie de la Commune. Ils sont très fertiles et profonds et favorables à toutes les cultures de saison de pluies et le coton

Tableau 1 : Type des sols de la commune de Mora

Types de sol	Localisation	Potentiel	Usage
Sols peu évolués	Pied des montagnes	Important en zone montagneuse	Cultures peu exigeantes notamment le mil rouge, le mil jaune, les légumes feuilles.
sols sablo-limoneux	Le long des mayo, dans les bas fonds et au centre	Assez important	Cultures du coton, du sorgho et du niébé
Sols argileux (Karal)	Bande allant de Wambaché, Homaka, Boundéri, Tchakramari, Kangaléri, Doublé, Djoundé, Mangavé	Important	- Production de mouskouari, et de riz pluvial ; - Zone de pâturage

Source : Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural de Mora

3.2.5- La végétation

La végétation est essentiellement composée d'épineux et de savanes arbustives. Elle est clairsemée et disparate. On rencontre le long des mayos des formations végétales herbacées.

3.2.6- Paysage

Avec le départ des précipitations le paysage à l'heure actuelle est tout à fait sec compte tenu des cultures ou des graminées sauvages qui ont bouclé leur cycle végétatif. Quant aux arbres, ils gardent pleinement leur feuillage et d'aucuns amorcent déjà la floraison.

3.2.7- Lacs, zones inondées ou inondables

Les principales zones inondables de la commune de Mora se rencontrent dans le canton de Mémé (lac de Gogo), Canton de Magdémé et les localités de Boundéri, Touski, Kossa, Homaka, Doublé, Tchakramari, Kangaléri, Wambaché, etc. Ces sols sont généralement inondés en saison des pluies et se fendillent en saison sèche.

3.2.8- Hydrographie

Les cours d'eau sont de régime irrégulier. Ils sont appelés généralement Mayo. Les principaux cours d'eau sont :

- Le Mayo Sava duquel le Département tire son nom ;
- Le Mayo Ouldémé ;
- Le Mayo Gomégé qui traverse la ville au niveau du pont du marché ;
- Mayo derrière le Lycée classique de Mora avec un radier sur la route Mora -Kourgui ;
- Mayo Goua Amtchali avec un radier au niveau du camp militaire ;
- Mayo de Kourgui ;
- Mayo Doulo/ Mahoula;
- Le Mayo qui entrecoupe la route Mémé-Yala Yalta;
- Le Mayo sur route Méhé-Mangavé ;
- Le Mayo Dzabayo entre Goujimdélé et Malika

Ces mayos se remplissent d'eau en période de grandes pluies et se vident quelques temps après, laissant place au banc de sable en saison sèche

Les cours d'eau sont de régime irrégulier. Ils sont appelés généralement Mayo. Ils se remplissent après une grande pluie et se vident quelques temps après. En saison sèche, il ne reste que de banc de sable, l'eau pouvant se trouver à une profondeur de 6 à 7m dans le sol.

3.2.9- Ressources naturelles

Les ressources naturelles existantes dans la commune sont entre autres:

a- Le sable : On le trouve en abondance dans les mayos. Il est essentiellement utilisé pour les constructions et ne rapporte pas jusqu'aujourd'hui grand-chose à la Commune à cause de difficultés de son transport vers le centre urbain.

b- Les carrières de terre latéritique et d'argile:

- La latérite : On la trouve en abondance à trois endroits considérés comme des carrières : Route Doulo, Sera Warda et sur la route de Kourgui quartier Blé-Blé . cette ressource est également sous valorisée du fait des mêmes difficultés que connaît le sable.
- L'argile : il se trouve par endroits dans les villages. L'exploitation de cette ressource expose les champs de plus en plus à la dégradation, ce qui pousse souvent leurs propriétaires à interdire l'accès à leurs parcelles.

c- Les pierres, les cailloux et le gravier : On trouve ces ressources au piedmont, le long de la chaîne de montagnes qui occupe la partie Sud du territoire communal (Mora Massif, Vadi Mora, Biwana, Godigong, Makoulahé ; Doulo, Mémé ; quartiers Pouché et Mokolo à Mora, etc) L'exploitation de cette ressources est anarchique et ne rentre pas assez de devises dans les caisses communales.

d- De vastes bandes inondables

Les principales zones inondables de la commune de Mora se rencontrent dans le Canton de Mémé, , Groupement de Magdémé (lac de Gogo, Doublé,) et les localités de Boundéri, Touski, Kossa, Homaka, Tchakramari, Kangaléri, Wambaché, etc. Ces sols sont généralement inondés en saison des pluies et se fendillent en saison sèche.

e-Les terres agricoles (argilo limoneuses) :

Elles sont situées le long des cours d'eau et dans les bas fonds en plaine. On pratique les cultures vivrières et maraîchères et une partie est utilisée comme pâturage.

f-La paille : Elle se trouve en zone de montagne (Mora massif, les cantons Podoko et Mouktélé, les cantons de Limani, Kossa et Boundéri). Le contrôle d'accès est parfois exercé par certains chefs traditionnels (cas de Mora massif) et subit une dégradation progressive due aux feux de brousse et à une exploitation anarchique.

g- Les anguilles : On les trouve dans les zones inondables (Farcha) des cantons de Limani (Homaka, Kangaléri) et de Boundéri. Exploitées anarchiquement, elles sont menacées de disparition.

h- Les Arbres / Bosquets/ Forêt : Essentiellement constitués des forêts reboisés par l'Etat, le couvert végétal dense se rencontre dans le « Sahel vert » de Mora, dans la forêt communautaire Doulo/ Magdémé, et le long des grandes routes, en zones rurales et urbaines. Elle subit une coupe abusive, clandestine et les effets des feux de brousse incontrôlés. Le contrôle d'accès est fait par la commune et les services des forêts.

3.2.10- Ressources touristiques

On note dans l'espace communal la présence des sites touristiques et d'infrastructures hôtelières favorables à la promotion du tourisme. Il s'agit du campement d'Oudjila, l'historique de la ville de Mora, les cimetières des soldats des forces alliées et des Allemands tombés pendant la deuxième guerre mondiale, l'histoire du Sultanat du Wandala et sa fantasia, etc. Toute fois, ce potentiel touristique n'est pas suffisamment valorisé.

3.3- Milieu socio- économique

3.3.1- Repères historiques de la Commune

L'histoire de la commune de Mora est semblable à celle des premières communes du Cameroun.

En effet, depuis sa création par Décret présidentiel N°60/83 du 31/12/1960, cette commune a été gérée depuis 1986 par les Sous- Préfet-Maires suivants : Abba Sadou ; Abdoulaye Koué ; Youssoufa Dawa ; Mamadi Mahamat et enfin Biébi Paul.

Il ne nous a pas été possible d'obtenir au niveau de la commune les dates exactes de passage de ces différents Sous Préfet- Maires avant la nomination du Maire El Hadj Abba Boukar en 1986.

El Hadj Abba Boukar, nommé par Arrêté Présidentiel le 06/11/1986 a été le tout premier Maire non Sous- Préfet.

Nommé donc en 1986 comme précisé ci-dessus, El Hadj Abba Boukar a été à la faveur de multiples élections municipales réélu Maire à la tête de cette Commune jusqu'aujourd'hui .Il est aussi à noter que les communes de Kolofata et Tokombéré sont issues de sa partition en 1982, à la faveur de la création du Département du Mayo-Sava.

- Taille et structure de la population**

La Commune de Mora couvre une superficie de 1 735 Km² avec une population totale de 244 330 habitants en 2013 dont 107 481 hommes et 136 849 Femmes. Soit 43,99 % d'hommes et 56,01% de femmes avec une densité est de 141 habitants au Km².

Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par tranche d'âge (2013)

N°	ESPACE URBAIN/village	HOMME	FEMME	5-16 ans	0-5 ans	TOTAL POPULATION
1	BALDAMA CENTRE	800	1160	1100	300	3360
2	BLABLINE HOURGO	600	900	600	300	2400
3	BLAMADERI	400	600	500	200	1700
4	BLONGOUARE	540	610	730	360	2240
5	BOUDA	800	1300	600	400	3100
6	BOUNDERI	1000	1600	600	400	3600
7	DARGALLA	950	1400	700	350	3400
8	DJEHE	800	1000	900	400	3100
9	DJOUNDE CENTRE	1000	1250	1350	950	4550
10	DOULO	900	1300	800	300	3300
11	DOUME KATA	700	1000	500	200	2400
12	ESPACE URBAIN	10750	13240	10050	21600	55640
13	GAIZANG	900	1600	800	400	3700
14	GANAI-MALLOUM	600	630	960	100	2290
15	GODIGONG CENTRE M,	1000	1500	800	500	3800
16	GODIGONG CHEFFERIE	900	1300	500	300	3000
17	GOLGA 2	1000	1800	800	400	4000
18	GOUVAKA CHEFFERIE	1000	1500	900	300	3700
19	HALGOUA CHEFFERIE	800	940	850	400	2990
20	HERE ECOLE	1000	1500	900	450	3850
21	HOMAKA	1200	1500	900	400	4000
22	HOMAKA MARCHE	1000	2000	1200	700	4900
23	HOUDOUWIYANG	1200	1800	1000	600	4600
24	IGAWA DOULO	900	1300	600	350	3150
25	IRA-WARA	250	270	280	80	880
26	JILVE	500	900	500	300	2200
27	KACHIMRI	800	1200	500	300	2800
28	KOSSA CENTRE	1500	2000	800	500	4800
29	KOURGUI CENTRE	1600	2400	1400	1000	6400
30	KOURGUI KOSTRHEHE	160	250	100	90	600
31	KOURKASSOUKA	850	1000	650	430	2930
32	LIMANI ABBA OUMAR	1800	2600	1400	1000	6800
33	MAGDEME CHEFFERIE	1000	1600	1000	700	4300
34	MAHOULA CHAIBOU	1100	1900	1000	800	4800
35	MANAWATCHI AMADI	1300	2000	1300	1000	5600
36	MANGAVE ABBA FADI	500	900	250	150	1800
37	MANGAVE YOUNOUSS	900	1300	1000	600	3800
38	MBRECHE BLAMA GANA	800	1000	350	180	2330

N°	ESPACE URBAIN/village	HOMME	FEMME	5-16 ans	0-5 ans	TOTAL POPULATION
39	MEHE SANDA	550	800	900	580	2830
40	MEKE	900	1500	400	200	3000
41	MEME TAGAMA	1600	1900	1200	1000	5700
42	MOGODE	1000	1800	800	400	4000
43	MOYOURE	1000	1600	750	380	3730
44	GOUMOULDI SILIMAN	900	1300	500	300	3000
45	OULDGAÏ	600	1000	700	400	2700
46	OUZLE MOUVA	800	1000	600	300	2700
47	TALA PLADRA	1100	2200	1100	800	5200
48	TAYER OUMATE	900	1500	700	400	3500
49	TCHAKRAMARI ISSA	1000	1300	900	700	3900
50	TOUSKI OUSMAN	800	900	600	300	2600
51	VADIMETEKE	900	1200	900	600	3600
52	WAMBACHE MODOU K,	900	1200	1000	700	3800
53	WARAGA	1300	2000	1000	700	5000
54	WARBA CENTRE	1000	1300	960	500	3760
55	ZOULGO KOLA	500	900	700	400	2500
TOTAL COMMUNE		59550	85450	52880	46450	244330

- **Groupes ethniques et relations interethniques**

La population vivant dans le territoire de la commune de Mora est composée des principales ethnies conformément au tableau ci-dessous :

Tableau 3: Estimation de la composition de la population par ethnie et en pourcentage

N°	ETHNIE /GROUPE ETHNIQUE	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)	RANG
1	Mandara	28122	11,5	4 ^{ème}
2	Podoko	46594	19,07	1 ^{er}
3	Matal ou Mouktélé	33498	13,71	3 ^{ème}
4	Moura/ Mbirmé	21672	8,86	5 ^{ème}
5	Mousgoum	14684	6	8 ^{ème}
6	Bornouan ou Kanouri	35159	14,38	2 ^{ème}
7	Mafa	9773	3,99	9 ^{ème}
8	Mada	15002	6,14	6 ^{ème}
9	Mouyeng	4887	2	11 ^{ème}
10	Peuls ou Foulbé	3323	1,36	12 ^{ème}
11	Arabes chouas	14855	6,07	7 ^{ème}
12	Hourza	7330	3	10 ^{ème}

N°	ETHNIE /GROUPE ETHNIQUE	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)	RANG
13	Moundang	733	0,3	18 ^{ème}
14	Toupouri	1222	0,5	15 ^{ème}
15	Guiziga	977	0,39	16 ^{ème}
16	Zoulgo	2468	1,01	14 ^{ème}
17	Gamergou	2956	1,2	13 ^{ème}
18	Banana	782	0,32	17 ^{ème}
19	Haoussa	293	0,11	19 ^{ème}
	TOTAL	244330	99,91	

- ✓ D'autres tribus venues des dix régions du pays pour des raisons professionnelles.

Les ethnies précitées se trouvant dans la Commune de Mora malgré leur diversité religieuses et culturelles cohabitent bien, chacune respectant les us et coutumes des uns et des autres et agissent en synergie pour le développement de la Commune.

- **Estimation de la composition de la population de la Commune de Mora par ethnie et en pourcentage :**

Sur les bases des données du dernier recensement général de la population de 2005, il ressort que la composition de la population de Mora en termes de principaux groupes ethniques vivant dans l'espace communal est comme suit :

- **Les religions**

Les principales religions pratiquées dans la commune de Mora sont :

- l'islam, pratiqué principalement par les premières ethnies à s'installer dans la zone telles que les Mandara et Bornouans, les Gamergous, les Arabes Chouas et les peuls ;
- le christianisme, pratiqué par les ethnies descendues des Massifs de Mont Mandara tels que les Mafas, les Mouktélé, les Podoko, les Zoulgo, les Bananas, les Moura etc.
- l'animisme, pratiqué par une partie des différentes ethnies issues des Monts Mandara.

- **Mobilité de la population**

Les populations de la commune de Mora sont dans l'ensemble stables. Toutefois, on peut relever :

- les déplacements massifs que certaines familles avaient effectués les années précédentes dans le Grand Nord du pays (zone de Lagdo, Touboro, etc), à la recherche des terres fertiles ;
- l'exode rural de plus en plus régulier des jeunes vers le Nigeria et le Sud du pays, attirés par les mirages des villes, fuyant le travail de la terre et le poids de la tradition.

A l'intérieur de la commune, on note des déplacements inter villages pour des raisons familiales (mariages, marchés, funérailles, travaux agropastoraux etc.).

- **Les populations vulnérables**

Les populations vulnérables identifiées dans la commune de Mora avec l'appui des services des affaires sociales et de l'Hôpital de District de santé de Mora sont :

- les vieillards ;
- les orphelins
- enfants de la rue ;
- les handicapés (moteurs) ;
- les aveugles ;
- les lépreux ;
- les personnes vivantes avec le VIH/SIDA

Les services d'encadrement étatiques et privés impliqués dans la prise en charge de ces personnes vulnérables font des efforts très considérables mais qui restent jusque-là insuffisants pour améliorer les conditions de vie de ces couches sociales. Par ailleurs, on déplore le manque d'attention de la société aux personnes vulnérables telle que l'exigeait la tradition d'où la responsabilisation plus accrue de l'Etat et de la Commune pour la prise en charge de ces catégories d'acteurs

- **Organisation sociale**

La commune de Mora comprend 01 Sultanat (Sultanat de Wandala), 10 cantons (Mémé, Limani Mora-Massif, Warba, Podoko Centre, Podoko Nord, Podoko Sud, Zouelva, Baldama, Bounderi, Kossa et 05 Groupements (Mora-Ville, Doulo, Madgémé, Djoundé, Kourgui). A la tête de chaque Canton on trouve un Lawan ou Chef de Canton du 2^{ème} degré et les Blama au niveau des villages (Chefs de 3^{ème} degré).

- **Habitat**

L'habitat dans la commune de Mora varie selon qu'on est en zone urbaine ou en milieu rural d'une part, ou selon les ethnies d'autre part. En zone urbaine, les maisons sont pour la plupart en matériaux définitifs (murs en dur, toits en tôles) tandis qu'en zone rurale, les habitations sont en matériaux provisoires (murs en terre battue ou en seko, toits en paille). Chez les éleveurs Arabes choas et autres, les habitats sont des cases rondes et de toiture en paille. Il s'agit ici des huttes vastes à l'intérieur divisée en deux compartiments dont un pour le bétail.

- **Système foncier**

L'accès à la terre se fait uniquement par héritage, par achat, par la mise en gage ou location auprès des tiers. Mais d'une manière générale de par la loi les chefs traditionnels sont des propriétaires fonciers et les gèrent sous la supervision du Sous- préfet représentant de l'Administration Territoriale. S'agissant de l'héritage des terres, seuls les hommes en ont droit. Les terres appartiennent à une minorité d'autochtones. Les allogènes sont obligés de les louer auprès de ces derniers pour y pratiquer l'agriculture. Les locataires terriens n'ont pas le droit d'y pratiquer les cultures pérennes faute de quoi les propriétaires les récupèrent. La fertilité de ces terres est assurée par la pratique des cultures en terrasse très vulgarisée et maîtrisée dans la zone.

- **Acteurs de développement de l'économie locale**

Tableau 4 : Acteurs de développement de l'économie locale

Dénomination de l'institution	Sigle	Domaine d'intervention	Objectifs visés	Année de création	Statut	Année de légalisation	Adresse ou contact de la personne ressource
Société de Développement du Coton	SODECOTON	Production du coton (encadrement des planteurs, octroi des intrants et commercialisation du coton)	Améliorer les conditions de vie des populations à travers l'augmentation des revenus				
Crédit du Sahel	CDS	Microfinance	Améliorer les revenus des populations à travers l'accès au financement des microprojets	-	EMF	-	-
Caisses villageoises d'épargne et de Crédits autogérée (Godigong, Kassa Dara, Tala-Mokolo, Malika)	CVECA	Microfinance	Améliorer les revenus des populations à travers l'accès au financement des microprojets	1997	Association		
Groupes d'Initiatives Communes	GIC	- Agriculture ; - Elevage - Petits commerces - Recherche de partenariat	Amélioration des conditions de vie des membres	-	GIC	-	Chef Section Département COOP/GIC Tel : 79 38 61 63
Association pour le développement du Mayo-Sava	ADEMSA	- Construction des infrastructures ; - Paiement des enseignants ;	Améliorer l'accès des populations à l'éducation des enfants		Association		Président en cours de mandat : Tel : 75 09 87 02
Reseau des Femmes de l'Arrondissement de Mora	REFAMO	Agriculture, élevage, petit commerce, sensibilisation des femmes pour le changement de comportement	Améliorer l'accès des femmes dans les cercles de prise des décisions Améliorer les conditions de vie des femmes	2001	Association	2001	Mme BOUBAKARI 78 92 45 03

Dénomination de l'institution	Sigle	Domaine d'intervention	Objectifs visés	Année de création	Statut	Année de légalisation	Adresse ou contact de la personne ressource
Association des Femmes de Mora	AFEMO	- Sensibilisation - Développement des capacités	Améliorer l'accès des femmes dans les cercles de prise des décisions Améliorer les conditions de vie des femmes	2005	Association	2007	Présidente : Madame Maïmounatou Abba Boukar Tel : 77 33 57 57
Organisation des Opérateurs économiques	OPECO	Négociation et défense d'intérêts des membres Développement des capacités	- Améliorer la rentabilité des activités ; - Améliorer les relations entre la structure et les intervenants/ partenaires	2008	Association	2009	Président : MAHAMIA ABBA Tel : 75 36 39 51
Cadre d'appui pour la promotion et la valorisation des initiatives de développement des populations à la base	CAPROVI	- Décentralisation et gouvernance ; - Gestion des ressources naturelles ; - Economie locale	- Faciliter l'appropriation des processus par la Commune et les Communautés - Réduire la pauvreté en milieu rural ; - Améliorer la gestion durable des ressources	2003	GIC	2003	Délégué : SADJO : 78 14 96 94
Cellule d'appui au développement participatif intégré	CADEPI	- Décentralisation et gouvernance ; - Gestion durable des ressources naturelles	- Faciliter le dialogue entre les acteurs autours des ressources naturelles et sur la décentralisation ; - Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations	2003	Association	2003	Président : GRABA DOMINIQUE 77 90 17 03
Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole	PNVRA	- Vulgarisation des innovations ; - Développement des Capacités des producteurs	Améliorer les conditions de vie des populations à travers l'amélioration de la productivité agricole et pastorale ;		Programme		Superviseur départemental : Tel : 77 28 18 52
Projet d'Appui au Développement de la Micro-finance Rurale	PADMIR	Micro-finance	Améliorer les revenus de la population par la Facilitation de l'accès au financement des projets		Projet		Superviseur départemental : Tel : 77 28 18 52
Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles	PADFA	Développement des filières Riz et Oignon	- Réduire la pauvreté en milieu rural ; - Accroître les revenus et améliorer la sécurité alimentaire à travers le développement durable et les compétitivités des filières Riz et Oignon		Projet		DDADER-MS Tel : 75 79 83 40
Projet de Développement Durable du Bassin de Lac-Tchad	PRODEBALT	Gestion des ressources naturelles	- Améliorer la maîtrise de l'eau à travers des aménagements hydro-agricole ; - Améliorer les conditions de vie des		Projet		Point Focal

Dénomination de l'institution	Sigle	Domaine d'intervention	Objectifs visés	Année de création	Statut	Année de légalisation	Adresse ou contact de la personne ressource
			populations par l'augmentation des productions agricoles et pastorales				Départemental : Tel : 77 98 79 78
Fonds d'Equipement et d'Investissement Communal	FEICOM	Financement des projets communaux Collecte et redistribution des CAC	Faciliter l'accès au financement pour la réalisation des Projets communaux	-	-	-	-
Programme National du Développement Participatif	PNDP	Décentralisation et développement local / Gouvernance	Promouvoir le développement Local à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux spécifiques de base (santé, éducation, eau et assainissement) dans les communes cibles et appuyer le processus de décentralisation en cours dans le pays.		Programme		Cellule Régionale de Coordination de l'Extrême-Nord
Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local / GIZ	PADDL/GIZ	Décentralisation et développement local	- Appuyer le processus de décentralisation en cours dans le pays ; - Développement des capacités institutionnelles		Programme		Chef d'Antenne Régionale : Tel : 99 50 31 61
Programme des Nations Unis pour le Développement	PNUD	Gestion des ressources naturelles Environnement	- Lutte contre le changement climatique - Reboisement		Programme		
UNICEF	UNICEF	Education	Renforcement de l'Education des enfants (jeunes filles)		Programme		
Association de lutte contre les violences faites aux femmes	ALVF	- Leadership féminin ; - Développement des capacités ; - Plaidoyer	- Réduction des inégalités entre l'homme et la femme ; - Participation de la femme dans les cercles de prise de décisions - Autonomisation de la femme		Association		

3.4- Activités économiques

Les principales activités économiques menées dans l'espace communal de Mora sont : l'Agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

➤ **Agriculture :**

L'agriculture est la principale activité économique pratiquée dans la commune après l'élevage. Les principales cultures pratiquées par ordre d'importance sont : le sorgho de saison de pluie ; le sorgho de saison sèche (Mouskouari) ; le niébé ; le maïs ; l'oignon (saison sèche et de saison de pluies) ; le gombo ; l'ail (en pleine introduction) ; le tabac (en zone de montagne) ; le riz pluvial ; l'arachide ; le voandzou ; le sésame ; le coton. Cette production est destinée en partie à la consommation et à la commercialisation.

Si la diversité culturelle , le dynamisme et l'ardeur au travail des populations, la présence de vastes bandes de terres fertiles et très propice au maraîchage ainsi qu'aux cultures fruitières constituent de grands atouts pour l'agriculture, levier de l'économie locale de la commune, les aléas climatiques, la pauvreté des sols par endroits (surtout en zone de montagne) ainsi que l'accès des producteurs très limité aux financements (pour l'acquisition des intrants agricoles) , la faible mécanisation des activités de production constituent des contraintes au développement de l'agriculture dans la commune. Le faible degré de transformation des produits agricoles constitue également un obstacle qui n'est pas le moindre.

L'encadrement technique des paysans est assuré par les services et organismes ci- après :

- les services du MINADER : qui s'occupent de la vulgarisation des techniques agricoles et de l'organisation paysanne en général ;
- La SODECOTON : Elle s'occupe de la promotion de la culture de coton et autres cultures vivrières associées ;,
- Les structures telles que le CDD, CVECA, la CAMCUL et le Crédit du Sahel intervenant dans le domaine agricole accordent les micro- crédits aux agriculteurs de la Commune. .

Le tableau ci- dessous présente les principales spéculations pratiquées, les superficies emblavées, leurs productions et leurs rendements.

Tableau 5 : Statistiques des superficies, productions et rendements des principales cultures pratiquées dans l'espace communal de Mora pour les 2 dernières campagnes (2011 et 2012)

SPECULATIONS	SUPERFICIES (HA)					PRODUCTIONS (TONNE)					RENDEMENT (T/HA)	
	PREVUES		REALISEES			PREVUES		REALISEES				
	2011	2012	2011	2012	ECART	2011	2012	2011	2012	ECART	PREVUS	REALISES
SORGHO SP	24 720	25 214,4	24 225	23 904	- 321	49 440	50 428,8	48 450	41 832	-6618	2	1,75
PENICILLAIRE	7 010	7 360,5	7 360,5	7 398	+37,5	8 412	8 832,6	5 888,4	8 877,6	+2 989,2	1,2	1,2
MAÏS	891	873	641,52	873	+231,48	2 138,4	2 095,2	769,8	1 746	+976,2	2,4	2
NIEBE	12 379,5	12 751	12 751	14 061,4	+1 310,4	12 379,5	12 751	7 650,6	12 655,26	+5004,6	1	0,9
ARACHIDE	325	318,5	260	159,25	-100,75	390	382,2	208	127,4	-80,6	1,2	0,8
VOANDZOU	3768	3 089,76	3 089,7	3 089	-0,75	4 521,6	3 707,7	3 398,7	2 471,2	-927,5	1,2	0,8
SESAME	52	53	53,56	53	-0,56	31,2	31,8	26,78	31,8	+5,02	0,6	0,6
RIZ	90	94,5	90	94,5	+4,5	108	95,7	108	113,4	+5,4	1,5	1,2
GOMBO	452	461	461	461	00	361,6	368,8	276,6	368,8	+92,2	0,8	0,8
OIGNON	80	49,4	52	91	+39	1 584	869,44	800,8	1601,6	800,8	17,6	17,6
SORGHO SS	9 789	10 278,5	9 299,5	10 328	+6 971,5	9 789	10 278,5	7 831,2			1	

▪ Source: Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement rural de Mora

➤ **Elevage**

L'élevage passe pour la 2^{ème} activité du secteur secondaire. Les principales espèces élevées sont entre autres les bovins, les ovins, les caprins, les volailles, les ânes, les chevaux et les porcins. Le tableau ci-dessous donne une idée du nombre de têtes élevées par espèce.

Si cet élevage est diversifié et dense, il reste encore un élevage extensif, ce qui ne permet pas aux éleveurs de mieux bénéficier de leur activité. Par ailleurs, les pâturages de l'espace communal sont en pleine dégradation sous l'effet de plusieurs facteurs que sont l'agriculture extensive due à la démographie galopante, les feux de brousse et la déforestation.

Une pêche artisanale des anguilles se développe à côté de cet élevage dans la zone de Wambéché-Homaka-Touski. L'apiculture, d'introduction récente est également pratiquée ici.

Les affections du bétail les plus récurrentes sont les avitaminoses, les boiteries, les diarrhées, les parasites, les gales, les toux, les stress, les pneumonies, les traumatismes. Il est à relever également un faible engouement des éleveurs à se regrouper, ce qui ne facilite pas leur encadrement

Tableau 6: Situation des effectifs du cheptel dans l'espace communal de Mora

N°	ESPECES	EFFECTIF	CONTRAINTE MAJEURES
1	BOVINS	29792	<ul style="list-style-type: none"> -Récurrence des affections telles que les avitaminoses, les boiteries, les diarrhées, les parasites, les gales, les toux, les stress, les pneumonies, les traumatismes ; -Insuffisance de pâturage -Faible encadrement des éleveurs ; -Faible organisation des éleveurs en coopératives; -Fréquence des conflits agropastoraux -Vol fréquent du bétail ; -Difficulté d'abreuvement du bétail -Difficulté d'accès aux soins, aux produits vétérinaires et aux aliments de complémentations de l'alimentation du bétail (Tourteau, sels minéraux, vitamines, etc). -Pratique d'un élevage de prestige par la plupart des grands éleveurs ; -Empiétement des pistes à bétail et des pâturages par les champs ; -Envahissement des pâturages par les animaux des éleveurs transhumants -Coût élevé des aliments concentrés pour complémentation (tourteau de coton) ; -Piqûres des animaux par les insectes la nuit en période humide -Ensablement progressif des mares existantes ; -Destruction du pâturage par de fréquents feux de brousse
2	OVINS	20039	Idem
3	CAPRINS	20 712	Idem
4	ANES	276	Idem
5	CHEVAUX	155	Idem
6	PORCINS	1157	-Non adaptation de l'élevage porcin dans certaines communautés
7	VOLAILLES	65027	<ul style="list-style-type: none"> -Peste aviaire fréquente ; -Difficulté de couvaison des volailles en période de forte chaleur
8	APICULTURE	160 Ruches mises en place par 5 apiculteurs	<ul style="list-style-type: none"> -Déforestation progressive ; -Méconnaissance des techniques modernes d'apiculture par les éleveurs ;

Source : Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, des pêches et industries animales de Mora

➤ **Commerce :**

Le commerce est la 3^{ème} activité menée par les populations. IL se fait localement sous forme de petit commerce dans les villages, de commerce de gros et détail des produits manufacturés en provenance des autres villes du Cameroun ou du Nigeria.

Ce commerce est essentiellement ‘informel, ce qui rend difficile l’élaboration par la Commune du fichier des contribuables. D’une manière générale, les activités commerciales portent sur :

- l’achat et la revente des produits manufacturés ;
- la commercialisation des produits et sous produits agro pastoraux et artisanaux ;

Malgré un nombre élevé des marchés dans l'espace communal de Mora, la commune dispose très peu d'infrastructures marchandes telles que les boutiques, les magasins ; les aires d'abattage, les hangars, etc., rendant difficile l'encadrement des commerçants et la valorisation de ce potentiel. De nombreux corps de métiers existent dans les grandes agglomérations mais exercent dans la clandestinité. Il s'agit entre autres des tailleurs, des bouchers, des motos taximen, des restaurateurs, des brasseurs de la bière de mil et de maïs, des vendeurs de carburant, etc. Ce secteur qui emploie une bonne partie de la population jeune et féminine mérite d'être organisé et développé.

➤ **Artisanat :**

Les activités artisanales portent essentiellement sur : la poterie; la confection des nattes et seko en paille dans les villages ; la forge ; la maroquinerie, etc. L'artisanat souffre d'une manière générale du problème de manque de matière première ; de son caractère très traditionnel ; du manque d'organisation des artisans ; des difficultés d'accès des artisans au financement et du faible encadrement technique etc.

3.5- Principales institutions et services par secteur

Dans la commune de Mora, on rencontre de nombreuses institutions sociales et éducatives avec leurs infrastructures rendant de multiples services aux populations. La situation de ces institutions ainsi que leurs infrastructures se présentent ainsi qu'il suit :

• **EDUCATION :**

- **Ecole maternelles :**

On dénombre dans l'espace communal 21 écoles maternelles avec un effectif total de 1603 élèves dont 729 garçons et 874 filles. L'enseignement maternel privé a un effectif de 218 élèves dont 111 garçons et 107 filles.

- **Ecole primaires :**

99 écoles primaires existent dans la commune dont 02 écoles de parents ; Effectif : 31 819 élèves dont 13 690 filles et 18 134 garçons ; 257 salles de classes. Le ratio est de 78 élèves /classe dans l'enseignement public contre 28 élèves /classe dans le privé. La moyenne dans la commune est de 56 élèves/ classe.

Source : Rapport Inspection de l'enseignement de Base de Mora.

Tableau 7 : Situation des Etablissements d'enseignement secondaire : 07 Lycées dont 01 technique et 04 CES ;

N°	Etablissement	Date de création	Effectif			Enseignant	Salles de classe	Tables bancs	Point d'eau	Latrines	Reboisement	Clôture	Logement Enseignant
			F	G	T								
1	Lycée de Mora	1973	934	1827	2761	48	25	1108	1	1	1	1	0
2	Lycée de Mémé		163	552	715	13	10	450	1	1	0	0	0
3	Lycée Bilingue de Mora	2004	307	597	904	37	02	120	0	0	0	0	0
4	Lycée de Zouelva		266	587	853	15	10	234	0	1	0	0	0
5	Lycée de Limani	2004	102	288	390	17	09	157	1	1	1	0	0
6	Lycée de Kourgui		135	265	400	10	04	180	1	0	0	0	0
7	CES de Godigong	2003	93	125	218	03	04	150	0	0	0	0	0
8	CES Aissa Hardé	2009	32	90	122	01	02	120	0	0	0	0	0
9	CES Mora Massif		73	92	165	02	02	120	0	1	1	0	0
10	Lycée Technique de Mora	1992	203	319	522	29	11	250	1	1	1	0	0
11	CES de Goudjimdélé	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	TOTAL		2308	4742	7050	175	79	2889	5	6	4	1	0

Source : Rapport d'activités 2013 de la Délégation Départementale des enseignements secondaires du Mayo Sava. Les données du CES de Goudjimdélé ne sont pas disponibles.

Tableau 8 : Situation des institutions de formation professionnelle

N°	Etablissement	Date de création	Effectif			Enseignant	Salles de classe	Tables bancs	Point d'eau	Latrines	Reboisement	Clôture	Logem. Ens
			F	G	T								
1	ENIEG DE MORA	/	161	490	651	16	08	267	0	0	0	0	0
2	SAR/ SM DE MORA	/	08	05	13	02			1	1	1	0	0

Source : SAR/SM Mora, ENIEG Mora

- **SANTE**

Environs 39 610 ménages, soient 175 454 personnes bénéficient des prestations des différentes institutions sanitaires dans le territoire communal. Quant aux institutions sanitaires, leurs situations se présentent comme suit :

- **Centres de Santé Intégré / Hôpitaux** : Hôpital de district : 01, Hôpital de Garnison : 1, CSI : 18
- **Formations sanitaires privées** : Clinique La Volonté ; CSI (Godigong ; Tala Mokolo ; Limani ; Goudjimdélé)
- **Maladies endémiques courantes** : Paludisme, fièvre typhoïde, Infections respiratoires, Diarrhée ; dermatoses, etc) ;
- **Maladies épidémiques courantes** : Choléra, Méningite ; Rougeole
- **Taux moyen de fréquentation des centres de santé et de l'hôpital** : 50% ;
- **Taux moyen de couverture vaccinale** : 90 % ;
- **T aux de prévalence du VIH/ SIDA au niveau de l'hôpital de Mora**: 5 % ;
- Etat des Infrastructures Sanitaires :
 - Bâtiment : 14 dont 08 en bon état et 06 en mauvais état ;
 - Point d'eau : 10 formations sanitaires sur 18 ont un point d'eau ;
 - Clôture : 03 formations sur 18 sont clôturées ;

Besoins en personnel : Médecins : 02 ; IDE : 14; IB : 28; AS : 42;ingénieur en Equipements : 01 ; TMS : 03 ; ATMS : 14 ; Statisticien : 02.

Besoins en équipement : 140 lits ; 12 Laboratoires ; 12 Maternités ; 06 pharmacies ; Réfrigérateur : 02 ; Points d'eau : 11 ; Latrines : 12 ; Clôture : 13 ; 03 nouveaux bâtiments ; 08 réhabilitations.

Source : Hôpital de district de Mora

- **INFRASTRUCTURES SOCIOCULTURELLES ET SPORTIVES** :

Il existe 01 stade municipal à Mora et 1 complexe sportif au foyer culturel ; des aires de jeux dans 7 établissements scolaires (Lycée classique de Mora, Lycée technique de Mora, Lycée de Mémé, Lycée de Limani, Lycée de Zouelva, Lycée bilingue de Mora, CES de Kourgui, ainsi que dans les écoles primaires publiques et privées. Sur le plan d'encadrement social, il y a un centre social ; un centre de promotion de la femme et famille à Mora.

- **HYDRAULIQUE** :

- **Puits, Forages** : On retrouve dans la commune 109 forages avec une moyenne de 1 forage ou un puits d'eau amélioré par grand village. Mais cela reste insuffisant compte tenu des besoins exprimés par les populations et surtout de la démographie galopante. Des efforts doivent être engagés pour satisfaire les besoins en eau potable des populations qui passe comme la priorité des priorités qui s'évaluent comme suit : 75 Forages et 23 puits équipés de pompes à maotricité humaine.
- **Adduction d'eau** : il existe une adduction d'eau potable à Mora gérée par la SDE (Camerounaise des Eaux). Cette eau provient du barrage de Mokolo d'une part et du forage de Gancé d'autre part et alimente 950 abonnés. Cependant, il revient que malgré cette adduction d'eau, l'accès des populations à l'eau potable constitue le problème fondamental de la commune.

- **L'hydraulique** pastorale n'est pas du reste car les animaux souffrent de pénurie d'eau d'abreuvement en saison sèche.

En somme, le problème de manque ou d'insuffisance d'eau potable pour les populations se pose avec acuité dans les villes et villages de l'espace communal de Mora, ce qui prédispose les populations aux maladies diarrhéiques telles que le choléra, la typhoïde, l'amibiase etc.... Le cas le plus sérieux est celui de la bourgade de Métré qui a plusieurs atouts socioéconomiques, mais qui souffre atrocement du manque d'eau potable en saison sèche. Un accent doit être mis dans les actions futures de la commune en vue de la réhabilitation des nombreux points d'eau tombés en panne, de la réalisation de nouveaux points d'eau et de l'extension de l'adduction d'eau de Mora si possible.

Le tableau ci-dessous présente la situation des infrastructures hydraulique de la Commune

Tableau 9 : Situation des infrastructures hydraulique de la Commune

TYPES OUVRAGES EXISTANTS	NOMBRE Fonctionnel	TOTAL	
		Non Fonctionnel	
FORAGES	83	26	109
BARRAGES	01	00	01
ADDUCTION D'EAU	01	00	01
PUITS	Construction puits par les ONG et Tiers non déclarées au Service Départemental du MINMEE		
MARES	10		

• ELECTRICITE

Environs 16 localités sont électrifiées dans l'espace communal. Il s'agit de : Métré, Warba, Sera Doumada, Gilvé, Doulo, Magdémé, Doublé, Kourgui, Bouda, Limani, Godigong, Malika, Oudjilla, Baldama, Tala Mokolo, Makoulahé. Mais le plus grand nombre des villages reste non électrifié. Par ailleurs, ce courant électrique est monophasique et d'une faible intensité et ne peut alimenter des engins de grandes capacités ; Ce qui compromet la réalisation des AGR. Une extension de l'électrification des zones rurales avec un courant triphasé est vivement recommandée.

NB : Nous n'avons pas trouvé des informations relatives au nombre de Kilomètres de la haute et basse tension d'électricité dans le territoire de la commune au niveau de AES SONEL Mora.

Tableau 10 : Information sur les villages électrifiés

N°	Nom du canton	Nombre de villages ou agglomérations électrifiées	Observations (villages à électrifier)
1	Métré	04	Igawa, Manawatchi
2	Limani	01	Narki, Djakana
3	Kossa	01	/
4	Boundéri	00	Boundéri
5	Mouktélé Zouélva	01	/
6	Podoko centre	00	Podoko centre
7	Podoko Sud	01	/
8	Podoko Nord	01	/
9	Mouktélé Baldama	01	/
10	Mora Massif	00	Mora Massif
11	Warba	02	/
1	Mora Ville	01	Quartiers Total, Mokolo et Guerbala,
2	Djoundé	00	Djoundé
3	Kourgui	02	/
4	Magdémé	03	/

5	Doulo	01	Tayer
---	-------	----	-------

- **TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS**

Contraintes et potentialités en matière de voies de communication dans la commune :

Contraintes :

- Insuffisance des moyens financiers de la commune pour assurer un bon entretien des routes ainsi que la voirie urbaine ;

Ramener les routes et radiers en mauvais état dans les contraintes

Potentialités

- Existence de terres latéritiques ;
- La majorité des voies sont accessibles à tout moment de l'année ;
- La Commune est traversée par l'axe national N°1 bitumé. Maroua-Kousseri
- Le nombre de Kilométrage de route à la charge de la commune est de 284 Km de route en terre selon les données de la commune.
- Toutes ces routes sont pour la plupart d'un très mauvais état avec des ouvrages de franchissement insuffisants et mal entretenus par la Commune à cause du manque de moyens financiers. Les différents axes de communication relient Mora, chef lieu de la commune aux chefs -lieux des cantons et groupements. Ces axes ainsi que leurs états respectifs sont les suivants :
 - Mora- Djoundé : 15 Km (Mauvais état) ;
 - Mora- Limani : 23 Km (Etat passable) ;
 - Mora- Mémé : 13 Km (Etat médiocre du goudron de Dargala à Mora avec défoncement des ouvrages d'art au niveau de Manawatchi et du centre commercial de Mémé) ;
 - Mora- Warba : 13 Km (Axe certes bitumé, mais d'un état passable avec dégradation du goudron par endroits) ;
 - Mora- Kourgui : 6 Km (Assez bon état, car bénéficiant chaque exercice d'un entretien) ;
 - Mora- Magdémé : 22 Km (Axe bitumé mais en état de dégradation très avancé) ;
 - Mora- Oudjila, Baldama, Zouelva : 30 Km (Très mauvais état en toute saison, car ne bénéficie pas d'un entretien approprié faute de moyens). Le territoire communal est traversé sur sa grande partie par un axe bitumé Maroua- Kousseri qui est dans un état de dégradation très avancé, malgré les retouches faites de temps en temps. Ceci rend le déplacement de Maroua - Mora et jusqu'à Kousseri très pénible.

La voirie municipale n'existe que de nom car elle se trouve dans un état de délabrement avancé
En matière de voies de communication, si trois grands axes restent praticables en toutes saisons (Mora-Kerawa; Mora-Kourgui-Tolkomari-Kouyapé-Mokolo ; Mora- Kourgui-Limani-Amchidé, l'axe goudronné Mora-Waza-Kousseri, Mora-Dargalla-Mémé Tagama, Mora –Warba -Tokombéré), les autres voies inter villages de l'espace communal sont impraticables en saison de pluies. Un grand besoin d'entretien des routes existantes est ressenti ainsi que la réalisation de nouvelles. Les besoins en aménagement de routes prioritaires sont les suivants :

- Aménagement du tronçon Godigong Igzawa- Gouvaka Chefferie sur 12 Km ;
- Aménagement du Tronçon Mémé –Mangavé Younouss sur environ 13 km ;
- Aménagement du Tronçon Tayer Oumaté Oumaté- Limani sur environ 07 km ;
- Aménagement du tronçon Dargalla-Mémé Tagama –Méhé Sanda-sur environs 15 km avec réfection des ponceaux défoncés et réalisation des ouvrages d'art ;
- Aménagement du tronçon Kangarwa –Boundéri-Touski Ousman ;

- **MARCHES**

Il existe 16 marchés hebdomadaires et à bétail dans la Commune de Mora à savoir :: Mora ; Mémé ; Sera Doumda ; Magdémé ; Homaka, Tchakramri ; Doublé, Kourgui ;Warba, Gouvaka, Goudjimdélé, Limani, Djoundé, Sera Doumda, Oudjila, Boudaqui drainent des commerçants en provenance des autres villes de la Région et surtout en provenance du Nigeria..

Ces marchés constituent un atout considérable pour la commune en matière de recettes propres. Les marchés à bétail de Mémé, Magdémé et Mora se tiennent respectivement les Vendredis, Mardis et Dimanches.

Certains de ces marchés disposent de quelques infrastructures (boutiques, magasins et hangars) construites par la SODECOTON, le PDRM, le PARFAR et le PREPAFEN. Mais ces infrastructures sont pour la plupart insuffisantes et vétustes comparées aux besoins. On note l'incivisme fiscal dans ces marchés, ici manifesté par le non paiement des droits de place et des patentnes par les commerçants.

- **POSTE ET TELECOMMUNICATIONS**

✓ POSTE

Les différents services en charge des postes et de télécommunications dans l'aire communale sont la Poste de Mora ; CAMPOST, les opérateurs privés de transport des courriers comme MTA, ESICO, l'Agence de Voyage Mont Mandara Voyage.

Si CAMPOST a le monopole en matière d'internet, il n'en demeure pas moins que les usagers ne sont pas satisfaits du débit de l'internet qui est très faible. En matière de transport de courrier, les opérateurs comme MTA et la Poste de Mora restent les plus fréquentés par les usagers pour les courriers qui vont au Sud du pays, bien que les délais de route restent très longs et les coûts élevés. Pour le courrier entre Mora et Maroua, l'Agence Mont Mandara voyage est plus sollicitée.

✓ TELECOMMUNICATION

Trois principaux opérateurs de téléphonie mobile couvrent l'espace communal de Mora. . Il s'agit d'ORANGE, MTN et CAMTEL qui s'interfèrent de temps en temps avec les réseaux Nigérians (GLO ; ZAIN ; etc.) causant des désagréments aux clients.

- **COMMUNICATION**

Seule la CRTV dessert tous les villages en onde radio appuyée de temps en temps dans cette mission de service public par la radio communautaire SAVA FM.

Le tableau ci-dessous indique la situation de la couverture de la Commune

Tableau 11 : Situation de la couverture de l'aire géographique communale en matière de communication

TYPE DE COMMUNICATION	OPERATEUR	CONTRAINTE/S FAIBLESSES	FORCES /POTENTIALITES
Téléphonie fixe	Camtel	Faible débit de l'internet ; -Indisponibilité du réseau parfois ; -Coût élevé des clés	Structure étatique
Téléphonie mobile Orange, MTN	Camtel mobile, Orange et MTN	-Perturbation fréquente des réseaux surtout Orange, MTN	Beaucoup d'abonnés
Radio	CRTV, radio Communautaire FM SAVA	-Indisponibilité du réseau de la CRTV dans la plupart des villages ; -Non accès à CRTV Maroua ; -Faible couverture des émissions de la radio communautaire FM SAVA, surtout en période de chaleur ; -Non valorisation de la radio communautaire par la commune pour parler de ses actions en faveur des populations	Très écoutée par la communauté rurale ; -Valorisation des langues locales
Communication en	Cyber café	Faible débit de l'internet ;	Accès possible à

ligne		-Indisponibilité du réseau parfois ; -Sous équipement des cybercafés existants ; -Manque de professionnalisme de la part des opérateurs en charge des cybercafés;	Internet ; Formation en informatique
-------	--	---	---

- **LES INFRASTRUCTURES DE TOURISME**

- ✓ Il existe de potentiels sites touristiques valorisables sur l'aire de la commune de Mora. C'est ainsi qu'on peut citer entre autres :
- ✓ le site d'Oudjilla très fréquenté par les touristes et qui est doté d'un campement;
- ✓ le cimetière des Allemands lors de la guerre mondiale ;
- ✓ Le Sultanat du Wandala ;
- ✓ Le village de Doulo, ancien village des Mandara à l'ère de Rabbah ;
- ✓ L'hôtel Sônga le PodoKo ;
- ✓ L'hôtel Mora Massif ;
- ✓ Le Campement municipal « Le Wandala »qui dispose des chambres nouvellement réfectionnées,
- ✓ Ils existent environs trois autres auberges permettant un bon accueil des clients.
- ✓ Etc.
- ✓ Il est à retenir que de l'existence de nombreuses structures hôtelières constituent un atout pour la promotion du tourisme dans la commune.
Les contraintes quant à elles sont :
- ✓ - la difficulté d'accès aux sites les plus attrayants tels qu'Oudjila, le cimetière des Allemands lors de la guerre mondiale, faute de non aménagement des voies d'accès ;
- ✓ -le manque de promoteurs locaux de l'industrie touristique ;
- ✓ -l'insécurité ;

3.6- Principales potentialités et ressources de la Commune :

- **Potentialités de la Commune**

- Une position stratégique favorable au commerce transfrontalier ;
- Existence de la quasi-totalité des services traditionnels d'une commune;
- Disponibilité d'un patrimoine communal riche et diversifié,
- Présence d'élites de très haute notoriété,
- Des populations dynamiques et laborieuses,
- Présence d'institutions de micro finance ;
- Existence de nombreux partenaires de développement (SDE, Projet et Programmes, ONG, OSC, etc),
- Présence de sites touristiques et d'infrastructures hôtelières favorables à la promotion du tourisme ;

- **Principales ressources de la Commune**

- Disponibilité de certaines ressources naturelles valorisables (carrière de sable, de gravier, cailloux, latérite) ;
- Disponibilité de sols fertiles dans les bas fonds, le long des cours d'eau ou en plaine ;
- Élevage d'une diversité d'espèces ;
- Présence de sites touristiques et d'infrastructures hôtelières favorables à la promotion du tourisme ;

CHAPITRE IV
SYNTHESE DES RESULTATS DU
DIAGNOSTIC

4.1- Synthèse du DIC

4.1.1- Gestion des ressources humaines

Tableau 12 : Synthèse du personnel communal

Catégorie	Nbre	%	Sexe		Niveau de base					Formations reçues	Tranche d'âge			
			H	F	Inf CEP	CEP	BEPC	Sup BEPC	Sup BAC		Inf 25	25-40	40-50	Sup 50
Décisionnaires	43	79,16	38	05	18	22	04	00	00	RAS	01	06	13	23
Contractuels	04	8,33	04	00	00	00	00	00	04	-Formation en administration municipale ; -Séminaires sur la décentralisation ; -Formation en outil informatique	00	02	00	02
Fonctionnaires	01	2,08	01	00	00	00	00	01	00	RAS	00	00	01	00
Total	48	100	43	05	18	22	04	01	04		01	08	14	25
%			89,5	10,41	37,5	45,83	8,33	2,08	8,33					

Le total du personnel communal est de 48 personnes dont la composition suivant le sexe est de 43 hommes et 5 femmes, soit un taux de 10,41 % de femmes. Ce personnel est réparti comme suit : 43 décisionnaires ; 04 cadres contractuels et 01 fonctionnaire. On note entre autres 1 RM ; 3 taires d'Etat civil ; 1 expert en informatique, des chauffeurs : 07 ; 1 chef de service d'hygiène ; des gardiens de nuit ; 01 cuisinier; des collecteurs de taxes : 02, 1 comptable. Pour le tableau ressortant la classification du Personnel communal Cf. le DIC

Tableau 13 : Synthèse des conseillers municipaux

Catégorie	Nbre	%	Sexe		Niveau de base					Formations reçues	Tranche d'âge			
			H	F	Inf CEP	CEP	BEPC	Sup BEPC	Sup BAC		Inf 25	25-40	40-50	Sup 50
Econome/ Comptable	01	2,56	1	00	00	01	00	00	00	Formations multiples sur l'administration / gestion communale par le CEFAM, MINATD, PADDL/GIZ, PNPD, Voyage d'Etudes/ d'échanges dans le cadre de la coopération décentralisée	0	0	0	1
Fonctionnaires retraité										Séminaires sur la gestion/ administration communale				00
Chefs traditionnels et assimilés	12	30,76	12	00	07	03	01	00	00	Aucune formation reçue entant que conseiller				
Opérateur économique	09	23,07	09	00	09	00	00	00	00	Séminaires sur la gestion/ administration communale				
Planteur	08	20,51	08	00	08	00	00	00	00	Aucune formation reçue entant que conseiller				
Eleveur	01	02,56	01	00	01	00	00	00	00	Aucune formation reçue entant que conseiller				
Artisan/Broderie	01	02,56	01	00	01	00	00	00	00	Aucune formation reçue entant que conseiller				
Imam de la Mosquée	01	02,56	01	00	01	00	00	00	00	Aucune formation reçue entant que conseiller				
Total	39	100	37	02	13	04	01	00	00	10	00	02	07	30
%			94,87	5,12	35,89	10,25	02,56	00	00	25,64	00	5,12	17,94	76,92

COMMENTAIRES :

- 30 conseillers sur 39, soit 76,92%, sont âgés de plus de 50 ans contre 9 sur 39, soit 23,07% d'un âge inférieur à 50 ans, ce qui explique que le conseil est en majorité composé des personnes âgées de plus de 50ans ;
- 10 conseillers seulement sur 39 ont bénéficié d'une formation en tant que conseiller, soit 25,64 % seulement, ce qui traduit une faible formation des élus locaux par rapport à leurs rôles ;
- 13 conseillers sur 39, soit 35,89% sont illettrés sinon d'un niveau de base inférieur au CEP, ce qui traduit l'analphabétisme des conseillers, limitant le renforcement de leurs capacités d'une part et leurs prestations en tant que conseillers d'autre part ;
- 12 conseillers sur 39 sont de chefs traditionnels, soit 30,76 %, ce qui ne permet pas aux autres conseillers de débattre librement en tant que sujets

• Forces du point de vue gestion des ressources humaines

- ✓ Présence d'un SG et d'un RM qui sont des diplômés du CEFAM et qui maîtrisent leurs tâches et rôle au sein de l'institution ;
- ✓ Personnel à l'âge apparemment de production acceptable (49 ans en moyenne) ;
- ✓ Présence de 4 femmes ;
- ✓ Existence d'un chef de service chargé de l'hygiène et salubrité ;
- ✓ Existence d'un Secrétaire d'Etat civil, d'un comptable matière ;

• Faiblesse du point de vue gestion des ressources humaines :

- ✓ Personnel en majorité recruté sans qualifications de base (à l'exception des chauffeurs dont le nombre est pléthorique par rapport à la taille du parc automobile de la commune), d'un niveau de formation de base en moyen très bas (CEPE) ;
- ✓ Effectif des gardiens très pléthoriques ;
- ✓ Peu de formation reçue par le personnel après son recrutement ;
- ✓ Pas de description précise des tâches de chaque personnel ;
- ✓ Environs 19 personnel payés au SMIG (28 216F)
- ✓ Organigramme existant mais pas mis en pratique ;
- ✓ Recrutement du personnel basé sur les affinités et ne tenant pas compte des priorités de la commune et du profil requis ;
- ✓ Personnel pléthorique et d'un faible rendement ;
- ✓ Inexistence d'un cahier de charges au niveau des services,
- ✓ Personnel en majorité non formé (3% seulement est formé)
- ✓ Faible proportion des femmes au sein du personnel communal (soit 10,52%)

- ✓ Inexistence d'un plan de déploiement des ressources humaines
- ✓ Effectif pléthorique des chauffeurs pour un parc automobile très réduit;
- ✓ Analphabetisme de la majorité des conseillers (54,16%), ce qui constitue un frein pour leur formation et un blocage pour l'accomplissement de leurs tâches;
- ✓ Faible représentativité des femmes et des jeunes au conseil municipal;
- ✓ Forte représentativité des chefs traditionnels dans le conseil municipal (11 Conseillers Chefs traditionnels / conseillers que compte la commune, soit 28,20%), ce qui ne permet pas à certains conseillers qui sont leurs sujets de les contredire ou d'exprimer librement leur opinion lors des débats et délibérations ;
- ✓ Faible implication des conseillers dans le suivi de l'exécution du budget

4.1.2- Gestion des ressources financières

Tableau 14 : Structure du budget au cours de ces trois dernières années (2010-2011-2012)

Exercice	Budget	Réalisations			Sources de financement		
		Recettes	Dépenses	Excédents	Recettes propres de la commune	CAC	Autres sources
2010	350 637 522	591 015 480	484 770 283	106 245 197	16 179 900	313 689 888	123 400 511 (Crédits transférés par l'Etat)
2011	550 000 000	715 292 232	605 385 810	109 906 422	43 950 000	460 041 442	211 300 790 (Crédits transférés par l'Etat)
2012	596 500 000	754 863 664	676 380 284	78 483 3 80	145644472	433 241 500	175 977 692 (Crédits transférés par l'Etat)

Commentaires :

- Le budget est croissant depuis 2010;
- Les recettes communales sont majoritairement issues des CAC et des crédits transférés par l'Etat. En effet, sur un montant de recettes totales de 754 863 664 F de la commune en 2012, les CAC s'élèvent à 433 241 500 F, soit 57,39 % ; les ressources issues des crédits transférés de 175 977 692F, soit 23,31% ; tandis que les recettes propres de la commune sont seulement de 145644472 F, soit 19,29%. Les ressources propres de la commune sont donc insignifiantes (19,29%). En réalité, la commune n'arrive pas à recouvrir ses propres recettes ; elle ne se contente que des CAC et des crédits transférés par l'Etat, ce qui est une grande faiblesse à surmonter.

Exercice	Budget	Réalisations			Sources de financement		
		Recettes	Dépenses	Excédents	Recettes propres de la commune	CAC	Autres sources
2010	350 637 522	591 015 480	484 770 283	106 245 197	16 179 900	313 689 888	123 400 511(Crédits transférés par l'Etat)
2011	550 000 000	715 292 232	605 385 810	109 906 422	43 950 000	460 041 442	211 300 790 (Crédits transférés par l'Etat)
2012	596 500 000	754 863 664	676 380 284	78 483 3 80	145 644 472	433 241 500	175 977 692 (Crédits transférés par l'Etat)

Commentaires :

- Le budget est croissant depuis 2010;
- Les recettes communales sont majoritairement issues des CAC, ce qui traduit la dépendance de la commune des CAC. En effet, sur un montant de 754 863 664 F de recettes de la commune en 2012, les CAC s'élèvent à 433 241 500 F, soit 57,39 %.

Tableau 15: Analyse des tendances des recettes et investissement dans la commune de Mora au cours des trois dernières années (2010-2011-2012)

2010			2011			2012		
Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
350 637 522	591 015 480	168,5	550 000 000	715 292 232	130	596 500 000	754 863 664	126

Commentaires : le taux de réalisation est de plus de 100% parce que la commune ne dispose pas des informations sur les ressources transférées au moment de l'élaboration du budget.

Commentaires : Le taux de réalisation moyen des 3 derniers exercices est de 141,5%. Ce taux est supérieur à 100%, ce qui est dû au fait que la commune bénéficie des recettes supplémentaires provenant des ressources transférées par l'Etat, qui font gonfler le montant des recettes et

permettant de faire beaucoup de réalisations par rapport aux prévisions, bien que les recettes propres de la commune soient insignifiantes. Ce taux serait très faible si on ne tenait compte que des ressources propres de la commune. Il est à noter également que la commune ne maîtrise pas également le montant des crédits transférés et des CAC lors de la préparation de son budget de manière à bien faire ses prévisions.

	SITUATION GENERALE	2010	2011	2012
1	Total Recettes	591 015 480	715 292 232	754 863 664
2	Total Dépenses	484 770 283	605 385 810	754 863 380
3	Excédent d'exercice	106 245 197	109 906 422	284
4	Taux d'exécution	82,02	84,63	99,99
	RECETTES			
5	Fonctionnement	476 214 969	609 047 035	644 957 242
6	Investissement	114 800 511	106 245 197	109 906 422
7	Recettes propres – P	16 179 900	43 950 000	145 644 472
8	Recettes extérieures – E	437 090 399	671 342 232	609 219 192
9	CAC	313 689 888	460 041 442	433 241 500
10	Proportion des CAC sur les recettes totales de la commune	53,07%	64,31	57,39
11	Proportion des CAC sur les recettes propres de la commune	67,08	92,18	74,84
12	Recettes fiscales	16 356 796	7 429 151	9 558 750
13	Taxes communales indirectes	16 179 900	11 698 935	8 739 300
14	Recettes propres/habitant	5 3,9	146,5	485,4
	DEPENSES	2010	2011	2012
15	Fonctionnement	220 197 902	242 782 503	287 395 422
16	Investissement	264 572 381	362 603 307	388 984 862
17	Fonctionnement/habitant	733,9	809,2	957,9
	FONCTIONNEMENT			
18	Dépenses liées au personnel – P	60 358 367	66 775 170	62 753 670
19	Dépenses pour l'équipe municipale - M	11 985 000	15 433 271	9 908 232
20	Dépenses de fonctionnement courant – F	39 753 676	242 782 503	287 395 422
21	Appui à l'autorité administrative – T	0	0	0
22	Entretien du patrimoine communal - C	4 200 000	16 448 161	4 092 843
23	Subventions aux tiers – S	26 277 646	23 321 063	34 403 198

	SITUATION GENERALE	2010	2011	2012
24	Participation au fonctionnement d'autres structures – A	3 551 912	6 491 019	10 044 371
	SITUATION GENERALE			
	INVESTISSEMENT	264 665 165	362603 307	388984862
25	Engins – E	4 436 148	45 678 433	0
26	Bâtiments – B	41 858 753	102 982 161	116 990 240
27	Equipements divers – V	32 882 987	100 070 774	46 156 625
28	Terrains – Te	4 200 000	2 380 494	5 843 000
29	Emprunts – D	7 624 726	4 421 883	1 795 784
30	Nombre d'habitants	300 000	300 000	300 000
31	Recettes totales /habitant	1970	2384,3	2516,2
32	Investissement/habitant	881,9	1208,6	1296,6

Les recettes par habitant de la commune de Mora s'élèvent à 1970 F en 2010, 2384,3 F en 2011, 2516,2 F en 2012 , soit une moyenne de 2290,1 F/habitant ; tandis que les investissements par habitant quant à eux sont de 881,9 F en 2010, 1208,6 F en 2011, 1296,6 F en 2012 soit une moyenne de 1129 F/ habitant. Le niveau d'investissement de la commune par habitant par rapport aux recettes par habitant est de 49,2%, rapport nettement supérieur au minimum de 30% prévu par les textes. Ceci est rendu possible comme nous l'avons évoqué plus haut grâce aux ressources transférées par l'Etat et les CAC. Ce qui est tout de même intéressant, est qu'il s'agisse de la moyenne des recettes par habitant ou de la moyenne des dépenses d'investissement par habitant, ils sont croissants d'année en année, de 2010 à 2012.

Source : Secrétariat Général de la Commune de Mora

Observations / commentaires:

- Total population selon les données de la commune : 300 000 habitants ;
- La proportion moyenne annuelle des CAC sur les recettes totales de la commune au cours des 3 derniers exercices est de 58,25%. Ces CAC constituent 78,03% en moyenne des recettes propres de la commune sur la même période. Ceci traduit la dépendance totale de la commune de Mora d'une part et la faible capacité de mobilisation des ressources propres par celle-ci d'autre part. Ceci est très dangereux pour la commune et l'interpelle à réfléchir davantage sur comment faire pour rehausser le taux de recouvrement de ses ressources propres (Recettes fiscales et Taxes communales).
- Taux moyen d'exécution des recettes par rapport aux prévisions : 88,88% du fait des ressources transférées ;

Tableau 15 : Situation des derniers comptes administratifs de la commune de Mora (2010-2012)

Exercice	Prévision budgétaire	Résultat du compte administratif	Taux de réalisation (%)	Observations
2010	350 637 522	591 015 480	168,5	
2011	550 000 000	715 292 232	130	
2012	596 500 000	754 863 664	126	

Observations / commentaires : Le taux de réalisation moyen des 3 derniers exercices est de 141,5%. Ceci est dû au fait que la commune bénéficie des recettes supplémentaires provenant des ressources transférées par l'Etat, recettes qui font gonfler.

- Non valorisation de certaines sources de recettes potentielles pour la commune (ex : taxe sur la publicité, taxes sur l'exploitation des carrières, taxe sur transhumance, etc)
- Dépenses :
- Faible taux de dépenses pour l'entretien de la voirie contrairement aux charges élevées de fonctionnement ;
- Inexistence de frais alloués à la gratification du personnel communal ;
- Faible taux de primes allouées au personnel de recouvrement (Collecteurs internes et partenaires)

Sources : Secrétariat Général de la Commune de Mora

- **Forces de la commune du point de vue gestion des ressources financières :**
 - Existence d'un personnel d'appui au niveau de la recette municipale (collecteurs, agent de suivi des recouvrements),
 - Institution d'un principe de versement des primes allant de 6 à 9% des recettes aux collecteurs ;
 - Versement effectué au niveau de la recette municipale sur délivrance d'une quittance ;
 - Existence d'importantes sources génératrices de revenus pour la commune telles que des marchés hebdomadaires : Mora, Mémé, Sera Doumدا, Kourgui, Magdémé, Kossa, Homaka, Goudjimdélé, Godigong, Gouvaka Chefferie, Bouda) ; des marchés permanents à Mora, Doublé, Banki/Limani, etc) ;
 - Position stratégique de la ville de Mora (chef lieu de la commune) comme ville carrefour, favorable au commerce transfrontalier, passage des camions citernes du Nigeria pour le Tchad) ;
 - Existence de 2 bureaux de douane dans la Commune (Kourgui et à Limani) ;
 - Existence de marchés à bétail (Mémé, Limani, Magdémé, Kossa, Oudjilla, etc);
 - Existence d'une diversité de corps de métiers (bouchers, transporteurs, coiffeurs, tailleur, restaurateurs, moto taximen, etc.) exerçant paisiblement leurs activités dans l'informel, activités pour la plupart très porteuses ;
 - La commune partage une longue frontière avec le Nigeria, un potentiel débouchés pour une gamme de produits agropastoraux;
 - Existence de quelques carrières (sables, graviers, latérites) qui sont sous valorisées et dont l'exploitation peut apporter des recettes à la commune ;

- **Faiblesses du point de vue gestion des ressources financières**

- Faible capacité de mobilisation des ressources propres par la commune ;
- Inexistence d'un fichier de contribuables ;
- Mauvaise interprétation du paiement de l'impôt libératoire par certains contribuables depuis l'ère du multipartisme ;
- Méconnaissance de l'importance de paiement de l'impôt par certains membres de la population et opérateurs économiques ;
- Fuite des recettes communales ;
- Absence d'un comité local de suivi des impôts ;
- Incivisme fiscal des populations et des opérateurs économiques ;
- Mauvaise organisation des services en charge du recouvrement des taxes
- Insuffisance et le mauvais état des voies de communication ;
- La commune n'exploite pas suffisamment les différentes potentialités qu'elle possède : Carrières de sable, de cailloux ou de latérite, certains patrimoines à mettre en location, les taxes sur la publicité, les taxes sur le transit, etc.
- Recettes communales majoritairement issues des CAC ;
- Faible niveau d'investissement de la commune.

4.1.3- Gestion du patrimoine communal

- **Forces de la commune du point de vue gestion du patrimoine :**

La commune dispose de trois sommiers :

1-le sommier des bâtiments qui ressort les bâtiments que la commune a acquis il y a de cela plusieurs dizaines d'années pour la plupart. Il s'agit surtout en dehors de l'hôtel de ville en cours de construction, de la tribune municipale, des bâtiments utilisés par les écoles, les centres de santé, des abattoirs; les marchés ; etc.

Tableau 16- Sommier des batiments communaux

N°	Usage	Superficie	Année construction	Lieu	Budget sur lesquels	Matériaux de construction	Nbre de personne	Valeurs actuelle	vénal	Observations
1	Mairie	1 234 m ²	1964	Mora	1963/1964	En dur	11	5 605 700	3 490 000	
2	Ecole maternelle	158 m ²	1964	Mora	1963/1964	En dur	06	2 038 134	890 000	
3	Ecole de Doulo	56 m ²	1963	Doulo	1962/1963	En dur	01	740 000	250 000	
4	Logement Infirmier	69 m ²	1968	Mémé	1967/1968	En dur	04	591 961	230 000	
5	Ecole Mora ville	228 m ²	1970	Mora	1969/1970	En dur	02	500 500	195 500	
6	Foyer culturel	2 020 m ²	1970	Mora	1969/1970	En dur	03	2 290 700	1 290 000	
7	Tribune Mora ville	260 m ²	1970	Mora	1969/1970	En dur	03	1 790 700	1 100 000	
8	Dispensaire Kossa	76,06 m ²	1970	Kossa	1969/1970	En dur	03	1 400 000	750 000	
9	Logement Infirmier	70,58 m ²	1970	Kossa	1969/1970	En dur	04	1 475 000	975 000	
10	Dispensaire Vété et logement	48 m ²	1975	Limani	1974/1975	En dur	03	1 000 000	475 000	
11	Logement chef de centre limani	77 m ²	1975	Limani	1974/1975	En dur	03	1 300 000	750 000	
12	Ecole Warba	63 m ²	1977	Warba	1976/1977	En dur	01	1 300 000	750 000	
13	Ecole Mora massif	63 m ²	1978	Mora Massif	1978/1978	En dur	01	1 250 000	470 000	
14	Ecole Mémé	1 265 m ²	1982	Mémé	1981/1982	En dur	02	6 000 000	2 970 000	
15	Dispensaire Oudjila	76,05 m ²	1983	Oudjila	1982/1983	En dur	03	6 320 000	2 765 000	
16	Logement Infirmier Oudjila	70, 56 m ²	1984	Oudjila	1983/1984	En dur	04	10 000 000	4 978 000	
17	Campement Wandala			Mora		En dur				
18	Hangar marché	120 m ²	1961	Mora-Ville	1960/1961	En terre	01	350 000	176 000	
19	Boukarou marché	12 m ²	1961	Mora-ville	1960/1961	En terre	01	250 000	140 000	
20	Boukarou marché	12 m ²	1961	Mora-ville	1960/1961	En terre	01	250 000	140 000	
21	Boukarou marché	12 m ²	1961	Mora-ville	1960/1961	En dur	01	250 000	140 000	
22	Abattoir Mora ville	42 m ²		Mora-ville	1960/1961	En dur	01	500 000	220 000	
23	Boucherie Mora ville	42 m ²	1961	Mora-ville	1969/1961	En dur	01	350 000	180 000	
24	Air Abattage	42 m ²	1977	Mora-ville	1976/1977	En dur	01	500 000	220 000	Idem
25	Boutiques marché	42 m ²	1977	Mora-ville	1976/1977	En dur	18	500 000	1 1000 000	
26	Boutiques marché	12 0m ²	1977	Mora-ville	1976/1977	En dur	11	650 000	937 000	
27	Ecole Djoundé	65 m ²	1984	Djoundé	1983/1984	En dur	01	5 000 000	2 340 000	

N°	Usage	Superficie	Année construction	Lieu	Budget sur lesquels	Matériaux de construction	Nbre de personne	Valeurs actuelle	vénal	Observations
28	Salle de classe Homaka	63 m ²	1985	Homaka	1984/1985	En dur	01	5 000 000	1 780 000	
29	Salle de classe Mokoché	81 m ²	1985	Mokoché	1984/1985	En dur	01	4 500 000	1 710 000	
30	Salle de classe Warba	80 m ²	1984	Warba	1983/1984	En Dur	02	4 500 000	1 710 000	
31	Salle de classe Mora Sultanat	165 m ²	1988	Mora Sultana	1987/1988	En Dur	01	10 614 836	7 614 836	
32	Ecole Sra Ldoumda	63 m ²	1978	Sera Ldoumda	1987/1988	En Dur	18	1 250 000	825 000	
33	Deux salles de classe au lycée de Limani	165 m ²	2004	Limani	2004	En Dur	18	17 000 000	17 000 000	
34	Deux salles de classe au lycée de Mémé	165 m ²	2004	Mémé	2004	En Dur	11	17 000 000	17 000 000	
35	Deux salles de classe au lycée de Zouelva	65,05 m ²	2004	Zouelva	2004	En Dur	11	8 000 000	8 000 000	
36	Dispensaire Magdémé	65,05 m ²	2005	Magdémé	2005	En Dur	11	25 000 000	25 000 000	
37	Une salle de classe à l'école maternelle du Sultanat	65,05 m ²	2006	Mora	2006	En Dur	11	8 000 000	8 000 000	
38	Deux salles de classes à Limani	165 m ²	2009	Limani	2009	En Dur	18	18 000 000	18 000 000	
39	Deux salles de classes à Mogogné	165 m ²	2011	Mogogné	2011	En Dur	18	18 000 000	18 000 000	
40	Deux salles de classes à Boundéri	165 m ²	2011	Boundéri	2011	En Dur	18	18 000 000	18 000 000	
41	Deux salles de classes à Magavé	165 m ²	2011	Mangavé	2011	En Dur	18	18 000 000	18 000 000	

2- Le sommier des véhicules de la commune est évalué à une somme de 74100000 FCA. Ce patrimoine est riche et varié car composé de 03 camions Benne en bon état ; 01 niveleuse Caterpillar et un véhicule de fonction du Maire. Ces véhicules effectuent efficacement les travaux d'entretien de la voirie urbaine et assurent le ramassage des ordures ménagères dans la ville. Mais la Commune peut aussi les mettre à profit pour générer les ressources financières à travers leur utilisation pour transport du sables, graviers et autres matériaux de construction.

Tableau 17: Sommier des véhicules et engins de la commune de Mora

N°	Genre et numéro	Marque	Type	Usage	Date d'acquisition	Prix véhicule neuf	Valeur véhicule	Budget	Etat engin	Puissance	Energie	Observation
1	Camion Benne NO 0784 K	HINO	Kr220	Transport matériel	01/07/79	4 933 000	4 450 000	81/82	Panne	17 Ch	Diesel	
2	Niveleuse Caterpillar	Caterpillar	B120	Travaux routiers	26/07/81	21 000 000	8 290 000	80/81	Bon état	17 Ch	Diesel	
3	Camion Benne NO 634 AA	TOYOTA	DA110	Travaux routiers	24/01/84	4 909 000	1 360 000	83/84	Bon état	17 Ch	Diesel	
4	Camion Benne CE 9475 P	TOYOTA	-	Transport matériel	98/99	55 000 000	15 000 000	98/99	Bon état	17Ch	Diesel	
5	PRADO	TOYOTA	-	Véhicule de service du Maire	2011	45 000 000	45 000 000	2011	Neuf	11 Ch	Diesel	
Totaux						130842000	74100000					

3-Le sommier du mobilier de Bureau

Ce sommier existe au niveau du comptable matières, mais il ne ressort pas pour chaque matériel les valeurs à l'acquisition et résiduelle. Ceci rend difficile la comptabilité de ces matériels.

Le sommier de l'immobilier est aussi très riche, car la commune dispose de nombreux terrains non bâties et de forêts. Tout ce patrimoine n'est pas encore sécurisé.

4-Mode de gestion et d'utilisation des différents sommiers :

Il n'existe pas une responsabilisation d'autres personnes autour de la gestion du patrimoine communal. En effet, le Maire en est le seul responsable, ce qui ne facilite pas la valorisation de certain patrimoine. Une responsabilisation d'autres personnes pour seconder le Maire est nécessaire. Son accord peut juste être requis pour certaines utilisations. Par ailleurs, certains matériels tels que le mobilier de bureau au sein de l'institution, une Benne acquise en 1979, nécessitent par exemple d'être réformés. D'autres patrimoines tels que les boutiques, la boucherie de Mora, les abattoirs de Mora et de Mémé, les salles de classes, les salles servant à différents usages au niveau des centres de santé, nécessitent également d'être réfectionnées. (Voir parmi ces patrimoines ceux qu'on peut ressortir, le travail fait profite-t-il à la commune ?, le mode de gestion est-il transparent ?...)

- **Faiblesses de la commune du point de vue gestion du patrimoine**

- Mauvaise gestion des ressources patrimoniales : les camions Benne les boutiques le Campement ; le foyer culturel ; etc)
- Vétusté d'une partie du patrimoine communal ;
- Patrimoine immobilier très riche mais non sécurisé (immatriculation)
- Existence d'une multitude de marchés et d'infrastructures non rentabilisés;
- Faible investissement de la commune en matière de patrimoine (Ex : auberges, logements sociaux, lotissements communaux, etc) ;
- Absence d'un plan de renouvellement et d'entretien du patrimoine
- Non maîtrise par la commune d'une partie de son patrimoine ;
- Absence d'un dispositif de suivi- contrôle des réalisations communales sur le terrain ;
- -Pénuries / rupture de stocks en registres d'actes d'état civils dans certaines centres d'état civils

4.1.4- Gestion des relations

Tableau 18 : Tableau de gestion des relations

Partenaires	Type de relations	Domaine de relation	Qualité	Observations
Préfet	Tutorat	Gestion communale	Bonne collaboration	Tout acte administratif émis par la commune fait l'objet de l'approbation de la tutelle (Préfet) avant sa mise en application
PNDP	Appui techniques et financiers	Développement local et décentralisation	Bonne collaboration	La commune de Mora se réjouit d'avoir bénéficié des appuis multiformes du PNDP tels que le renforcement des capacités en décentralisation, l'actualisation de son PCD en 2013 avec la réalisation de certains projets en

Partenaires	Type de relations	Domaine de relation	Qualité	Observations
				l'occurrence la construction des salles de classe, des points d'eau potable, les magasins de stockage, etc. Toutefois, le projet de réhabilitation d'un tronçon d'une route dans l'espace urbain n'a pas pu aboutir.
PADDL	Appui technique et financiers	IDEML	Bonne collaboration	La commune a réalisé de nombreuses actions en partenariat avec le PADDL/GIZ en matière de décentralisation (Ex : accompagnement, formations, etc)
	Appui technique	Accompagnement de la commune par CADEPI dans la conduite des activités de reboisement dans le cadre de la lutte contre la protection de l'environnement en collaboration avec SNV et autres partenaires (PNUD)	Bonne	RAS
SNV	Appui technique	IDEML	Bonne	RAS
ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE	Appui technique	-Accompagnement par CAPROVI dans la mise en place de la plate forme des opérateurs économiques avec l'appui du PADDL/GIZ et dans la réactualisation du PCD avec l'appui financier du PNDP ;	Bonne	RAS
SDE	collaboration	-Appui technique et financier du MINDUH à la commune dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement urbain	Bonne	RAS

Partenaires	Type de relations	Domaine de relation	Qualité	Observations
		<ul style="list-style-type: none"> -Appui technique de certains SDE dans la mise en place/ supervision des projets mis en place dans l'espace communal issus des ressources transférées aux communes (Ex : réalisation des points d'eau, d'adduction d'eau et d'électrification rurale, construction des salles de classe, travaux publics, octroi des paquets minimum aux établissements scolaires, aides sociales aux personnes vulnérables, etc) -Gestion des ressources transférées 	Collaboration mitigée pour certains, passable ou mauvaise pour certains	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des moyens pour le suivi ; -La commune ne fait souvent appel que lorsqu'elle est butée à des problèmes sur le terrain selon certains SDE (MINEE, TP, MINCOMMERCE, etc) ; -Faible valorisation des SDE selon certains (Service Départemental des Impôts) ; -Inexistence de convention de collaboration entre la commune et les SDE - Manque de cadre d'échanges entre la commune et les SDE partenaires
POPULATION	Collaboration, partenariat	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place des projets sociaux dans les villages 	Pas très bonne de l'avis de la plupart des villageois	<ul style="list-style-type: none"> -Faible communication de la commune à l'endroit des ses populations sur ses réalisations en leur faveur ; -Les populations ne rencontrent les élus locaux que lors des meetings politiques ; -Non maîtrise de leurs rôles par la plupart des conseillers municipaux ; -Incivisme fiscal des contribuables et des populations
OPERATEURS ECONOMIQUES	collaboration	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place de la plate forme des opérateurs économiques dans l'espace communal ; -Paiement de taxes liées à la location des boutiques et droits de place au marché ; 	Rapports pas très bons	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de dialogue entre les opérateurs économiques et la commune ; -Incivisme fiscal des contribuables ; -Faible recours de la commune aux compétences disponibles en matière de fiscalité telles que les responsables du Centre départemental du Mayo sava
FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	Collaboration	<ul style="list-style-type: none"> -Sollicitude de la force de maintien de l'ordre par la commune pour le recouvrement des taxes et impôts par la commune, pour le maintien de l'ordre 	Bonne collaboration	

- **Forces de la commune dans la gestion des relations**

- Partenariat engagés avec de multiples partenaires tels que les projets (PNDP, PADDL, SNV, etc) et ONG ;
- -Invitation de certains SDE par la commune à prendre part lors du conseil du vote du budget ;

- **Faiblesses de la commune dans la gestion des relations**

- Manque de cadre d'échanges entre la commune et les SDE partenaires.
- Non mise à disposition des personnels des SDE des moyens et logistiques suffisantes pour les appuis / accompagnement que ces derniers font en sa faveur. lorsqu'ils sont sollicités;
- Faible implication des SDE dans le suivi de la mise en œuvre des projets même issus des ressources transférées ;
- Faible communication entre la commune et la population

4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

4.2.1- Analyse des problèmes de l'Institution Communale

Tableau 19 : Analyse des problèmes de l'Institution Communale

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
1-Ressources humaines	1-Personnel communal :	-Personnel en majorité recruté sans qualifications de base et d'un niveau de formation de base très bas (CEPE) ;		Difficulté de responsabilisation de certain personnel à faible niveau
	-Présence d'un SG et d'un RM qui sont des diplômés du CEFAM et qui maîtrisent leurs tâches et rôles au sein de l'institution ;	-Personnel en majorité non formé (3% seulement est formé)	-Présence d'un SG et d'un RM qui sont des diplômés du CEFAM et qui maîtrisent leurs tâches et rôles au sein de l'institution ;	-Faible niveau intellectuel du personnel ;
	- Présence de 4 femmes sur 48;	-Pas de description précise des tâches de chaque personnel ; -Faible représentativité des femmes par rapport au taux de 30% prévu	Par ailleurs, la commune dispose d'un personnel temporaires (15 enseignants) et des cadres recrutés dans le cadre de la collaboration avec le PNDP	-Personnel pléthorique (48) et d'un faible rendement ;
	-Existence de 3 Secrétaires d'Etat civil, d'un comptable matière,	-Environs 19 personnel payés au SMIG (28 216F)		-Non affiliation de tout le personnel à la CNPS ;
	- Composition du personnel actuel de la commune :	-Organigramme existant mais pas mis en pratique ; -Inexistence d'un plan de déploiement des ressources humaines ;		-Faible motivation du personnel (pas de gratification)
	Existence d'un responsable compétent à la tête de chaque service (secrétariat général, recette municipale, service d'Etat civil, le service de comptabilité, le secrétariat particulier du Maire, le service d'hygiène et de salubrité)	-Insuffisance de personnel d'appui qualité ; -Recrutement du personnel ne tenant pas compte des priorités de la commune et du profil requis ; -Faible établissement d'acte de naissance au niveau des villages		-Difficulté de responsabilisation de certain personnel à faible niveau ; - Bon nombre de personnes surtout les jeunes à l'âge scolaire et les femmes ne possèdent pas d'acte de naissance dans les villages
	- Disponibilité d'un personnel temporaire (15 enseignants) payés à raison de 20000 F par mois pendant 9 mois, soit une masse salariale de 2 700 000 F CFA.	-Personnel en général pléthorique et d'un faible rendement (Ex : cas des chauffeurs et des gardiens) ;		
	-Existence d'un chef de service chargé de l'hygiène et salubrité ;	-Inexistence d'un cahier de charges au niveau des services ;		
		-Faible proportion des femmes au sein du personnel communal (6/57, soit 10,52%)		

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
		-Inexistence d'un plan de déploiement des ressources humaines ;		
		-Non initiation du secrétaire d'Etat civil à l'outil informatique (ce qui cause un obstacle à l'informatisation de l'Etat civil) ;		
	2-Le Conseil municipal :	-Analphabetisme de la majorité des conseillers (54,16%), ce qui constitue un frein pour leur formation ;	Existence de quelques conseillers d'un niveau intellectuel élevé et susceptibles d'animer les débats au niveau du conseil municipal ;	-Analphabetisme de la majorité des conseillers (54,16%), ce qui constitue un frein pour leur formation ; -Débats limités lors des sessions ; débats lors des sessions ;
	Le Maire est lettré car étant un ancien homme politique (ancien parlementaire depuis des dizaines d'années) ;	-Manque des débats francs lors des conseils municipaux ;	-Tenue des conseils en sessions ordinaires, soit 2 en moyenne sur 4 ;	-Forte représentativité des chefs traditionnels dans le conseil municipal (11 Conseillers Chefs traditionnels / 39 conseillers que compte la commune, soit 28,20%), ce qui ne permet pas à certains conseillers qui sont leurs sujets de les contredire ou d'exprimer librement leur opinion lors des délibérations ;
	-Existence d'un arrêté municipal fixant les attributions des conseillers	-Faible représentativité des femmes et des jeunes au conseil municipal;	-Le Maire est lettré car étant un ancien homme politique (ancien parlementaire depuis des dizaines d'années) ;	-Faible implication des conseillers dans le suivi de l'exécution du budget
	-Les conseillers sont issus d'un seul parti majoritaire (le RDPC).	-Les différentes commissions mises en place ne travaillent que lors des conseils ordinaires; sans qu'il y ait d'autres séances en vue de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour le développement socio économique des populations ;	-Existence de quelques commissions mises en place au niveau de la commune (Commission des finances, la commission des affaires sociales, la commission des infrastructures, la commission de passation des marchés, commission de reboisement et de protection l'environnement)	-Faible niveau intellectuel de la majorité des conseillers ;
		-Non maîtrise de leurs rôles par la plupart des conseillers ;		-Manque de débats lors des conseils municipaux ; -Faible réalisation de la commune dans certaines localités ; -Faible communication entre la commune et les populations ; -Ignorance de ce que fait exactement

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
				la commune par les populations ; -Faible des populations aux actions de développement local
		La répartition des attributions des membres de l'exécutif communal telles que prévue par les dispositions réglementaires n'est pas effective		-la lenteur dans les prises de décisions (tout se repose sur le Maire) ; -L'élection de certains adjoints tient plus compte de la position sociale et non de l'aptitude intellectuelle de ceux -ci à assumer cette fonction ;
		-La plupart des conseillers ne jouent pas pleinement leur rôle de courroie de transmission entre la commune et les populations qu'ils sont sensés représenter ;		
		-Forte représentativité des chefs traditionnels dans le conseil municipal (11/39 des Conseillers sont des Chefs traditionnels, soit 28,20%), ce qui ne permet pas à certains conseillers qui sont leurs sujets de les contredire ou d'exprimer librement leur opinion lors des délibérations ;		-Faible débats lors des sessions ; -Répartition inéquitable des projets sur le territoire communal (concentration des projets dans certaines localités par rapport à d'autres)
		-Faible implication des conseillers dans le suivi de l'exécution du budget ;		Faible participation des populations dans la réalisation des actions retenues
2-Ressources financières	-Existence d'un personnel d'appui au niveau de la recette municipale (collecteurs, agent de suivi des recouvrements), -Institution d'un principe de versement des primes allant de 6 à 9% des recettes aux collecteurs ; -Versement effectué au niveau de la recette municipale sur délivrance d'une quittance ; -Existence d'importance sources génératrices de revenus pour la commune telles que des marchés hebdomadaires : Mora, Mémé, Sera Doumda, Kourgui,	-Faible capacité de mobilisation des ressources propres par la commune ; -L'inexistence d'un fichier de contribuables ; -Mauvaise interprétation du paiement de l'impôt libéatoire par certains contribuables depuis l'ère du multipartisme -Méconnaissance de l'importance de paiement de l'impôt par certains membres de la population et opérateurs économiques ;	-Existence de quelques carrières (sables, graviers) qui sont sous valorisées ; etc) -Existence d'une diversité de corps de métiers constituant une base de taxation (bouchers, transporteurs, coiffeurs, tailleurs, restaurateurs, moto taximen, etc) ;	-Dépendance quasi totale de la commune des ressources externes (CAC) ; -Manque de suivi du recouvrement des recettes propres de la commune ; -L'incivisme fiscal des populations et des opérateurs économiques ; -Non valorisation de certaines sources de recettes potentielles pour la commune (ex : taxe sur la publicité, taxes sur l'exploitation des carrières,

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
	Magdémé, Kossa, Homaka, Goudjimdélé, Godigong, Gouvaka Chefferie, Bouda) ; des marchés permanents à Mora, Doublé, Banki/Limani, etc) ;			taxe sur transhumance, etc)
	-Position stratégique de la ville de Mora (chef lieu de la commune) comme ville carrefour, favorable au commerce transfrontalier ;	-Fuite des recettes communales ;		- Les activités de la commune sont plus orientées vers son fonctionnement que l'investissement ;
	-Passage des camions citernes du Nigeria pour le Tchad) ;	-Manque de suivi du recouvrement des recettes propres de la commune ;		- Le volume des recouvrements des ressources propres de la commune est insignifiant au volume réel des versements faits, eu égard aux énormes potentialités existantes ;
	-Existence de 2 bureaux de douane dans la Commune (Kourgui et à Limani) ;	-L'incivisme fiscal des populations et des opérateurs économiques ;		-Population qui ne maîtrise pas clairement le bien fondé de payer les taxes et impôts divers pour la commune ;
	-Existence de marchés à bétail (Mémé, Limani, Magdémé, Kossa, Oudjilla, etc);	-Mauvaise organisation des services en charge du recouvrement de communes		
	-Existence d'une diversité de corps de métiers (bouchers, transporteurs, coiffeurs, tailleurs, restaurateurs, moto taximen, etc.) exerçant paisiblement leurs activités dans l'informel, activités pour la plupart très porteuses ;	- L'insuffisance et le mauvais état des voies de communication ; -La faible organisation des corps de métiers ; -Le sous- équipement ; -Incivisme de certains acteurs ;	Existence des associations socioprofessionnelles (OPECO ; GICS ; Coopératives)	-Faible rentabilité des activités ; -Faible recouvrement des recettes propres à la commune
	-La commune partage une longue frontière avec le Nigeria, un potentiel débouchés pour une gamme de produits agropastoraux;	- La commune n'exploite pas suffisamment les différentes potentialités qu'elle possède en matière d'instauration des taxes : carrières de sable, de cailloux ou de latérite, certains patrimoines à mettre en location, les taxes sur la publicité, les taxes sur le transit, etc.		- Faible recettes communales ; -Forte dépendance de la commune aux CAC
	-Existence de véhicules de transport en bon état et qu'on peut valoriser pour le transport de matériau de construction pour générer des recettes à la commune	Faible niveau d'investissement de la commune.	-Force de la population en matériel de transport	-Faible recettes propres de la commune -Forte dépendance de la commune aux CAC

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
3-Gestion du patrimoine	La commune dispose de trois sommiers	-Faible valorisation du riche patrimoine existant, à des fins de génération des ressources propres à la commune (ex : les camions Benne qui pouvaient rapporter d'argent à la commune en transportant le sable, les pierres, etc ; les boutiques qui sont nombreuses mais sans rapporter grand-chose à la commune ; le Campement ; le foyer culturel ; etc)	Commune dotée d'une gamme de patrimoine riche	-Patrimoine communal non suffisamment inventorié, valorisé et sécurisé ;
		-Vétusté d'une partie du patrimoine communal ;	-Existence d'une multitude de marchés et d'infrastructures non rentabilisés	-Faible équipement des services communaux en équipement des NTIC
	1-le sommier des bâtiments qui ressort les bâtiments que la commune a acquis il y a de cela plusieurs dizaines d'années pour la plupart. Il s'agit surtout en dehors de l'hôtel de ville en cours de construction, de la tribune municipale des bâtiments utilisés par les écoles, les centres de santé, des abattoirs; les marchés ; la boucherie de Mora, etc. -Existence d'une multitude de marchés	-Patrimoine immobilier très riche mais non sécurisé (immatriculation) -Faible rentabilisation de certaines infrastructures marchandes (boutiques, hangars, campement, etc)		Risque d'appropriation des biens de la commune par certains individus Forte demande des usagers pour la plupart de ces infrastructures
	2- Le sommier des véhicules de la commune est évalué à une somme de 7410000 FCA. Ce patrimoine est riche et varié car composé de 03 camions Benne en bon état ; 01 nivelleuse Caterpillar et un véhicule de fonction du Maire. Si ces véhicules qui effectuent efficacement les travaux d'entretien de la voirie urbaine et d'assurer le ramassage des ordures pouvaient mis à profit pour générer des recettes à la commune à travers le transport des sables et autres matériaux de construction dont la valorisation souffre d'un manque criard des moyens de transport sur toute l'étendue du territoire de la commune.	-Faible investissement de la commune en matière de patrimoine (Ex : auberges, logements sociaux, lotissements communaux, etc) ;	Idem	Idem

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
	3-Le sommier du mobilier de Bureau existe au niveau du comptable matières, mais ce sommier ne ressort pas la valeur actuelle de chaque mobilier, ce qui ne permet pas à la commune de ressortir exactement combien cela vaut.	-Non maîtrise par la commune de la totalité de tout son patrimoine		Risque d'appropriation du patrimoine communal par des tiers
	Le sommier de l'immobilier est aussi très riche, car la commune dispose de nombreux terrains non bâties et de forêts ;	-Faible sécurisation du patrimoine par la commune ;		Idem
	-Existence de quelques équipements informatiques	-Non informatisation du fichier d'Etat civil ;		
	- Sommier en bâtiments assez varié et réparti sur tout l'espace communal	-Vétusté de certains mobilier de bureau (Ex : chaise de réception des usagers dans les services communaux)		
	-Procédure d'immatriculation de certains patrimoines mobiliers déjà entamée ;			
	- Le sommier de l'immobilier est aussi très riche			
	-Disponibilité au niveau de la commune d'un patrimoine dont les sommiers se présentent comme suit (voir annexes) :			
4-gestion des relations	-Existence d'une collaboration informelle avec certains SDE de la place ;	-Inexistence d'un cadre formel d'échanges entre la commune et les acteurs locaux de développement de l'économie locale	-Existence de quelques GIC ; CDV ; ONG ; Projets de développement ;	
	-Partenariat engagés avec de multiples partenaires tels que les projets (PNDP, PADDL, SNV, etc) et ONG ;	-Collaboration inexistant sinon mitigée ou insuffisante selon la plupart des SDE ;	Associations de développement légalisé menant leurs activités dans le ressort territorial communal ;	
		-Collaboration non formelle entre la Commune et les SDE (Inexistence de contrat ou convention de collaboration avec précision des tâches et rôle de chaque partie et les moyens d'action à pourvoir) ;	- Existence d'une diversité d'OPECO et de corps de métiers dans l'espace communal ;	
		-Manque de cadre d'échanges entre la commune et les SDE partenaires	-Existence d'une multitude d'opérateurs économiques menant leurs activités dans les domaines variés sur toute l'étendue du territoire communal	
		-Faible recours de la commune aux	-Existence d'une bonne collaboration	

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
		compétences existantes au niveau des SDE;	entre la commune et les des AT ;	
		-Non mise à disposition des personnels des SDE des moyens et logistiques suffisantes pour les appuis / accompagnement que ces derniers font en sa faveur lorsqu'ils sont sollicités;	-Collaboration des AT avec la commune dans la collectes des impôts et différentes taxes communales (impôts libératoire sur les revenus agricoles, taxes sur le bétail, ...) ; la mobilisation des populations pour toute ouvre de développement ;	
		-Insuffisance de personnel qualifié au niveau de la commune	-Disponibilité des ressources potentielles importantes pour la commune (impôt libératoire ; taxes ; etc)	
		-Faible implication des SDE dans le suivi de la mise en œuvre des projets même issus des ressources transférées ;		
		- Non respect du PDC par la commune dans le choix des projets à intégrer au plan de campagne de la commune en vue d'un développement harmonieux/ équilibré		
		-Faible communication entre la commune et la population		

- Axes de renforcement de l'Institution communale**

Tableau 20 : - Axes de renforcement de l'Institution communale

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
1-Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> -Ignorance par les conseillers de leurs rôles et leur incapacité à débattre pendant les délibérations ; - Analphabetisme de la majorité des conseillers (54,16%), ce qui constitue un frein pour leur formation ; -La plupart des conseillers ne jouent pas pleinement leur rôle de courroie de transmission entre la commune et les populations qu'ils sont sensés représenter ; -Faible implication des conseillers dans le suivi de l'exécution du budget ; Forte représentativité des chefs traditionnels dans le conseil municipal (11 Conseillers Chefs traditionnels / 39 conseillers que compte la commune, soit 28,20%), ce qui ne permet pas à certains conseillers qui sont leurs sujets de les contredire ou d'exprimer librement leur opinion lors des délibérations ; -Manque des débats lors des conseils municipaux ; -Faible représentativité des femmes et des jeunes au conseil municipal; - Peur de dire la vérité lors des conseils municipaux par certains conseillers de peur des représailles, ce qui limite les débats lors des sessions ; -L'élection de certains adjoints tient plus compte de leur position sociale et non de leur aptitude à assumer cette fonction ; -Les différentes commissions mises en place ne travaillent que lors des conseils ordinaires; sans qu'il y ait d'autres séances en vue de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour le développement socio économique des populations ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un plan de développement des capacités du personnel communal et des Elus locaux ; - Organiser au cours du mandat 04 ateliers de formation des élus locaux sur leurs rôles;
	<ul style="list-style-type: none"> -Personnel en majorité non formé (3% seulement est formé) ; - Peu de formation reçue par le personnel après son recrutement ; - Personnel en majorité recruté sans qualifications de base ; -Personnel d'un niveau de formation de base en moyen très bas (CEPE) ; -Recrutement du personnel ne tenant pas compte des priorités de la commune et du profil requis ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Former le personnel de la recette municipale sur la stratégie de mobilisation et de sécurisation des ressources financières -Organiser des ateliers de renforcement des capacités du personnel communal, de l'Exécutif Communal et des SDE sur la gestion des ressources transférées aux communes
	<ul style="list-style-type: none"> -Non initiation du secrétaire d'Etat civil, du personnel de la recette municipale et du service de la comptabilité à l'outil informatique ; -Non informatisation du fichier d'Etat civil ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Former les responsables des services d'état civil, comptabilité matières et recettes en informatique
	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistance d'un plan de déploiement des ressources humaines ; -Inexistence de cahier de charge au niveau de chaque service; -Non mise en application de l'organigramme communal existant 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaborer et mettre en œuvre un organigramme type -Elaborer et mettre en œuvre un cahier de charge pour chaque service
2-Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> -Incivisme fiscal des populations et de certains opérateurs économiques; -L'inexistence d'un fichier de contribuables ; -Méconnaissance de l'importance de paiement de l'impôt par certains membres de la population et opérateurs économiques ; -Refus du paiement de l'impôt libératoire par certains contribuables depuis l'ère du multipartisme soit disant que cet impôt est supprimé ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser une campagne d'information et de sensibilisation des populations sur la fiscalité locale et le bien fondé du paiement des Impôts et taxes communales -Confectionner et actualiser le fichier des contribuables sur l'ensemble de l'espace communal ; -Prendre et faire appliquer des mesures incitatives des opérateurs économiques à payer leurs taxes et impôts vis-à-vis de la commune

	<ul style="list-style-type: none"> -Non valorisation de certaines sources de recettes potentielles pour la commune (ex : taxe sur la publicité, taxes sur l'exploitation des carrières, taxe sur transhumance, etc) 	<ul style="list-style-type: none"> -Identifier de nouvelles sources potentielles génératrices de recettes pour la commune
	<ul style="list-style-type: none"> -Forte dépendance de la commune aux CAC ; - Le volume des recouvrements des ressources propres de la commune est insignifiant par rapport au volume réel des versements faits, eu égard aux énormes potentialités existantes ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Identifier et Evaluer le potentiel des recettes des différents marchés de la commune -Prendre et faire appliquer des textes prévoyant des sanctions à l'endroit des mauvais agents collecteurs des recettes communales
	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de suivi du recouvrement des recettes propres de la commune ; -Mauvaise organisation des services en charge du recouvrement de communes ; -Faible capacité de mobilisation des ressources propres par la commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place et faire appliquer un mécanisme de recouvrement et de sécurisation des recettes communales
	<ul style="list-style-type: none"> -Faible motivation du personnel (pas de gratification) ; -Fuite des recettes communales ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Prendre et faire appliquer des textes accordant des primes aux meilleurs agents collecteurs des recettes communales
3-Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - La commune n'exploite pas suffisamment les différentes potentialités qu'elle possède en matière d'instauration des taxes ;, certains patrimoines à mettre en location, les taxes sur la publicité, les taxes sur le transit, etc ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Former le personnel communal sur la gestion et la sécurisation du patrimoine communal -Prendre une délibération fixant un taux de paiement d'une taxe sur les nouvelles sources d'imposition identifiées sur l'ensemble de l'espace communal: utilisation des carrières de sable, de gravier et de latérite ; les taxes sur la publicité ; la location du foyer culturel ;)
	<ul style="list-style-type: none"> -Faible valorisation du riche patrimoine existant, à des fins de génératrices de ressources propres à la commune (ex : les camions Benne qui pouvaient rapporter d'argent à la commune en transportant le sable, les pierres, etc ; les boutiques qui sont nombreuses mais sans rapporter grand-chose à la commune ; le Campement ; le foyer culturel ; les carrières de sable, de cailloux ou de latérite ; etc) ; -Faible rentabilisation de certaines infrastructures marchandes (boutiques, hangars, campement, etc) -Faible investissement de la commune en matière de patrimoine (Ex : auberges, logements sociaux, lotissements communaux, etc) ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Définir des stratégies de valorisation du patrimoine communal : carrières de sable, latérite, graviers/ cailloux ; sites et infrastructures touristiques ; véhicules communaux ; bassins de production de cultures maraîchères et rizicoles
	<ul style="list-style-type: none"> -Non maîtrise par la commune de la totalité de tout son patrimoine -Patrimoine immobilier très riche mais non sécurisé (immatriculation) 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre à jour le répertoire du patrimoine communal ;
	<ul style="list-style-type: none"> -Vétusté d'une partie du patrimoine communal ; 	<ul style="list-style-type: none"> Doter les services de l'Institution communale des équipements et mobiliers adéquats (ex : mobilier de réception des usagers)
4-Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un cadre formel d'échanges entre la commune et les acteurs locaux de développement; -Collaboration inexistant sinon mitigée ou insuffisante selon la plupart des SDE ; -Collaboration non formelle entre la Commune et les SDE (Inexistence de contrat ou convention de collaboration avec précision des tâches et rôle de chaque partie et les moyens d'action à pourvoir) ; -Faible recours de la commune aux compétences existantes au niveau des SDE; -Non mise à disposition des personnels des SDE des moyens et logistiques suffisantes pour les appuis / accompagnement que ces derniers font en sa faveur lorsqu'ils sont sollicités; -Insuffisance de personnel qualifié au niveau de la commune ; -Faible implication des SDE dans le suivi de la mise en œuvre des projets même issus des ressources transférées ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Réactualiser la carte des différents partenaires de la commune par domaine d'intervention -Tenir une réunion de concertation des intervenants dans le territoire communal sur la faisabilité de la mise en place d'un cadre de concertation -Tenir une rencontre préparatoire Commune / Partenaires pour élaborer les projets de textes organiques du cadre de concertation, notamment sur les modalités de collaboration entre la commune et chaque catégorie de partenaires -Organiser un atelier pour la mise en place proprement dit du cadre de concertation et la désignation des différents responsables

	<p>-Faible communication entre la commune et la population</p> <p>- Non respect du PDC par la commune dans le choix des projets à intégrer au plan de campagne de la commune en vue d'un développement harmonieux/ équilibré</p>	<p>-Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication interne et externe de la Commune et une stratégie de Marketing pour le PCD</p>
--	--	---

4.2.2- Besoins des corps de métier

Tableau 21 : Besoins des corps de métier

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Agriculteurs	2020/37	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des moyens financiers pour achat de matériels et des intrants de qualité ; - Pauvreté des sols ; - Faible équipement en matériels de travail (bœufs de trait, charrues, charrettes, pulvérisateurs, etc.) ; - Accès difficile aux intrants de qualités (semences, engrains chimiques, pesticides) dus à l'indisponibilité et à leurs coûts élevés ; - Faible organisation des producteurs ; - Destruction des produits en conservation due à l'insuffisance de magasins de stockage des denrées alimentaires et la faible connaissance en technique de conservation des récoltes ; - Destruction des cultures en champs par les éleveurs transhumants ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des organisations de producteurs (GIC, Unions GIC) ; - Existence des structures d'appui ; - Existence des lieux de vente des intrants (Magasin des semenciers, magasin de YARA) ; - Financement des microprojets des OP par le MINADER, MINJEUNE, MINEMPLOI, et d'autres intervenants (ONG, EMF, etc.) ; - Existence de magasins de stockage ; - Appui de la Commune dans le transport des produits pour le comice régional 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la structuration formalisation des producteurs ; - Faciliter l'accès des producteurs aux moyens financiers afin de s'équiper en matériels de travail et intrants de qualité ; - Ouvrir un lieu de vente des intrants de qualité au niveau local ; - Construire 03 magasins de stockage ; - Renforcer les capacités des agriculteurs en technique de production et de gestion des stocks.
Éleveurs	15/04	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Faible pratique de nouvelles techniques d'élevage ; - Faible organisation des éleveurs ; - Insuffisance d'espace pastoral ; - Insuffisance des points d'abreuvement du bétail en saison sèche ; Insuffisance de la provende Maladies récurrentes du bétail ; Cout élevé des animaux sur les 			<ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'accès des éleveurs étrangers ; - Faciliter l'organisation et formalisation du corps de métier ; - Faciliter l'acquisition des sous-produits agro-industriels ; - Former les éleveurs en

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<p>marchés ;</p> <p>Accès difficiles aux produits vétérinaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coût élevés des aliments concentrés pour complémentation ; - Vol fréquent de bétail ; - Absence de sous-produits agro-industriels ; 			technique moderne d'élevage
Entrepreneurs (Bâtiments et fourniture en matériels de bureau)	19/07	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Influence des « grands entrepreneurs » par rapport aux « petits » ; - Faible organisation des entrepreneurs ; - Renforcement de l'esprit d'individualisme ; - Accès difficile aux marchés communaux ; - Faible équipement de certains entrepreneurs en matériels de travail adéquats ; - Accès difficile au financement ; - Conditionnalités difficiles d'accès au crédit au niveau des EMF ; - Problèmes liés au visa des dossiers au niveau des Finances ; - Retard de paiement des factures ; - Ignorance des entrepreneurs par rapport au code de marché public ; 	Equipement de certains en matériels de réalisation des grands travaux	Bonne rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la création et la formalisation des organisations d'entrepreneurs ; - Faciliter l'accès des entrepreneurs au financement ; - Former les entrepreneurs en montage des offres de soumission aux marchés publics ; - Former les entrepreneurs sur le code de marché public ; - Réduction des lourdeurs dans le traitement des dossiers financiers.

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Transporteurs par voiture	15/08	Moyenne	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Faible clientèle en saison des pluies ; - Absence de lieux d'aisance au niveau des lieux d'embarquement existants ; - Concurrence avec les autres transporteurs ; - Insuffisance des véhicules de transport ; - Conditions contractuelles très dures avec les propriétaires des voitures ; - Mauvais état des routes ; - Absence de lieu fixe d'embarquement et débarquement des usagers au niveau du transport public ; - Mauvaise organisation des transporteurs ; - Difficulté d'entretien des véhicules ; - Multiplicité des contrôles routiers (FMO, Douane) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une Agence de Transport ; - Existence d'un syndicat de transporteurs ; - Existence d'une mutuelle de transporteurs au niveau de l'Agence Mont Mandara ; - Existence des véhicules de transport des personnes et de marchandises. 	Faible rentabilité de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> - Créer et aménager une gare routière ; - Alléger / les contrôles des FMO et de la Douane ; - Faciliter l'organisation des transporteurs ; - Sensibiliser les transporteurs sur l'insécurité routière et le prise des drogues et des stupéfiants ; - Aménager la voirie urbaine et autres tronçons les plus fréquentés.
Moto-taximen	237/18	Faible	Faible collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes ; - Voirie urbaine non aménagée / beaucoup de sable sur les différentes routes au centre urbain rendant difficile l'accès dans certains quartiers ; - Faible établissement des papiers officiels (Permis de conduire, Carte grise, Assurance, etc.) ; - Ignorance de l'importance des pièces officielles (permis de conduire, Assurance, Carte grise) ; - Tracasseries policières et des FMO ; - Faible organisation des transporteurs (absence d'une structure formelle) ; - Pratique de l'activité par certaines personnes non reconnues ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des motos presqu'à 70% en bon état - Existence de la clientèle ; 	Faible rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'état de la voirie urbaine et les routes - Faciliter la structuration et la formalisation de l'organisation des Moto-taximen ; - Formation des responsables en gestion et fonctionnement d'une organisation ; - Formation des moto-taximen sur la maîtrise d'une conduite responsable ; - Alléger les tracasseries des FMO et la douane ; - Renforcer la patrouille des BIR sur certains axes routiers réputés d'insécurité ;

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'identification des moto-taximen ; - Insécurité routière ; - Consommation abusive de la drogue et autres stupéfiants par certains ; - Cas fréquents des accidents de circulation ; - Détioration des moyens de transport ; - Présence des coupeurs de routes sur certains axes ; 			<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les transporteurs sur l'importance d'être en règle (disposer des pièces officielles) ; - Faciliter l'établissement des permis de conduire et autres pièces ; - Renforcer le contrôle sur l'interdiction de la vente des drogues et autres stupéfiants
Restaurateurs	15/09	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'acquisition des matières premières due aux coûts élevés et à l'éloignement ; - Faible organisation des restaurateurs ; - Manque d'emplacement adéquat ; - Absence d'infrastructures et d'équipements adéquats ; - Installation des hangars de fortune en matériaux provisoires pour certains ; - Faible fonds de roulement ; - Faible clientèle par moment ; - Destruction des produits suite à la mévente ; - Faible bénéfice ; - Réduction du fonds de roulement ; - Faible capacité en techniques de marketing ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de certaines matières premières sur place ; - Certaines restauratrices sollicitées souvent lors des ateliers pour pause café et pause repas ; - Existence de la clientèle ; 	Rentabilité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'organisation et la structuration du corps de métier ; - Faciliter l'accès des corps de métier aux financements et aux matières premières. - Construire et équiper les « restaurants » à MORA ; - Formation des restaurateurs en technique de cuisine moderne ; - Formation des acteurs des restaurants en gestion d'entreprise et en techniques de marketing.
Menuisiers	25/06	Faible organisation	Faible collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Faible clientèle ; - Vente des meubles à vile prix ; - Difficulté d'approvisionnement en matière première (bois d'œuvre) ; - Coût élevé de la matière première ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des ateliers accessibles ; - Fabrication de plusieurs types de meubles - Disponibilité des matériels 	Faible rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation du corps de métier ; - Accès au financement ; - Equipement en matériels de travail (Equipement de

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Disparition des matériels de travail ; - Malhonnêteté de certains clients ; - Faible organisation du corps de métier ; - Accès difficile au financement ; - Faible équipement en matériels de travail de qualité ; 	<ul style="list-style-type: none"> de travail - Disponibilité des employés 		sciage) ;
Commerçants	300/25	Faible organisation	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé de location des boutiques ; - Faible fonds de roulement ; - Condition d'octroi des crédits très rudes au niveau des EMF - Tracasserie douanière, des FMO et des contrôleurs des prix ; - Pratique de la contrebande ; - Exiguïté du marché ; - Déplacement difficile au sein du marché dû à l'exiguïté des allées ; - Faible organisation des commerçants ; - Insuffisance des infrastructures marchandes (hangar, magasins, boucheries, etc.) ; - Manque de points d'eau au marché - Insalubrité au marché ; - Sous-information des commerçants par rapport la fiscalité locale ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une OPECO ; - Beaucoup de clientèles en période des fêtes ; - Situation à proximité du Nigéria - Existence d'un grand marché où se vendent différents articles ; - Existence des infrastructures marchandes (boutiques, Hangars du Marché, boucherie) 		<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser la plateforme des OPECO de Mora ; - Réaménagement afin de rendre la circulation fluide au niveau du marché ; - Viabiliser les boutiques inoccupées ; - Construction des infrastructures marchandes) ; - Appuyer l'accès des opérateurs économique au financement ; - Alléger les contrôles routiers et les frais de dédouanement ; - Informer les opérateurs économiques sur la fiscalité locale, les taux de taxation et sur l'intérêt de payer les Impôts et taxes ;
Garagistes Auto	12/08	Faible organisation	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Faible équipement des mécaniciens en matériels de travail adéquats ; - Insuffisance de moyens financiers pour se procurer des matériels de travail appropriés 	Appui conseil du Délégué des PMEESA. Disponibilité de matériels de travail ; Bon emplacement pour	Rentabilité passable	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'équipement des garagistes en matériels de travail de qualité ; - Appuyer l'organisation, structuration et formalisation

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des mécaniciens ; - Faible collaboration entre les garagistes et avec la Mairie ; - Ignorance de l'intérêt de s'organiser par certains ; - Faible épanouissement avec l'activité ; - Faible qualification de certains garagistes ; - Absence de Centre de Formation des garagistes professionnels ; - Absence de certains appareils limitant les services à offrir - Absence de certaines pièces de rechange au niveau local ; 	certains ;		<p>du corps de métier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès au financement ; - Créer un centre de formation en mécanique Moto et Auto ;
Garagistes Moto	20/09	Faible organisation	Bonne relation	<ul style="list-style-type: none"> - Faible équipement des mécaniciens en matériels de travail adéquats ; - Absence de certains appareils limitant les services offerts - Mauvais paiement des services rendus ; - Indisponibilité de certaines pièces de rechange au niveau local ; - Absence de lieu approprié pour l'exercice de l'activité ; - Faible performance de certains mécaniciens ; - Manque d'organisation des mécaniciens ; - Ignorance du bienfondé de l'organisation par certains ; - Absence de Centre de Formation des garagistes professionnels ; 	<p>Service de plus en plus sollicité avec l'accroissement du nombre des motos ;</p> <p>Disponibilité des pièces de rechange ;</p> <p>Facilité d'achat des motos avec le rapprochement du lieu de vente (Banki-Nigéria) ;</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Avoir un emplacement ; - Faciliter l'équipement des garagistes en matériels de travail de qualité ; - Appuyer l'organisation, structuration et formalisation du corps de métier ; - Faciliter l'accès au financement ; - Créer un centre de formation en mécanique Moto ;

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Bouchers	34/08	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Abattoir défectueux et insalubre ; - Abattoir non pourvu de point d'eau - Abattoir non aménagé ; - Exiguïté et vétusté du bâtiment de la boucherie actuelle ; - Infrastructure très vétuste et mal située ; - Transport non hygiénique de la viande - Vente de viande à l'air libre et exposé aux intempéries ; - Difficulté de conservation de la viande en cas de ménage ; - Absence de point d'eau au niveau de l'abattoir ; - Faible organisation des bouchers ; - Coût élevé des animaux sur les marchés ; - Manque de chambre froide ; - Difficultés liées à la conservation de la viande et du poisson - Tracasserie des services des Impôts ; - Insuffisance de capital ; - Ignorance de la démarche à mettre en œuvre pour accès au financement ; - Absence de mécanisme de traitement des déchets au niveau de l'abattoir / pollution de l'environnement et la nature ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'abattoir et d'une boucherie ; - Suivi de la vente de la viande par les services de l'Elevage ; - Existence de la clientèle 	Rentabilité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> -- Délocaliser la boucherie et construire une nouvelle boucherie ; - Construire 02 hangars en matériaux définitifs au niveau du marché de poissons ; - Construire un nouveau abattoir ; - Aménager un point d'eau au niveau de l'abattoir ; - Prévoir un système de collecte et de traitement de traitement des déchets au niveau de l'abattoir ; - Faciliter la structuration et la formalisation des acteurs du corps de métier ; - Faciliter l'accès au financement ;
Vendeurs de poissons	40/21	Faible	Conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capital / Fonds de roulement ; - Espace très restreint surtout le jour du marché ; - Vente à l'air libre sans abri contre les intempéries ; - Tracasserie des contrôleurs de prix ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des magasins privés ; - Vente de plusieurs espèces de poissons en frais comme en fumé - Existence de la clientèle 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Construire 02 hangars en matériaux définitifs ; - Structuration et Formalisation des acteurs du corps de métier ; - Faciliter l'accès au

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Pollution du marché de poisson par des déchets ; - Difficulté d'écoulement du produit ; - Insuffisance de lieu de conservation (magasins) ; - Destruction du produit ; - Coût élevé des droits de place ; - Faible rentabilité de l'activité ; - Faible organisation du corps de métier ; 			financement ; <ul style="list-style-type: none"> - Aménager un lieu de collecte des déchets ;
Transformateurs des produits	+ 500/14	Faible organisation	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Faible clientèle en saison des pluies ; - Mauvais état des locaux pour certaines transformatrices ; - Insuffisance de fonds de roulement - Faible revenus / rentabilité de l'activité ; - Faible satisfaction de besoins des acteurs ; - Faible organisation des transformateurs ; - Cherté des produits de transformation / matières premières ; - Coûts élevés des produits agricoles et pastoraux ; - Eloignement de lieu d'approvisionnement en certaines matières premières ; - Coût élevé du bois de chauffe ; - Coût élevé du transport des personnes et des biens ; - Coupure fréquente de l'énergie électrique détruisant parfois des produits transformés en conservation au frais ; 		Bonne rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la formalisation des organisations des transformateurs ; - Appuyer les organisations dans la recherche de financement ; - Faciliter l'équipement des transformateurs en matériels de travail adéquats ; - Former les acteurs sur des thèmes spécifiques ; - Informer les différents acteurs sur l'importance de paiement des impôts et taxes ;

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Equipement de travail très artisanal ; - Concurrence déloyale ; - Non maîtrise des techniques de transformation de certains produits ; - Non paiement des impôts et taxes par certains acteurs ; 			
Tailleurs	300/16	Faible	Faible relation	<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des tailleurs ; - Manque des machines de gros-fils (machines industrielles) ; - Déplacement sur de longues distances ; - Insuffisance des ateliers de couture au niveau du marché ; - Coupure de l'énergie électrique parfois de longue durée ; - Blocage des activités ; - Prolongation du temps de travail ; - Conflits avec les usagers ; - Manque de spécialiste en broderie et couture moderne ; - Faible paiement des prestations ; - Faible rentabilité de l'activité ; - Coût élevé des droits de place sur le marché ; - Irrégularité dans l'évacuation des ordures ; - Pollution de l'environnement ; - Accès difficile à la formation par les jeunes garçons ; le CPFR ne s'intéresse qu'aux jeunes femmes et filles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Services très sollicité en période des fêtes ; - Rapprochement des lieux d'approvisionnement en matériels de travail ; - Existence des différents types de machines (Couture, Broderie, Faufilage, Boutonnière, etc.) ; 	Rentabilité passable	<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper les ateliers de couture en machine de qualité (industrielle) ; - Appuyer la structuration et l'organisation des tailleurs ; - Faciliter l'accès au financement ; - Faciliter la formation des jeunes sur l'utilisation des grandes machines ; - Création d'un Centre de Formation en couture pour homme ; - Réduction des coûts de droit de place ;
Call-boxeurs	50/06	Faible organisation	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de subvention des call-boxeurs ; - Absence de ristourne/ motivation - Perturbation parfois des réseaux de communication ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de la demande en matière de la communication ; - Plusieurs opérateurs 	Faible rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du pourcentage de paiement ; - Création d'une organisation des call-boxeurs ;

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Perte de crédit de suite de mauvaise manipulation ou communication des chiffres par les clients ; - Faible collaboration en les call-boxeurs due au manque d'organisation ; - Faible clientèle par rapport aux appels 	(Camtel, MTN, Orange) ;		<ul style="list-style-type: none"> - Accès au financement ; - Réduction des coûts d'appels
Secrétariat bureautique	07/03	Faible	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplicité des secrétariats au niveau de la ville ; - Faible demande des responsables des services en matière de secrétariat, eux-mêmes étant pour la plupart équipés en ces matériels ; - Offres de services limitées pour la plupart aux tirages et photocopies ; - Coupure de l'énergie électrique parfois de longue durée ; - Coûts de paiement des services plus en plus bas ; - Difficulté de protection des machines due à la multiplicité des virus ; - Vétusté des machines ne répondant pas parfois à certaines qualités de service - Pannes régulières des machines ; - Faible équipement en matériels de travail adéquats ; - Faible revenus ; - Abandon de certains opérateurs. 	Existence d'un EMF Existence de la clientèle (Entrepreneurs, les les stagiaires des Centres de formations, certains SDE, etc.)	Faible rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation du secteur ; - Faciliter l'accès au financement des opérateurs pour : - S'équiper en matériels de travail de qualité ; - Renforcer le secrétariat en matériels bureautiques afin d'améliorer le revenu ; - Formation des opérateurs sur l'utilisation des nouveaux logiciels.
Coiffeurs	14/05	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Coupure du courant électrique ; - Insuffisance moyens financier pour s'équiper en matériels de travail ; - Faible paiement des services offerts ; - Faible clientèle ; - Malhonnêteté de certains clients ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne qualification de certains coiffeurs ; - Existence de la demande ; - Disponibilité de certains matériels de travail 	Rentabilité passable	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation / structuration du corps de métier ; - Faciliter l'accès au financement ; - Sensibiliser les coiffeurs sur

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation du corps de métier ; - Coût élevé de location des salons de coiffure ; - Faible application des mesures d'hygiène du local. 			la prise en compte des mesures d'hygiène ;
Vendeurs de carburants et lubrifiants	15/10	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de fonds de roulement ; - Mauvais état des routes rendant difficile le transport du carburant ; - Tracasserie de la Douane, Police et Gendarmes ; - Cas fréquents des accidents de circulation par les transporteurs de carburant ; - Trop d'achats à crédit qui parfois finissent sans remboursement - Insuffisance de lieux de dépôt ; - Activité à haut risque 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la clientèle ; - Existence d'une association non légalisée ; - Existence des lieux fixes de vente (dépôt) ; 	Rentabilité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès au micro crédit pour améliorer le fonds de roulement ; - Appuyer l'organisation et formalisation du secteur ; - Alléger les frais de dédouanement ;
Soudeurs	20/08	Faible	Pas de relation	<ul style="list-style-type: none"> - Faible clientèle / Insuffisance de demandes par les locaux - La plupart préfère faire des commandes au niveau de Maroua au détriment des artisans locaux ; - Faible fonds de roulement par acquérir des matériels de travail appropriés ; - Faible organisation du corps de métier 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de certains matériels de travail ; - Expression des commandes de fabrication des portails, portes et fenêtres ; - Bon emplacement de certains 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'organisation et formalisation du secteur ; - Faciliter l'accès au micro crédit pour améliorer le fonds de roulement ; - Faire la promotion des artisans locaux.
Etablissement hôtelier (Auberge le PODOKO)	07/02	Faible	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Faible clientèle/ faible fréquentation des touristes ; - Problème d'insécurité sur certains axes routiers - Faible paiement ; - Beaucoup de charges à supporter ; - Faible vite des étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ville carrefour, reçoit des visiteurs ; - Existence de lieux d'hébergement ; 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la promotion des établissements hôtelier ; - Créer des détachements des Forces de Maintien de l'Ordre sur certains axes routiers ; - Faciliter l'organisation des promoteurs ;

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
							- Améliorer la qualité du service offert
Gestionnaires de bar	18/06	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Incompréhension parfois entre clients et gérant ; - Ravitaillement irrégulier par la Brasserie ; - Coupures intempestives du courant électrique parfois de longue durée ne permettant pas aux clients d'avoir de la « boisson glacée ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la clientèle ; - Ravitaillement par la Brasserie ; 	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Régularité des ravitaillements ; - Plaidoyer pour la stabilité du courant électrique.
Maçons	15/05	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Faible moyens financiers pour soumissionner aux marchés publics ; - Faible demande de service dans la localité ; - Cherté de matériaux et matériels de construction (recours parfois au Nigéria) ; - Tracasseries douanières ; - Faible paiement du service offert par la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Existences des offres de service en matière de construction ; - Disponibilité des matériaux de constructions ; - Existence des BIP en construction des infrastructures 	Très faible	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation et structuration des maçons ; - Faciliter l'accès aux petits marchés de la commune ;
Meuniers	09/05	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Coupure du courant électrique parfois de longues durées ; - Indisponibilité des pièces de rechange ; - Faible clientèle ; - Faible rentabilité due à la multiplicité des moulins au niveau de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la demande ; - Existence des réparateurs au niveau local 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et formalisation des groupes de meuniers ; - Faciliter l'accès au financement ; - Former un spécialiste en réparation de moulin électrique.
Forgerons	03/02	Faible	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Rareté des matériaux (fer et bois) ; - Faible production de matériels (surtout en saison sèche) ; - Atelier non aménagé ; - Matériels de travail très archaïque ; - Insuffisance de moyen financier pour acquérir de matériels de travail de 	<ul style="list-style-type: none"> - Fabrication des petits matériels agricoles, foyers améliorés ; - Disponibilité de certaines matières premières 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'un local aménagé ; - Equipement en matériels de travail adaptés ; - Faciliter l'accès au aux moyens financiers ; - Formation en technique de fabrication des autres

Corps de métier	Nombre d'impliquées/ Nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la Commune	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				<p>qualité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fabrication limitée aux petits matériels de travail (houes, hache, couteau, faufile, etc.) 			matériels agricoles (Charrees, Arrosoirs, etc.)
Cordonniers	21/15	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de matériels de travail ; - Insuffisance de moyen financier pour acquérir des matériels de travail de qualité ; - Cherté de matériels de travail ; - Faible organisation des cordonniers ; - Espace de travail très restreins ; - Manque de hangar. 	<ul style="list-style-type: none"> - Regroupement des cordonniers à un lieu précis ; - Equipement en matériels de travail ; - Disponibilité de certains matériels sur place ; - Existence de la clientèle 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation du corps de métier ; - Construction de 02 hangars en matériaux définitifs ; - Equipement en matériels de travail de qualité ; - Formation des cordonniers sur certaines technologies (fabrication des chaussures, etc).
Blanchisseurs	12/04	Faible	Non conflictuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Non ou faible paiement du travail par certains clients ; - Accès difficile à l'eau dû aux coupures intempestives ; - Rareté du charbon et coût élevé des détergents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des demandes de service ; - Absence d'un service de Pressing 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement régulier et normalement ; - Réduction des coûts des détergents / produits de premières nécessité

4.2.3-Besoins et attentes des couches vulnérables

Tableau 22 : Besoins et attentes des couches vulnérables

Couches vulnérables	Nbre d'impliqués /nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Activités pratiquées	Difficultés rencontrées par rapport à leur situation	Opportunités liées à leur vulnérabilité	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
Handicapés moteurs	20515	Faible	Certaines doléances pris en compte	- Petits commerce ; - Couture ; - Peintres - Cordonniers ; - Tisserands	- Faible encadrement - Victimes des préjugés, mépris ; - Limitation de pratique de certaines activités ; - Forte dépendance ; - Difficulté à ses déplacer ; - Mauvais état des routes	- Existence d'une Association des handicapés ; - Existence des structures d'encadrement - Existence de marché au niveau local ; - Encadrement par les membres de famille ; - Appui de la Commune parfois Réception des dons par certains	- Education ; - Renforcer l'organisation ; - Avoir les équipements de travail ; - Accès au financement des activités ; - Formation en divers métiers ; - Octroi des tricycles et béquilles - Encadrement
Aveugle	80/04	Nul	Nul	Sans	- Difficulté à subvenir aux besoins personnels essentiels (nutrition, logement, habillement, santé, éducation des enfants) ; - Pratique de la mendicité ; - Sous information sur les structures d'appuis ; - Non accès aux infrastructures (Education, point d'eau)	- Existence d'une maison d'accueil des aveugles ; - Encadrement par les membres de famille ; - Réception des dons par certains	- Mise en relation avec les structures d'appui ; - Accès aux dons ; - Appui de la commune et de l'Etat - Création d'une école pour aveugle
Personnes du 3^{ème} âge	+2000/06	Nul	Pas de relation	- Petit commerce - Agriculture - Elevage ; - Artisanat	- Manque d'assistance pour certains ; - Insuffisance de moyens financiers ; - Problèmes de maladies ; - Problème de nutrition, etc. - Difficultés d'accès aux infrastructures publics	- Accès à la protection ; - Encadrement de certaines personnes par les membres de famille ;	- Accès aux dons ; - Accès aux infrastructures marchandes ; à l'eau potable, - Prise en charge sur le plan sanitaire, traitement, Habillement, etc. ; - Faciliter l'accès au financement ; - Améliorer la sécurité des

Couches vulnérables	Nbre d'impliqués /nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Activités pratiquées	Difficultés rencontrées par rapport à leur situation	Opportunités liées à leur vulnérabilité	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
					<ul style="list-style-type: none"> - Dépendance vis-à-vis des autres ; - Manque d'assistance de l'Etat ; 		personnes et des biens ;
Orphelins et enfants vulnérables	+200/15	Faible	Pas de relation	<ul style="list-style-type: none"> - Petit commerce - Elevage - Métayage - Domestique 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile à l'éducation, nutrition, habillement ; - Abandon de certains par les membres de leurs familles ; - Non accès aux aides et dons ; - Mauvais traitement de certains par les membres de leurs familles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une organisation des OEV ; - Encadrement de certaines personnes par les membres de famille ; - Existence du marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un foyer d'accueil ; - Prise en charge sur le plan éducation, nutrition, etc. ; - Formation en petits métiers pour certains ; - Appui financier et matériels ; - Réinsertion sociale

4.2.4 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 23 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

1- Secteur : Agriculture et développement rural

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible productivité agricole	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté des sols ; -Faible capacité de rétention en eau de certains champs de karal ; -Difficulté d'accès aux intrants agricoles de qualité (Engrais, pesticides, herbicides, semences améliorées) ; -Faible mécanisation agricole / sous-équipement des agriculteurs en matériels de travail (bœufs de trait, charrues, charrettes, pulvérisateurs, etc.) ; -Insuffisance de terres cultivables en zone de montagne ; -Sous-information / formation des producteurs sur les techniques de production, de conservation et de gestion des stocks ; -Faible encadrement des producteurs -Mauvaise gestion des stocks dans certains ménages ; -Destruction des cultures par les déprédateurs par les éleveurs transhumants ; -Insuffisance de brigades villageoises phytosanitaires; -Erosion des sols et inondation de certains champs en saison pluvieuse - Difficulté d'accès au crédit/ 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible rendements agricoles ; -Conflits agropastoraux/ tension sociale ; -Exode rural -Malnutrition infantile ; -Insécurité alimentaire ; -Gaspillage des récoltes -Pauvreté ; -Délinquance juvénile ; -Taux élevé de pertes post récoltes ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser chaque r 16 sessions de formations de 74 GICS en techniques de DRS : construction des biefs, diguettes, fabrication du compost, production et utilisation du fumier, agro forestières, réhabilitation de hardés, aménagements de bas fonds etc. dans les 16 chef lieu de canton et groupement de la Commune - Organiser une fois l'an le concours du plus bel aménagement dans le ressort communal - Organiser chaque année 16 séances de formation de 74 GIC sur les techniques modernes de productions agricoles dans les 16 chefs lieu de canton et groupement de la Commune - Réhabiliter au moins 1000 ha de terre dans les villages suivants Mémé, Kourgui, Doulo, Igawa, Goumouldi, Limani etc..... -Organiser les producteurs à créer au moins 16 Coopératives dans les 16 cantons et groupements de la commune autour des filières porteuses (maïs, oignon, Niébé, Arachide, sesame) et les appuyer dans le montage des projets et la recherche de financement -Créer 06 points de vente des intrants et matériels agricoles à Mora (02), Mémé (02), Limani, (02) -Organiser 06 sessions de formation de 06 GIC de producteurs de semences de qualité dans les localités suivantes : Mahoula, Yoldé Dadi, Aïssa Hardé, Kourgui, Plivou -Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts des intrants agricoles -Redynamiser 20 brigades villageoises d'intervention phytosanitaire et mettre à leur disposition des matériels de travail (combinaison, appareils et produits de traitement) - Créer, formaliser et équiper au moins 10 nouvelles brigades villageoises d'intervention phytosanitaire dans les localités suivantes : Mahoula, Hoamka, KassaWarra, Goudjimdélé, Malika, Kotcherhé, Méhéh Sanda, Boundéri -Construire 75 magasins de stockage des denrées agricoles dans les localités suivantes Godigong Chefferie, Godigong Centre Marché, Ouldgaï, Manawatchi,

		<p>subvention ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Infestation des champs par les mauvaises herbes (striga, tabac sauvage sur Karal ; -Faible organisation des producteurs ; -Insuffisance de magasins de stockage des denrées alimentaires. 	<p>Kassa-Wara, Djakana, Gaïtchihi, Mangavé Abba Fadi, Homaka Marché, Dargalla wandala, Djamakia, Moyouré, Goumouldi, Mogodé, Jilvé, Blakessa, Mbréché, Kachimri, Gouada, Makié, Gouvaka Chefferie, Seradoumda, Doulo, Doublé, Tchakramari Issa, Kostréhé Kourgui Jean Kolia, Mémé Wadouma, Baldama Camp Mission, Vadikotsa, Méhé Lawan, Méhé Payas, Ganaï Camp Mission, Irawara, Klissawa, Blongouaré, Vadavoua Camp Mission, Kirkassouka, Matsanga</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser 01 session de formation des populations sur les techniques de conservation et de gestion des stocks dans chacun des 60 villages focaux de la Commune - Créer 05 Nouveaux Poste Agricoles dans les villages suivants à Godigong, Golda II, Tala-Mokolo, Warba, Méhé Sanda -Affecter 03 encadreurs agricole dans les Postes agricoles vacants : Zouelva, Bounderi, Magdémé , affecter 03 encadreurs agricoles au niveau de la DAADER de Mora -Construire et équiper les 07 Postes agricoles suivants :Limani, Mémé, Magdémé, Zouelva, Malika, Kossa-Klissawa, Bounderi -Organiser une fois l'an une mini-foire agricole dans l'espace géographique de la Commune -Procéder à une révision de la carte agropastorale sur l'ensemble de l'espace géographique de la commune - Organiser chaque année une session de sensibilisation agriculteurs et éleveurs sur la gestion concertée des ressources naturelles au niveau des cantons de : Limani, Mémé, Kossa, Boundéri, Warba, Magdémé, Djoundé et Doulo - Faire le plaidoyer pour l'interdiction du séjour des transhumants sur le territoire communal -Aménager les routes et pistes suivantes : - Igawa Sérawarda-Igawa Kérima (Route Mora-Limani) 01,5 Km ; - Golda-Koulang-Tala Mokolo 10 Km ; - Touski-Ousman-Boundéri 05 Km - Homaka- Kangaleri sur 06 Km - Tayer Oumaté-Limani sur 10 Km - Kostréhé Kourgui- Kouyapé sur 10 Km ; - Ganaï-Moundou (route bitumée) sur 07 Km ; - Mémé-Mangavé Younouss sur 15 Km ; - Djoundé-Djampala sur 05 Km - Djoundé-Mogogné Adamou 12 Km
--	--	--	--

2- Secteur : Elevage, Pêches et Industries Animales

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	CAUSES	PRINICPAUX EFFETS	BESOINS
Faible productivité de l'élevage	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Epizooties fréquentes - Insuffisance de pâturages - Faible encadrement des éleveurs - Conflits agropastoraux - Vol fréquent de bétail ; - Difficulté d'abreuvement du bétail - Difficulté d'accès aux soins vétérinaires et aux aliments de complémentations (taureau, sels minéraux, vitamines, etc). - Pratique d'un élevage de prestige par la plupart de grands éleveurs ; - Pratique d'un élevage en claustration en zone de montagne - Faible organisation des éleveurs ; - Empiètement des pistes à bétail et des pâturages par les champs ; - Envahissement des pâturages par les animaux des éleveurs transhumants - Insuffisance des points d'abreuvement du bétail en saison sèche ; - Coût élevés des aliments concentrés pour complémentation (tourteau de coton) ; - Vétusté de la boucherie de Mora et mauvais emplacement ; - Ensablement progressif des mares existantes - Destruction du pâturage par les fréquents feux de brousse ; - Insuffisance des capitaux pour l'achat des bétails à élever / à engraisser ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Conflits agropastoraux fréquents ; - Faible rentabilité de l'élevage ; -Faibles revenus de l'élevage ; - Coût élevé des animaux sur les marchés des géniteurs de qualité sur les marchés ;-Pauvreté - Accès difficile des familles aux protéines animales ; - Mal nutrition ; - Surpâturage et la destruction de la nature ; -Mortalité élevée des animaux en saison de pluies 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser chaque année une séance de sensibilisation de 74 GIC des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage et le bienfondé de la vaccination et du traitement du bétail dans les 60 Villages focaux de la Commune -Construire 067parcs vaccinogènes dans les centres suivants Mora, Mémé, Magdémé, Limani, Kossa, Zouelva -Créer 03 Points de vente des produits vétérinaires à Mora, Mémé, Limani et Bounderi ; -Mettre en œuvre un processus de redéfinition et de sécurisation des zones de pâturage et des pistes à bétail dans tous les 60 focaux villages de la Commune -Organiser dans les 16 cantons et groupements de la commune 16 séances de sensibilisation des éleveurs et agriculteurs sur la gestion concertée des ressources naturelles - Former 50 GIC des éleveurs en techniques modernes d'élevage dans les 60 villages focaux de la Commune -Réaliser 14 puits pastoraux équipés de pompe et d'abreuvoirs dans les villages suivants Nabadya, Mangavé Modi, Djembolé, Mogodé, Kalak, Gouvaka Chefferie, Sera-Hadia, Blakessa, Doulo, Malika, Koshréhé Zouelva, Katoua, Mémé Tagama, Vadavoua Réaliser 05 Forages pastoraux à : Gouvaka Chefferie, Malika, Katoua, Kostréhé, Madjina - Créer 02 nouveaux Centres zootechniques et du contrôle sanitaire vétérinaires à Magdémé et Djoundé 3.2-Equiper les 07 CZV de la Commune en moyens logistiques adéquat s -Construire 03 CZV à Kossa, Bounderi, Baldama .-Appuyer les éleveurs à créer 16 Coopératives dans les filières porteuses et au montage de requêtes pour le financement de leurs microprojets dans chacun des 16 cantons et groupements de la Commune .- Réfectionner l'abattoir de Mora - Construire et équiper 03 abattoirs Kossa, Magdémé, Homaka, et sensibiliser les bouchers sur l'intérêt d'estampiller la viande -Construire et équiper 05 boucheries : Mora, Mémé, Kossa, Magdémé, Homaka -Faire fonctionner le marché à bétail de Limani

		- Absence d'un comité de vigilance pour renforcer la sécurité dans les villages		
--	--	---	--	--

3- Secteur : Santé Publique

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS Réduire les coûts des soins
Difficulté d'accès des populations aux services de santé de qualité	Doulo Doumé Kata Seradoumda Golda	<ul style="list-style-type: none"> - Vétusté de la quasi-totalité des bâtiments et équipements de l'hôpital de District de Mora ; - Insuffisance de personnels qualifiés et spécialisés dans les différentes formations sanitaires ; - Plusieurs CSI ne disposants pas de bâtiments types (Kourgui, Massaré 2, Aïssa-Hardé, Magdémé, Kossa, Oudjila, Djoundé) ; - Insuffisance des équipements dans les CSI (Réfrigérateurs) - Inexistence de maternité, laboratoire, etc. dans certains CSI ; - Difficulté d'accès aux médicaments et aux soins ; - Faible revenu dans les ménages pour supporter des frais médicaux de qualité ; - Faible changement de comportement des populations vis-à-vis de la pandémie du VIH/ SIDA (Faible adhésion au Tests de dépistage volontaire) - Faible sensibilisation de la population sur le SIDA, MTN, Polio, et PEV en général ; - Cherté des traitements/ produits pharmaceutiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Charges élevées de traitement / appauvrissement des familles ; - Recours à l'automédication et aux médicaments de la rue ; - Maladies diarrhéiques très fréquentes ; - Mortalité élevé de suite de complication des cas ; - Fréquence des épidémies - Déformation des nouveaux nés lors des accouchements difficiles 	<ul style="list-style-type: none"> -Créer 03 nouveaux CSI à Golda, Séradoumda, et Doulo - Réfectionner : - 06 Bâtiments à l'Hôpital de district de Mora - Réfectionner les bâtiments aux CSI d'Aïssa-Hardé (01), Bounderi (01), Magdémé (01), CMA Amchidé (01) - Construire et équiper les centres de santé de Kourgui, Massaré Total - Construire et équiper 08 salles d'hospitalisation dans les centres de santé suivants : CSI Warba 2, CSI Kossa 02, CSI d'Oudjila 02, Hôpital de District : 02 -Construire 12 laboratoires dans les formations sanitaires suivants Mémé, Aïssa-Hardé, Bounderi, Podoko Nord, Oudjila, Djoundé, Magdémé, Kossa, Warba, Kourgui, Méhé, - Construire 14 maternités dans les 14 CSI de la Commune - Construire 14 pharmacies dans les 13 CSI de la Commune -Doter le centre Médical d'Arrondissement de Limani d'un Réfrigérateur, d'un groupe électrogène et d'une moto -Réaliser 02 logements pour médecin dont 1 à Mora et 1 à Limani -Affecter du personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes comme suit : - Médecins : 02 Mora et Amchidé) - IDE : 14 (01 pour chaque CSI) - IB : 28 (02 IB par CSI) - AS : 42 (03 par CSI) - Ingénieur d'équipement : 1 (Hôpital de district de Mora) - TMS : 03 (02 à Mora et 01 à Amchidé) - ATMS : 14 (01 par CSI) - Statisticien : 02 (Hôpital de district de Mora) <p>--Organiser dans chacune des 14 aires de santé 01 séance de sensibilisation des leaders communautaires (Autorités religieuses, Traditionnelles et autres leaders communautaires) sur le changement de comportement positifs vis-à-vis du VIH/SIDA et l'intérêt du dépistage volontaire</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un Centre de Santé Intégré dans certains villages - Eloignements des C.S.I environnants ; -Inexistence d'un CSI au sommet de la montagne -Difficulté d'évacuation des urgences du sommet de la montagne - Faible utilisation des moustiquaires imprégnées / non utilisation par certains ménages -Fréquences des épidémies de choléra 		<p>-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées ; l'hygiène et l'assainissement ; la fréquentation des formations sanitaires et la participation de plus en plus aux campagnes de vaccination dans chaque aire de santé</p>
--	--	--	--	---

4- Secteur : Travaux Publics

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible niveau de réalisation de l'Etat en matière de travaux publics dans les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Quartiers Mokolo et Massaré 2 - Godigong ; - Igawa - Doulo - Boundéri - Homaka - Marché - Wambaché - Mangavé Abba Fadi - Mangavé Younouss - Golda ; - etc. 	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistence de route d'accès à certains villages / quartiers ; -Routes non tracées dans certains villages ; -Pistes et routes coupées par les petits mayos ; - Faible entretien des routes existantes ; - Destruction de certains ouvrages d'art ; -Circulation difficile en zone des montagnes - Insuffisance des infrastructures de travaux publics (salles de classes ; routes, radiers ; etc) ; - Sous- équipements des ateliers ; - Mauvais entretien des salles de classe ; - Vétusté de certaines salles de classes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes en saison des pluies ; - Enclavement de certains villages ou quartiers ; - Difficultés de collectes et d'écoulement des produits agricoles ; - Coûts élevés de transport ; - Sous – développement -Accidents de circulation fréquents ; - Détérioration des matériels de transport ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Aménager les tronçons existants sur une distance d'environ 200 Km d'ici 2018 - Mora-Zouelva 35 Km - Godigong Chefferie- Gouvaka - Ecole-Route Kourgui sur 13 Km ; - Gouvaka Ecole - Soukoulé -Grande Mora / Kouyapé sur 12 Km - Limani-Homaka-Bonderi –Kangaroua sur 32 Km - Doublé-Blamaderi-Kossa-Klissawa sur 25 Km - Dargalla-Mémé-Mokoché sur 35 Km - Mémé-Ichiga-Moyouré- Tala Lawan – Djoundé sur 30 Km ; - Mora-Djoundé sur 15Km ; -Construire des ponts, des ponceaux, des Dalots, des dallettes, des passages busés sur toutes les routes de la Commune - Organiser 01 séance de sensibilisation des populations sur l'entretien routier par la méthode HIMO dans chacun des 60 villages focaux de la Commune

		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des Aires de jeux ; - Inexistence des clôtures au niveau des établissements scolaires et formations sanitaires ; - Absence de latrines dans certains établissements - Faible assistance de l'Etat et de la Commune et autres partenaires - Certaines routes totalement érodées par les eaux de ruissellement en ville comme en campagne ; - Absence / vétusté des ouvrages d'art ; - Exiguïté des routes dans certains quartiers (quartier Mokolo et Massaré II) 		
--	--	---	--	--

5- Secteur : Education de base:

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des enseignants qualifiés dans diverses spécialités ; - Insuffisance d'infrastructures (Bibliothèque, Laboratoire, salle multimédias, salles de classes et Tables-bancs ; - Eloignement des établissements existants par rapport à certains villages ; - Insuffisance/ inexistence de latrines dans certains établissements ; - Etablissements non clôturés ; - Vétusté de certaines salles de classes ; - Insuffisance des moyens financiers pour supporter les charges scolaires ; - Faible appui de la Commune et 	<ul style="list-style-type: none"> - Parcours d'une longue distance pour atteindre l'école ; -Insécurité des enfants ; -Abandon précoce des études par les élèves -Déperdition scolaire (jeunes filles) - Sous-scolarisation des enfants en âge du collège - Plusieurs salles de classes délabrées dans les différents établissements ; - Effectifs pléthoriques ; - Pratique de mi-temps ; - Beaucoup d'élèves assis à même le sol ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Créer et faire fonctionner 12 nouvelles écoles primaires publiques dans les localités suivantes : Goumouldi, Kourkassouka, Adakélé, Doumé, Quartier Mokolo, Galbi, Gagadama, AFFOM, Mogogné Adamou et Djabiré et 03 nouvelles écoles maternelles à Guirbala et Tala-pladara, et Golda -Réfectionner 311 salles de classe dans le territoire communal - Construire et équiper 185 blocs de 02 salles de classe dans le territoire communal - Construire 10 blocs maternels créés à : Aïssa-Hadé, Mora-Massif, Godigong, Oudjila-Igzawa, Camp Militaire, Kourgui, Limani, Méhé, Kossa et Doulo -Organiser dans chacun des 60 villages de la commune 01 séance de sensibilisation des parents sur l'importance d'envoyer leurs enfants, garçons et filles à l'école et de les y maintenir -Organiser une fois l'an à Mora une cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves du primaire de la Commune Equiper tous les établissements scolaires de la Commune en 23 000 tables bancs d'ici fin 2016 -Affecter au moins 192 nouveaux enseignants formés dans les écoles publiques de l'aire géographique de la commune

		<p>autres partenaires dans le domaine de l'éducation;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous- équipements des ateliers ; - Insuffisance des enseignants qualifiés dans diverses spécialités ; - Manque entretien des salles de classe ; - Vétusté de certaines salles de classes (cas du groupe scolaire de Mora, Ecole d'application de Moramassif, EP Sultanat ; - Absence de salle de classe dans certaines écoles (Blamaderi, Igawa-Doulo, Mahoula, Sgaï, Maja, Tayer, Tchakramari, Magrari ; - Mauvais fonctionnement des APEE dans leurs quasi-totalités - Insuffisance des Aires de jeux ; - Inexistance des clôtures ; - Absence de latrines dans certains établissements (EPA Camp Militaire) - Faible assistance de l'Etat, de la Commune et d'autres partenaires en matière de l'éducation ; - La plupart des enfants handicapés et OEV n'ont pas accès à l'éducation ; - Non prise en charge des maîtres des parents ; - Insuffisance d'enseignants qualifiés - Inexistnce de points d'eau dans certaines écoles ; - Difficulté d'accès aux fournitures scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises conditions de prise de prise de cours ; -Mauvaises conditions de travail pour certains enseignants ; -Analphabétisme -Délinquance juvénile 	<ul style="list-style-type: none"> -Construire 105 logements de directeur d'écoles primaires - Construire et équiper 20 bureaux de directeur d'école -Clôturer 88 écoles primaires dans le ressort territorial communal -Redynamiser / mettre en place et former les APEE (Association des parents d'élèves et enseignants dans tous les établissements primaires de la Commune
--	--	---	---	---

6- Secteur : Art et Culture

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible promotion de la culture	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des activités culturelles - Manque de sponsors pour la valorisation de la culture locale - Inexistence d'association culturelle dans certains clans / ethnies; - Inexistence de foyers de jeunes - Inexistence de musées, de bibliothèques ; - Abandon de certaines cultures sous l'influence de nouvelles religions et du modernisme - Port des tenues vestimentaires indécentes par les jeunes et filles et certaines jeunes femmes ; - Non accès des femmes à l'héritage - Non considération des rites sacrés par la jeune génération - Manque de bibliothèque municipale; - Absence de Kiosques de vente des journaux ; - Ignorance des voies et moyens de valorisation de la culture /tradition ; - Dégradation /vieillissement de certains matériels, équipements de culture ; - Manque de sensibilisation dans le domaine de la valorisation de la culture /tradition ; - Inexistence d'associations culturelles ; - Manque d'appui des villages pour la promotion de la culture ; - Manque d'encadrement des populations en matière promotion de leur culture ; - Non transmission du savoir culturel aux jeunes générations 	<ul style="list-style-type: none"> -Perte de repère culturel (langue maternelle, contes, récits, etc.) - Affaiblissement de la culture locale ; - Dépravation des mœurs ; -Sous-information de la population par rapport à l'actualité ; -Faible cohésion sociale ; -Disparition progressive du patrimoine culturel - Abandon de la tradition ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Recenser le potentiel culturel existant dans la Commune - Organiser 01 séance de sensibilisation des populations sur l'importance de la préservation de la culture et sur le comportement déviant dans chacun des 60 villages de la Commune - Rechercher des partenaires pour le financement des festivals culturels dans l'espace culturel communal -Organiser au moins un festival culturel par an dans la commune -Former les artisans en techniques de conservation des objets d'art et monuments historiques - Construire un musée d'art à Mora

7- Secteur : Promotion de la Femme et de la Famille

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible épanouissement de la femme et de la famille dans l'aire géographique de la commune	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Mariage précoce des jeunes (filles, garçons) -Disputes fréquentes entre couples au sujet de la gestion des biens familiaux ; -Faible niveau d'organisation des femmes ; -Eloignement du centre de promotion de la femme et de la famille des femmes rurales ; -Pas d'assistance aux femmes vulnérables ; -Non accès des femmes à l'héritage dans certaines localités ; -Insuffisance d'encadrement des femmes ; -Manque de moyens financiers chez les femmes pour initier des AGR -Tradition non favorable à la promotion de la femme (Ex : non droit à la parole en public, exposition involontaire aux mutilations sexuelles) -Exode rural des jeunes -Eloignement des moulins dans certains villages ; - Faible pouvoir d'achat des femmes ; - Accès difficile des femmes aux financements des AGR ; - Faible rentabilité des activités des femmes ; - Faible considération des activités des femmes par certains époux et par la société; - Analphabétisme de certaines femmes limitant leur accès à certaines formations (informatique) ; - Insuffisance d'équipement et des moyens humains dans les différents centres de formation existantes (CPFF, SAR SM, Centre Multimédias, CEFMA.) ; - Faible implication des femmes dans la prise de décision -Mariage précoce des jeunes (Filles/garçons) -Méconnaissance des bienfaits de la scolarisation des jeunes filles ; -Domination des riches sur les démunis /pauvres ; -Faible considération des femmes ; -Absence d'un centre d'alphanétisation fonctionnel -Surcharge des femmes par les travaux champêtres et ménagers -Sous-information des femmes sur ce qui concerne leur émancipation 	<ul style="list-style-type: none"> -Limitation du nombre des apprenants ; - Blocage / découragement des certaines femmes ; - Beaucoup de Filière restent en veilleuse manque (Hôtellerie, couture, etc.) ; -Dépendance financière des femmes de leurs conjoints -Sous développement familial ; -Divorces fréquents -Disputes et bagarres fréquentes entre époux ; -Sous-développement familial -Frustration des femmes -Frustration des pauvres -Conflits conjugaux -Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune unes séance de sensibilisation des populations sur l'importance du partenariat Homme / Femme dans le développement local, les droits de la femme ainsi que sur les méfaits des mariages précoces -Sensibiliser les femmes et leur faciliter l'établissement des Cartes Nationales d'Identité -Appuyer les femmes à s'organiser en Coopératives par Filières porteuses, en associations et les accompagner dans la recherche de financement - Former les 120 GIC des femmes sur les filières porteuses dans les 60 villages focaux de la Commune- Organiser 01 séance de sensibilisation de la communauté, la population arabe Choa sur la lutte contre la mutilation génitale des femmes dans les villages suivants : Boundéri, Doulo, Magdémé, Limani, Djoundé -Créer et faire fonctionner 16 centres d'alphanétisation fonctionnelle dans dans les 16 cantons et groupements de la Commune

		<ul style="list-style-type: none"> -Faible concertation entre maris et femmes sur la gestion des biens familiaux -Faible initiative chez les femmes à s'organiser en coopératives -Réticence de certains maris à l'épanouissement de leurs femmes 		
--	--	--	--	--

8- Secteur : Affaires Sociales

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS	
Accès difficile des personnes vulnérables aux prestations sociales	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Non assistance aux personnes vulnérables - Marginalisation des veuves, des orphelins et handicapés - Irrégularité des agents des services des affaires sociales - Inexistence d'acte de naissance chez beaucoup d'enfants en âge scolaire - Ignorance de l'importance de d'acte de naissance - Méconnaissance des procédures à suivre pour la délivrance d'acte de naissance - Irresponsabilité de certains hommes (alcooliques) - Sous-information des communautés sur les différentes opportunités existantes en faveur des couches vulnérables et les conditions pour y accéder ; - Difficultés d'accès à certaines infrastructures publiques ; - Difficulté de déplacement de certaines couches vulnérables ; - Faible assistance de la part de la Commune et de l'Etat ; - Rupture des appuis venants des fonds PPTE ; - Faible couverture sociale de la commune ; - Insuffisance des moyens humains, financiers et matériels du Centre. 		<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile aux dons - Méfiance des populations lors de la collecte des informations ; - Dépendance vis-à-vis des autres ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser 16 séances de sensibilisation des populations sur les différentes prestations du centre sociale de Mora ainsi que sur les modalités d'y accéder dans les 60 villages focaux de la Commune -Recenser les personnes vulnérables dans le territoire communal -Appuyer les personnes handicapées à se mettre en coopératives et à monter des projets pour la recherche de financement des activités génératrices de revenus - Construire un Centre d'accueil d'enfants en détresse à Mora - Mener des campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de l'établissement de l'acte de naissance dans les 60 villages focaux de la commune - Doter les personnes handicapées en appareillages - Faire le plaidoyer pour l'acquisition de 120 Tricycles pour les handicapés physiques - Aider et secourir les personnes vulnérables en matière de santé -Construire et équiper en matériels adéquats le Centre Social de Mora

9- Secteur: Eau, énergie et assainissement

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
1-Eau Difficulté d'accès des populations à l'eau potable	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de forages / puits ; -Inexistence de points d'eau potable dans certaines localités (puits à motricité humaine ; forage) -Tarissemement précoce des puits en Mars-Avril-Mai - Forages en panne ; -Mauvais fonctionnement du COGES des forages ; -Difficulté de mobilisation des frais pour réparer le forage panne ; -Echec de réalisation de certains points d'eau (puits busés, forage) ; -Echecs de multiples essais /tentative de creusage de forage mais sans succès -Echec des tentatives de creusement de points d'eau dans certaines localités à cause de la présence de roche dans le sous-sol ; -Tarissemement précoce des points d'eau existants en saison sèche -Inexistence des points d'abreuvement de bétail -Mauvais fonctionnement COGES -Eloignement de la nappe phréatique - Coût élevé d'abonnement au réseau Cam water ; - Absence de mécanisme de pérennisation des certains ouvrages hydrauliques ; - Coupure d'eau parfois de longue durée ; - Inexistances de COGES la plupart des ouvrages hydrauliques ; - Problème d'assainissement des points d'eau ; -Absence des points d'eau potable au village (puits améliorés ; forage) -Echecs de multiples essais /tentative de creusage de forage mais sans succès 	<ul style="list-style-type: none"> -Tarissemement précoce des points d'eau existants en saison sèche -Consommation de l'eau de qualité douteuse; -Exposition aux maladies diarrhéiques ; -Perte de temps/souffrance à la recherche d'eau en saison sèche pour les ménages (femmes) ; -Baisse de la productivité agropastorale ; -Baisse des revenus ; -Emigration à la recherche d'eau ; -Sous-développement ; -Pauvreté ; -Approvisionnement difficile en eau potable dans l'ensemble du territoire communal (1/3 de la population a accès à l'eau potable) ; - Besoins en eau restant encore très élevés (70%) ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Redynamiser les COGES de tous les points d'eau existants dans tout le territoire communal -Appuyer la création et la formation des nouveaux COGES - Former 01 artisan réparateur de forage dans chacun des 60 villages focaux de la Commune -Raccorder les 07 localités suivants au réseau Cam-Water : Mora (Quartier Guirbala, Galbi, Mokolo), Gouvaka, Soukoulé, Kassa-Wara, Tala-Massama, - Faire l'extension d'adduction d'eau dans 03 localités : Mémé Tagama, Limani, Waraga -Réhabiliter 68 Forages en panne dans l'aire communale <ul style="list-style-type: none"> – Réhabiliter 150 puits à ciel ouvert et les équiper de pompe à motricité humaine - Réaliser 75 nouveaux forages équipés de pompe à motricité humaine dans les localités suivantes : Dzongzongoua, Ouldama, Bejeka, Igawa Modou, Ouldgaï, EP Mahoula, Manawatchi 2, Houdmouko, Bounderi Centre, Bladolé, Mangavé Abba Fadi, Dargalla Wandala, Tchoko, Goumouldi Siliman, Méké, Mogodé, Gaïzang, Kossa, Jilvé, Blakessa, Tala-hachimi, Mbréché, Kachimri Mayinta, Kachimri Mastapha, Kirza, Ouldégou, Seradoumda, Héré Camp Mission, Balla Goudron, Tala Malloum, Karabiwa, Linguidiwa, Site Sahel vert Magdémé, Marché Tchakramari, Guidiguidi, Aboudja, EP Dadala, Vadimétéké, Vadikotsa, maha Adamaré, Ganaï Arabe, Ganaï Mouktélé, Mbalouda, Blangouaré, Ouro Géné, Wambaché Gadadi, EP Mokol, Mokol -Réaliser 21 Puits équipés de pompe à motricité humaine dans les localités suivantes : Karasiri, Mbalala, Tégodélé, Homaka-Mémé, Mogogné

		<ul style="list-style-type: none"> -Panne de forages -Présence de roche dans le sous-sol de la localité compromettant les chances d'avoir un forage -Tarisement précoce des points d'eau existants en saison sèche -Inexistance des points d'abreuvement de bétail -Mauvais fonctionnement COGES -Eloignement de la nappe phréatique 		<p>Oumré, Wadoulo, Gogolem, Tagawa I, Kourgui Kostréhé Blama Jean Kolia, Blama Foudama, Blama Bouli, Mapatcha, Mandédji, Ganaï-Malloum, Ira-Wara, Mémé Talazaké, Wadouma, Mayo-Koulmi, Hardéo, Dinoué</p>
2- Secteur assainissement : Faible assainissement de l'environnement	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistance de latrines aménagées dans certains ménages -Fréquence des épidémies de choléra -Non traitement des points d'eau ; -Présence de douves dans certaines marres d'eau ; -Négligence de l'hygiène corporelle par certains villageois faute d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Exposition au choléra -Mort 	<p>-Organier 60 séances de sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité et l'importance d'utiliser les latrines dans les 60 villages focaux de la Commune</p> <p>-Construire au moins 25 blocs de latrines au niveau des marchés comme suit : Mora : 04, Kourgui : 01, Mémé : 04, Magdémé : 02, Doublé : 02, Tchakramari : 02, Homaka : 02, Warba : 02, Héré : 02, Baldama : 02, Malika : 02</p> <p>-Construire 98 blocs de latrines dont 01 dans chaque école primaires de l'aire communale</p> <p>-Construire 16 blocs de latrines dans les établissements secondaires suivants : CES de Mora –Massif, 2 au Lycée Bilingue de Mora, 2 au CES d'Aïssa-Hardé , 2 au CES de Godigong, 1.5- au Lycée de Kourgui, 02 au Lycée de Zouelva, 02 au Lycée de Mémé, 02 au Lycée Classique de Mora, 02 au lycée de Limani,</p> <p>--Réaliser 14 blocs de latrines au niveau de tous les CSI soit 1 bloc de Latrine par CSI</p> <p>-Mettre en place un dispositif de traitement des déchets dans chacun des 14 formations sanitaires de l'aire communale</p> <p>-Doter 58 établissements scolaires des bacs à ordure</p> <p>- Mettre en exécution l'opération journée d'hygiène et salubrité organisée tous les lundis avant 10 heures dans tout le territoire communal ;</p> <p>- Sensibiliser et former les mécaniciens Auto et Moto sur le traitement des déchets</p> <p>-Mettre en place un comité villageois d'hygiène et</p>

				salubrité dans chacun des 60 villages focaux de la Commune
3-Secteur énergie Difficulté d'accès de la population à l'énergie électrique	Tous les villages (priorité aux localités suivantes : Quartier Tala Amos à Doulo ; Gouvaka chefferie, Goldoko mémé ; Bourdala à Mora ; Migawa camp Mission, Godigong Chefferie, Quartier derrière résidence du Préfet ; CSI de Magdémé ; etc)	<ul style="list-style-type: none"> -Non électrification de la plupart des villages -Déplacement des élèves en ville pour étudier la nuit -Inexistence de groupes électrogènes au village -Rareté du bois de chauffe -Inexistence d'autres sources d'énergie dans les villages ; -Non aboutissement des multiples démarches engagées par les villages pour l'électrification ; -Eloignement du réseau électrique -Inexistence d'autres sources d'énergie au village -Inexistence de groupe électrogène au village -Difficulté de faire fonctionner des équipements /appareils nécessitant l'électricité au village - Absence d'éclairage public sur certains axes ; - Accès difficile de certaines familles à l'énergie électrique ; - Coût élevé des abonnements ; - Les besoins en énergie électrique restent aussi élevés (60%) ; - Coupures intempestives du courant électrique ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Vol de bétail favorisé par l'obscurité du village la nuit - Destruction des produits en conservation ; -Pertes en matériels et produits ; -Réduction du fonds de roulement ; - Non respect des délais de livraison par les tailleurs ; - Conflits entre tailleurs et clients ; -Difficulté de faire fonctionner des équipements /appareils nécessitant l'électricité au village ; -Manque à gagner économique considérable ; - Absence d'éclairage public sur certains axes ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Faire l'extension électrique dans les quartiers non desservis suivants : Tala Amos -Doulo, Gouvaka Chefferie, Goldoko-Mémé, Bourdalla, quartier derrière Résidence Préfet, Migawa, Godigong Chefferie, CSI Magdémé, Zouelva, Gaizang, - Electrifier 20 nouveaux villages : Aïssa-Hardé, Djoundé, Mahoula, Boundéri, Kangaroua, Homaka Marché, Homaka-Mémé, Moyouré, Méhé Sanda, Goumouldi, Igawa -Doulo, Mbréché, Kachimri, Migawa, Golda, Kostréhé -Kourgui, Ira-Wara, Tala-Pladara, Djéhé -Faire le plaidoyer pour le suivi permanent et la maintenance régulière des installations électriques dans les localités électrifiées de l'aire communale - Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts d'abonnement, de branchement et de consommation de l'énergie électrique

10- Secteur : Enseignements Secondaires

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Accès difficile des jeunes à l'âge scolaire aux enseignements secondaires	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistence d'établissements d'enseignement secondaire dans le village -Eloignement des établissements d'enseignement secondaire -Insuffisance des moyens financiers pour la scolarisation des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs salles de classes délabrées dans les différents établissements ; - Effectifs pléthoriques ; - Beaucoup d'élèves assis à même le sol ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Réfectionner 22 salles de classe dans les établissements secondaires - Construire et équiper 25 nouvelles salles de classe dont 2 au CES de Gouvaka, 2 au CES de Mora -Massif, 4 au Lycée Bilingue de Mora, 5 au CES de Zouelva, 2 au CES d'Aïssa-Hardé, 2 au

		<ul style="list-style-type: none"> -Mauvais encadrement des enfants séparés de leurs parents pour fréquenter ailleurs ; - Insuffisance d'infrastructures scolaires dans les établissements secondaires (Bibliothèque, Laboratoire, salle multimédias, salles de classes et Tables-bancs) ; - Insuffisance d'enseignants ; - Insuffisance des Latrines ; - Etablissements non clôturés ; - Vétusté de certaines salles de classes ; - Effectifs pléthoriques ; - Mauvaises conditions de travail des enseignants ; - Insuffisance des moyens financiers pour supporter les charges scolaires -Faible appui de la Commune et autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises conditions de prise de cours ; - Mauvaises conditions de travail pour certains enseignants ; - Découragement de certains élèves ; - Abandon des études ; - Banditisme ; - Prise de la drogue et des stupéfiants ; - Insécurité des personnes et des biens ; 	<ul style="list-style-type: none"> lycée de Mémé, 2 au CES de Godigong, 2 au Lycée de Kourgui, 4 au CES de Goudjimdélé -Construire 5bloc s administratifs dont 1 au CES de Mora-Massif et 1 au CES d'Aïssa-Hardé, 1 au CES de Gouvaka, 1 au CES de Godigong et 1 au CES de Goudjimdélé -Créer et construire 3 Nouveaux établissements d'enseignements secondaires à :Golda, Talapladera, Méhé Sanda, -Organiser dans chacun des 60 villages focauxde la commune 01 séance de sensibilisation des parents sur l'importance des études secondaires pour garçons et filles et de les encourager à les y maintenir. -Organiser une fois l'an à Mora une cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves du Secondaire -Equiper les établissements secondaires existants en798 tables bancs - Affecter 16 enseignants de qualité dont 5 au CES de Mora-Massif, 3 au CES d'Aïssa-Hardé, 4 au CES de Godigong, et 04 au CES de Gouvaka -Construire 3 logements de dirigeants d'Etablissement d'enseignement secondaire au Lycée de Zouelva, CES d'Aïssa-Hardé, Lycée de Kourgui - Clôturer les 12 établissements de l'enseignement secondaire existants dans le ressort territorial communal :CES de Gouvaka, CES de Mora – Massif, Lycée Bilingue de Mora, CES de Zouelva, CES d'Aïssa-Hardé, lycée de Mémé, CES de Godigong, Lycée de Kourgui, CES de Goudjimdélé, Lycée Classique et Moderne de Mora, Lycée Technique de Mora, Lycée de Limani -Redynamiser / mettre en place et former les APEE (Association des parents d'élèves et enseignants) dans tous les établissements secondaires de la commune
--	--	---	---	--

11- Secteur : Emploi et Formation Professionnelle

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
1-Emploi : Difficulté d'accès des jeunes à l'emploi	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Non accès des jeunes à l'emploi ; -Ignorance des opportunités d'auto emploi par les jeunes ; -Inexistance de structures de formation à l'auto-emploi (couture, informatique, etc) -Echec de certains jeunes après plusieurs tentatives aux concours -Manque d'emploi pour les jeunes au village -Manque d'auto-emploi au village -Indisponibilité des moyens financiers en vue de l'auto-emploi des jeunes -Absence de projets structurants au village -Difficulté de s'auto employer au village -Manque de clients pour certains services au village -Manque de moyens financiers pour créer des structures d'auto emploi au village (Moto taxi, call box, atelier de couture, atelier mécanique, etc) -Non accès à l'emploi pour des jeunes ayant fait l'enseignement technique ; -Manque de soutien pour les jeunes du village pour leur insertion dans le circuit d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> -Chômage ; -Exode rural ; -Conflit de génération -Pauvreté -Déplacement en ville pour trouver d'emploi 	<p>Organiser séances d'informations sur les opportunités de formation professionnelle avec l'appui de la DDEFOP du Mayo Sava</p> <p>-Se rapprocher Chaque année de la DDEFOP pour les modalités d'attribution de bourses professionnelles</p> <p>-Créer, construire et équiper une SAR/ SM à Mémé et à Aïssa-Hardé</p> <p>- Construire l'atelier de soudure à la SAR-SM de Mora</p> <p>- Construire 02 bâtiments de 02 Salles de classe dont 01 à la SAR-SM de Mora et 01 à la SAR-SM de NARKI- Limani</p> <p>- Réhabiliter 02 salles de classe à la SAR –SM de Mora</p> <p>- Equiper la SAR –SM de Narki en 60 Tables-bancs</p> <p>- Equiper le Centre Multimédias de Mora en Matériels informatiques (20) et machines à coudre (20) ;</p> <p>- Renforcer le CPF de Mora en Matériels informatiques (30) et machines à coudre (30)</p> <p>-Faire le plaidoyer pour l'affectation de X enseignants dans les Centres de Formation (Filière Hôtellerie au CPF)</p> <p>-Organiser 01 réunion de concertation sur l'emploi, l'auto-emploi et les sources de financement des projets avec les sectoriels et les chercheurs d'emploi au niveau de chaque Canton / Groupement</p>
2-Formation professionnelle : Difficulté d'accès des jeunes diplômés à la formation professionnelle	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistance d'école de formation socio professionnelle au village ; -Corruption -Difficulté d'accès des jeunes aux Ecoles de formations professionnelles ; -Echecs aux multiples concours/ recrutements aux concours/ recrutements divers ; -Méconnaissance des compétences des jeunes sortis des écoles de formation techniques par les villageois ; -Non accès des jeunes de localité à la formation professionnelle -Inexistance des jeunes diplômés potentiels candidats à la formation professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> -Exode rural ; -Pauvreté - Découragement de certains élèves ; - Abandon des études ; - Banditisme ; - Prise de la drogue et des stupéfiants ; - Insécurité des personnes et des biens ; 	

		<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'un centre de formation professionnelle au village (SAR/SM ; etc.) -Sous-information des jeunes en matière d'emploi/formation professionnelle -Méconnaissance des conditions/modalités d'accès aux écoles de formation professionnelle 		
--	--	---	--	--

12- Secteur : Travail et Sécurité Sociale

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible accès au travail et à la sécurité sociale	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Précariété du travail -Non affiliation à la CNPS de ceux qui travaillent comme employés de maison en ville -Méconnaissance de leurs droits par les travailleurs -Salaire très bas des enfants de la localité qui sont employés en ville -Inexistence de contrat de travail pour ceux qui travaillent en ville -Inexistence de structures d'encadrement des corps de métiers (artisans) -Non encadrement du village en matière de travail et de sécurité sociale -Inexistence d'un site touristique au village -Ignorance totale des villageois en matière de tourisme et sa contribution à l'économie locale -Enclavement du village -Sous-information sur le tourisme -Manque d'encadrement des populations en matière de tourisme -Dégénération progressive des ressources naturelles locales (forêts/faune) pouvant attirer les éco-tourismes -Non affiliation de certains pasteurs à la CNPS, -Inexistence des ONG et autres structures de travail au village ; -Difficulté d'accès au travail ; -Emploi abusif des enfants dans certains ménages 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque à gagner économique -Sous développement économique -Pauvreté -Chômage -Violation des contrats de travail souvent verbal -Insécurité sociale -Tension sociale /conflits entre employeurs /employés -Sous-développement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser au moins 05 séances de sensibilisation des employeurs et employés sur la législation du travail et sur le bienfondé de souscrire les travailleurs à la CNPS -Faciliter la démarche pour souscrire tous les travailleurs de l'aire communale à la CNPS

13- Secteur : Tourisme

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible développement du tourisme	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Non entretien des cimetières des Allemands et des forces alliées lors de la 1^{ère} guerre mondiale devenus une richesse touristique pour la localité -Manque de structure d'accueil au niveau des sites touristiques (Site Oudjila ; Mora Massif, etc) -Faible valorisation des sites touristiques -Accès difficile aux sites touristiques -Manque d'organisation de la population pour l'exploitation du site à des fins d'industrie touristique -Ignorance de la population en matière de promotion de tourisme -Manque de sponsors en vue de la valorisation des sites -Manque de guide touristique <ul style="list-style-type: none"> - Sites touristiques non aménagés ; - Problème d'insécurité sur certains axes routiers - Faible paiement des nuitées ; -Trop de charges de fonctionnement à supporter ; - Faible valorisation du lieu de collecte et de vente des objets artisanaux existant ; - Sous-information des communautés par rapport à certaines réglementations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-valorisation du potentiel ; -Faible fréquentation des touristes ; - Faible clientèle dans les établissements hôteliers ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Finaliser les travaux de réhabilitation du Campement de Mora et le mettre en service -Faire un inventaire du potentiel touristique dans l'aire communale -Réaliser des études de faisabilité de la mise en valeur des sites touristiques identifiés -Aménager et équiper au moins 02 sites touristiques surtout celui d'Oudjila et Mora –Massif -Organiser une séance de formation à l'intention des guides et autres acteurs exerçants dans l'activité touristique - Définir des stratégies de marketing autour du tourisme dans l'espace de la commune - Sensibiliser les Opérateurs en Hôtellerie sur l'amélioration des dispositifs d'accueil des touristes

14- Secteur : Forêts et faune

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
1-Forêt : Dégradation progressive des ressources forestières	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Disparition de certaines espèces d'animaux sauvages (bas, hyènes, etc) ; - Disparition de certaines espèces d'arbres et d'herbes ; -Coupe abusive du bois ; -Feux de brousse ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Disparition des espèces végétales -Désertification -changements climatiques -Aléas climatiques -Baisse de rendements 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser 16 ateliers de sensibilisation sur les méfaits de la coupe abusive des arbres, le braconnage et les feux de brousse incontrôlés dans tous les Chefs lieux de Cantons et groupements -Mettre en place au moins 1 comité de gestion des

		<ul style="list-style-type: none"> -Milieu limitatif au reboisement ; -Revenus annuels très limités dans certaines familles -Coupe abusive des arbres -Envahissement des terroirs par les habitants des villages environnantes à la recherche des différentes ressources naturelles locales 	<ul style="list-style-type: none"> agropastoraux -Disparition des espèces fauniques -Rareté des gibiers 	<ul style="list-style-type: none"> forêts et de la faune dans chacun des 60 villages focaux que compte la Commune -Relancer les 02 processus d'acquisition des forêts communautaires : Doulo-Maggémé et Kassa-Wara - Redynamiser 06 anciennes pépinières villageoises existantes dans l'aire communale : Kassa-Wara, Igawa-Doulo, Kourgui, Godigong, Ouvada, Biwana
2-Faune : Disparition progressive des espèces fauniques	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Disparition des animaux sauvages -Manque/dégradation du lieu de refuge pour les animaux sauvages -Insuffisance/tarissement des points d'eau pour l'abreuvement des animaux sauvages -Braconnage -Non prise de conscience par les populations de l'importance de la sauvegarde des espèces fauniques -Impunités des auteurs des feux de brousses -Non formalisation du comité de vigilance existant -Non respect des comités de vigilance/surveillance des ressources naturelles mis en place par les communautés 	<ul style="list-style-type: none"> -Disparition des espèces fauniques -Rareté des gibiers -Malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> -Equiper les pépiniéristes de l'aire géographique de la Commune en matériels de travail -Créer 03 bosquets communautaires au niveau des villages suivants : Djoundé, Tayer, Homaka -Mettre en place au moins 10 000 plants par an dans le cadre du reboisement des CSI, écoles, collèges, lieux publics et au niveau des forêts communautaires - Restaurer les sites sahel-verts suivants :Mora, Magdémé, Kossa

15- Secteur : Environnement, Protection de la Nature et développement durable

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Dégénération progressive de l'environnement	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Mauvaise technique de gestion et de conservation des sols -Erosion des sols -Coupe abusive des arbres/paille et herbe pour divers usages (bois de chauffe, bois d'ouvrage, fourrage, bois pour la commercialisation, défrichage de nouveaux champs, paille pour le tressage des nattes, toiture) -Manque d'un contrôle autour de l'accès aux ressources naturelles (forêt, faune) -Ruissellement accentué des eaux de pluies à 	<ul style="list-style-type: none"> -Baisse des rendements agricoles -Désertification -Réchauffement climatique -Baisse de la pluviométrie -Famine -Pauvreté -Emigration -Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser chaque année une séance de sensibiliser des populations sur les effets de déboisement, feux de brousse et l'utilisation des foyers améliorés dans les 16 cantons et groupements de la Commun -Appuyer les communautés dans l'acquisition des plants de reboisement de 30 000 plants et les former en technique de plantation et d'entretien des arbres dans les 60 villages focaux de la Commune - Assurer la protection des plants reboisés sur les sites Sahel Vert de Mora, Blacafé, Kossa

		<p>cause du relief de piémont</p> <ul style="list-style-type: none"> -Feux de brousse fréquents -Aléas climatiques -Inondation des champs -Dégradation du pâturage -Inexistence d'espace vert -Inexistence d'association de promotion/protection de l'environnement (club des amis de la nature) -Manque d'encadrement des populations en matière de la protection de l'environnement -Mauvaise gestion des déchets ménagers (sacs plastique) -Faible utilisation des foyers améliorés dans les ménages -Difficulté d'accès au foyer amélioré -Dépendance exclusive des ménages au bois de chauffage pour leur source d'énergie -Défécation par certains ménages dans la nature -Insuffisance des latrines dans les ménages -Ecroulement/inondations des latrines villageoises -Consommation des eaux de marigot par les ménages -Risque d'exposition des familles aux maladies diarrhéiques 		<ul style="list-style-type: none"> - Construire les biefs en pierres maçonnées à : - Godigong Chefferie : 04 - Oulgai : 04 - Dargalla-Wandala : 02 - Tala-Valaoua : 03 - Manawatchi : 03 - Warba : 03 - Mogodé: 04 - Vadimétéké : 02 - Ira-wara: 03 - Kassa1: 03 - Golda II : 03 -Construire les berges de mayo à Mora au quartier Camp Mission Catholique à Djakana et à Waraga -Aménager 04 digues de protection contre l'inondation à Kourgui, Tayer Oumaté, Blabline – Hourgo, Wambaché -Sensibiliser les populations sur l'utilisation des autres sources d'énergie (Gaz domestique, BIOGAZ, Energie Solaire) ; - Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts d'acquisition des autres sources d'énergies
--	--	--	--	---

16- Secteur : Développement Urbain et Habitat

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
1-Développement Urbain : Faible développement urbain	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Exode rural -Habitat pour la plupart en matériau provisoire -Cherté des matériaux de construction -Inexistence de route et d'infrastructures d'urbaines -Exposition de certains quartiers aux catastrophes naturelles (éboulement des rocher du sommet de la montagne) 	<ul style="list-style-type: none"> -Incendies fréquents des maisons -Insalubrité -Sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaborer les plans d'urbanisation des grandes agglomérations suivantes : Mémé, Limani, Kourgui - Réaliser les études de faisabilité et travaux nécessaires pour la mise en œuvre du plan sommaire d'urbanisation de Mora -Construire la voirie urbaine des grandes agglomérations suivantes : Mora, Limani, Waraga, Mémé

		<ul style="list-style-type: none"> -Peur de certains villageois de l'urbanisation du village estimant que cela contribuerait à une forte érosion de leur champ -Relief accidenté du village -Manque d'un plan d'urbanisation -Manque de voirie urbaine -Insuffisance de latrine au village -Absence de latrine dans certains ménages -Absence d'un plan d'occupation des sols et documents de planification urbaine -Absence d'un plan d'urbanisation -Absence d'une route carrossable -Manque de servitude entre les maisons -Non organisation des transports publics 		<ul style="list-style-type: none"> - Bitumer l'axe Total – grande mosquée Sandalé ; - Aménager l'axe Stade municipal - route de Godigong plus construction caniveaux sur cet axe ; - Aménager le tronçon Carrefour Barma - Stade Municipal avec construction d'un Pont sur ce tronçon - Réaliser les ouvrages d'assainissement (Construction des canalisations des eaux de ruissellement) dans la ville de Mora : Stade Municipal- Route Godigong, Grande Mosquée – Carrefour Hôpital - Organiser 01 par an des séances de sensibilisation des populations sur l'hygiène et l'assainissement et sur l'entretien de route par le système HIMO dans les grandes agglomérations de la Commune de Mora - Aménager 02 sites pour Jardins Publics à Mora/ Triangle du Lycée Classique et celui de la Sous-préfecture - Faire l'extension de l'éclairage public à Mora : Carrefour Sultanat, Carrefour Barma, quartier Mokolo ,. - Implanter les lampes publiques dans les grandes agglomérations : Mémé : 20, Limani : 15, Waraga : 10, Kourgui : 10 ;
2-Habitat : Difficulté d'accès des populations à un habitat décent	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Habitat en majorité en matériaux provisoires (paille, poto-poto, tige) -Dégâts des termites sur les habitats (toitures) -Cherté des matériaux de construction définitifs -Manque de moyens financiers auprès des familles pour acheter les matériaux définitifs de construction -Enclavement des villages -Difficulté de transport des matériaux en durs -Faible engouement de la population pour l'urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> -Renouvellement réguliers et pénibles des maisons -Exposition aux intempéries 	<ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement réguliers et pénibles des maisons - Exposition aux intempéries

17- Secteur : Domaines et Affaires Foncières

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Accès limité des populations Au titre foncier	(Ville de Mora ; Magdémé, Malika, Doulo)	<ul style="list-style-type: none"> -Ignorance de l'importance du titre foncier par les populations -Ignorance des procédures d'obtention du titre foncier par les populations -Faible nombre de détenteurs de titres foncier -Faible sensibilisation des services du cadastre en direction des populations sur la démarche 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction/occupation anarchique de terre -Conflit /tension sociale 	<ul style="list-style-type: none"> -Faire des lotissements dans les grandes agglomérations: Mora, Mémé, Limani, Mora : - Sur la route sortie pour Maroua 320 ha - Sur la route de Kourgui 50 ha - Sur la route de Doulo 250 ha 2.1-Organiser au niveau de chaque canton et groupements 16 séances de sensibilisation des

		d'obtention de titre foncier - Manque de plan cadastral d'occupation de terre - Manque de centre d'utilisation de terre - Fréquence des litiges fonciers - Insuffisance de terre pour l'agriculture et pour la construction des maisons - Ignorance des procédures d'obtention de titre foncier - Inexistence de titre foncier chez les villageois		populations sur le bienfondé du titre foncier et la législation foncière au Cameroun ainsi que sur l'établissement des documents de planification (Permis d'implantation, permis de bâtir, permis de démolir - Vulgariser le guide de procédure d'obtention du titre foncier ; - Organiser deux fois par an des séances de concertation et travail avec le MINDAF.
--	--	--	--	--

18- Secteur : Recherche Scientifique et Innovation

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible utilisation des innovations et des résultats de la recherche scientifique	Tous les villages	-Méfiance d'une partie des producteurs vis-à-vis des innovations scientifiques ; - Manque d'encadreurs pour vulgariser les résultats de la recherche ; - Non maîtrise des techniques de multiplication des semences améliorées par les planteurs ; - Difficultés d'accès des populations aux résultats de la recherche ; - Absence de structure /activité de recherche (IRAD, IITA, Test essais, recherche archéologique et anthropologique unité de démonstration) au village ; - Accès limité aux résultats de la recherche (Exemple : semences améliorées, foyers améliorés etc.) ; - Absence d'encadrement sur des thématiques spécifiques (multiplication des variétés améliorées, technique de lutte contre l'érosion , amélioration de la fertilité des sols , transformation ,analyse et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux , techniques d'élevage conventionnel...) - Manque de formation des producteurs sur les techniques de production des semences améliorées - Faible valorisation des plantes médicinales	-Sous développement socio-économique - Pauvreté - Faible rentabilité de l'activité agro-pastorale - Faible revenus des ménages - Exode rural	-Vulgariser et mettre à la disposition des producteurs des semences de base et des races animales de qualité - Appuyer les organisations paysannes dans la multiplication et la diffusion des semences améliorées et des races animales de qualité - Créer une ferme de multiplication des semences améliorées Où? - Organiser une fois l'an une journée porte ouverte sur les nouvelles innovations de la recherche - Faire un plaidoyer pour réduire d'au moins 50% les couts des produits de la recherche

19- Secteur : Commerce

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible développement des activités commerciales/ économiques	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistance d'un marché dans certains villages ; -Insuffisance de fond de roulement pour mener bien les activités économiques -Manque d'organisation des commerçants ; -Non évolution du marché hebdomadaire du village depuis plusieurs années -Exiguïté du site de l'actuel marché mal situé/placé -Méconnaissance de certains marchés par la commune ; -Mauvais état des pistes d'accès aux villages ; -Inexistence de groupe de tontine et de cotisation ; -Absence de comité de gestion des marchés ; -Faible organisation de la population pour accéder au crédit ; -Insécurité des personnes et des biens dans la localité ; -Marché local non aménagé/équipé ; -Inexistence d'infrastructures marchandes dans certains marchés (hangars, magasins, latrines, etc) ; -Difficulté d'accès des commerçants au crédit dans les banques villageoises -Faible esprit de créativité en matière de commerce ; -Manque de culture d'épargne ; -Inexistence des IMF au village ; -Faible culture d'épargne chez les villageois, ce qui limite leur accès au crédit auprès de la CVECA du village voisin -Manque de capital ; -Faible culture d'épargne chez les villageois, ce qui limite leur accès au crédit auprès de la CVECA du village voisin 	<ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté -Sous-développement économique -Faible revenus des ménages -Parcours de longue distance pour faire les achats 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des hangar dans les marchés suivants : Mora 02, Mémé 02, Magdémé 01 , Tchakramari 01, Kossa 01, Aïssa-Hardé 01, Oudjila 01, Baldama 01, Mokol 01, Makoulahé 01, Kassa-Dara 01, Héré 01, Warba 01, Godigong Chefferie 01, Limani 01, Malika 01, Kostchréhé-Kourgui 01 - Construire le nouveau Centre commercial de Mora -Construire 50 boutiques dans les grands marchés suivants : Mémé 25, Homaka Marché 15, Magdémé 10, -Faire fonctionner le marché à bétail de Limani à partir de -Construire 3 abattoirs à Mora, Magdémé, Homaka, 4 -Construire 5 boucheries à Mora, Mémé, Magdémé, Homaka, Kossa -Elargir et aménager les allées dans le grand marché de Mora -Redynamiser la plate forme intersectorielle des opérateurs économiques de la commune de Mora -Accompagner l'organisation des opérateurs économiques dans la recherche de financement -Former chaque année les commerçants en techniques de marketing et en comptabilité simplifiée ceci pendant trois ans

		<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des clients au village ; -Tracasseries douanières et policières en route ; -Braquage à domicile ; -Eloignement des points d'achat de marchandises ; -Difficulté d'évacuer des produits vers les marchés -Impraticabilité des routes -Manque de route pour l'acheminement de marchandises aux villages ; -Limitation des activités économiques à cause de la non électrification de certains villages (ex : fonctionnement du moulin) -Non organisation des commerçants 		
--	--	--	--	--

20- Secteur : Jeunesse et éducation civique

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible épanouissement des jeunes	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'infrastructures d'encadrement des jeunes dans les villages ; -Non accès des jeunes aux différents appuis prévus par l'administration et la commune en leur faveur (projet PAJER-U ; PIFMAS, stage de vacances) ; -Insuffisance d'associations des jeunes ; -Absence d'un centre multifonctionnel dans les villages -Absence d'un centre d'alphanumerisation fonctionnel -Non accès des jeunes ruraux aux différents appuis de l'état en faveur des jeunes (projets PAJER-U, PIFMAS, etc.) -Non implication des jeunes ruraux au stage de vacance au niveau de la commune ; -Absence de jeunes ayant participé au camp des jeunes et colonies de vacances ; -Manque d'encadrement des jeunes ; -Sous emploi des jeunes ; -Difficulté d'accès de la jeunesse aux facteurs de production (crédit, terre, subvention, etc) 	<ul style="list-style-type: none"> -Exode rural -Délinquance juvénile -Conflit de génération -Banditisme -Analphabetisme -Abandon précoce des études 	<ul style="list-style-type: none"> -Construire, équiper et faire fonctionner 04 nouveaux centres multifonctionnels à Mora, Mémé, Limani, Kourgui -Construire et équiper une Bibliothèque Municipale à Mora - Réhabiliter et faire fonctionner le foyer culturel de Mora - Construire 04 foyers de jeunes à Blabline Hourgo, Mbréché, Oulgäï, Golda - Créer et aménager des aires de jeux dans les 60 villages focaux de la Commune - Organiser 01 séance de sensibilisation des jeunes sur la citoyenneté responsable et sur les méfaits de la consommation des stupéfiants dans chacun des 60 villages de la Commune - Former 50 GIC des jeunes sur les filières porteuses et faciliter leur installation - Appuyer les jeunes à mettre en place des coopératives et associations - Faire un plaidoyer pour l'affectation des cadres à la Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse de Mora

21- Secteur : Sport et Education Physique

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible pratique du sport par la population	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'aire de jeu dans les villages -Manque d'organisation des manifestations sportives (championnat de vacances) -Manque d'encadreur sportif -Faible pratique du sport en milieu rural ; -Bagarres souvent lors des finales des championnats inter quartiers de football ; -Ignorance de l'importance du sport par certains villageois ; -Manque de moyens financiers pour acheter les matériels et équipements de sport ; -Manque d'activité de sport et de loisirs -Inexistance des structures /terrains de sport au village ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Vieillissement précoce -Développement des maladies liées à la non pratique du sport ; -Manque d'épanouissement au village -L'exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> -Aménager et clôturer le stade municipal de Mora -Réaliser 05 terrains multi-sport dans les grandes agglomérations lesquels ? et doter les sportifs en matériels et équipements de qualité d'ici fin 2018 -Aménager des aires de sport dans chacun des 60 villages de la commune -Organiser X séances de sensibilisation des populations sur le bienfondé de la pratique de sport et de l'éducation physique - Informer et former les populations sur les différentes disciplines existantes en matière de sport et d'éducation physique dans chacun des 60 villages de la Commune communal -Appuyer les initiatives de création des équipes des deux sexes dans toutes les disciplines sportives sur l'ensemble du territoire communal -Appuyer l'organisation des championnats inter quartiers de football dans le territoire communal

22- Secteur : Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible encadrement des artisans	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté d'accès des artisans aux matières premières -Ignorance des modalités d'accès aux multiples appuis en faveur des artisans -Manque de capital/ fonds de roulement -Manque d'encadrement dans les villages ; -Manque d'organisation des artisans en coopérative /GIE ; -Absence d'appuis techniques des artisans ; -Insuffisances des moyens financiers pour développer l'artisanat au village -Méconnaissance par les villageois des structures sensées encadrer les artisans ; -Méconnaissance des différentes formes d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> -Mévente des produits artisanaux ; -Pauvreté -Sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser des séances d'information des entrepreneurs, des différents corps de métiers sur les opportunités existantes en matière de financement des projets -Appuyer les entrepreneurs, Les différents corps des métiers à s'organiser et à se formaliser par filière -Organiser des sessions de formation des promoteurs sur : <ul style="list-style-type: none"> - le montage des projets et la gestion d'entreprise ; - des thèmes spécifiques par filières (production, conditionnement, commercialisation)

		<p>prévu par les pouvoirs publics à l'endroit des artisans</p> <ul style="list-style-type: none"> -Difficulté de création de petites et moyennes entreprises au village ; -Faible connaissance des villageois en matière de la création des PME - Difficulté d'établissement du répertoire des artisans au niveau communal ; - Insuffisance de personnel, de moyens financiers et matériels ; - Manque de structure abritant les Services de la Délégation Départementale ; - Faible organisation et d'esprit d'entrepreneuriat des différents corps de métiers ; - Refus des acteurs à venir rechercher les informations auprès de la Délégation ; - Analphabetisme de certains artisans ou promoteurs d'entreprises ; - Lourdeurs dans le traitement des dossiers au niveau des finances ; - Lourdes conditionalités d'octroi de crédit au niveau des EMF ; - Non respect de la réglementation pour l'implantation d'une entreprise ; - Faible équipement en matériels de travail de qualité ; - Coût élevé de certaines matières premières ; 		--Accompagner les organisations d'entrepreneurs, et différents corps de métiers dans le montage des projets et la recherche de financement -Organiser X Salons locaux d'entreprise au niveau communal chaque année
--	--	--	--	---

23- Secteur : Industries, Mines et Développement Technologique

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible développement de l'Industrie, des mines et du développement technologique	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistence d'activité minière dans l'espace communal -Méconnaissance des attributions de ministère par les populations rurales -Manque de camions benne pour transporter les matériaux de construction (sable, gravier, cailloux, latérite, etc) -Manque d'organisation de la part de la commune pour la gestion des carrières (sable, gravier, cailloux, latérite, etc) 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque à gagner économique pour la commune et les populations ; -Cout élevé de matériaux de construction durables -Habitat en matériaux provisoires -Pauvreté -Fréquence des cas 	<ul style="list-style-type: none"> -Recenser les différents sites miniers existants dans l'aire géographique de la commune -Organiser les exploitants miniers en vue d'une exploitation rationnelle des ressources minières -Suivre et contrôler le respect de la réglementation en vigueur par rapport à l'exploitation des ressources minières -Organiser chaque année 01 réunion de sensibilisation des populations riveraines et les exploitants miniers sur le code minier

		<ul style="list-style-type: none"> -Dégradation des champs par les camions qui viennent prendre le sable -Inexistance d'un contrôle autour de sable -Pénibilité de concasser les pierres pour obtention du gravier -Non paiement des taxes par les exploitants de sable -Pas d'exploitant de carrière dans le village -Manque d'esprit de créativité -Manque de contrôle dans le trafic du carburant frelaté venant du Nigeria - Exploitation des carrières de sable, gravier, cailloux, latérite, de façon frauduleuse ; - Exploitation du carburant frelaté de façon frauduleuse ; - Existence de lieu de collecte de la latérite ; - Insuffisance de matériels de travail appropriés - Dégradation des sites ; - Non paiement de la redevance par certaines sociétés ; 	<ul style="list-style-type: none"> d'accidents par incendie des transporteurs clandestins de carburants frelaté -Mort 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser chaque année 01 réunion de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la manipulation du carburant
--	--	--	---	--

24- Secteur : Transports

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Difficulté de transport des personnes et des biens	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Pas de route tracée aux villages -Difficulté de déplacement des personnes et de bien dans le village, surtout du massif ; -Manque de moyens de transport de qualité -Surcharge des véhicules de transport -Enclavement de certains villages -Relief du village très accidenté car zone de piedmont - Absence de stationnement approprié ; - Tracasseries douanières, et des FMO ; - Déplacement difficile de certaines personnes vulnérables (handicapés, vieillards) ; - Faible organisation des transporteurs ; - Insuffisance de matériels de transport de 	<ul style="list-style-type: none"> - Accidents fréquents ; -Mort -Fréquences des cas de fractures -Perte de temps en route ; -Fatigue physique 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les Opérateurs économiques de l'aire géographique communale à investir dans le domaine du transport public -Appuyer l'organisation des Moto-taximen dans la structuration et la formalisation de leur structure -Faire un plaidoyer pour la réduction des tracasseries des FMO -Organiser X séances de sensibilisation des Moto-taximen sur l'intérêt de s'organiser en associations ou / Coopératives -Appuyer l'organisation des Moto-taximen dans la recherche de financement auprès des partenaires -Créer et construire 05 Gares routières : Mora, Banki-Limani, Mémé, Magdémé Homaka Marché

		<p>qualité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Monopole de l'activité par une seule Agence de Voyage - Détérioration des moyens de transport dû au mauvais état des routes et de la voirie urbaine ; - Conduite à l'état d'ivresse par certains moto-taximen ; - Conduite sans permis de conduire par certains moto-taximen ; - Coût élevé de la maintenance des moyens de transport ; - Coût élevé du transport ; - Mauvais emplacement de certains Garages Automobiles et Moto ; - Eloignement de lieux d'approvisionnement en certaines pièces de rechange ; 		<ul style="list-style-type: none"> -Organiser X séances de sensibilisation des transporteurs sur les méfaits de la prise des stupéfiants et l'intérêt d'être en règle ; -Faciliter l'accès des moto-taximen aux permis de conduire -Faire le plaidoyer pour la création des postes de sécurité dans les grandes agglomérations de la Commune
--	--	---	--	---

25- Secteur : Postes et Télécommunications

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Accès limité des populations aux Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Perturbation régulière des réseaux téléphoniques -Cout élevé de la communication -Difficulté de transmission de courrier surtout vers les villages et vis versa -Contrainte de se déplacer en ville pour charger la batterie de son téléphone au village - Pas de subvention des call-boxeurs ; - Absence de ristourne/ motivation - Perturbation parfois des réseaux de communication ; - Perte de crédit de suite de mauvaise manipulation ou communication des chiffres par les clients ; - Faible collaboration en les call-boxeurs due au manque d'organisation ; - Faible clientèle par rapport aux appels - Pénurie des cartes de recharge MTN et Orange ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Usagers insatisfaits des prestations des postes et télécommunications -Sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> -Créer au moins 04 points postaux pour transfert d'argent et de colis postaux à Mémé, Limani, Doublé, Banki-Limani -Organiser 05 séances de sensibilisation des populations sur les différents services offerts par la poste au niveau de chaque Chef-lieu de Canton -Faire le plaidoyer auprès des entreprises de la téléphonie mobile pour rendre plus accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora le réseau de téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN -Faire le plaidoyer pour la réduction des couts de communication par téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN - Faire le plaidoyer pour le renforcement des installations et la réduction des frais de connexion internet - Inciter les opérateurs économiques locaux à investir dans le domaine des NTIC (INTERNET)

		<ul style="list-style-type: none"> - Envoie tardif des crédits par les opérateurs - Coûts élevés des crédits de communication ; - Insuffisance de Cyber café (02) - Non connexion des multimédia des établissements scolaires, des centres de promotion des jeunes, le CPFF de Mora à l'internet 		<ul style="list-style-type: none"> - Créer, équiper et faire fonctionner un centre multi média au moins dans 02 grandes agglomérations en occurrence à Limani et Mémé
--	--	--	--	--

26- Secteur : Communication

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Accès limité des populations aux informations	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à la presse écrite - Sous-information des villageois - Difficulté d'utiliser les moyens de communication - Faible valorisation des langues maternelles au niveau de la radio communautaire - Limitation dans l'usage des TIC à cause de la non électrification des villages - Accès difficile aux informations ; - Panne de l'antenne CRTV Télé ; - Non accès à la station CRTV Régionale de Maroua - Perturbation des signaux ; - Arrêt des émissions de la Radio Communautaire (Sava FM) - Durée d'émission très courte de Sava FM - Manque de bibliothèque communale; - Absence de Kiosque de vente des journaux ; - Faible créativité - Analphabétisme d'une bonne partie de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-information des populations ; - Populations coupées du reste du monde et même du reste du Cameroun - Sous-développement socio économique et culturel 	<ul style="list-style-type: none"> 11-Créer au moins 04 points postaux pour transfert d'argent et de colis postaux à Mémé, Limani, Doublé, Banki-Limani -Organiser 05 séances de sensibilisation des populations sur les différents services offerts par la poste au niveau de chaque Chef-lieu de Canton 2.1-Faire le plaidoyer auprès des entreprises de la téléphonie mobile pour rendre plus accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora le réseau de téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN -Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts de communication par téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN - Faire le plaidoyer pour le renforcement des installations et la réduction des frais de connexion internet - Inciter les opérateurs économiques locaux à investir dans le domaine des NTIC (INTERNET) - Créer, équiper et faire fonctionner un centre multi média au moins dans 02 grandes agglomérations en occurrence à Limani et Mémé

27- Secteur : Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité, Maintien Ordre

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Faible protection des populations	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Tracasseries policières - La non circulation de l'information entre l'administration et les administrés - La non détention d'acte de naissance par les enfants en âge scolaire -Méconnaissance de l'importance d'acte de naissance par certains parents -Découragement de la population suite aux fausses promesses des politiciens -Manque de comité de vigilance dans les villages -Vol de bétail -Agressions dans les maisons 	<ul style="list-style-type: none"> -Insécurité -Sous -développement -Pauvreté -Peur d'investir -Mort 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser chaque année 01 séance d'information et de sensibilisation des populations sur la citoyenneté responsable dans chacun des Cantons et Groupements que compte la Commune - Faciliter la délivrance des actes de naissance et des cartes nationales d'identité à la population. -Renforcer la patrouille dans l'aire communale et en particulier dans les grandes agglomérations, le long de la frontière avec le Nigéria et les axes réputés d'insécurité : Routes Kourgui – Wilda, Doublé-Waza, etc. -Créer 05 nouveaux postes de sécurité dans les villages de la Commune d'ici 2015 notamment à Djoundé, Malika, Kostréhé Kourgui, Méhé Sanda, Tchakramari - Créer et faire fonctionner 60 comités de vigilance avec l'appui des Autorités Administratives dans les 60 villages de la Commune -Organiser chaque année dans les 16 cantons et groupements de la Commune de Mora une séance de sensibilisation et d'information des leaders sur l'importance de la participation de tous les acteurs aux actions de développement local et Communal -Organiser chaque année dans les 16 cantons et groupements de la Commune de Mora une 01 séance d'information et de sensibilisation des populations sur la fiscalité locale et l'intérêt de payer les Impôts et Taxes

28- Secteur : Enseignement Supérieur

PROBLEME REFORMULE	VILLAGES CONCERNES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS
Accès difficile des jeunes à l'enseignement supérieur	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> -Cout élevé des études supérieures pour la population pauvre -Non accès aux bourses étrangères pour les meilleurs élèves -Difficulté d'accès aux élèves ressortissants de la localité aux grandes écoles -Eloignement des universités et des grandes écoles -Inexistence d'associations pouvant prendre en charge le financement des études supérieures des enfants des pauvres 	<ul style="list-style-type: none"> -Abandon des études après obtention du BAC ; -Sous emploi des jeunes ; -Délinquance juvénile -Pauvreté -Sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser des séances de Sensibilisation des parents d'étudiants en vu de créer des organisations pour la prise en charge des jeunes au niveau des villes d'accueil -Faire des plaidoyers auprès de l'ADEMSA et autres associations de développement sœurs en vue de la construction des mini-cités et la prise en charge des étudiants dans les universités et grandes écoles -Faire un plaidoyer pour la réduction de 50 % des frais d'inscription à l'Université -Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la commune 01 séance de sensibilisations des parents et élèves / étudiants sur l'importance poursuivre les études au niveau supérieur et de soutenir spontanément les enfants

29- Secteur : Changements climatiques (*Synthèse des données sur les changements climatiques*)

Secteurs	Tendance	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité adaptation	Solutions envisagées	Villages concernés
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Arrivée tardive des pluies ; - Hardéisation des sols 	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion - Baisse de la pluviométrie 	<ul style="list-style-type: none"> - Perturbation du calendrier agricole - Baisse des rendements ; - Baisse des revenus 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de semences améliorées ; - Réhabilitation des hardés - Pratique de la jachère - Plantation des arbres fruitiers autour des concessions - Pratique de l'agriculture moderne - Organisation des producteurs - Réduction de la coupe anarchique des arbres - Réduction de la culture du brûlis - Lutte contre les feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Former les producteurs en techniques de DRS - Former les producteurs sur les techniques modernes de productions agricoles - Réhabiliter au moins 1000 ha de terre - Former les producteurs en production de semences de qualité et vulgariser cet intrant - Redynamiser les brigades villageoises d'intervention phytosanitaire - Créer de Nouveaux Poste Agricoles 	Tous les villages
Elevage, pêches et	Augmentation de la température ambiante	-Raréfaction progressive des	- Conflicts entre éleveurs et	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> -Gestion rationnelle des pâturages et points d'eau pour abreuvement ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Former chaque année les éleveurs sur les techniques modernes d'élevage ; 	

industries animales		zones de pâturage et points d'eau pour abreuvement du bétail ; -Maladies du bétail	agriculteurs - Baisse des rendements ; - Baisse des revenus		- Traitement et vaccination des animaux	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en œuvre un processus de redéfinition et de sécurisation des zones de pâturage et des pistes à bétail - Sensibilisation des éleveurs et agriculteurs sur la gestion concertée des ressources naturelles - Réaliser des puits et forages pastoraux équipés de pompe et d'abreuvoirs - Equiper les CZV de la Commune en moyens logistiques adéquats 	
Eau et assainissement	Augmentation de la température ambiante Baisse progressive de la pluviométrie	Appauvrissement progressif de la nappe phréatique Tarisement des sources en saison sèche	Taux de prévalence élevé des maladies hydriques	Elevé	Présence de la CAMWATER à Mora et plusieurs forages et puits dans les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser les COGES de tous les points d'eau existant - Former 01 artisan réparateur de forage dans chacun des 60 villages focaux de la Commune - Raccorder les 07 localités suivants au réseau Cam-Water : Mora (Quartier Guirbala, Galbi, Mokolo) , Gouvaka, Soukoulé, Kassa-Wara, Tala-Massama, - Faire l'extension d'adduction d'eau dans 03 localités : Mémé Tagama, Limani, Waraga - Réhabiliter 68 Forages en panne dans l'aire communale - Réhabiliter 150 puits à ciel ouvert et les équiper de pompe à motricité humaine - Réaliser de nouveaux forages ; - Réaliser des Puits équipés de pompe à motricité humaine 	
Forêts et faune	Augmentation de la température ambiante	Réduction des espaces forestiers	Raréfaction du gibier et d'espèces ligneuses	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Faire des reboisements ; - Mettre en place des bosquets ou forêts communautaires ; - Protéger les ressources fauniques et ligneuses existantes ; - Gérer rationnellement les ressources naturelles existentes 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation les populations sur les méfaits de la coupe abusive des arbres, le braconnage et les feux de brousse incontrôlés - Mettre en place au moins 1 comité de gestion des forêts et de la faune dans chacun des 60 villages focaux que compte la Commune - Relancer les 02 processus d'acquisition des forêts communautaires : Doulo-Magdémé et Kassa-Wara - Redynamiser 06 anciennes pépinières villageoises existantes dans l'aire communale : Kassa-Wara, Igawa-Doulo, Kourgui, Godigong, Ouvada, Biwana -Créer 03 bosquets communautaires au niveau des villages suivants : Djoundé, Tayer, Homaka - Mettre en place au moins 10 000 plants par an dans le cadre du reboisement des CSI, écoles, collèges, lieux publics et au niveau des forêts communautaires - Restaurer les sites sahel-verts suivants : Mora, Magdémé, Kossa 	

Environnement et protection de la nature	Augmentation de la température ambiante	Réduction des espaces forestiers Erosion des sols	Erosion des sols et berges des mayos	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la consommation du bois de chauffe ; - Réaliser le mesures antiérosives ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur l'utilisation des foyers améliorés et autres sources d'énergie - Construire les berges de mayos dans trois localités à Mora Mission Catholique, Djakana et Waraga - Aménager 04 digues de protections à Kourgui, Tayer Oumaté, Blabline Hourgo et Wambaché - Construire 34 biefs en pierres maçonnées 	Tous less villages
--	---	--	--------------------------------------	-------	--	--	--------------------

30- Secteur : Petite enfance (Synthèse des données sur la petite enfance)

Domaines	Etats des lieux	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution	Villages concernés
Enregistrement des naissances	Environ 65% des enfants ont un acte de naissance	Garantir aux enfants leur citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser 16 séances de sensibilisation auprès des populations pour l'établissement des actes de naissance à leurs enfants dans les 16 Cantons et Groupements de la Commune ; - Confectionner un répertoire des enfants sans acte de naissance ; - Organiser des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance ; - Proposer à l'autorité compétente la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Directeurs d'écoles - Centre sociale - Autorités Traditionnelles - Centres d'état civil - Associations Religieuses ; - Exécutif Communal 	Tous les villages
Nutrition	Environ 50% des enfants sont malnutris	Améliorer l'état nutritionnel de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser 01 séance de sensibilisation des parents sur la malnutrition dans chacun des 60 villages de la Commune - Organiser 01 séance de formation pratique sur la connaissance des aliments nutritifs dans chacun des 60 villages de la Commune - Distribuer les suppléments nutritifs dans les écoles et villages - Renforcer les stocks des centres de santé en matière de vitamines et autres substances nutritives - Introduire et faire consommer dans les villages les aliments riches en vitamines pouvant lutter contre les carences alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> - CSI - APEE - Autorités Administratives - Autorités Traditionnelles - District de Santé - ADEMSA - UNICEF - Centre Social 	Tous les villages
Maladies contagieuses	Les maladies contagieuses touchent au moins 60 %des enfants	Eradiquer les maladies contagieuses	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de sensibilisation et d'information des populations sur les maladies contagieuses courantes ; - Sensibiliser les populations à disposer des latrines 	<ul style="list-style-type: none"> -CSI -Commune 	Tous les villages

			et réprimer les contrevenants		
Vaccination	Environ 70% des enfants n'ont pas accès aux vaccins	Faciliter l'accès de tous jeunes enfants aux vaccinations contre les maladies contagieuses	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les responsables éducatifs, associatifs, religieux et autres leaders d'opinion sur l'importance de la vaccination pour une large diffusion ; - Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins ; - Appuyer financièrement les services de santé lors des descentes sur le terrain. 	-CSI -Commune	Tous les villages
Eau, hygiène et assainissement	Au plus 50% des enfants ont accès à l'eau potable Au moins 50% des enfants souffrent de maladies hydriques	Faciliter l'accès de tous les enfants à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations l'hygiène et l'assainissement - Organiser des campagnes de vulgarisation des méthodes de potabilisation de l'eau à domicile 	-CSI -Commune	Tous les villages
Paludisme	Le paludisme touche la plupart des jeunes enfants	Faciliter l'accès des enfants aux traitements du paludisme	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées 	-CSI -Commune	Tous les villages
Fréquentation des formations sanitaires	Au moins 20% des femmes ne fréquentent pas des formations sanitaires	Améliorer le taux de fréquentation des formations sanitaires par les mères d'enfants	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur la fréquentation des formations sanitaires 	-CSI -Commune	Tous les villages
	30% des enfants ont accès à l'eau potable 70% des enfants souffrent de maladies hydriques	Faciliter l'accès des enfants à l'eau potable	Construire au moins un (1) forage dans chaque village focal de la Commune	Commune	Tous les villages
VIH/SIDA	30% des mères maîtrisent leur statut sérologique Eloignement du CTA/UPEC	Protéger les enfants contre le VIH-SIDA	-- Organiser dans chacune des 14 aires de santé 01 séance de sensibilisation des leaders communautaires (Autorités religieuses, Traditionnelles et autres leaders communautaires) sur le changement de comportement positifs vis-à-vis du VIH/SIDA et l'intérêt du dépistage volontaire	-CSI -Commune	Tous les villages
Enfants en conflit avec la loi		Améliorer les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la lutte contre la discrimination des espaces entre enfants / adultes et entre garçons / filles ; - Créer des centres d'alphabétisation et des centres de formations professionnelles pour les enfants détenus - Créer et approvisionner les bibliothèques, vidéothèques et espaces de jeux dans les grandes agglomérations de la Commune; - Organiser des activités de loisirs telles que la danse, la télévision, le cinéma, les jeux de sociétés, 	-MINPROFF -MINAS -Commune -MINCULTURE	Tous les villages

			le sport dans les grandes agglomérations de la Commune; - Mettre en place des mécanismes d'insertion et de réinsertion des enfants après leur détention.		
Education préscolaire	30% des enfants de 03 à 05 ans sont scolarisés	Faciliter l'accès à l'éducation des jeunes enfants	Créer et construire de nouvelles écoles maternelles	MINEDUB ; Maire	Tous les villages

Synthèse des problèmes du VIH/SIDA

Villages	Comportement à risque	Causes	zones à risque
Tous les villages et l'espace urbain	-Rapport sexuel non protégé -vagabondage sexuel -utilisation des instruments souillés -viols -polygamie ; -vagabondage sexuel -infidélité - Habillement extravagant -Viol -Alcoolisme -Prostitution -Refus d'utiliser les préservatifs par certains partenaires dans les foyers.	<ul style="list-style-type: none"> - Délinquance juvénile - Utilisation des drogues (Tramol) - Mauvaise compagnie - Honte d'achat des préservatifs - Pression de la culture - Sous scolarisation - Absence de dépistage - Non croyance au SIDA - Utilisation des objets souillés - Prostitution (recherche d'argent) - Non utilisation des préservatifs - Manque d'éducation sexuelle - Insuffisance de l'éducation liée au fléau - Absence de structure d'encadrement - Insuffisance de revenu - Habillement extravagant - Infidélité - Absence de dépistage - Eloignement des centres de dépistages. - Transmission mère enfant - Ignorance du statut sérologique - Utilisation des objets souillés - Transfusion sanguine 	<ul style="list-style-type: none"> - Quartiers reculés - Petits bars -Les savanes éloignées - Les maisons abandonnées - Bars pour les boissons modernes - Vidéo club - Brousse - Sources éloignées - Guérisseurs lors des consultations traditionnelles - Plantation - Stades - Marché - Auberge - Boite de nuit - Point d'eau éloignée - Buvette à boissons locales - Eglise -Champs éloignés

CHAPITRE V

PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1- Vision et objectifs du PCD

A- Vision de la Commune :

La commune de Mora est une collectivité territoriale décentralisée où les populations ont de moins en moins des difficultés d'accès aux infrastructures sociales de base, produisent plus, s'épanouissent davantage dans un environnement où les ressources naturelles sont bien gérées.

De 2014 à 2020, la commune de Mora envisage :

- Etre une institution communale performante jouant véritablement son rôle d'acteur de développement local ;
- Etre une commune performante dans le domaine de création et de sécurisation des richesses ;
- Développer un partenariat formel avec le secteur privé, les services déconcentrés de l'Etat et les populations pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants
- un espace géographique où l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, les routes de qualité, l'énergie électrique, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, sont améliorés ;
- un territoire où l'insécurité des personnes et des biens est réduite ;
- un territoire où l'économie locale est développée ;
- un espace géographique où les ressources naturelles (sol, arbres, eau, etc.) sont bien gérées et l'environnement mieux protégé ;

Objectifs de la Commune

Objectif global :

Doter la Commune de Mora d'un outil de planification et de programmation équitable des investissements qui tiennent compte des composantes sociologiques, des ressources humaines et financières dont elle est sûre de la mobilisation avec pour finalité l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations de son espace.

Objectifs spécifiques

- Améliorer les performances de la Commune dans le domaine de création et sécurisation des richesses ;
- Développer un partenariat formel avec le secteur privé, les services déconcentrés de l'Etat et les populations, pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants ;
- Accroître le taux de scolarisation des enfants à l'âge scolaire surtout des filles ;
- Améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base à savoir l'eau potable, des routes de qualité, l'énergie électrique, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- Mieux assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- Développer les secteurs productifs ;
- Promouvoir l'économie sociale ;
- Mieux protéger l'environnement et gérer durablement les ressources naturelles (sol, arbres, eau, etc.)

5.2-Cadre logique par secteur

Tableau 24 : Cadres logiques par secteur

5.2.1- Institution Communale

SECTEUR : INSTITUTION COMMUNALE							
PROBLEME CENTRAL : Faible performance de la commune de Mora dans la promotion du développement socio-économique et culturel de ses populations, conformément aux exigences de la décentralisation							
OBJECTIF SUPERIEUR : Mobiliser les ressources et les énergies de tous les acteurs locaux au sein et à l'extérieur de la Commune pour un développement économique, social, culturel, sanitaire et sportif de la Commune							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la performance de la Commune de Mora afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle en tant qu'acteur de développement local dans le contexte de la décentralisation							
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique	Coûts estimatifs (FCFA)	Source de financement
1-Renforcer les capacités du personnel communal afin de mieux assumer ses fonctions régaliennes, dans le contexte de décentralisation	R1-Les capacités du personnel communal sont renforcées et il assume mieux ses fonctions, dans le contexte de décentralisation	Nombre de sessions de formation organisée en faveur du personnel communal dans le but de renforcer ses capacités	1.1-Elaborer un plan de développement des capacités du personnel communal et des Elus locaux	-SG -Maire	PNDP	500000	Commune
			1.2-Former les responsables des services d'état civil, comptabilité matières et recettes en informatique	SG	Le chef de la cellule informatique de la commune	0	Commune
			1.3-Former le personnel de la recette municipale sur la stratégie de mobilisation et de sécurisation des ressources financières	RM	-PNDP -Centre Département des Impôts	500000	Commune
			1.4-Organiser des ateliers de renforcement des capacités du personnel communal, de l'Exécutif Communal et des SDE sur la gestion des ressources transférées aux communes	Maire	-PNDP -GIZ-PADDL/EN -Tutelle	4000000	Commune
2-Renforcer les capacités des élus locaux afin de mieux maîtriser leur rôle	R2- Les capacités des élus locaux sont renforcées et ils maîtrisent mieux leur rôle	Nombre de sessions de formation organisée en faveur des élus locaux en vue du renforcement de leurs capacités	1.1-Organiser au cours du mandat 04 ateliers de formation élus locaux sur leurs rôles;	SG /Maire	-PNDP -GIZ-PADDL/EN -Tutelle	4000000	Commune
3-Améliorer le taux de recouvrement des ressources propres de la commune pour	R3- Le taux de recouvrement es ressources propres de la commune est	Le taux de recouvrement ressources propres de la commune est nettement croissant d'un exercice à	3.1-Organiser une campagne d'information et de sensibilisation des populations sur la fiscalité locale et le bien fondé du paiement des Impôts et taxes	RM /MAIRE	-PNDP -GIZ-PADDL/EN -CDI/Mora	4500000F	Commune

éviter la dépendance vis-à-vis des ressources extérieures	amélioré	un autre	communales				
			3.2-Identifier et Evaluer le potentiel des recettes des différents marchés de la commune	RM	Expert extérieur	5000000	Commune
			3.3-Mettre en place et faire appliquer un mécanisme de recouvrement et de sécurisation des recettes communales	RM	-Conseil municipal -Exécutif communal -CDI/Mora	500000	Commune
			3.4-Prendre et faire appliquer des textes accordant des primes aux meilleurs agents collecteurs des recettes communales	Maire	-SG -RM -Conseil municipal -Tutelle	0	Commune
			3.5-Prendre et faire appliquer des textes prévoyant des sanctions à l'endroit des mauvais agents collecteurs des recettes communales	Maire	-SG -RM -Conseil municipal -Tutelle	0	Commune
			3.6-Confectionner et actualiser le fichier des contribuables sur l'ensemble de l'espace communal	RM	-CDI/Mora -Sous Préfecture -OPECO	1000000	Commune
4-Améliorer la sécurisation et la valorisation du patrimoine communal	R4-Le patrimoine communal est mieux sécurisé et valorisé	Les recettes communales issues de la mise en valeur du patrimoine communal sont en nette augmentation d'exercice en exercice	3.7-Prendre et faire appliquer des mesures incitatives des opérateurs économiques à payer leurs taxes et impôts vis-à-vis de la commune	Maire	-CDI/Mora -Conseil municipal -RM -SG -OPECO	0	Commune
			4.1-Identifier de nouvelles sources potentielles génératrices de recettes pour la commune	RM	-Exécutif communal CDI	0	Commune
			4.2-Mettre à jour le répertoire du patrimoine communal	SG	-Exécutif communal	500000	Commune
			4.3-Définir des stratégies de valorisation du patrimoine communal : carrières de sable, latérite, graviers/ cailloux ; sites et infrastructures touristiques ; véhicules communaux ; bassins de production de cultures maraîchères et rizicoles ;	SG	-Exécutif communal -RM -CDI/Mora -DD/ Industrie, Mine et Développement Technologique du Mayo Sava	500000	Commune
			4.4-Former le personnel communal sur la gestion et la sécurisation du patrimoine	SG	-Exécutif communal	500000	Commune

			communal				
			4.5-Prendre une délibération fixant un taux de paiement d'une taxe sur les nouvelles sources d'imposition identifiées sur l'ensemble de l'espace communal: utilisation des carrières de sable, de gravier et de latérite ; les taxes sur la publicité ; la location du foyer culturel ;)	Maire	-SG -Exécutif communal -RM -CDI/Mora -Tutelle	0	-
5-Promouvoir un partenariat formel entre la commune et ses partenaires de développement	R5- Une plate forme de concertation pluri acteurs est mise en place.	Existence des documents attestation la mise en place de la plate forme	5.1-Réactualiser la carte des différents partenaires de la commune par domaine d'intervention	SG	-Maire -Partenaires de la commune	250000	Commune
			5.2-Tenir une réunion de concertation des intervenants dans le territoire communal sur la faisabilité de la mise en place d'un cadre de concertation	SG	-Maire -Partenaires de la commune	500000	Commune
			5.3-Tenir une rencontre préparatoire Commune / Partenaires pour élaborer les projets de textes organiques du cadre de concertation, notamment sur les modalités de collaboration entre la commune et chaque catégorie de partenaires	SG	-Maire -Partenaires de la commune	250000	Commune
			5.4-Organiser un atelier pour la mise en place proprement dit du cadre de concertation et la désignation des différents responsables	SG	-Maire -Partenaires de la commune	500000	Commune
6-Améliorer la communication entre la commune et ses principaux partenaires en vue d'éclairer ces derniers sur le PCD, susciter leur adhésion, recevoir les feedback, suivre la réalisation des actions programmées et rendre compte à différents niveaux.	R6-La communication entre la commune et ses principaux partenaires est améliorée et chaque acteur est mieux éclairé sur le PCD de manière à apporter efficacement sa contribution	-Un plan de communication de la commune est opérationnel et des stratégies de communication et de marketing du PCD sont également définies et mise en œuvre ; -Fréquence des émissions de la station de la radio communautaire FM SAVA sur les réalisations de la commune en destination des populations.	6.1-Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication interne et externe de la Commune et une stratégie de Marketing pour le PCD	SG	Exécutif communal	7 660 000	Commune
7-Améliorer les conditions de travail du personnel communal	R7 :Les conditions de travail du personnel communal	7.1-Chaque service dispose d'un équipement et d'une logistique lui	1-Doter les services de l'Institution communale des équipements et mobiliers adéquats (ex : mobilier de réception des	-Maire -SG -RM	-	10000 000	Commune

au sein de l'institution	au sein de l'institution communale sont améliorées	permettant de rendre efficacement service aux usagers)	usagers)	-Responsables des services concernés			
8-Améliorer la gestion administrative de l'institution communale			91-Elaborer et mettre en œuvre un organigramme type	Maire SG	-Service régional des communes -Tutelle	0	-
			9.2-Elaborer et mettre en œuvre un cahier de charge pour chaque service	Idem	Idem	0	-
Total général						49 660 000	

5.2.2- Agriculture et Développement Rural

SECTEUR: AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL							
PROBLEME : Faible Productivité Agricole							
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer une production agricole durable en quantité et en qualité dans les différentes filières							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité agricole dans l'aire géographique de la Commune							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1-Restaurer la fertilité du sol par des techniques de défense et de restauration des sols dans tous les villages	R1-La fertilité du sol restaurée grâce à l'application des techniques DRS dans tous les villages	- Nombre de formations tenues sur les différents thèmes -01 concours du plus bel aménagement tenu ; -Nombre d'hectares réhabilités -	1.1-Organiser chaque année 16 sessions de formations de 74 GICS en techniques de DRS : construction des biefs, diguettes, fabrication du compost, production et utilisation du fumier, agro forestières, réhabilitation de hardés, aménagements de bas fonds etc. dans les 16 chef lieu de canton et groupement de la Commune 1.2- Organiser une fois l'an le concours du plus bel aménagement dans le ressort communal 1.3- Organiser chaque année 16 séances de formation de 74 GIC sur les techniques modernes de productions agricoles dans les 16 chefs lieu de canton et groupement de la Commune 1.4- Réhabiliter au moins 1000 ha de terre dans les villages suivants Mémé, Kourgui, Doulo, Igawa, Goumouldi, Limani etc.....	COMMUNE	SDE MINADER SODECOTON	-3 000 000	MINADER -
2-Faciliter l'accès des producteurs aux intrants et équipements	R2-L'accès des producteurs aux équipements et Intrants agricoles	- Nombre de coopératives créées et financées ;	2.1-Organiser les producteurs à créer au moins 16 Coopératives dans les 16 cantons et groupements de la commune autour des filières porteuses (maïs, oignon, Niébé,	COMMUNE	SDE MINADER SODECOTON	15 000 000	Commune Bénéficiaires
				COMMUNE	SDE MINADER SODECOTON	1 200 000	Commune MINADER Bénéficiaires

agricoles de qualité d'ici fin 2016	de qualité dans toutes les localités de la Commune est facilité	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de points de vente des intrants créées - Nombre de formations tenues -Coût des intrants agricoles en baisse 	Arachide, sésame) et les appuyer dans le montage des projets et la recherche de financement					
			2.2-Créer 06 points de vente des intrants et matériels agricoles à Mora (02), Mémé (02), Limani,(02)	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - SDE MINADER - SODECOTON - Opérateurs économiques 	8 000 000	Commune	Opérateurs économiques
			2.3-Organiser 06 sessions de formation de 06 GIC de producteurs de semences de qualité dans les localités suivantes : Mahoula, Yoldé Dadi, Aïssa Hardé, Kourgui, Plvou	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - SDE MINADER - SODECOTON - PADFA 	1 200 000	Commune	- SDE MINADER - PADFA
			2.4-Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts des intrants agricoles	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - SDE MINADER - SODECOTON - Opérateurs économiques 	-	-	-
3-Réduire les attaques des cultures par des méthodes de protection appropriées	R3-Les attaques des cultures en champs dus aux insectes et autres ravageurs sont réduites	Nombre de Brigades Villageoises redynamisées, créées, formalisées et équipées	<p>3.1-Redynamiser 20 brigades villageoises d'intervention phytosanitaire et mettre à leur disposition des matériels de travail (combinaison, appareils et produits de traitement)</p> <p>3.2- Créer, formaliser et équiper au moins 10 nouvelles brigades villageoises d'intervention phytosanitaire dans les localités suivantes : Mahoula, Hoamka, Kassa)Warra, Goudjimdélé, Malika, Kotcherhé, Méhén Sanda, Boundéri</p>	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - SDE MINADER - SODECOTON - PADFA 	2 000 000	Commune	SDE MINADER
4-Réduire les pertes Post-récoltes des produits agricoles d'ici fin 2016	Les pertes Post-Récoltes des produits agricoles sont réduites	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Magasins de stockage construits ; Nombre de formations dispensées en gestion des stocks 	<p>4.1-Construire 75 magasins de stockage des denrées agricoles dans les localités suivantes :Godigong Chefferie, Godigong Centre Marché, Ouldgaï, Manawatchi, Kassa-Wara, Djakana, Gaïtchihi, Mangavé Abba Fadi, Homaka Marché, Dargalla wandala, Djamakia, Moyouré, Goumouldi, Mogodé, Jilvé, Blakessa, Mbréché, Kachimri, Gouada, Makié, Gouvaka Chefferie, Seradoumda, Doulo, Doublé, Tchakramari Issa, Kostréhé Kourgui Jean Kolia, Mémé Wadouma, Baldama Camp Mission, Vadikotsa, Méhé Lawan, Méhé Payas, Ganaï Camp Mission, Irawara, Klissawa, Blongouaré, Vadavoua Camp Mission, Kirkassouka, Matsanga</p>	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - SDE MINADER - PNDP - PADFA 	750 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> -PNDP -PADFA -PAM

			4.2- Organiser 01 session de formation des populations sur les techniques de conservation et de gestion des stocks dans chacun des 60 villages focaux de la Commune	COMMUNE	- SDE MINADER ; -PADFA	11 250 000	CommuneMI NADER	-
5-Améliorer le taux d'encadrement des producteurs en personnel de qualité	Le taux d'encadrement des producteurs en personnel de qualité Amélioré	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Postes agricoles créées ; Nombre de poste agricoles construits et équipés ! - Nombre d'encadreurs agricoles affectés dans les Postes Agricoles /zones d'encadrement PNVRA 	5.1- Créer 05 Nouveaux Poste Agricoles dans les villages suivants à Godigong, Golda II, Tala-Mokolo, Warba, Méhé Sanda	COMMUNE	SDE MINADER	-	-	-
			5.2-Affecter 03 encadreurs agricole dans les Postes agricoles vacants : Zouelva, Bounderi, Magdémé , affecter 03 encadreurs agricoles au niveau de la DAADER de Mora	COMMUNE	SDE MINADER	-	-	-
			5.3-Construire et équiper les 07 Postes agricoles suivants :Limani, Mémé, Magdémé, Zouelva, Malika, Kossa-Klissawa, Bounderi	COMMUNE	SDE MINADER économiques	105 000 000	Commune	SDE MINADER
6-Améliorer la compétitivité des filières agricoles (Maïs, Niébé, Oignon, Riz)	R6-La compétitivité agricole est améliorée	01 mini-foire organisées chaque année	6.1-Organiser une fois l'an une mini-foire agricole dans l'espace géographique de la Commune	COMMUNE	SDE MINADER	3 000 000	Commune	SDE MINADER
7-Réduire d'au moins le nombre des conflits agropastoraux dans l'espace géographique de la commune	R7 : Le nombre de conflits entre agriculteurs et éleveurs sont réduits	Le nombre des conflits soumis à l'arbitrage de la commission d'Arrondissement a régressé d'au moins 80% au plus tard fin 2015	7.1-Procéder à une révision de la carte agropastorale sur l'ensemble de l'espace géographique de la commune	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - Commission d'Arrondissement de règlement des conflits agropastoraux - Projet de sécurisation des espaces agropastoraux 	7 000 000	Commune	SDE CADASTRE
			7 .2- Organiser chaque année une session de sensibilisation des agriculteurs et éleveurs sur la gestion concertée des ressources naturelles au niveau des cantons de : Limani, Mémé, Kossa, Boundéri, Warba, Magdémé, Djoundé et Doulo	COMMUNE	<ul style="list-style-type: none"> - Commission d'Arrondissement de règlement des conflits agropastoraux - Projet de sécurisation des espaces agropastoraux - Autorités Administratives et Traditionnelles 	4 800 000	Commune	-SDE MINADER -SDE MINEPIA
			7.3- Faire le plaidoyer pour l'interdiction du	COMMUNE	- SDE MINADER,	-	-	-

			séjour des transhumants sur le territoire communal		MINEPIA - Autorités Administratives			
8- Faciliter l'accès dans les grands bassins de production des spéculations objet des filières	R8- L'accès dans les bassins de production des spéculations objets des filières est facilité	Nombre de kilométrage des routes aménagées	8.1-Aménager les routes et pistes suivantes : - Igawa Sérawarda-Igawa Kérima (Route Mora-Limani) 01,5 Km ; - Golda-Koulang-Tala Mokolo 10 Km ; - Touski-Ousman-Boundéri 05 Km - Homaka- Kangaleri sur 06 Km - Tayer Oumaté-Limani sur 10 Km - Kostréhé Kourgui- Kouyapé sur 10 Km ; - Ganaï-Moundou (route bitumée) sur 07 Km ; - Mémé-Mangavé Younouss sur 15 Km ; - Djoundé-Djampala sur 05 Km - Djoundé-Mogogné Adamou 12 Km	COMMUNE	- MINTP - SODECOTON - PNDP	500 000 000	Commune	- MINTP - MINADER - SODECOTON - PNDP
Total						1 418 450 000		

5.2.3- Elevage, Pêche et Industries Animales

SECTEUR: ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES								
PROBLEME : Faible Productivité Animale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer une production animale durable en quantité et en qualité dans les différentes filières								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité animale dans l'aire géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Réduire l'incidence des maladies et épidémies du bétail dans l'aire géographique de la commune	R1 : L'incidence des maladies et épidémies du bétail dans toute l'aire géographique de la commune est réduite	- Nombre de parcs vaccinogènes construits ; -Nombre de séances de sensibilisation sur les techniques modernes d'élevage et le bienfondé de la vaccination et du traitement du bétail dans les 60 Villages focaux de la Commune	1.1.-Organiser chaque année une séance de sensibilisation de 74 GIC des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage et le bienfondé de la vaccination et du traitement du bétail dans les 60 Villages focaux de la Commune	COMMUNE	- SDE MINEPIA - PNVR - SODECOTON	1 500 000	Commune	- SDE MINEPIA - PNVR - SODECOTON
			1.2-Construire 067parcs vaccinogènes dans les centres suivants Mora, Mémé, Magdémé, Limani, Kossa, Zouelva	COMMUNE	- SDE MINEPIA - PNDP	12 000 000	Commune	SDE MINEPIA
			1..2-Créer 03 Points de vente des produits vétérinaires à Mora, Mémé, Limani et Bounderi ;	COMMUNE	- SDE MINEPIA - SODECOTON - OPERATEURS AGGREGES	3 000 000	Commune	- OPERATEURS AGGREGES

		bétail tenues ; -Nombre de points de vente des produits vétérinaires créés - Nombre d'animaux vaccinés						
2- Améliorer l'alimentation du bétail en quantité et qualité dans l'aire géographique de la commune	R 2. :L'alimentation du bétail en quantité et qualité est améliorée dans l'aire géographique de la Commune	Les zones de pâturage et les Pistes à bétail sont redéfinies et sécurisées dans toute l'aire géographique de la Commune	2.1.-Mettre en œuvre un processus de redéfinition et de sécurisation des zones de pâturage et des pistes à bétail dans tous les 60 focaux villages de la Commune	COMMUNE	- CARCAP - SDE MINEPIA AA et AT - Projets et Programmes	1 600 000	Commune	Projet de sécurisation des Zones agricoles et pastorales
			2..2-Organiser dans les 16 cantons et groupements de la commune 16 séances de sensibilisation des éleveurs et agriculteurs sur la gestion concertée des ressources naturelles	COMMUNE	- CARCAP - SDE MINEPIA AA et AT - Projets et Programmes	-	-	-
			2..3- Former 50 GIC des éleveurs en techniques modernes d'élevage dans les 60 villages focaux de la Commune	COMMUNE	- SDE MINEPIA - PNVRA - SODECOTON - Projets et Programmes	1 500 000	Commune	- SDE MINEPIA - PNVRA - SODECOTON
	R2.2 : L'accès du bétail à l'eau d'abreuvement dans toute l'aire géographique de la Commune est facilité	- Nombre de puits pastoraux réalisés ; - nombre de forages pastoraux réalisés	2.4 -Réaliser 14 puits pastoraux équipés de pompe et d'abreuvoirs dans les villages suivants Nabadya, Mangavé Modi, Djembolé, Mogodé, Kalak, Gouvaka Chefferie, Sera-Hadia, Blakessa, Doulo, Malika, Koshréhé Zouelva, Katoua, Mémé Tagama, Vadavoua	COMMUNE	- SDE MINEPIA - AA et AT - Projets et Programmes	840 000 000	Commune	PNDP SDE ELEVAGE
			2.5 Réaliser 05 Forages pastoraux à : Gouvaka Chefferie, Malika, Katoua, Kostréhé, Madjina	COMMUNE	- SDE MINEPIA - AA et AT - Projets et Programmes	45 000 000	Commune	PNDP SDE ELEVAGE
3- Améliorer l'encadrement des éleveurs dans l'espace géographique de la commune amélioré	R3 : L'encadrement des éleveurs dans l'espace géographique de la commune amélioré	- nombre de CZCSV créés et fonctionnel (Magdémé, Djoundé) - nombre de CZCSV construits et	3.1.- Créer 02 nouveaux Centres zootechniques et du contrôle sanitaire vétérinaires à Magdémé et Djoundé	COMMUNE	- SDE MINEPIA - AA et AT	-	Commune	SDE ELEVAGE
			3.2-Equiper les 07 CZV de la Commune en moyens logistiques adéquat s	COMMUNE	SDE MINEPIA	20 000 000	Commune	SDE ELEVAGE

		équipés - Nombre de services d'encadrement des éleveurs équipés	3..3-Construire 03 CZV à Kossa, Bounderi, Baldama	COMMUNE	- SDE MINEPIA - Projets et Programmes	75 000 000	Commune	SDE ELEVAGE
4- Faciliter l'accès des éleveurs au financement des microprojets dans toute l'aire géographique de la Commune	R4 : l'accès des éleveurs au financement des microprojets dans toute l'aire géographique de la Commune	- nombre de coopératives créées et financées	4.1.-Appuyer les éleveurs à créer 16 Coopératives dans les filières porteuses et au montage de requêtes pour le financement de leurs microprojets dans chacun des 16 cantons et groupements de la Commune	COMMUNE	- SDE MINEPIA - PNVRA - Projets et Programmes	5 000 000	-	-
5- Améliorer les conditions d'abattage et de commercialisation de viande dans les grands marchés de la commune	R5 : Les conditions d'abattage et de commercialisation de viande dans les grands marchés de la commune sont améliorées	- Marché à bétail de Limani opérationnel ; - L'abattoir de Mora réhabilité ; - Nombre de nouveaux abattoirs construits dans les grands marchés de la Commune - La boucherie de Mora réfectionnée ; - Nombre de Boucheries construites	5.1.- Réfectionner l'abattoir de Mora 5..2- Construire et équiper 03 abattoirs Kossa, Magdémé, Homaka, et sensibiliser les bouchers sur l'intérêt d'estampiller la viande 5..3 -Construire et équiper 05 boucheries : Mora, Mémé, Kossa, Magdémé, Homaka 5..4-Faire fonctionner le marché à bétail de Limani	COMMUNE COMMUNE COMMUNE Commune	- SDE MINEPIA - Projets et Programmes - SDE MINEPIA - PNPD - SDE MINEPIA - PNPD - Projets et Programmes - SDE MINEPIA - SDE COMMERCE - Autorités Administratives	5 000 000 15 000 000 30 000 000 500 000	Commune Commune Commune Commune	- PNDP PNDP -
Total						1 060 100 000		

5.2.4- Cadastre, Domaine et Affaires Foncières

SECTEUR : CADASTRE, DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME : Insécurité foncière								
OBJECTIF SUPERIEUR : Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la gestion durable du patrimoine foncier dans l'espace géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Réduire les problèmes de promiscuité et d'occupation anarchique des terres dans les grandes agglomérations et les conflits fonciers	R1 : Les problèmes de promiscuité et d'occupation anarchique des terres dans les grandes agglomérations et les conflits fonciers sont réduits	- Lotissements réalisés ; -Extension des superficies des grandes agglomérations - Les domaines privés de la commune et les routes sont de moins en moins occupés par la population	1.1-Faire des lotissements dans les grandes agglomérations: Mora, Mémé, Limani, Mora : - Sur la route sortie pour Maroua 320 ha - Sur la route de Kourgui 50 ha - Sur la route de Doulo 250 ha	Commune	- MINCDAF - MINDUH - MINTP	150 000 000	Commune	
2-Améliorer les connaissances des populations sur la démarche d'obtention du titre foncier	R2 : Les connaissances des populations par rapport à la démarche d'obtention du titre foncier améliorées	Nombre de séances de sensibilisation des populations sur le bienfondé du titre foncier et la législation foncière au Cameroun ainsi que sur l'établissement des documents de planification (Permis d'implantation, permis de bâtir, permis de démolir)	2.1-Organiser au niveau de chaque canton et groupements 16 séances de sensibilisation des populations sur le bienfondé du titre foncier et la législation foncière au Cameroun ainsi que sur l'établissement des documents de planification (Permis d'implantation, permis de bâtir, permis de démolir)	Commune	- MINCDAF - MINDUH	5 000 000	Commune	MINCDAF
			2.2-Vulgariser le guide de procédure d'obtention du titre foncier ;	Commune	- MINCDAF - MINDUH	5 000 000	Commune	MINCDAF
3-Améliorer les relations entre l'institution communale et les Services des Domaines et Affaires Foncières pour une meilleure gestion du patrimoine foncier.	R3 : Les relations entre l'institution communale et les Services du Cadastre, des Domaines et Affaires Foncières améliorées	-Nombre de réunions de concertation tenues ; -Compte-rendus des différentes rencontres	3.1 Organiser deux fois par an des séances de concertation et travail avec le MINDAF.	Commune	MINCDAF	-	-	-

TOTAL						160 000 000		
-------	--	--	--	--	--	-------------	--	--

5.2.5- Développement Urbain et habitat

SECTEUR : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN								
PROBLEME : Faible développement urbain et de l'habitat								
OBJECTIF SUPERIEUR : La maîtrise du développement urbain et l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations en milieu urbain Améliorer sensiblement l'habitat en intégrant les principes de développement durable dans les politiques nationales								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement urbain et de l'habitat dans toute l'aire géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Réduire le désordre urbain constaté au niveau de l'occupation de l'espace dans les grandes agglomérations	R1 : Le désordre urbain constaté au niveau de l'occupation de l'espace dans les grandes agglomérations réduit	Existence d'un plan d'urbanisation des grandes agglomérations y compris la villa de Mora	1.1-Elaborer les plans d'urbanisation des grandes agglomérations suivantes : Mémé, Limani, Kourgui 1.2- Réaliser les études de faisabilité et travaux nécessaires pour la mise en œuvre du plan sommaire d'urbanisation de Mora	Commune	MINHDU Consultant	Non déterminés	Commune	
2-Améliorer l'état de la voirie urbaine des grandes agglomérations (Mora, Mémé, Limani, Kourgui, Waraga etc.)	R2- L'état de la voirie urbaine des grandes agglomérations (Mora, Mémé, Limani, Kourgui, Waraga etc.) est amélioré	- Nombre et qualité des voiries urbaines construites	2.1-Construire la voirie urbaine des grandes agglomérations suivantes : Mora, Limani, Waraga, Mémé 2.2- Bitumer l'axe Total – grande mosquée Sandalé sur une voie ; 2.3- Aménager l'axe Stade municipal - route de Godigong plus construction caniveaux sur cet axe ; 2.4- Aménager le tronçon Carrefour Barma - Stade Municipal avec construction d'un Pont sur ce tronçon 2.5- Réaliser les ouvrages d'assainissement (Construction des canalisations des eaux de ruissellement) dans la ville de Mora : Stade Municipal- Route Godigong, Grande Mosquée – Carrefour Hôpital	Commune	MINHDU Consultant Entrepreneur	Non déterminés	Commune	
3- Faciliter l'embellissement de la ville de Mora	R3 : L'embellissement de la ville de Mora est facilité	-Nombre de réunions de sensibilisations des populations sur l'hygiène et l'assainissement	3.1- Organiser 01 par an des séances de sensibilisation des populations sur l'hygiène et l'assainissement et sur l'entretien de route par le système HIMO dans les grandes agglomérations de la Commune de Mora	COMMUNE	MINEP MINHDU	2 000 000	Commune	-

		et sur l'entretien de route par le système HIMO tenues ; -Nombre de sites pour jardins public aménagés	3.2- Aménager 02 sites pour Jardins Publics à Mora/ Triangle du Lycée Classique et celui de la Sous-préfecture	Commune	- MINEP - MINHDU	20 000 000	Commune	MINEP
4- Assurer la sécurité des personnes et des biens dans les grandes agglomérations	R4 : La sécurité des personnes et des biens dans les grandes agglomérations est assurée	-Nombre de nouveaux quartiers de Mora éclairés ; -Nombre de nouvelles lampes publiques installées dans les grandes agglomérations de la Commune	4.1- Faire l'extension de l'éclairage public à Mora : Carrefour Sultanat, Carrefour Barma, quartier Mokolo ., - Implanter les lampes publiques dans les grandes agglomérations : Mémé : 20, Limani : 15, Waraga : 10, Kourgui : 10 ;	Commune	- MINHDU - Consultant - Entrepreneur	Non déterminés	Commune	MINHDU
TOTAL						312 000 000		

5.2.6- Environnement, Protection de la nature et Développement Durable

SECTEUR: ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE								
PROBLEME : Faible Protection de l'environnement et de la nature								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer une gestion durable des ressources naturelles								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la protection de l'environnement et de la nature dans toute l'aire géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Faciliter la mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'avancée du désert et du changement climatique dans l'aire géographique de la Commune	R1 : La mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'avancée du désert et du changement climatique dans l'aire géographique de la Commune est facilitée	-Nombre de réunions des populations sur les effets de déboisement, feux de brousse et l'utilisation des foyers améliorés dans les 16 cantons et groupements de la Commune -Nombre de déplantes reboisés par village et par an ;	1.1-Organiser chaque année une séance de sensibiliser des populations sur les effets de déboisement, feux de brousse et l'utilisation des foyers améliorés dans les 16 cantons et groupements de la Commune	Commune	- MINEP - MINFOF - ONG	1 600 000	Commune	
			1.2-Appuyer les communautés dans l'acquisition des plants de reboisement de 30 000 plants et les former en technique de plantation et d'entretien des arbres dans les 60 villages focaux de la Commune	Commune	- MINEP - Pépiniéristes - ONG	10 000 000	Commune	DDMINEP
			1.3 Assurer la protection des plants reboisés sur les sites Sahel Vert de Mora, Blacafé, Kossa	Commune	- MINEP - MINFOF - AA et AT	30 000 000	Commune	DDMINEP

		-Nombre de sites reboisés protégés						
2-Limiter les effets de l'érosion des sols dans toute l'aire géographique de la Commune d'ici fin 2015	R2 : - Les effets de l'érosion des sols dans toute l'aire géographique de la Commune limités	- Nombre de biefs en pierres maçonnées construits ; -Nombre et longueur des berges des mayo construites	2.1- Construire les biefs en pierres maçonnées à : - Godigong Chefferie : 04 - Oulgäi : 04 - Dargalla-Wandala : 02 - Tala-Valaoua : 03 - Manawatchi : 03 - Warba : 03 - Mogodé: 04 - Vadimétéké : 02 - Ira-wara: 03 - Kassa1: 03 - Golda II : 03	Commune	- MINEP - MINTP - Entrepreneurs	68 000 000	Commune	DDMINEP
			2.2-Construire les berges de mayo à Mora au quartier Camp Mission Catholique à Djakana et à Waraga	Commune	- MINEP - MINTP - Entrepreneurs	Non déterminés	Commune	DDMINEP
3-Faciliter la mise en place des dispositifs de lutte contre l'inondation de certains villages de la Commune est facilitée	R3 : La mise en place des dispositifs de lutte contre l'inondation de certains villages de la Commune est facilitée	Nombre de digues de protection des villages contre l'inondation aménagés	3.1-Aménager 04 digues de protection contre l'inondation à Kourgui, Tayer Oumaté, Blabline –Hourgo, Wambaché	Commune	- MINEP - MINTP - Entrepreneurs	40 000 000	Commune	DDMINEP
Faciliter l'accès des populations aux autres sources d'énergie	L'accès des populations aux autres sources d'énergie facilité	-Nombre de séances de sensibilisation des populations sur l'utilisation des autres sources d'énergies tenues au	3.2--Sensibiliser les populations sur l'utilisation des autres sources d'énergie (Gaz domestique, BIOGAZ, Energie Solaire) ; 3.3-- Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts d'acquisition des autres sources d'énergies	Commune	- MINEP - ONG - Association des femmes	1 600 000	Commune	MINEP ONG
TOTAL						151 200 000		

5.2.7- Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre

SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE								
PROBLEME : Accès difficile des populations aux services administrés de qualité								
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux services de l'Administratif de qualité dans tout le territoire communal								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Renforcer l'esprit citoyen dans tous les villages de la Commune	R1 : L'esprit citoyen est renforcé dans tous les villages de la Commune	% d'augmentation des recettes communales	1.1-Organiser chaque année 01 séance d'information et de sensibilisation des populations sur la citoyenneté responsable dans chacun des Cantons et Groupements que compte la Commune	Commune	- Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ; - Autorités Religieuses	1 600 000	Commune	- Autorités Administratives
			1 .2- Faciliter la délivrance des actes de naissance et des cartes nationales d'identité à la population.	Commune	- Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ; - FMO	6 000 000	Commune	
2-Améliorer la sécurité des personnes et des biens dans toute l'aire géographique de la Commune	R2 : La sécurité des personnes et des biens est assurée dans toute l'aire géographique de la Commune	-La paix règne dans les villages et les populations vaquent avec quiétude à leurs activités -Nombre de Postes de sécurité créés	2.1-Renforcer la patrouille dans l'aire communale et en particulier dans les grandes agglomérations, le long de la frontière avec le Nigéria et les axes réputés d'insécurité : Routes Kourgui – Wilda, Doublé-Waza, etc.	Commune	- FMO - Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ; - Autorités Religieuses	20 000 000	Commune	FMO
			2.2-Créer 05 nouveaux postes de sécurité dans les villages de la Commune d'ici 2015 notamment à Djoundé, Malika, Kostréhé Kourgui, Méhé Sanda, Tchakramari		- FMO - Autorités Administratives ;	-	-	-
			2.3- Crée et faire fonctionner 60 comités de vigilance avec l'appui des Autorités Administratives dans les 60 villages de la Commune	Commune	- Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ;	1 200 000	Commune	- Autorités Administratives
3-Améliorer la participation des populations dans le développement local et communal est améliorée	R3 : La participation des populations dans le développement local et communal est améliorée	-Nombre de séances de sensibilisations tenues -Les infrastructures sociales et communautaires sont réalisées avec la participation des populations	3.1-Organiser chaque année dans les 16 cantons et groupements de la Commune de Mora une séance de sensibilisation et d'information des leaders sur l'importance de la participation de tous les acteurs aux actions de développement local et Communal	Commune	- Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ; - Autorités Religieuses	1 600 000	Commune	- Autorités Administratives
			3.2-Organiser chaque année dans les 16 cantons et groupements de la Commune de Mora une 01séance d'information et de sensibilisation des populations sur la fiscalité locale et l'intérêt de payer les Impôts et Taxes	Commune	- Autorités Administratives ; - Autorités Traditionnelles ; - Autorités Religieuses	1 600 000	Commune	- Autorités Administratives
Total						32 000 000		

5.2. 8- Forêt et Faune

SECTEUR : FORET ET FAUNE								
PROBLEME : Difficulté de gestion durable des forêts et de la Faune dans toute l'aire géographique de la Commune								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer une gestion durable des ressources naturelles								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la gestion durable des ressources forestières et fauniques dans l'aire géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Réduire la coupe abusive des arbres dans le territoire communal d'ici 2015	R1 : La coupe abusive des arbres dans le territoire communal est réduite	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers de sensibilisation tenus - Nombre de COGES arbres créés et fonctionnels - Nombre de processus d'acquisition de forêts communautaires mis en œuvre 	1.1-Organiser 16 ateliers de sensibilisation sur les méfaits de la coupe abusive des arbres, le braconnage et les feux de brousse incontrôlés dans tous les Chefs lieux de Cantons et groupements	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	1 600 000	Commune	MINFOF
			1.2-Mettre en place au moins 1 comité de gestion des forêts et de la faune dans chacun des 60 villages focaux que compte la Commune	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	1 200 000	Commune	MINFOF
			1.3-Relancer les 02 processus d'acquisition des forêts communautaires : Doulo-Magdémé et Kassa-Wara	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	15 000 000	Commune	MINFOF
2-Faciliter l'acquisition des jeunes plants pour le reboisement dans tout le territoire communal est facilitée	R2 : L'acquisition des jeunes plants pour le reboisement dans tout le territoire communal est facilitée	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de pépinières redynamisés : -Nombre de plants produits et mis en place ; 	2.1- Redynamiser 06 anciennes pépinières villageoises existantes dans l'aire communale : Kassa-Wara, Igawa-Doulo, Kourgui, Godigong, Ouvada, Biwana	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	1 200 000	Commune	MINFOF Bénéficiaires
			2.2-Equiper les pépiniéristes de l'aire géographique de la Commune en matériels de travail	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	1 800 000	Commune	MINFOF Bénéficiaires
3- Faciliter la mise en œuvre des actions de lutte contre l'avancée du désert dans l'aire communale est facilitée	Lr3 : a mise en œuvre des actions de lutte contre l'avancée du désert dans l'aire communale est facilitée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de bosquets communautaires créés - Nombre de sites sahel-verts réhabilités ; 	3.1-Créer 03 bosquets communautaires au niveau des villages suivants : Djoundé, Tayer, Homaka	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	3 000 000	Commune	MINFOF Bénéficiaires
			3.2-Mettre en place au moins 10 000 plants par an dans le cadre du reboisement des CSI, écoles, collèges, lieux publics et au niveau des forêts communautaires	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINFOF - AA, AT - ONG 	3 000 000	Commune	MINFOF Bénéficiaires
			3.3- Restaurer les sites sahel-verts	Commune	- DDMINFOF	20 000 000	Commune	MINFOF

			suivants :Mora, Magdémé, Kossa		- AA, AT - ONG			Bénéficiaires
TOTAL						46 800 000		

5.2. 9- Education de base

SECTEUR: EDUCATION DE BASE								
PROBLEME : Accès difficile des jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité								
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer l'accès équitable de tous les enfants à l'âge scolaire à une éducation de base de qualité								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre		Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1-Améliorer les infrastructures et équipements scolaires	R1 : Les infrastructures et équipements scolaires sont en nette amélioration tant qualitativement que quantitativement	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de nouvelles écoles primaires fonctionnelles ; -Nombre de salles de classe réfectionnées ; -Nombre de salles de classe construites et équipées ; -Nombre de blocs maternels construits 	1.1-Créer et faire fonctionner 12 nouvelles écoles primaires publiques dans les localités suivantes : Goumouldi, Kourkassouka, Adakélé, Doumé, Quartier Mokolo, Galbi, Gagadama, AFFOM, Mogogné Adamou et Djabiré et 03 nouvelles écoles maternelles à Guirbala et Tala-pladara, et Golda	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - AA, AT - ELITES 	-	-	-
			1.2-Réfectionner 311 salles de classe dans le territoire communal	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES 	311 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES
			1.3- Construire et équiper 185 blocs de 02 salles de classe dans le territoire communal	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES 	3 330 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES
			1.4- Construire 10 blocs maternels créés à : Aïssa-Hadé, Mora-Massif, Godigong, Oudjila-Igzawa, Camp Militaire, Kourgui, Limani, Méhé, Kossa et Doulo	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES 	200 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - MINTP - PNPD - AA, AT - ELITES
2- Améliorer les résultats scolaires dans tout le territoire communal	R2 : Les résultats scolaires dans tout le territoire communal sont	-Nombre de réunions de sensibilisation des parents sur	2.1-Organiser dans chacun des 60 villages de la commune 01 séance de sensibilisation des parents sur l'importance d'envoyer leurs enfants, garçons et filles à l'école et de les y	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINEDUB - APEE - AA, AT - ELITES 	1 600 000	Commune	Autorités Administratives

communal de Mora	améliorés	l'importance d'envoyer leurs enfants, garçons et filles à l'école tenues ; -Compte rendu de la cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves du primaire - Nombre d'enseignants affectés ; - Nombre de tables-bancs distribués ; -Nombre de logements des directeurs construits ; -Nombre de bureaux des directeurs construits et équipés ;	maintenir					
			2.2-Organiser une fois l'an à Mora une cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves du primaire de la Commune	Commune	- MINEDUB - APEE - ELITES	5 000 000	Commune	- MINEDUB - AA, AT - ELITES - ADEMSA
			2.3-Equiper tous les établissements scolaires de la Commune en 23 000 tables bancs d'ici fin 2016	Commune	- MINEDUB - PNDP - ELITES - ADEMSA	690 000 000	Commune	- MINEDUB - PNDP - ELITES - ADEMSA
			2.4-Affecter au moins 192 nouveaux enseignants formés dans les écoles publiques de l'aire géographique de la commune	Commune	- MINEDUB - AA, AT - ELITES - ADEMSA	-	-	-
			2.5-Construire 105 logements de directeur d'écoles primaires	Commune	- MINEDUB - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES	Non déterminés	Commune	- MINEDUB - PNDP - ELITES - ADEMSA
			2.6- Construire et équiper 20 bureaux de directeur d'école	Commune	- MINEDUB - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES	Non déterminés	Commune	- MINEDUB - PNDP - ELITES - ADEMSA
3- Améliorer la gestion des ressources matérielles, humaines et financières dans les établissements scolaires	R3 : La gestion des ressources matérielles, humaines et financières dans les établissements scolaires est améliorée	-Nombre d'écoles primaires clôturés ; -Nombre des APEE redynamisées/ mise en place	3.1-Clôturer 88 écoles primaires dans le ressort territorial communal	Commune	- MINEDUB - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES	Non déterminés	Commune	- MINEDUB - PNDP - ELITES - ADEMSA
			3.2-Redynamiser / mettre en place et former les APEE (Association des parents d'élèves et enseignants dans tous les établissements primaires de la Commune	Commune	- MINEDUB - PNDP - ONG	2 000 000	Commune	- APEE MINEDUB ONG
Total						4 539 600 000		

5.2. 10- Enseignements Secondaires

SECTEUR: ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEME : Accès difficile des jeunes en âge scolaire aux études secondaires de qualité								
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer l'accès équitable de tous les enfants à l'âge scolaire aux enseignements secondaires de qualité								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des jeunes en âge scolaire aux études secondaires de qualité								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer les infrastructures et équipements dans les établissements d'enseignement secondaire sur le territoire communal sont améliorés	R1 : Les infrastructures et équipements dans les établissements d'enseignement secondaire sur le territoire communal sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de salles de classe réfectionnées ; construites, équipées ; -Nombre de blocs administratifs construits ; -Nombre de nouveaux établissements créés et construits 	1.1-Réfectionner 22 salles de classe dans les établissements secondaires	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - AA, AT - ELITES 	66 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - APEE
			1.2- Construire et équiper 25 nouvelles salles de classe dont 2 au CES de Gouvaka, 2 au CES de Mora –Massif, 4 au Lycée Bilingue de Mora, 5 au CES de Zouelva, 2 au CES d'Aïssa-Hardé, 2 au lycée de Mémé, 2 au CES de Godigong, 2 au Lycée de Kourgui, 4 au CES de Goudjimdélé	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES 	500 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
			1.3-Construire 5bloc s administratifs dont 1 au CES de Mora-Massif et 1 au CES d'Aïssa-Hardé, 1 au CES de Gouvaka, 1 au CES de Godigong et 1 au CES de Goudjimdélé	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES 	120 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
			1.4-Créer et construire 3 Nouveaux établissements d'enseignements secondaires à :Golda, Talapladara, Méhé Sanda,	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES 	Non déterminés	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
2- Améliorer les résultats scolaires dans tout le territoire communal de Mora	R2 : Les résultats scolaires dans tout le territoire communal sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de réunions de sensibilisation des parents sur l'importance d'envoyer leurs enfants, garçons et filles à l'école tenues ; -Compte rendu de la cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves aux meilleures élèves 	2.1-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la commune 01 séance de sensibilisation des parents sur l'importance des études secondaires pour garçons et filles et de les encourager à les y maintenir.	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - APEE - AA, AT - ELITES 	1 600 000	Commune	-
			2.2-Organiser une fois l'an à Mora une cérémonie de distribution des prix d'excellence aux meilleurs élèves du Secondaire	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - APEE - ELITES 	10 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - AA, AT - ELITES - ADEMSA
			2.3-Equiper les établissements secondaires existants en798 tables bancs	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA 	25 650 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
			2.4- Affecter 16 enseignants de qualité dont 5 au CES de Mora-Massif, 3 au CES d'Aïssa-Hardé, 4 au CES de Godigong, et 04 au CES de Gouvaka	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - AA, AT - ELITES - ADEMSA 	-	-	-

		<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enseignants affectés ; - Nombre de tables-bancs distribués ; -Nombre de logements des dirigeants construits ; -Nombre de blocs administratifs construits et équipés ; 	2.5-Construire 3 logements de dirigeants d'Etablissement d'enseignement secondaire au Lycée de Zouelva, CES d'Aïssa-Hardé, Lycée de Kourgui	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES 	45 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
3- Améliorer la gestion des ressources matérielles, humaines et financières dans les établissements scolaires	R3 : La gestion des ressources matérielles, humaines et financières dans les établissements scolaires est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'écoles primaires clôturés ; -Nombre des APEE redynamisées/ mise en place 	<p>3.1- Clôturer les 12 établissements de l'enseignement secondaire existants dans le ressort territorial communal : CES de Gouvaka, CES de Mora –Massif, Lycée Bilingue de Mora, Lycée de Zouelva, CES d'Aïssa-Hardé, lycée de Mémé, CES de Godigong, Lycée de Kourgui, CES de Goudjimdélé, Lycée Classique et Moderne de Mora, Lycée Technique de Mora, Lycée de Limani</p> <p>3.2-Redynamiser / mettre en place et former les APEE (Association des parents d'élèves et enseignants) dans tous les établissements secondaires de la commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - MINTP - PNDP - AA, AT - ELITES 	Non déterminés	<ul style="list-style-type: none"> Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - MINESEC - PNDP - ELITES - ADEMSA
Total						770 250 000		

5.2. 11- Enseignement Supérieur

SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PROBLEME : Accès difficile des jeunes bacheliers aux études supérieures

OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer l'accès équitable de tous les enfants à l'âge scolaire à un enseignement supérieur de qualité							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des jeunes Bacheliers aux études supérieures							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Faciliter l'accès des jeunes diplômés ressortissants de la Commune aux études supérieures au niveau des villes Universitaires est facilité	R1 : L'accès des jeunes diplômés ressortissants de la Commune aux études supérieures au niveau des villes Universitaires est facilité	% d'augmentation du nombre d'étudiants dans les grandes écoles	1.1-Organiser des séances de Sensibilisation des parents d'étudiants en vu de créer des organisations pour la prise en charge des jeunes au niveau des villes d'accueil 1.2-Faire des plaidoyers auprès de l'ADEMSA et autres associations de développement soeurs en vue de la construction des mini-cités et la prise en charge des étudiants dans les universités et grandes écoles 1.3-Faire un plaidoyer pour la réduction de 50 % des frais d'inscription à l'Université 1.4-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la commune 01 séance de sensibilisations des parents et élèves / étudiants sur l'importance poursuivre les études au niveau supérieur et de soutenir spontanément les enfants	Commune Commune Commune Commune	ADEMSA ELITE ADEMSA ELITE ADEMSA ELITE ADEMSA ELITE	1 000 000 500 000 500 000 1 600 000	Commune Commune Commune Commune
Total						3 600 000	

5.2. 12- Santé Publique

SECTEUR : SANTE PUBLIQUE							
PROBLEME : Difficulté d'accès des populations aux soins de santé de qualité							
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer d'au moins à 70% l'accès des populations aux services de santé							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux soins de santé de qualité							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1-Rendre les soins de santé accessibles à toutes les couches sociales dans l'aire géographique de la Commune	R1 : Les soins de santé sont accessibles à toutes les couches sociales dans l'aire de santé de la commune	-Nombre de nouveau CSI créées et construits : -Le taux de fréquentation des formations sanitaires passe de 50 à	1.1-Créer 03 nouveaux CSI à Golda, Séradoumدا, et Doulo	Commune	- Chef de District de Santé de Mora - AA, AT ; - Elites	-	

		70% au plus tard fin 2015						
2-Améliorer les infrastructures et équipements sanitaires dans les établissements sanitaires existants	R2 : Les infrastructures et équipements sanitaires sont améliorés	Les structures de santé dans la commune sont bien aménagées et disposent de plateaux techniques nécessaires pour offrir des soins de santé de qualité à la population	2.1- Réfectionner : - 06 Bâtiments à l'Hôpital de district de Mora - Réfectionner les bâtiments aux CSI d'Aïssa-Hardé (01), Bounderi (01), Magdémé (01), CMA Amchidé (01)	Commune	- Chef de District de Santé de Mora - PNDP - Elites	90 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.2- Construire et équiper les centres de santé de Kourgui, Massaré Total	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	116 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.3- Construire et équiper 08 salles d'hospitalisation dans les centres de santé suivants : CSI Warba 2, CSI Kossa 02, CSI d'Oudjila 02, Hôpital de District : 02	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	400 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.4-Construire 12 laboratoires dans les formations sanitaires suivants Mémé, Aïssa-Hardé, Bounderi, Podoko Nord, Oudjila, Djoundé, Magdémé, Kossa, Warba, Kourgui, Méhé,	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	240 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.5- Construire 14 maternités dans les 14 CSI de la Commune	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	280 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.6- Construire 14 pharmacies dans les 13 CSI de la Commune	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	70 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.7-Doter le centre Médical d'Arrondissement de Limani d'un Réfrigérateur, d'un groupe électrogène et d'une moto	Commune	- MINSANTE - Elites	2 900 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
			2.8-Réaliser 02 logements pour médecin dont 1 à Mora et 1 à Limani	Commune	- MINSANTE - PNDP - Elites	40 000 000	Commune	- MINSANTE - PNDP - ADEMSA
3-Renforcer les formations sanitaires en personnels soignants de qualité	R3 : Les formations sanitaires de l'aire communale sont renforcées en personnels soignants de qualité	Nombre et qualité de personnel affecté dans les différentes institutions sanitaires	3. 1-Affecter du personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes comme suit : - Médecins : 02 Mora et Amchidé) - IDE : 14 (01 pour chaque CSI) - IB : 28 (02 IB par CSI) - AS : 42 (03 par CSI) - Ingénieur d'équipement : 1 (Hôpital de district de Mora)	Commune	- MINSANTE - Elites	10 000	-	MINSANTE

			<ul style="list-style-type: none"> - TMS : 03 (02 à Mora et 01 à Amchidé) - ATMS : 14 (01 par CSI) - Statisticien : 02 (Hôpital de district de Mora) 					
4-Réduire d'au moins de 2% d'ici 2015 le taux de prévalence au VIH/SIDA dans l'espace territoriale de la commune	R4 : Le taux de prévalence du VIH/SIDA dans l'espace territorial de la commune est réduit d'au moins de 2%	Nombre de séances de sensibilisation des leaders communautaires tenues au niveau des Chefs-lieux des Cantons / Groupements chaque année	4.1--Organiser dans chacune des 14 aires de santé 01 séance de sensibilisation des leaders communautaires (Autorités religieuses, Traditionnelles et autres leaders communautaires) sur le changement de comportement positifs vis-à-vis du VIH/SIDA et l'intérêt du dépistage volontaire	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - AA, AT, AR - Elites 	1 600 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - ADEMSA
5-Améliorer l'application des mesures préventives contre les maladies récurrentes	L'application des mesures préventives contre les maladies récurrentes est améliorée	Nombre de séance de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées ; l'hygiène et l'assainissement ; la fréquentation des formations sanitaires et la participation de plus en plus aux campagnes de vaccination dans chaque aire de santé tenues	4.2-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées ; l'hygiène et l'assainissement ; la fréquentation des formations sanitaires et la participation de plus en plus aux campagnes de vaccination dans chaque aire de santé	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - AA, AT, AR - Elites 	5 000 000	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - ADEMSA
TOTAL						1 255 500 000		

5.2. 13- Eau et Energie

SOUS-SECTEUR : EAU

PROBLEME : Difficulté d'accès des populations à l'eau potable							
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures énergétiques							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base dans l'aire géographique de la commune							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1-Améliorer la gestion et la maintenance des infrastructures hydrauliques dans tous les villages de l'aire géographique de la Commune améliorée	R1 : La gestion et la maintenance des infrastructures hydrauliques dans tous les villages de l'aire géographique de la Commune améliorée	-Nombre de comités de gestion mis en place / redynamisés et fonctionnels ; -Nombre d'artisans réparateurs formés	1.1-Redynamiser les COGES de tous les points d'eau existants dans tout le territoire communal 1.2-Appuyer la création et la formation des nouveaux COGES 1.3- Former 01 artisan réparateur de forage dans chacun des 60 villages focaux de la Commune	Commune	DDMINEE PNDP	-	-
2- Réduire le nombre d'infestations des maladies liées à l'eau dans tous les villages de l'aire Communale est réduit	R2 : Le nombre d'infestations des maladies liées à l'eau dans tous les villages de l'aire Communale est réduit	-Nombre de localités raccordés à CAM WATER ; Nombre -Nombres de forages et puits à ciel ouvert réhabilités ; -Nombre de forages et puits équipés de pompe à motricité humaine construits	2.1-Raccorder les 07 localités suivants au réseau Cam-Water : Mora (Quartier Guirbala, Galbi, Mokolo) , Gouvaka, Soukoulé, Kassa-Wara, Tala-Massama, 2.2- Faire l'extension d'adduction d'eau dans 03 localités : Mémé Tagama, Limani, Waraga 2.3-Réhabiliter 68 Forages en panne dans l'aire communale 2.4 – Réhabiliter 150 puits à ciel ouvert et les équiper de pompe à motricité humaine 2.5- Réaliser 75 nouveaux forages équipés de pompe à motricité humaine dans dans leslocalités suivantes : Dzongzongoua, Ouldama, Bejeka, Igawa Modou, Ouldgaï, EP Mahoula, Manawatchi 2, Houdmoukoa, Bounderi Centre, Bladolé, Mangavé Abba Fadi, Dargalla Wandala, Tchoko, Goumouldi	Commune	DDMINEE PNDP CAMWATER	500 000 000	Commune
				Commune	DDMINEE PNDP CAMWATER	200 000 000	Commune
				Commune	DDMINEE PNDP MIDIMA	81 600 000	Commune
				Commune	DDMINEE PNDP MIDIMA	75 000 000	Commune
				Commune	DDMINEE PNDP MIDIMA	448 000 000	Commune

			Siliman, Méké, Mogodé, Gaïzang, Kossa, Jilvé, Blakessa, Tala-hachimi, Mbréché, Kachimri Mayinta, Kachimri Mastapha, Kirza, Ouldégou, Seradoumda, Héré Camp Mission, Balla Goudron, Tala Malloum, Karabiwa, Linguidiwa, Site Sahel vert Magdémé, Marché Tchakramari, Guidiguidi, Aboudja, EP Dadala, Vadimétéké, Vadikotsa, maha Adamaré, Ganaï Arabe, Ganaï Mouktélé, Mbalouda, Blangouaré, Ouro Géné, Wambaché Gadadi, EP Mokol, Mokol					
			2.6-Réaliser 21 Puits équipés de pompe à motricité humaine dans les localités suivantes : Karasiri, Mbalala, Tégodélé, Homaka-Mémé, Mogogné Oumré, Wadoulo, Gogolem, Tagawa I, Kourgui Kostréhé Blama Jean Kolia, Blama Foudama, Blama Bouli, Mapatcha, Mandédji, Ganaï-Malloum, Ira-Wara, Mémé Talazaké, Wadouma, Mayo-Koulmi, Hardéo, Dinoué	Commune	DDMINEE PNDP MIDIMA	115 500 000	Commune	DDMINEE PNDP MIDIMA
TOTAL						1 426 100 000		

SOUS-SECTEUR : ASSAINISSEMENT

PROBLEME : Faible assainissement du cadre de vie des populations

OBJECTIF SUPERIEUR : Assainir le cadre de vie des populations

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux infrastructures d'assainissement de base dans l'aire géographique de la commune

Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Réduire la pollution de l'environnement et de la nature dans l'aire géographique de la commune	R1 : La pollution de l'environnement et de la nature dans toute l'aire géographique de la Commune est réduite	-Nombre de séances de sensibilisation des communautés sur l'hygiène et salubrité et l'importance d'utiliser les latrines dans les 60 villages focaux de la Commune	1.1-Organier 60 séances de sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité et l'importance d'utiliser les latrines dans les 60 villages focaux de la Commune	Commune	- Service d'hygiène - CSI - AA et AT	1 600 000	
		-Nombre de latrines construites ; -Nombre de bacs à ordures	1.2-Construire au moins 25 blocs de latrines au niveau des marchés comme suit : Mora : 04, Kourgui : 01, Mémé : 04, Magdémé : 02, Doublé : 02, Tchakramari : 02, Homaka : 02, Warba : 02, Héré : 02, Baldama : 02, Malika : 02	Commune	- MINEP - PNDP - MINHDU	50 000 000	Commune
			1.3-Construire 98 blocs de latrines dont 01 dans chaque école primaires de l'aire communale	Commune	- MINEP - PNDP - MINHDU	196 000 000	Commune
			1.4-Construire 16 blocs de latrines dans les	Commune	- MINEP	64 000 000	Commune
					PNDP		

		distribués ; -Nombre de dispositif de traitement des déchets mis en place dans les formations sanitaires ; -Nombre de mécaniciens auto et moto formés sur le traitement des déchets ; -Nombre de comité villageois d'hygiène et salubrité mis en place ;)Opération journée d'hygiène et salubrité fonctionnelle	établissements secondaires suivants : CES de Mora –Massif, 2 au Lycée Bilingue de Mora, 2 au CES d'Aïssa-Hardé , 2 au CES de Godigong, 1.5- au Lycée de Kourgui, 02 au Lycée de Zouelva, 02 au Lycée de Mémé, 02 au Lycée Classique de Mora, 02 au lycée de Limani, 1.6--Réaliser 14 blocs de latrines au niveau de tous les CSI soit 1 bloc de Latrine par CSI 1.6-Mettre en place un dispositif de traitement des déchets dans chacun des 14 formations sanitaires de l'aire communale 1.7-Doter 58 établissements scolaires des bacs à ordures 1.8- Mettre en exécution l'opération journée d'hygiène et salubrité organisée tous les lundis avant 10 heures dans tout le territoire communal ; 1.9- Sensibiliser et former les mécaniciens Auto et Moto sur le traitement des déchets 1.10-Mettre en place un comité villageois d'hygiène et salubrité dans chacun des 60 villages focaux de la Commune		- PNDP - MINHDU			MINEP MINHDU UNICEF
			1.6--Réaliser 14 blocs de latrines au niveau de tous les CSI soit 1 bloc de Latrine par CSI	Commune	- MINSANTE - MINEP - PNDP - Elites	24 000 000	Commune	- MINSANTE - MINEP - PNDP - Elites
			1.6-Mettre en place un dispositif de traitement des déchets dans chacun des 14 formations sanitaires de l'aire communale	Commune	- MINSANTE - MINEP - PNDP - Elites	7 000 000	Commune	- MINSANTE - MINEP - PNDP - Elites
			1.7-Doter 58 établissements scolaires des bacs à ordure	Commune	- MINEP - PNDP - MINHDU	11 600 000	Commune	MINHDU
			1.8- Mettre en exécution l'opération journée d'hygiène et salubrité organisée tous les lundis avant 10 heures dans tout le territoire communal ;	Commune	- Service d'hygiène - CSI - AA et AT	10 000 000	Commune	MINATD
			1.9- Sensibiliser et former les mécaniciens Auto et Moto sur le traitement des déchets	Commune	- Service d'hygiène - AA et AT	-	-	-
			1.10-Mettre en place un comité villageois d'hygiène et salubrité dans chacun des 60 villages focaux de la Commune	Commune	- Service d'hygiène - CSI - AA et AT	-	-	-
Total						364 200 000		

SOUS-SECTEUR : ENERGIE

PROBLEME : Difficulté d'accès des populations à l'énergie électrique

OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures énergétiques

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique

Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1-Augmenter le nombre de branchements en énergie électrique dans l'aire communale est en augmentation	R1 : Le nombre de branchements en énergie électrique dans l'aire communale est en augmentation	Nombre de nouvelles localités électrifiées	1.1-Faire l'extension électrique dans les quartiers non desservis suivants : Tala Amos -Doulo, Gouvaka Chefferie, Goldoko-Mémé, Bourdalla, quartier derrière Résidence Préfet, Migawa, Godigong Chefferie, CSI Magdémé, Zouelva, Gaizang. 1.2- Electrifier 20 nouveaux villages : :	Commune	DDMINEE PNDP AES- SONEL	300 000 000	Commune
			Commune	DDMINEE	400 000 000	Commune	DDMINEE

			Aïssa-Hardé, Djoundé, Mahoula, Boundéri, Kangaroua, Homaka Marché, Homaka-Mémé, Moyouré, Méhé Sanda, Goumouldi, Igawa –Doulo, Mbréché, Kachimri, Migawa, Golda, Kostréhé –Kourgui, Ira-Wara, Tala-Pladara, Djéhé		PNDP AES- SONEL			PNDP
2-Assurer la fourniture permanente de l'énergie électrique dans les villages de l'aire communale est assurée	R2 : La fourniture permanente de l'énergie électrique dans les villages de l'aire communale est assurée	La fréquence de coupures du courant électrique est réduite en nombre et en durée	2.1-Faire le plaidoyer pour le suivi permanent et la maintenance régulière des installations électriques dans les localités électrifiées de l'aire communale	Commune	DDMINEE AA, AT AES- SONEL	-	-	-
3-Réduire les coûts d'abonnement, de branchement, de consommation de l'énergie électricité sont réduits.	R3 : Les coûts d'abonnement, de branchement, de consommation de l'énergie électricité sont réduits.	Pourcentage de baisse du coût d'abonnement, de branchement, de consommation de l'énergie électrique	3.1- Faire le plaidoyer pour la réduction des coûts d'abonnement, de branchement et de consommation de l'énergie électricité	Commune	DDMINEE AA, AT AES- SONEL	-	-	-
TOTAL					700 000 000			
Total général					2 490 300 000			

5.2. 14-Travaux Publics

SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS								
PROBLEME : Accès difficile des populations aux infrastructures routières de qualité								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations dans les bassins de production, les marchés et Centres de santé								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer l'état des routes communales et les pistes existantes dans l'aire géographiques de la commune	R1 : L'état des routes communales et les pistes existantes dans l'aire géographique de la commune est améliorée	- Tous les villages de l'aire géographique de la commune sont désenclavés d'ici 2017 ; - Nombre de	1.1-Aménager les tronçons existants sur une distance d'environ 200 Km d'ici 2018 - Mora-Zouelva 35 Km - Godigong Chefferie- Gouvaka - Ecole-Route Kourgui sur 13 Km ; - Gouvaka Ecole - Soukoulé -Grande Mora / Kouyapé sur 12 Km - Limani-Homaka-Bonderi –Kangaroua sur 32 Km	Commune	DDTP PNDP	700 000 000	Commune	DDTP PNDP

		km de routes et pistes communales aménagées - Nombre des ouvrages d'arts réalisés ; Nombre de séances de sensibilisation des populations sur l'entretien routier par la méthode HIMO tenues	- Doublé-Blamaderi-Kossa-Klissawa sur 25 Km - Dargalla-Mémé-Mokoché sur 35 Km - Mémé-Ichiga-Moyouré- Tala Lawan – Djoundé sur 30 Km ; - Mora-Djoundé sur 15Km ; 1.2-Construire des ponts, des ponceaux, des Dalots, des dallettes, des passages busés sur toutes les routes de la Commune 1.3- Organiser 01 séance de sensibilisation des populations sur l'entretien routier par la méthode HIMO dans chacun des 60 villages focaux de la Commune					
			Commune	DDTP PNDP	500 000 000	Commune	DDTP PNDP	
			Commune	DDTP AA, AT	1 600 000	Commune	-	
Total				1 360 000 000				

5.2. 15-Affaires sociales

SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES								
PROBLEME : Difficulté d'accès des populations aux différentes prestations des Services des Affaires Sociales								
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrants entre les hommes et les femmes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès de toutes les couches sociales aux différentes prestations des Services des Affaires Sociales								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer les connaissances des populations sur les différentes prestations sociales existantes	R1 : Les connaissances des populations sur les différentes prestations sociales existantes sont améliorées	Nombre de séances de sensibilisation et d'information des populations tenues	1.1-Organiser 16 séances de sensibilisation des populations sur les différentes prestations du centre sociale de Mora ainsi que sur les modalités d'y accéder dans les 60 villages focaux de la Commune	Commune	- Centre Social - AA, AT	1 600 000	Commune	Centre Social
2-Disposer d'une banque de données actualisées sur les différentes	R2 : Une banque de données actualisées sur les différentes	Répertoire des personnes vulnérables par catégorie	2.1Recenser les personnes vulnérables dans le territoire communal	Commune	- Centre Social - AA, AT	1 600 000	Commune	Centre Social

couches vulnérables existantes dans le territoire communal	couches vulnérables existante dans le territoire communale disponible							
3- Améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables dans tout le territoire communale	R3 : Les conditions de vie des personnes vulnérables dans tout le territoire communale sont améliorées	Existence d'un centre d'accueil d'enfants en détresse et centre social de Mora équipé; -Nombre d'appareillages et tricycles distribués ; - Nombre d'organisations des personnes vulnérables créées ; - Nombre de microprojets montés et financés ; -Nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de l'établissement de l'acte de naissance	3.1-Appuyer les personnes handicapées à se mettre en coopératives et à monter des projets pour la recherche de financement des activités génératrices de revenus 3.2- Construire un Centre d'accueil d'enfants en détresse à Mora 3.3- Mener des campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de l'établissement de l'acte de naissance dans les 60 villages focaux de la commune 3.4- Doter les personnes handicapées en appareillages 3.5- Faire le plaidoyer pour l'acquisition de 120 Tricycles pour les handicapés physiques 3.6 Aider et secourir les personnes vulnérables en matière de santé 3.7-Construire et équiper en matériels adéquats le Centre Social de Mora	Commune	Centre Social SDE MINADER	-	-	-
				Commune	- Centre Social - AA, AT	25 000 000	Commune	Centre Social
				Commune	- Centre Social - AA, AT		Commune	- Centre Social
				Commune	- Centre Social - AA, AT	6 000 000	Commune	- Centre Social
				Commune	Centre Social	9 600 000	Commune	Centre Social
				Commune	- Centre Social - AA, AT	6 000 000	Commune	- Centre Social
Total						65 200 000		

5.2. 16-Promotion de la femme et de la famille

SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEME : Faible promotion de la femme et de la famille

OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'épanouissement des femmes et des familles dans l'espace géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer la participation de la femme dans la sphère des prises de décision dans tout le territoire communal	R1 : La participation de la femme dans la sphère des prises de décision dans tout le territoire communal	Au moins 30% des responsables élus dans les différents bureaux ou instances de prise de décision ou de direction dans l'espace communal sont des femmes	1.1-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune unes séance de sensibilisation des populations sur l'importance du partenariat Homme / Femme dans le développement local, les droits de la femme ainsi que sur les méfaits des mariages précoces	Commune	- DDMINPROF - CPF - ONG / ASSOCIATIONS - AA, AT, AR	3 200 000	Commune	MINPROF
			1.2-Sensibiliser les femmes et leur faciliter l'établissement des Cartes Nationales d'Identité	Commune	- ONG / ASSOCIATIONS - AA, AT, AR	-	-	-
			1.3 -Appuyer les femmes à s'organiser en Coopératives par Filières porteuses, en associations et les accompagner dans la recherche de financement	Commune	- DDMINPROF - CPF - ONG / ASSOCIATIONS - MINADER			
			1.4- Former 120 GIC des femmes sur les filières porteuses dans les 60 villages focaux de la Commune	Commune	- DDMINPROF - CPF - ONG / ASSOCIATIONS - MINADER	7 200 000	Commune	MINADER MINPROFF
2- Réduire les violences faites aux femmes dans tout le territoire communal	R2 : Les violences faites aux femmes dans tout le territoire communal sont réduites	Nombre de séances de sensibilisation communauté, la population arabe Choa tenues sur la lutte contre la mutilation génitale des femmes	2.1- Organiser 01 séance de sensibilisation de la communauté, la population arabe Choa sur la lutte contre la mutilation génitale des femmes dans les villages suivants : Boundéri, Doulo, Magdémé, Limani, Djoundé	Commune	- DDMINPROF - CPF - ONG / ASSOCIATIONS - AA, AT, AR	1 600 000	Commune	ONG / ASSOCIATIONS
3- Réduire le taux d'analphabétisme des femmes dans tout le territoire communal	R3 : Le taux d'analphabétisme des femmes dans tout le territoire communal est	Nombre de centres d'alphanétisation créées et fonctionnels	3.1-Créer et faire fonctionner 16 centres d'alphanétisation fonctionnelle dans les 16 cantons et groupements de la Commune	Commune	- DDMINEDUB / PNA - AA, AT - ONG / ASSOCIATIONS	16 000 000	Commune	- DDMINEDUB / PNA - ONG / ASSOCIATIONS

	réduit								NS
TOTAL						28 000 000			

5.2. 17-Jeunesse et Education Civique

SECTEUR : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE								
PROBLEME : Faible épanouissement des jeunes								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'épanouissement des jeunes dans l'espace géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Faciliter l'accès des jeunes aux infrastructures d'encadrement et de loisir dans l'aire géographique communale	R1 : L'accès des jeunes aux infrastructures d'encadrement et de loisir géographique de la commune est facilité	Nombre et qualité d'infrastructures d'encadrement et de loisir construites	1.1-Construire, équiper et faire fonctionner 04 nouveaux centres multifonctionnels à Mora, Mémé, Limani, Kourgui	Commune	MINJEUNESSE	60 000 000	Commune	MINJEUNESSE
			1.2-Construire et équiper une Bibliothèque Municipale à Mora	Commune	MINJEUNESSE	30 000 000	Commune	MINJEUNESSE MINCULTURE
			1.3- Réhabiliter et faire fonctionner le foyer culturel de Mora	Commune		15 000 000	Commune	MINCULTURE
			1.4- Construire 04 foyers de jeunes à Blabline Hourgo, Mbréché, Oulgaï, Golda	Commune		60 000 000	Commune	MINCULTURE
			1.5- Créer et aménager des aires de jeux dans les 60 villages focaux de la Commune	Commune	-DD MINJEUNESSE - DD SPORT	PM		
2-Faciliter l'insertion des jeunes dans la vie socio économique	R2 : L'insertion des jeunes dans la vie socio économique est facilitée	Au moins 20 nouveaux jeunes par an ont pu s'insérer dans le circuit socio économique avec l'appui de la commune d'ici fin 2015	2.1- Organiser 01 séance de sensibilisation des jeunes sur la citoyenneté responsable et sur les méfaits de la consommation des stupéfiants dans chacun des 60 villages de la Commune	Commune	- DD MINJEUNESSE - AA, AT, AR - ONG / ASSOCIATIONS	6 000 000		
			2.2- Former 50 GIC des jeunes sur les filières porteuses et faciliter leur installation	Commune	- DD MINJEUNESSE - DDMINADER - DDMINEPIA - DDEMPLOI - ONG / ASSOCIATIONS	2 000 000		
3 -Améliorer l'encadrement des jeunes dans toute l'aire communale	R3 :L'encadrement des jeunes dans toute l'aire communale est amélioré	Nombre d'organisations / associations de jeunes créées	3.1- Appuyer les jeunes à mettre en place 16 coopératives et associations	Commune	- DD MINJEUNESSE - DDMINADER - AA	1 600 000		
			3.2- Faire un plaidoyer pour l'affectation des cadres à la Délégation d'Arrondissement de la	Commune	- DD MINJEUNESSE - AA			

			Jeunesse de Mora					
Total						174 600 000		

5.2. 18-Sport et Education Physique

SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE								
PROBLEME : Faible pratique de sport et d'éducation physique								
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la pratique de sport et d'éducation physique dans toute l'aire géographique de la Commune de Mora								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Faciliter l'accès des populations aux infrastructures et d'équipement de sport et d'éducation physique de qualité	R1 : L'accès des populations aux infrastructures et d'équipement de sport et d'éducation physique de qualité est facilité	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Stade Municipal de Mora aménagé et clôturé - Nombre de terrains multi-sport réalisés dans les grandes agglomérations ; - Nombre d'aires de jeux aménagées 	1.1-Aménager et clôturer le stade municipal de Mora	Commune	- PNDP - DDMINSPORT	Non déterminés	Commune	
			1.2-Réaliser 05 terrains multi-sport dans les grandes agglomérations lesquels ? et doter les sportifs en matériels et équipements de qualité d'ici fin 2018	Commune	DDMINSPORT	50 000 000	Commune	DDMINSPORT
			1.3-Aménager des aires de sport dans chacun des 60 villages de la commune	Commune	- DDMINSPORT - AA, AT	5 000 000	Commune	
2-Améliorer les connaissances des communautés sur le bienfondé de la pratique du sport et d'éducation physique	R2 : Les connaissances des communautés sur le bienfondé de la pratique du sport et d'éducation physique sont améliorées	Nombre de séances de sensibilisation effectuées	2.1-Organiser 16 séances de sensibilisation des populations sur le bienfondé de la pratique de sport et de l'éducation physique	Commune	- DDMINSPORT - AA, AT	5 000 000	Commune	DDMINSPORT AA, AT
3-Amener les communautés à diversifier les disciplines sportives	R3 : Les disciplines pratiquées par les communautés	<ul style="list-style-type: none"> -Au moins 02 disciplines pratiquées en plus du Football dans 	3.1- Informer et former les populations sur les différentes disciplines existantes en matière de sport et d'éducation physique dans chacun des 60 villages de la Commune communal	Commune	- DDMINSPORT - AA, AT	5 000 000	Commune	DDMINSPORT
			3.2-Appuyer les initiatives de création des	Commune	DDMINSPORT	5 000 000	Commune	DDMINSPORT

	sont diversifiées	les différentes localités ; - Existences de personnel d'encadrement de qualité au niveau de la Commune	équipes des deux sexes dans toutes les disciplines sportives sur l'ensemble du territoire communal 3.3-Appuyer l'organisation des championnats inter quartiers de football dans le territoire communal		AA, AT			
Total				Commune	DDMINSPORT AA, AT	5 000 000	Commune	DDMINSPORT
						75 000 000		

5.2. 19-Emploi et Formation Professionnelle

SECTEUR 19 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE								
PROBLEME : Accès difficile des jeunes à l'emploi et à la formation professionnelle								
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir des emplois décents, durables et accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi et à la formation professionnelle dans toute l'aire géographique de la Commune de Mora								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Mettre à la disposition des chercheurs d'emploi des informations sur les opportunités d'emploi existantes	R1 : Les informations sur les opportunités d'emploi existantes sont mises à la disposition des chercheurs d'emploi	-Nombre de séances d'information tenues ; -Nombre de bourses professionnelles attribuées	1.1-Organiser 1 séances d'informations sur les opportunités de formation professionnelle avec l'appui de la DDEFOP du Mayo Sava dans les 16 cantons et groupements de la Commune	Commune	- DDEFOP - FNE	1 000 000	Commune	DDEFOP
			1.2-Se rapprocher Chaque année de la DDEFOP pour les modalités d'attribution de bourses professionnelles	Commune	- DDEFOP - FNE	500 000	Commune	
2- Accroître le nombre des structures de formation professionnelle dans l'espace géographique communal est accru	R2 : Le nombre des structures de formation professionnelle dans l'espace géographique communal est accru	Nombre de SAR/SM créées, construites et équipées	2.1-Créer, construire et équiper une SAR/ SM à Mémé et à Aïssa-Hardé	Commune	DDEFOP	Non déterminés	Commune	
3- Doter les centres de formation existants en infrastructures et les équipements de qualité	R3 : Les centres de formation existants disposent des infrastructures et équipement de	-Nombre d'infrastructures construites ou réhabilités dans les SAR/SM ; -Nombre et	3.1- Construire l'atelier de soudure à la SAR-SM de Mora	Commune	DDEFOP PNPD ADEMSA	Non déterminés	- Commune	- DDEFOP
			3.2- Construire 02 bâtiments de 02 Salles de classe dont 01 à la SAR-SM de Mora et 01 à la SAR-SM de NARKI- Limani	Commune	- DDEFOP - PNPD - ADEMSA	40 000 000	Commune	DDEFOP PNPD ADEMSA

	qualité d'équipements dotés aux SAR/SM, CPF de Mora et Centre Multimédia de Mora	qualité d'équipements dotés aux SAR/SM, CPF de Mora et Centre Multimédia de Mora	3.3- Réhabiliter 02 salles de classe à la SAR – SM de Mora	Commune	- DDEFOP - ADEMSA	20 000 000	Commune	DDEFOP ADEMSA
			3.4- Equiper la SAR –SM de Narki en 60 Tables-bancs	Commune	- DDEFOP - ADEMSA	18 000 000	Commune	DDEFOP ADEMSA
			3.5- Equiper le Centre Multimédias de Mora en Matériels informatiques (20) et machines à coudre (20) ;	Commune	- DDEFOP - ADEMSA	25 000 000	Commune	DDEFOP ADEMSA
			3.6- Renforcer le CPF de Mora en Matériels informatiques (30) et machines à coudre (30)	Commune	- DDEFOP - CPF - ADEMSA	9 500 000	Commune	DDEFOP ADEMSA
4- Renforcer les Centres de Formation professionnelle sont Renforcés en personnel qualifié	R4 : Les Centres de Formation professionnelle sont Renforcés en personnel qualifié	Nombre et qualité d'enseignants affectés	4.1-Faire le plaidoyer pour l'affectation de 02 enseignants dans les Centres de Formation (Filière Hôtellerie au CPF)	Commune	- DDEFOP - CPF - ADEMSA	Non déterminés	Commune	DDEFOP ADEMSA
5- Faciliter l'insertion des jeunes formés dans l'espace géographique de la Commune	R5 : L'insertion des jeunes formés dans l'espace géographique de la Commune est facilitée	- Nombre de réunions de concertation / information tenues ; - Nombre de Jeunes ayant obtenu des appuis	5.1-Organiser 01 réunion de concertation sur l'emploi, l'auto-emploi et les sources de financement des projets avec les sectoriels et les chercheurs d'emploi au niveau de chaque Canton / Groupement	Commune	- DDEFOP - CPF - FNE - PIASI - MINADER - MINEPIA - EMF	2 000 000	Commune	DDEFOP
Total						156 000 000		

5.2. 20-Transport

SECTEUR : TRANSPORT								
PROBLEME : Difficulté de transport des personnes et des biens								
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le transport des personnes et des biens dans toute l'aire géographique de la Commune de Mora								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	

1-Faciliter le transport des personnes et de leurs biens	R1 : Le transport des personnes et de leurs biens est facilité Les tracasseries des FMO sont réduites	La circulation interurbaine et inter-villages est régulière et fluide	1.1-Sensibiliser les Opérateurs économiques de l'aire géographique communale à investir dans le domaine du transport public	Commune	- DDPMEESA - PFOPECO - AA	1 000 000	Commune	DDMINMEESA
			1.2-Appuyer l'organisation des Moto-taximen dans la structuration et la formalisation de leur structure	Commune	- DDPMEESA - DDADER - PFOPECO - AA	-	-	-
			1.3-Faire un plaidoyer pour la réduction des tracasseries des FMO	Commune	- DDPMEESA - FMO - PFOPECO - AA	-	-	-
2-Faciliter la structuration et la formalisation des transporteurs au niveau de l'espace urbain communal	R2 : La structuration et la formalisation des transporteurs au niveau de l'espace urbain communal sont facilitées	Au moins une organisation des transporteurs fonctionnelle est mise en place dans chaque grande agglomération	2.1-Organiser 05 séances de sensibilisation des Moto-taximen sur l'intérêt de s'organiser en associations ou / Coopératives	Commune	- DD MINTRANSPORT - DD MINJEUNE - DD MINEMPLOI - AA, AT - PFOPECO/ MORA	1 600 000	Commune	-
			2.2-Appuyer l'organisation des Moto-taximen dans la recherche de financement auprès des partenaires	Commune	- DDPMEESA - DDADER - PFOPECO	300 000	Commune	
3- Améliorer les infrastructures de transport dans l'espace géographique de la commune	R3 : Les infrastructures de transport dans l'espace géographique de la commune sont améliorées	Nombre de Gares routières créées et aménagées	3.1-Créer et construire 05 Gares routières : Mora, Banki-Limani, Mémé, Magdémé Homaka Marché	Commune	- DD MINTRANSPORT - AA, AT	Non déterminés	Commune	
4- Assurer la sécurité des passagers	R4 : La sécurité des passagers est assurée	-Nombre d'accidents réduits ; -Rapport des FMO ; -Le nombre de cas d'attaques ou d'agressions des voyageurs a diminué voire anéantis	4.1-Organiser 06 séances de sensibilisation des transporteurs sur les méfaits de la prise des stupéfiants et l'intérêt d'être en règle	Commune	- DD MINTRANSPORT - AA, AT - PFOPECO	1 000 000	Commune	
			4.2-Faciliter l'accès des moto-taximen aux permis de conduire	Commune	- DD MINTRANSPORT - AA, AT - PFOPECO	1 000 000	Commune	
			Faire le plaidoyer pour la	Commune	- FMO	-	Commune	

			création des postes de sécurité dans les grandes agglomérations de la Commune		- AA, AT			
Total						4 500 000		

5.2. 21-Petites et Moyennes Entreprises, Economie sociale et Artisanat

SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT								
PROBLEME : Faible développement de petites et moyennes entreprises de l'économie sociale et artisanat								
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement de l'entrepreneuriat, de l'économie sociale et de l'artisanat dans toute l'aire géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer les connaissances des entrepreneurs, des différents corps de métiers sur les opportunités existantes en matière de financement des projets	R1 : Les connaissances des entrepreneurs, des différents corps de métiers sur les opportunités existantes en matière de financement des projets sont améliorées	- Nombre des séances d'informations et de sensibilisation tenues - Les porteurs potentiels de projets connaissent les opportunités existantes en matière financement des projets ainsi que les conditions d'y accéder	1.1-Organiser 16 séances d'information des entrepreneurs, des différents corps de métiers sur les opportunités existantes en matière de financement des projets	Commune	DDPMEESA	1 600 000	Commune	DDPMEESA
2-Faciliter l'accès des entrepreneurs, des différents corps de métiers au financement de leurs activités dans l'espace géographique communal	R2 : L'accès des entrepreneurs, des différents corps de métiers au financement de leurs activités dans l'espace géographique communal est facilité	- Nombre d'organisations créées et formalisées ; - Nombre de microprojets financés	2.1-Appuyer les entrepreneurs, les différents corps des métiers à s'organiser et à se formaliser par filière	Commune	- DDPMEESA - MINADER	2 000 000	Commune	DDPMEESA
3-Renforcer de manière continue les capacités des entrepreneurs, des différents corps de métiers dans le montage des projets et autres business	R3-Les capacités des entrepreneurs, des différents corps de métiers dans le montage des projets et autres business	- Nombres de sessions de formations tenues ; - Nombre de microprojets montés sans forte implication externe	3.1-Organiser des sessions de formation des promoteurs sur : - le montage des projets et la gestion d'entreprise ; - des thèmes spécifiques	Commune	- DDPMEESA - ONG	3 000 000	Commune	DDPMEESA

montage des projets et autres business plan ainsi que sur la loi et textes réglementaires d'ici fin 2016	plan ainsi que sur la loi et textes réglementaires sont améliorées		par filières (production, conditionnement, commercialisation)					
			3.2--Accompagner les organisations d'entrepreneurs, et différents corps de métiers dans le montage des projets et la recherche de financement	Commune	DDPMEESA	2 000 000	Commune	DDPMEESA
4- Améliorer la compétitivité des produits artisanaux dans l'aire géographique de la commune	R4 : La compétitivité des produits artisanaux dans l'aire géographique de la commune est améliorée	Nombre de salons d'entreprises tenus	4.1-Organiser 01 Salon local d'entreprise au niveau communal chaque année	Commune	DDPMEESA	9 500 000	Commune	DDPMEESA
						18 100 000		

5.2. 22-Recherche scientifique et innovations

SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS								
PROBLEME : Faible développement de la recherche scientifique et Innovations								
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et des services								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux résultats de la recherche dans l'espace géographique de la commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Rendre accessibles les résultats de la recherche au niveau des producteurs	R1 Les résultats de la recherche sont accessibles au niveau des producteurs:	Les résultats de la recherche sont disponibles au niveau des producteurs	1.1-Vulgariser et mettre à la disposition des producteurs des semences de base et des races animales de qualité	Commune	MINRESI MINADER MINEPIA	1 000 000	Commune	MINRESI MINADER MINEPIA
			1.2-Appuyer les 74 organisations paysannes dans la multiplication et la diffusion des semences améliorées et des races animales de qualité	Commune	MINRESI MINADER IRAD PADFA	10 000 000	Commune	MINRESI MINADER Producteurs des semences
			1.3-Créer une ferme de multiplication des semences améliorées Où?	Commune	MINRESI MINADER IRAD PADFA	5 000 000	Commune	MINRESI MINADER Producteurs des semences

			1.4-Organiser une fois l'an une journée porte ouverte sur les nouvelles innovations de la recherche	Commune	MINRESI MINADER IRAD MINEPIA	1 500 000	Commune	MINRESI MINADER Producteurs des semences
			1.5-Faire un plaidoyer pour réduire d'au moins 50% les couts des produits de la recherche	Commune	MINRESI MINADER IRAD MINEPIA	-	-	-
						17 500 000		

5.2. 23-Tourisme et Loisirs

SECTEUR : TOURISME ET LOISIR								
PROBLEME : Faible développement du tourisme et loisir dans l'espace géographique communale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures de tourisme pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités touristiques dans l'espace géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Contribuer à la création des richesses et de l'emploi à travers les activités touristiques dans l'aire géographique de la commune de Mora	R1 : Les recettes de la commune ont augmenté d'au moins de 10% et au moins 50 emplois crées suite aux activités touristiques dans l'aire géographique de la commune	-Nombre d'emplois créées, -Pourcentage des recettes augmentées	1.1-Finaliser les travaux de réhabilitation du Campement de Mora et le mettre en service	Commune	DDTL	2 000 000	Commune	-
2-Mettre en valeur le potentiel touristique dans l'aire géographique de la commune	R2 : Le potentiel touristique dans l'aire géographique de la commune est mis en valeur	Le répertoire du potentiel touristique existe	2.1-Faire un inventaire du potentiel touristique dans l'aire communale	Commune	DDTL	500 000	Commune	-
			2.2-Réaliser des études de faisabilité de la mise en valeur des sites touristiques identifiés	Commune	DDTL Consultant	1 000 000	Commune	
			2.3-Aménager et équiper au moins 02 sites touristiques surtout celui d'Oudjila et Mora -Massif	Commune	DDTL	20 000 000	Commune	DDTL
3- Renforcer les capacités des	R3 : Les intervenants dans la filière	-01 séance de formation à	3.1-Organiser chaque année une séance de	Commune	DDTL Consultant	1 000 000	Commune	DDTL

intervenants dans la filière touristique dans l'espace communal	touristique dans l'espace communal connaissent et jouent pleinement leurs rôles	l'intention des guides et autres acteurs exerçant dans l'activité touristique tenue ; -Des stratégies de marketing autour du tourisme disponibles ; -Nombre de séances de sensibilisation des Opérateurs en Hôtellerie sur l'amélioration des dispositifs d'accueil des touristes	formation à l'intention des guides et autres acteurs exerçant dans l'activité touristique					
			3.2- Définir des stratégies de marketing autour du tourisme dans l'espace de la commune	Commune	DDTL Consultant	2 000 000	Commune	DDTL
			3.3- Sensibiliser les Opérateurs en Hôtellerie sur l'amélioration des dispositifs d'accueil des touristes	Commune	DDTL Consultant	400 000	Commune	DDTL
Total						26 900 000		

5.2. 24- Culture

SECTEUR : CULTURE								
PROBLEME : Faible développement des activités culturelles dans l'espace géographique communale								
OBJECTIF SUPERIEUR Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités culturelles dans l'espace géographique de la Commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Disposer des informations sur le potentiel culturel existant dans la commune	R1 : Les informations sur le potentiel culturel existant dans la commune sont disponibles	Un répertoire du potentiel culturel existe	1.1-Recenser le potentiel culturel existant dans la Commune	Commune	- MINCULTURE - AA et AT	500 000	Commune	
2-Définir une stratégie de valorisation du potentiel culturel dans l'espace de la commune	R2 : Une stratégie de valorisation du potentiel culturel dans l'espace de la commune est disponible	Un plan de valorisation du potentiel culturel est élaboré et disponible	2.1- Organiser 01 séance de sensibilisation des populations sur l'importance de la préservation de la culture et sur le comportement déviant dans chacun des 60 villages focaux de la Commune	Commune	- MINCULTURE - AA et AT	1 600 000	Commune	- MINCULTURE
			2.2- Rechercher des partenaires pour le financement des festivals culturels dans l'espace culturel communal	Commune	- MINCULTURE - AA et AT	250 000	Commune	- MINCULTURE
			2.3-Organiser au moins un	Commune	- MINCULTURE	3 000 000	Commune	-

			festival culturel par an dans la commune		- AA et AT			MINCULTURE
3- Renforcer les capacités des acteurs en techniques de conservation des objets d'art et monuments historiques en vue de pérenniser le potentiel culturel dans la commune	R3 : Les capacités des acteurs en techniques de conservation des objets d'art et monuments historiques sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'artisans formés en techniques de conservation des objets d'art et monuments historiques ; -Un musée d'art existe à Mora 	3.1-Former les artisans en techniques de conservation des objets d'art et monuments historiques	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINCULTURE - AA et AT - ONG 	500 000	Commune	- MINCULTURE
			3.2- Construire un musée d'art à Mora	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - MINCULTURE - AA et AT 	20 000 000	Commune	- MINCULTURE
Tota						25 850 000		

5.2. 25- Mines, Industries et Développement Technologique

SECTEUR 24 : INDUSTRIE, MINE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE								
PROBLEME : Faible développement de l'Industrie, Mines et Développement Technologique dans l'espace géographique communale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement de l'Industrie, Mines et Développement Technologique dans l'espace géographique communale								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Valoriser les ressources minières existantes dans l'aire géographique de la Commune	R1 : Lesressources minières existantes dans l'aire géographique de la Commune sont valorisées	<ul style="list-style-type: none"> - Un répertoire des différentes ressources minières et leur localisation existe ; -% d'augmentation des ressources minières dans le budget communal ; - Nombre d'emplois créés 	1.1-Recenser les différents sites miniers existants dans l'aire géographique de la commune	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINES - Autorités Administrative - Autorités Traditionnelles 	6 000 000	Commune	-
			1.2-Organiser les exploitants miniers en vue d'une exploitation rationnelle des ressources minières	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINES - Autorités Administrative - Autorités Traditionnelles 	2 000 000	Commune	DDMINES
			1.3-Suivre et contrôler le respect de la réglementation en vigueur par rapport à l'exploitation des ressources minières	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINES - Autorités Administrative - Autorités Traditionnelles 	325 000	Commune	DDMINES
2- Améliorer les connaissances des exploitants miniers sur le code minier en	R2 : Améliorer les connaissances des exploitants miniers sur le code minier en	Nombre de séances de sensibilisations effectuées	2.1-Organiser chaque année 01 réunion de sensibilisation des populations riveraines et les	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINES - Autorités Administrative - Autorités Traditionnelles 	3 000 000	Commune	DDMINES

viguer	viguer		exploitants miniers sur le code minier					
3- Limiter les risques d'accidents causés dans la manipulation des ressources minières dans les parcs de transvasement de carburants et dans les carrières	R3 : Les risques d'accidents causés dans la manipulation des ressources minières dans les parcs de transvasement de carburants et dans les carrières sont limités	Compte rendu de la réunion de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la manipulation du carburant	3.1- Organiser chaque année 01 réunion de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la manipulation du carburant	Commune	- DDMINES - Autorités Administrative - Autorités Traditionnelles	1 600 000	Commune	DDMINES
Total						12 925 000		

5.2. 26- Poste et Télécommunication

SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION								
PROBLEME : Faible accès des populations aux différents services de la Poste et Télécommunication dans l'aire géographique de la commune								
OBJECTIF SUPERIEUR Développer les infrastructures de poste et télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux services postaux de qualité, au réseau audio visuel et aux nouvelles Technologies de l'Information et de la Communications, dans l'espace géographique de la commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Faciliter l'accès des populations aux différents services postaux dans l'espace géographique de la commune	R1 : Les services de qualité sont disponibles au niveau des services de poste à Mora	-Nombre de points postaux pour transfert d'argent et de colis postaux créées ; -Nombre de séances de sensibilisation des populations sur les différents services offerts par la poste tenues	1.1-Créer 04 points postaux pour transfert d'argent et de colis postaux à Mémé, Limani, Doublé, Banki-Limani 1.2-Organiser 05 séances de sensibilisation des populations sur les différents services offerts par la poste au niveau de chaque Chef-lieu de Canton	Commune	CAMPOST	Non déterminés	CamPoste	
2-Rendre accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora le réseau de téléphone mobile des opérateurs	R2 : Le réseau de téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN est accessible dans l'espace	Les réseaux des différents opérateurs téléphoniques fonctionnent dans toute l'aire communale de Mora	2.1-Faire le plaidoyer auprès des entreprises de la téléphonie mobile pour rendre plus accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora le réseau de téléphone mobile des	Commune	- Autorité Administrative - Opérateurs (Orange, MTN, CAMTEL)	-	-	

CAMTEL, ORANGE et MTN d'ici fin 2015	géographique de la commune de Mora d'ici 2015		opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN					
			2.2-Faire le plaidoyer pour la réduction des couts de communication par téléphone mobile des opérateurs CAMTEL, ORANGE et MTN	Commune	- Autorité Administrative - Opérateurs (Orange, MTN, CAMTEL)	-	-	-
3-Rendre accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora la connexion à l'INTERNET à haut débit	R3 : La connexion à l'INTERNET est accessible dans l'espace géographique de la commune de Mora	Le réseau INTERNET de qualité fonctionne dans toute l'aire communale de Mora	3.1- Faire le plaidoyer pour le renforcement des installations et la réduction des frais de connexion internet	Commune	- Autorité Administrative - Opérateurs (Orange, MTN, CAMTEL)	-	-	-
			3.2- Inciter les opérateurs économiques locaux à investir dans le domaine des NTIC (INTERNET)	Commune	- Autorité Administrative - Opérateurs (Orange, MTN, CAMTEL)	-	-	-
			3.3- Créer, équiper et faire fonctionner un centre multi média au moins dans 02 grandes agglomération en occurrence à Limani et Mémé	Commune	- Autorités Administratives - Opérateurs (Orange, MTN, CAMTEL)	50 000 000	Commune	MINPOSTEL
Total						51 600 000		

5.2. 27- Commerce

SECTEUR: COMMERCE							
PROBLEME : Faible développement des activités commerciales dans l'aire géographique de la commune							
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités commerciales dans l'aire géographique de la commune de Mora							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement

1- Faciliter l'accès des populations aux infrastructures et équipements marchands de qualité dans la commune	R1 : 'accès des populations aux infrastructures et équipements marchands de qualité dans la commune est facilité	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de hangars de marché construits ; Nombre de boutiques construites ; -Nombre d'abattoirs construits ; -Nombre de boucheries construites ; -Nouveau marché de Mora construits ; -Le marché à bétail de Limani est fonctionnel 	1.1- Construire des hangar dans les marchés suivants : Mora 02, Mémé 02, Magdémé 01 , Tchakramari 01, Kossa 01, Aïssa-Hardé 01, Oudjila 01, Baldama 01, Mokol 01, Makoulahé 01, Kassa-Dara 01, Héré 01, Warba 01, Godigong Chefferie 01, Limani 01, Malika 01, Kostchréhé-Kourgui 01	Commune	- MINCOM - PNDP	400 000 000	Commune	PNDP
			1.2- Construire le nouveau Centre commercial de Mora	Commune	- MINCOM - PNDP	150 000 000	Commune	PNDP
			1.3-Construire 50 boutiques dans les grands marchés suivants : Mémé 25, Homaka Marché 15, Magdémé 10,	Commune	- MINCOM - PNDP	100 000 000	Commune	PNDP
			1.4-Faire fonctionner le marché à bétail de Limani à partir de	Commune	- MINCOM - Autorités Administratives	2 000 000	Commune	
			1.5-Construire 3 abattoirs à Mora, Magdémé, Homaka, 4	Commune	- MINCOM - PNDP	30 000 000	Commune	PNDP
			1.6-Construire 5 boucheries à Mora, Mémé, Magdémé, Homaka, Kossa	Commune	- MINCOM - PNDP	45 000 000	Commune	PNDP
2- Réduire l'insécurité au sein du grand marché de Mora	R2- L'insécurité au sein du grand marché de Mora est réduite	Toutes les allées obstruées sont élargies et la circulation devenue fluide au niveau du grand marché de Mora	2.1-Elargir et aménager les allées dans le grand marché de Mora	Commune	- MINCOM - MINHDU - MINCAF	1 000 000	Commune	
3- Améliorer le climat des affaires dans l'espace géographique de la commune	R3 : Le climat des affaires dans l'espace géographique de la commune est amélioré	L'organisation des Opérateurs économiques fonctionne normalement et remplit ses missions efficacement	3.1-Redynamiser la plate forme intersectorielle des opérateurs économiques de la commune de Mora	Commune	- MINCOM - PNDP - ONG	6 000 000	Commune	PNDP
4- Faciliter l'accès des commerçants au financement dans l'aire géographique de la commune	R4 :L'accès des commerçants au financement dans l'aire géographique de la commune est	Au moins 40% des commerçants ont vu leur chiffre d'affaire augmenter d'ici fin 2015	4.1-Accompagner l'organisation des opérateurs économiques dans la recherche de financement	Commune	- MINCOM - EMF - ONG	3 000 000	Commune	
			4.2-Former chaque année les	Commune	- MINCOM	2 500 000	Commune	

	facilité		commerçants en techniques de marketing et en comptabilité simplifiée ceci pendant trois ans		- EMF - ONG			
						739 500 000		

5.2. 28-Travail et sécurité sociale

SECTEUR 27 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE								
PROBLEME : Faible protection sociale des travailleurs dans l'espace géographique de la commune								
OBJECTIF SUPERIEUR : Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la protection sociale des travailleurs dans l'espace géographique de la commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer les conditions de vie des travailleurs d'ici 2015	R1 : Les conditions de vie des travailleurs sont améliorées d'ici fin 2015	Les travailleurs de l'aire géographique communale sont souscrits à la CNPS	1.1- Organiser au moins 05 séances de sensibilisation des employeurs et employés sur la législation du travail et sur le bienfondé de souscrire les travailleurs à la CNPS	Commune	- Autorités Administratives - Employeurs	1 500 000	Commune	CNPS
2- Améliorer les connaissances des travailleurs et employeurs sur les textes législatifs	R2 : Les travailleurs et employeurs sont informés sur la législation du travail	Les employeurs et travailleurs connaissent chacun en ce qui le concerne leurs droits et leurs devoirs	2.1-Faciliter la démarche pour souscrire tous les travailleurs de l'aire communale à la CNPS	Commune	- Autorités Administratives - Employeurs	1 500 000	Commune	CNPS
Total						3 000 000		

5.2. 29-Communication

SECTEUR 28 : COMMUNICATION								
PROBLEME : Accès des populations aux services audio visuel et aux autres sources d'informations								
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux services audio visuel et aux autres sources d'informations dans l'espace géographique de la commune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1-Améliorer la couverture du réseau audio visuel CRVTV	R1 : Tout l'espace communal est couvert par le	Les populations de l'aire géographique écoutent la CRVTV télé	1.1-Faire le plaidoyer pour la réparation de l'antenne CRVTV Télé et radio en panne il y a	Commune	- DDMINCOM - Autorités Administratives - ELITES	500 000	Commune	

radio et TV dans tout l'espace géographique communal d'ici 2015	réseau audio visuel CRTV radio/ Télé et radio communautaire d'ici 2015	et radio ainsi que de la radio communautaire SAVA FM	environ 03 ans et la remise en service de la Radio Sava-FM					
2- Renforcer la performance de la Radio Sava-FM	R2 : La performance de la Radio Sava-FM est renforcée	La Radio Sava-FM couvre tout le territoire communal	2.1- Renforcer les installations et équipements de la Radio Sava-FM	Commune	- DDMINCOM - Autorités Administratives - ELITES	20 000 000	Commune	Communes voisines (Tokombéré, Kolofata)
3- Faciliter l'accès des populations à la presse écrite dans l'espace géographique de la commune	R3 : L'accès des populations à la presse écrite dans l'espace géographique de la commune est facilité	Les journaux nationaux et internationaux sont disponibles dans les grandes agglomérations de la commune	3.1-Créer et faire fonctionner 03 kiosques à journaux dans les grandes agglomérations : Mora, Mémé, et Limani	Commune	- DDMINCOM - Autorités Administratives - ELITES	3 000 000	Commune	-
						23 500 000		

5.2. 30-Petite enfance

SECTEUR : PETITE ENFANCE								
PROBLEME : Faible épanouissement de la petite enfance								
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrants entre les hommes et les femmes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le cadre et les conditions de vie des petits enfants								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
Faciliter l'accès des enfants aux actes de naissance	Plus de 80% enfants ont un acte de naissance	Nombre d'actes de naissance établis	- Organiser 16 séances de sensibilisation auprès des populations pour l'établissement des actes de naissance à leurs enfants dans les 16 Cantons et Groupements de la Commune ;	Commune	Centre social AA AT	1 600 000	Commune	MINAS
		Un répertoire des enfants sans acte de naissance est disponible	- Confectionner un répertoire des enfants sans acte de naissance ;	Commune	Centre Social Directeurs des Ecoles AT Centre d'Etat civil Oraginsations religieuses	1 000 000	Commune	MINAS
		Nombre de des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance	- Organiser des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance ;	Commune	Centre Social Directeurs des Ecoles AT Centre d'Etat civil Oraginsations religieuses Justice	1 600 000	Commune	MINAS
		Nombre de centre d'Etat civil	- Proposer à l'autorité compétente	Commune	Centre Social	1 600 000	Commune	MINAS

		crées	la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres.		AT Centre d'Etat AA			
Réuire la malnutrition au niveau des enfants	La malnutrition est réduite chez les petits enfants	Nombre de séances de sensibilisation des parents sur la malnutrition dans chacun des 60 villages de la Commune tenues	- Organiser 01 séance de sensibilisation des parents sur la malnutrition dans chacun des 60 villages de la Commune	Commune	Centre Social AT Centre d'Etat AA CSI	1 600 000	Commune	MINAS
		Nombre de séances de formation pratique sur la connaissance des aliments nutritifs tenues	- Organiser 01 séance de formation pratique sur la connaissance des aliments nutritifs dans chacun des 60 villages de la Commune	Commune	Centre Social AT Centre d'Etat AA CSI	6 000 000	Commune	MINAS
		Quantités et qualités des suppléments nutritifs distribués	- Distribuer les suppléments nutritifs, les vitamines, les vermifuges dans les écoles et villages	Commune	Centre Social AT Centre d'Etat AA CSI	14 000 000	Commune	MINAS
Réduire les maladies contagieuses	Les maladies contagieuses sont réduites	Nombre de séances de sensibilisation et d'information des populations sur les maladies contagieuses courantes tenue	- Organiser des séances de sensibilisation et d'information des populations sur les maladies contagieuses courantes et de disposer des latrines et réprimer les contrevenants ;	Commune	Centre Social AT Centre d'Etat AA CSI	6 000 000	Commune	MINSANTE
Lutter contre les maladies reccurrentes	Les maladies réccurrentes sont réuites	Nombre de séances de sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs, religieux et autres leaders d'opinion sur l'importance de la vaccination pour une large diffusion	- Sensibiliser les responsables éducatifs, associatifs, religieux et autres leaders d'opinion sur l'importance de la vaccination pour une large diffusion ;	Commune	CSI Centre Socail AA AT	1 600 000	Commune	MINAS MINSANTE
		Qauntité et qualité des équipements fournis	- Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins ;	Commune	MINSANTE PNDP	5 200 000	Commune	MINSANTE
Améliorer l'environnement des enfants	L'environnement des enfants est amélioré	Nombre de séances sur sur l'hygiène et l'assainissement	- Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur l'hygiène et l'assainissement	Commune	MINSANTE MINEE AA AT	6 000 000	Commune	MINSANTE

		Nombre de campagnes de vulgarisations tenues	- Organiser des campagnes de vulgarisation des méthodes de potabilisation de l'eau à domicile	Commune	MINSANTE MINEE AA AT	6 000 000	Commune	MINSANTE
Lutter contre le paludisme	Le paludisme est réduit	Nombre de séances de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées	- Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées	Commune	MINSANTE AA AT	6 000 000	Commune	MINSANTE
Améliorer le taux de fréquentation des formations sanitaires en hausse	Le taux de fréquentation des formations sanitaires en hausse	Nombre de séance de sensibilisation des populations sur la fréquentation des formations sanitaires	-Organiser dans chacun des 60 villages focaux de la Commune une séance de sensibilisation des populations sur la fréquentation des formations sanitaires	Commune	MINSANTE AA AT	6 000 000	Commune	MINSANTE
Améliorer le taux de prévalence du VIH/SIDA	Le taux de prévalence du VIH/SIDA est amélioré	Nombre de séance de sensibilisation des leaders communautaires (Autorités religieuses, Traditionnelles et autres leaders communautaires) sur le changement de comportement positifs vis-à-vis du VIH/SIDA et l'intérêt du dépistage volontaire	-- Organiser dans chacune des 14 aires de santé 01 séance de sensibilisation des leaders communautaires (Autorités religieuses, Traditionnelles et autres leaders communautaires) sur le changement de comportement positifs vis-à-vis du VIH/SIDA et l'intérêt du dépistage volontaire	Commune	MINSANTE AA AT	1 200 000	Commune	MINSANTE
Améliorer les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi	Les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi	Nombre de cas traités	- Intensifier la lutte contre la discrimination des espaces entre enfants / adultes et entre garçons / filles ;	Commune	MINPROFF MINAS AA AT	6 000 000	Commune	MINPROFF
		Nombre de centre d'alphabétisation créées	- Créer des centres d'alphabétisation et des centres de formations professionnelles pour les enfants détenus	Commune	MINPROFF MINAS AA AT MINEDUB	10 000 000	Commune	MINPROFF
		Nombre d'enfants réinsérées	- Mettre en place des mécanismes d'insertion et de réinsertion des enfants après leur détention	Commune	MINEMPLOI MINJEUNE MINAS AA AT MINEDUB	Non déterminés	Commune	MINAS
TOTAL						81 400 000		

5.2. 31-Changements climatiques

SECTEUR : CHANGEMENTS CLIMATIQUES								
PROBLEME : Baisse de la productivité agro-sylvopastorale et halieutique								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer une gestion durable des ressources naturelles								
OBJECTIF GLOBAL : améliorer la productivité agro-sylvopastorale et halieutique								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Améliorer la productivité agricole	Augmentation des rendements et des productions culturelles	Nombre de producteurs formés	Former les producteurs en techniques de Dédense et Restauration des Sols	Commune	MINADER SODECOTON	3 000 000	Commune	MINADER
		Nombre de producteurs formés	- Former les producteurs sur les techniques modernes de productions agricoles	Commune	MINADER SODECOTON	3 000 000	Commune	MINADER
		Superficies réhabilitées	- Réhabiliter au moins 1000 ha de terre	Commune	MINADER SODECOTON	15 000 000	Commune	MINADER
		Nombre de producteurs formés	- Former les producteurs en production de semences de qualité et vulgariser cet intrant	Commune	MINADER SODECOTON PADFA	1 200 000	Commune	MINADER
		Nombre de brigades rédynamisées	- Redynamiser les brigades villageoises d'intervention phytosanitaire	Commune	MINADER SODECOTON	2 000 000	Commune	MINADER
		Nombre de postes agricoles créées	- Créer de Nouveaux Poste Agricoles		MINADER	0	Commune	MINADER
3- Améliorer la productivité pastorale	Augmentation des cheptels et de la productivité animale	Nombre d'éleveurs formés	Former chaque année les éleveurs sur les techniques modernes d'élevage ;	Commune	MINEPIA SODECOTON MINADER	1 500 000	Commune	MINEPIA
		01 processus de redéfinition et de sécurisation des zones de pâturage et des pistes à bétail est mis en oeuvre	.-Mettre en œuvre un processus de redéfinition et de sécurisation des zones de pâturage et des pistes à bétail	Commune	MINEPIA MINADER	7 000 000	Commune	MINEPIA
		Nombre des éléviers sensibilisés	- Sensibilisation des éleveurs et agriculteurs sur la gestion concertée des ressources naturelles	Commune	MINEPIA MINADER	0	Commune	MINEPIA
		Nombre des puits et forages pastoraux réalisés	- Réaliser des puits et forages pastoraux équipés de pompe et d'abreuvoirs	Commune	MINEPIA AA AT PNPD	840 000 000	Commune	MINEPIA
		Nombre de CZV équipés	- Equiper les CZV de la Commune en moyens logistiques adéquats	Commune	MINEPIA	20 000 000	Commune	MINEPIA
Faciliter l'accès des populations à l'eau	75% des populations ont accès à l'eau	Nombre de COGES rédynamisés	- Redynamiser les COGES de tous les points d'eau existants	Commune	MINEE	0	Commune	MINEE

potable	potable	Nombre d'artisans réparateurs formés	- Former 01 artisan réparateur de forage dans chacun des 60 villages focaux de la Commune		MINEE MIDIMA PNDP	6 000 000	Commune	MINEE
		Nombre de localités raccordés à CAMWATER	- Raccorder les 07 localités suivants au réseau Cam-Water : Mora (Quartier Guirbala, Galbi, Mokolo) , Gouvaka, Soukoulé, Kassa-Wara, Tala-Massama,	Commune	MINEE MIDIMA PNDP CAMWATER PLAN	500 000 000	Commune	MINEE
		Nombre de villages desservis	- Faire l'adduction d'eau dans 03 localités : Mémé Tagama, Limani, Waraga	Commune	MINEE MIDIMA PNDP CAMWATER PLAN	500 000 000	Commune	MINEE
		Nombre de forages réhabilités	- Réhabiliter 68 Forages en panne dans l'aire communale	Commune	MINEE MIDIMA PNDP CAMWATER PLAN	81 600 000	Commune	MINEE
		Nombre de puits réhabilités	- Réhabiliter 150 puits à ciel ouvert et les équiper de pompe à motricité humaine	Commune	MINEE MIDIMA PNDP PLAN	75 000 0000	Commune	MINEE
		Nombre de forages réhabilités	- Réaliser 75 nouveaux forages ;	Commune	MINEE MIDIMA PNDP PLAN	600 000 000	Commune	MINEE
		Nombre de puits réalisées	- Réaliser 21 Puits équipés de pompe à motricité humaine	Commune	MINEE MIDIMA PNDP PLAN	115 500 000	Commune	MINEE
2- Améliorer la productivité sylvicole	Augmentation des services et production/produits forestiers	Nombre de personnes sensibilisés	- Sensibilisation les populations sur les méfaits de la coupe abusive des arbres, le braconnage et les feux de brousse incontrôlés	Commune	MINFOF AA AT ONG	1 600 000	Commune	MINFOF
			- Mettre en place au moins 1 comité de gestion des forêts et de la faune dans chacun des 60 villages focaux que compte la Commune	Commune	MINFOF AA	0	Commune	MINFOF
		Nombre de processus mis en place	- Relancer les 02 processus d'acquisition des forêts communautaires : Doulà§ Magdémé et Kassa-Wara	Commune	MINFOF AA AT ONG	15 000 000	Commune	MINFOF
		Nombre de pépinières redynamisées	- Redynamiser 06 anciennes pépinières villageoises existantes dans l'aire communale : Kassa-Wara, Igawa-Doulo, Kourgui, Godigong, Ouvada, Biwana	Commune	MINFOF	1 200 000	Commune	MINFOF

		Nombre de bosquets créées	-Créer 03 bosquets communautaires au niveau des villages suivants : Djoundé, Tayer, Homaka	Commune	MINFOF	3 000 000	Commune	MINFOF
		Nombre de plants mis en place	- Mettre en place au moins 10 000 plants par an dans le cadre du reboisement des CSI, écoles, collèges, lieux publics et au niveau des forêts communautaires	Commune	MINFOF	3 000 000	Commune	MINFOF
		Nombre de sites restaurés	- Restaurer les sites sahel-verts suivants : Mora, Magdémé, Kossa	Commune	MINFOF	20 000 000	Commune	MINFOF
Environnement et protection de la Nature et Développement Durabl		Nombre de séances de sensibilisations tenues	Sensibilisation des populations sur l'utilisation des foyers améliorés et autres sources d'énergie	Commune	MINDED	1 600 000	Commune	MINDED
		Nombre de berges construites	Construire les berges de mayos dans trois localités à Mora Mission Catholique, Djakana et Waraga	Commune	MINDED MINTP	Non déminés	Commune	MINDED
		Nombre de digues aménagées	Aménager 04 digues de protections à Kourgui, Tayer Oumaté, Blabline Hourgo et Wambaché	Commune	MINDED MINTP	80 000 000	Commune	MINDED
		Nombre de biefs construits	Construire 34 biefs en pierres maçonnées	Commune	MINDED MINTP	68 000 000	Commune	MINDED
TOTAL						2 964 200 000		

5.3- DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE DANS LA COMMUNE

Les principales activités économiques menées au sein de la commune sont : l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat et les prestations de services. Ce sont ces activités qui contribuent à la génération des richesses d'une part et à la création d'emplois pour ceux qui s'y investissent. Développer l'économie locale dans la commune de Mora revient donc à développer chacune de ces activités du secteur primaire, secondaire et tertiaire.

Pour le faire nous parlerons de chaque secteur ainsi que de ses activités phares en termes des principaux d'atouts/ potentialités et de contraintes/ obstacles à surmonter et les actions à entreprendre.

5.3.1- ACTIVITES DU SECTEUR PRIMAIRE :

➤ AGRICULTURE

Comme nous l'avons dit plus haut, l'agriculture est la principale activité économique pratiquée dans la commune après l'élevage. Les principales cultures pratiquées par ordre d'importance sont : le sorgho de saison de pluie ; le sorgho de saison sèche (Mouskouari) ; le niébé ; le maïs ; l'oignon (saison sèche et de saison de pluies) ; le gombo ; l'ail (en pleine introduction) ; le tabac (en zone de montagne) ; le riz pluvial ; l'arachide ; le voandzou ; le sésame ; le coton.

Cette production est destinée en partie à la consommation et à la commercialisation. Les filières les plus porteuses et qui génèrent le plus de devises sont : l'oignon, le niébé, le maïs ; le coton.

Les atouts/ potentialités de l'agriculture sont : la diversité culturale, le dynamisme et l'ardeur au travail des populations, la présence de vastes bandes de terres fertiles et très propices au maraîchage ainsi qu'aux cultures vivrières et fruitières ; la présence des débouchés ; l'encadrement technique et organisationnel des paysans assuré par les services du MINADER ; la présence des EMF tels que l'Agence du crédit du sahel de Mora ; quelques caisses villageoises d'épargne et de crédit ;

Les principales contraintes à lever sont entre autres : les aléas climatiques, la pauvreté des sols par endroits (surtout en zone de montagne) ; l'accès difficile ou très limité des producteurs aux financements (pour l'acquisition des intrants agricoles) ; la faible mécanisation des activités de production ; le faible degré de transformation des produits agricoles ; l'enclavement des zones de production ; la faible organisation des producteurs autour des activités de production et de la commercialisation surtout pour ces filières porteuses. Ceci fait que cette activité profite plus aux intermédiaires qu'aux producteurs.

Le fait que la commune n'ait pas à cœur le développement de l'économie locale dans son espace constitue aussi un grand handicap. Les actions à entreprendre devraient donc tenir compte de ces contraintes.

➤ ELEVAGE

Seconde activité du secteur primaire dans la commune, l'élevage constitue aussi une source importante de création des richesses et d'emploi.. C'est le deuxième pilier de développement de l'économie locale. Il existe aussi des atouts/potentialités et des contraintes à relever.

Comme atouts, on peut relever :

-la possibilité d'élever toutes les espèces présentes dans la région notamment les caprins, ovins, bovins, volailles, porcins, abeille etc.

- la présence des débouchés ;
- une population traditionnellement éleveuse ;
- etc ;

Les contraintes à lever sont aussi nombreuses et sont les suivantes :

- la fréquence des épizooties ; le vol fréquent du bétail ; l'insuffisance de pâturages ; le faible encadrement des éleveurs ; la faible organisation des éleveurs ; la difficulté d'abreuvement du bétail ; la difficulté d'accès aux soins vétérinaires et aux compléments alimentaires (taureau, sels minéraux, vitamines, etc.) ; la pratique d'un élevage de prestige par la plupart de grands éleveurs ; l'occupation des pistes à bétail et des pâturages par les champs ; la pratique d'un élevage en claustration en zone de montagne faute d'espace ; la destruction du pâturage par les fréquents feux de brousse ; l'ensablement progressif des mares existantes, etc . L'amélioration de l'élevage passe aussi par la résolution de ces problèmes.

5.3.2- SECTEUR SECONDAIRE

Les activités du secteur secondaire porteuses sont le commerce et l'artisanat :

➤ **ARTISANAT**

Les activités artisanales portent essentiellement sur la poterie; la confection des nattes et cheko en paille dans les villages ; la forge ; la maroquinerie, etc. Elles sont pratiquées majoritairement par les artisans et rarement par des groupements d'artisans. L'artisanat souffre d'une manière générale du problème de manque de matière première, du caractère très traditionnel des systèmes de production, du non organisation des artisans en coopératives, de la difficulté d'accès au financement, du faible encadrement technique des artisans, etc.

Toutefois, l'artisanat et l'économie sociale, pratiqués restent des vecteurs de création de richesses et d'emplois. L'objectif pour la commune est de faire la performance et la rentabilité de l'économie sociale. A ce titre, la commune devra s'engager à :

- renforcer les capacités des artisans de manière à promouvoir une entreprise artisanale ;
- faciliter l'organisation des artisans en coopérative ;
- faciliter l'accès des artisans aux financements ;
- améliorer l'encadrement des artisans ;
- créer un environnement politique institutionnel, juridique et réglementaire propice au développement de l'entrepreneuriat collectif ;

➤ **COMMERCE :**

Le commerce est la 3^{ème} activité menée par les populations après l'agriculture et l'élevage. Il se fait localement sous forme du petit commerce dans les villages ; le commerce en gros et détail des produits manufacturés de provenance du Cameroun ou du Nigeria dans des boutiques dans la ville de MORA et dans les grands villages. C'est un commerce qui se fait beaucoup dans l'informel, d'où la difficulté pour la commune de maîtriser le potentiel des marchés ; le nombre exact des contribuables ainsi que le lieu d'activités des différents opérateurs économiques. Ceci ajouté à l'absence d'un fichier de contribuable de la commune et de l'incivisme fiscal prive la commune d'une importante partie de ses recettes.

D'une manière générale, les activités commerciales portent sur :

- l'achat et la revente les produits manufacturés ;
- la commercialisation des produits et sous produits agro pastoraux / artisanaux;

Il est à relever dans le domaine commercial que malgré le nombre élevé des marchés et d'infrastructures marchandes existantes dans ces marchés telles que les boutiques, les magasins ; les aires d'abattage, les hangars, etc, la commune a des difficultés à recouvrir les taxes et imports divers qui lui sont dû. Cela constitue un manque à gagner pour la commune.

De nombreux corps de métiers existent dans les grandes agglomérations, mais ils exercent dans l'informel. Il s'agit entre autres des tailleurs, des bouchers ; des motos taximen, des restaurateurs, des brasseurs des boissons bil-bil de mil et de maïs, les vendeurs de carburant, etc. Ce secteur qui emploie une bonne partie de la population jeune et féminine mérite d'être organisé et développé.

5.3.3-SECTEUR TERTIAIRE (SERVICES)

Les services constituent la base des activités du secteur tertiaire dans la commune de Mora.

. En effet, Mora étant le chef lieu de la commune et en même temps celui du Département du Mayo Sava, les besoins en services sont très élevés dans tous les domaines. C'est le cas des services tels que le secrétariat public ; les cybers café ; les transports (Agence de voyage, transport en moto) ; la téléphonie mobile les transférés des fonds, les micro-finances ; etc. Ceci constitue un atout de taille pour le développement de ce secteur. Toutefois, il existe des contraintes à relever qui sont :

- l'absence ou le mauvais fonctionnement des infrastructures ;
- les contraintes réglementaires ;
- les difficultés d'accès au financement des promoteurs ;
- la formation insuffisante en ressources humaines
- la normalisation et la qualité peu développées ;
- la corruption
- etc.

Il revient donc à la commune de faciliter la mise en œuvre des actions d'amélioration pour développer ce secteur.

Tableau 25 : Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
Agriculture : 1- Culture d'oignon	-Terres cultivables disponibles -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production d'oignon -Maitrise de l'itinéraire technique de production d -Existence des voix d'accès -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité	Difficultés d'accès aux terres cultivables -Absence des financements, -Pertes post récoltes très élevées,	Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs	-Faciliter l'accès à la propriété foncière -Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage, Aménager les bas-fonds	-Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production Désenclaver les zones de production,	-Auto emploi -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation Activités de réalisation des routes (désenclavement)
Agriculture : 2-Culture du niébé	-Terres cultivables disponibles -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production d'oignon -Maitrise de l'itinéraire technique de production par la majorité des producteurs ; -Existence des débouchés ; -Produit facilement transformable sur place surtout par les femmes ; -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité (femmes et jeunes) ; -culture peu exigeante en intrants et en fertilité de sol	-Absence des financements pour réaliser de grandes superficies ; -Attaques en champ par les insectes piqueurs ; -Pertes post récoltes très élevées (destruction rapide par les bruches)	-Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs ; -Subventionner les activités de production et de stockage par des producteurs organisés (Coopératives) ; -Construire des structures de stockage -Faciliter l'acquisition des sacs appropriés pour le triple ensachage ;	-Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage,	-Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production ; -Désenclaver les zones de production,	-Auto emploi pour les femmes ; -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation ; -Activités de réalisation des routes (désenclavement)
Agriculture : 3- Culture du sorgho	-Terres cultivables disponibles surtout en zone de plaine -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production (sorgho Saison pluvieuse et de saison sèche) ; -Maitrise de l'itinéraire technique de production par la majorité des producteurs ; -Existence des débouchés ; -Produit facilement transformable en farine et en bière de mil, AGR très pratiquée par les femmes tant dans les villages qu'en espace urbain. -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité (femmes et jeunes) ;	-Aléa climatiques -Pauvreté des sols ; -Infestation du striga -Absence des financements pour réaliser de grandes superficies ; -Insuffisance des structures de stockage ; -Gaspillage pour la préparation de la bière ; -Faible capacité de rétention des sols argileux pour le Mouskouari ; -Attaques des oiseaux granivores ;	-Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs ; -Subventionner les activités de production et de stockage par des producteurs organisés (Coopératives) par la construction des Magasins de stockage ; l'acquisition des engrains ; -Appui à l'aménagement des diguettes ; -Désenclaver les zones de production	-Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage, -Aménager des pistes d'accès aux sites de production	-Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production ; -Désenclaver les zones de production,	-Auto emploi pour les femmes et les producteurs ; -Besoin en main d'œuvre dans les exploitations de production, de conservation et de transport/commercialisation ; -Activités de réalisation des routes (désenclavement)
Agriculture : 4- Culture du riz	-Terres cultivables disponibles dans les localités de Homaka, Tchakramari, Touski	-Non maîtrise de la production du riz à grande échelle par les petits	-Faciliter l'accès des producteurs aux instants et	-Former les producteurs sur les techniques de production	-Commercialisation du riz par les producteurs et les commerçants,	-Génération des revenus pour les

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
pluvial	Ousman, Doublé, Kangaléri, Mangavé, etc ; -Climat favorable à la culture du riz pluvial ; -Existence des débouchés ; -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité (femmes et jeunes) ; -culture peu exigeante en intrants et en fertilité de sol	planteurs ; -Faible équipement des producteurs (matériel de labour); -Attaques des oiseaux granivores ; -Difficultés d'accès des producteurs aux intrants et équipements -Absence de structures de stockage ; -Inexistence de piste d'accès aux localités de production -Absence des financements pour réaliser de grandes superficies ; -Pertes post récoltes très élevées (destruction rapide par les brûches)	équipements appropriés pour la production du riz ; -Former les producteurs sur l'itinéraire technique de production de riz pluvial ; -Subventionner les activités de production et de stockage aux producteurs organisés (Coopératives) ; -Construire des structures de stockage	du riz ; -Organiser les producteurs en coopérative ; -Faciliter l'accès des producteurs aux crédits -Construire les magasins de stockage,	-Création d'emploi pour les villageois qui peuvent se faire la main d'œuvre des agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente de riz au niveau de la commune ; -Développement des services divers dans les bassins de production ; -Désenclaver les zones de production,	producteurs ; -Auto emploi pour les producteurs ; -Besoin en main d'œuvre dans les parcelles de production, de conservation et commercialisation ; -Activités de réalisation des routes de desserte (désenclavement)
2-Secteur Elevage : Elevage de petits ruminants ou embouche de gros bétail	-Zone dont le climat et l'écologie sont très adaptés à un élevage des petits ruminants et gros bovin ; -Existence des débouchés ; -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité (femmes et jeunes) ; -Disponibilité des résidus des récoltes	-Vol fréquent de bétail ; -Epidémie de maladies des petits ruminants et gros bovins ; -Insuffisance des moyens de production ; -Cherté des sous-produits de complémentation de l'alimentation des animaux (tourteaux de coton, vitamines et autres) ; -Dégénération progressive des pâturages et des pistes à bétail ; -Difficulté d'abreuvement du bétail		-Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs ; -Subventionner les activités de d'élevage/ engrangement ; -Appuyer à l'organisation des producteurs en coopérative ; -Faciliter l'accès des éleveurs aux moyens de production ; -Appuyer pour la construction des habitats appropriés pour les Animaux	Embouche ovine ou bovine	-Génération des revenus pour les éleveurs ; -Auto emploi pour les éleveurs ; -Besoin en main d'œuvre dans les parcelles de production, de conservation et commercialisation ;

5.4- Coût estimatif/Budget du PCD

Tableau 26 : Coût estimatif/Budget du PCD

N°	Secteur	Coût estimatif
1	Institution communale	49 660 000
2	Agriculture et Développement Rural	1 418 450 000
3	Elevage, pêches et industries animales	1 060 100 000
4	Domaines et affaires foncières	160 000 000
5	Développement urbain et habitat	312 000 000
6	Environnement, Protection de la nature et Développement Durable	151 200 000
7	Forêt et faune	46 800 000
8	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	32 000 000
9	Education de base	4 539 600 000
10	Enseignements secondaires	770 250 000
11	Enseignement supérieur	3 600 000
12	Santé publique	1 255 500 000
13	Eau et énergie	2 490 300 000
14	Travaux publics	1 360 000 000
15	Affaires sociales	65 200 000
16	Promotion de la femme et de la famille	28 000 000
17	Jeunesse et Education civique	174 600 000
18	Sport et éducation physique	75 000 000
19	Transport	4 900 000
20	Emploi et formation professionnelle	156 000 000
21	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	18 100 000
22	Recherche scientifique et innovations	17 500 000
23	Tourisme et Loisirs	26 900 000
24	Culture	25 850 000
25	Mines, Industries et développement technologique	12 925 000
26	Commerce	739 500 000
27	Poste et télécommunication	51 600 000
28	Travail et sécurité sociale	3000 000
29	Communication	23 500 000
30	Petite enfance	Coûts déjà estimés dans les différents secteurs
31	Changements climatique	Coûts déjà estimés dans les différents secteurs
	Total	15 072 035 000

5.5- Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau 27 : Plan d'utilisation et de gestion des terres

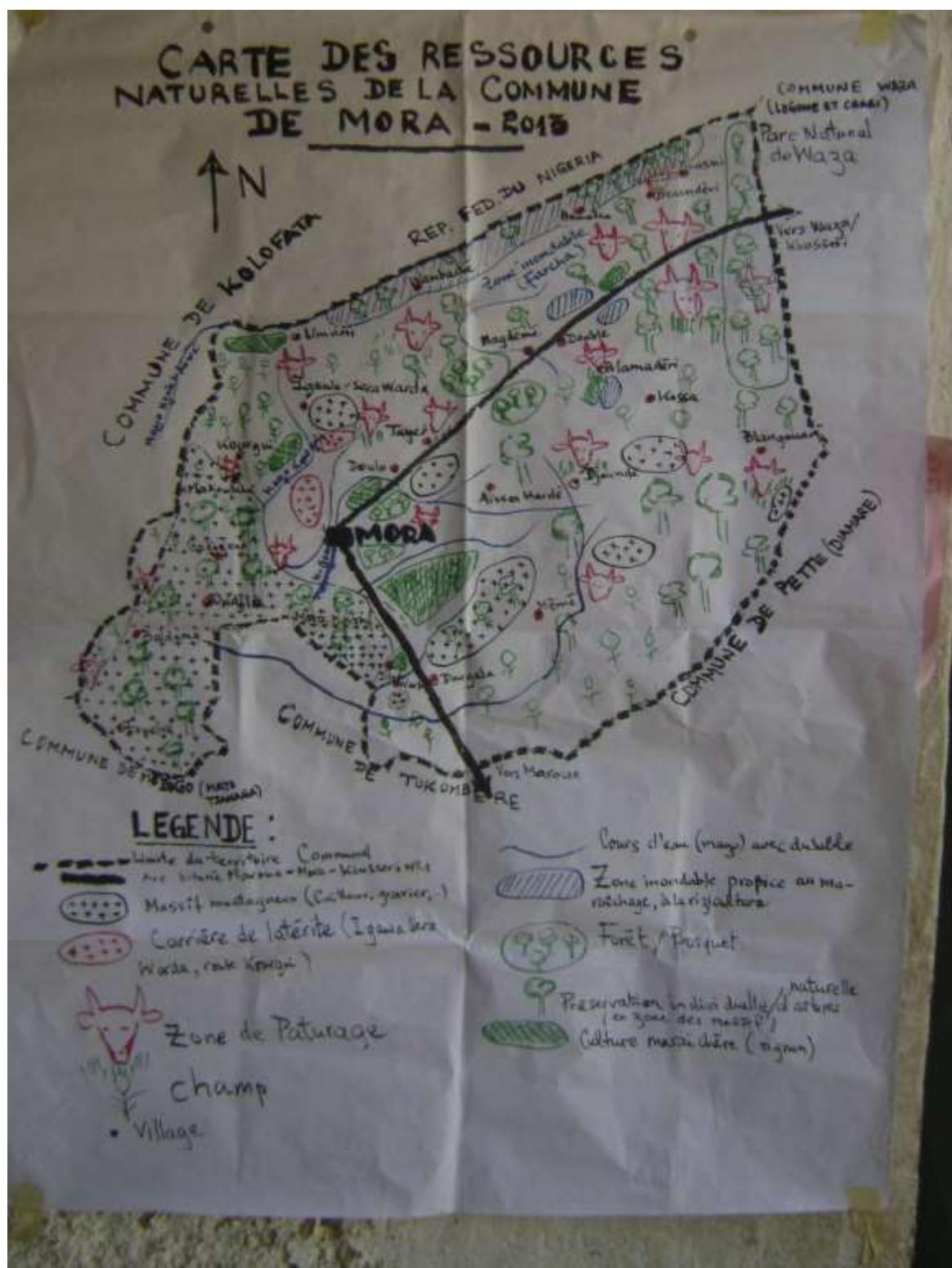
Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateur/ Utilisation	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
Mayo (Cours d'eau)	- Le Mayo Sava duquel le Département tire son nom ; -Le Mayo Ouldémé ; -Le Mayo Gomégé qui traverse la ville au niveau du pont du marché ; -Mayo camp Militaire ; -Mayo derrière Lycée classique de Mora avec un radier sur route Kourgui ; -Mayo Goua Amtchali avec un radier au niveau du camp militaire ; -Mayo Kourgui ; -Mayo Doulo/ Mahoula; -Mayo sur route Yala Yalta à Mémé ; -Mayo sur route Méhé	- Disponibilité d'eau en permanence en saison des pluies ; -Source d'eau à usage multiples (boisson, ménage, maraîchage, abreuvement du bétail, construction, petit jardinage, lavage des motos, etc.) et du sable pour la construction ; - Disponibilité du sable	-Populations riveraines pour plusieurs utilisation de l'eau (boisson, ménage, maraîchage, abreuvement du bétail, construction, petit jardinage, lavage des motos, etc.) et du sable pour la construction ;	Aucun contrôleur	Libre accès à tous	-Erosion progressive des berges au détriment des champs -Dégradation des ouvrages d'art au niveau de ces cours d'eau	-Ensablement des champs au bord des mayo ; - Enclavement en période de crue / Blocage de la traversée en période des crues limitant les échanges entre les personnes; -Mort accidentelle de personnes par noyade ; -Dégradation des ouvrages d'art au niveau de ces cours d'eau	- Aménagement des berges des dispositifs antiérosifs ; - Envisager la construction ou la réhabilitation des ouvrages d'art (Radier au niveau de cours d'eau ; Pont sur le Mayo Sava et derrière le Lycée classique de Mora, etc)
Sable	Dans tous les mayos évoqués plus haut	Disponibilité d'un sable de meilleure qualité mais qui est sous-exploité	- Utilisation par les femmes pour l'embellissement / propriété des maisons ; - Construction en matériaux définitifs par les Populations riveraines ; - Entreprises de construction de travaux publics ;	RAS	Libre accès à tous	-Sous-exploitation ; -Exploitation anarchique sans contrepartie consistante pour la commune	-Sous valorisation du sable du fait d'un faible niveau de vie de certaines populations pour construire en dur ; -Insuffisance de moyens de transport du sable dans le territoire communal (Camion Benne) ; -Exploitation sans paiement de taxes par les entreprises de travaux publics ; - Manque d'organisation de la commune autour de la gestion de cette	-Mettre en place un mécanisme de contrôle et de gestion du sable au niveau de la commune ; -Prendre une délibération pour l'instauration des taxes sur l'exploitation des carrières au niveau de la commune et suivre le recouvrement des taxes y afférentes ; -Valoriser les camions Benne de la commune pour l'exploitation du sable et d'autres ressources

							ressource ; - Manque à gagner pour la Commune	naturelles
Graviers	Dans tous les villages de piedmont de la chaîne de Montagne des Mont Mandara (Makoulahé, Migawa, Godigong ; Skoulé, Mora Massif, Gagadama, Vadavoua etc) ; Mémé, Doulo, Quartier Mokolo, Quartier Pouché, etc.	Disponibilité du gravier de meilleure qualité et sous-exploité	- Utilisation par les populations riveraines la construction des habitats en matériaux définitifs ; - Entreprises de grands travaux publics ; -Les femmes sous forme d'une AGR au quartier Mokolo à Mora	Propriétaire de terrain en cas d'espace privé	Libre accès à tous, parfois sous le contrôle du propriétaire de terrain en cas d'espace privé, mais sans le contrôle de la commune	-Sous-exploitation ; -Exploitation anarchique sans contrepartie consistante pour la commune	-Sous valorisation du gravier du fait d'un faible niveau de vie de certaines populations pour construire en dur ; -Insuffisance de moyens de transport du gravier dans le territoire communal (Camion Benne) ; -Exploitation sans paiement de taxes par les entreprises de travaux publics ; - Manque d'organisation de la commune autour de la gestion de cette ressource ; - Manque à gagner pour la Commune -Dégradation des terrasses en zone de piedmont exposant les terres à plus d'érosion	-Mettre en place un mécanisme de contrôle et de gestion du gravier au niveau de la commune ; -Prendre une délibération pour l'instauration des taxes sur l'exploitation des carrières au niveau de la commune et suivre le recouvrement des taxes y afférentes ; -Valoriser les camions Benne de la commune pour l'exploitation du gravier et d'autres ressources naturelles - Faciliter l'organisation des exploitants du gravier en coopérative ou en GIE ; -Renforcer la lutte antiérosive
Pierres/Rochers	Idem	Disponibilité meilleurs cailloux et de carrière de cailloux (Ex : Doulo, Mémé)	Les riverains constitués des femmes	Commune/ Propriétaire de champ pour l'argile	Exploitation par des particuliers parfois sous le Contrôle de la commune et moyennant le versement	Encore disponible en abondance et sous exploité	- Faible niveau de vie de certaines populations ; - Accès difficile des locaux à cette ressource dû à l'insuffisance de moyen de transport des pierres (Benne) ; - Manque d'organisation des exploitants de pierres ; - Manque à gagner pour la Commune	Idem
Latérite / Argile	Zones de Igawa Sera Warda ; Blé-blé à côté des locaux de la	-Disponibilité d'une latérite et	- Utilisation par les grandes entreprises	Idem	Idem	Près de la moitié du	- Risque d'épuisement de la ressource ;	-Mettre en place un mécanisme de

	SDE pour les grandes entreprises de travaux publics ; -Par endroits pour les besoins domestiques des populations pour la fabrication des briques et la poterie	d'argile de meilleures qualités et sous-exploitées	de travaux publics pour le chargement des routes et par les populations riveraines pour la fabrication des briques enterre et la poterie			potentiel existant de la ressource est exploitée	- Faible contrôle de la ressource par la Commune ; - Dégradation de l'environnement	contrôle et de gestion des pierres ; - Prévoir des mesures de limitation des risques de dégradation lors des accords
Champs de karal	Une grande partie des villages de la plaine (Cantons de Limani ; Boundéri, Magdémé ; Djoundé ; Mémé ; Doulo)	Important	Agriculteurs et agro-éleveurs	Chefs traditionnels ; Chef de ménage	Accès par héritage, Gage, cession par le Chef du village, Location et achat	Dégradation accélérée	-Faible capacité de rétention en eau des sols -Mauvaise application des techniques agricoles -Envahissement des champs par des mauvaises herbes difficiles à contrôler (Ardadaï ; faux tabac) ; -Surpâturage	Renforcer les capacités des exploitants en techniques de défense et de restauration des sols ; Entreprendre des mesures d'aménagement avec l'appui des ONG, Projets et Programmes œuvrant dans le domaine
Terres agricoles (argilo limoneuses)	Le long des cours d'eau, dans les bas fonds ou en plaine dans tous les villages de la plaine	Important	Agriculteurs et éleveurs pour les champs, les pistes à bétail et zones de pâturage	Idem	Idem	-Infertilité progressive ; -Insécurité foncière ; -Difficulté d'accès à la bonne terre aux personnes vulnérables (femmes ; orphelins ; veuves ; jeunes ; allogènes)	-Infertilité progressive ; -Insécurité foncière ; -Difficulté d'accès à la bonne terre aux personnes vulnérables (femmes ; orphelins ; veuves ; jeunes ; allogènes)	-Renforcer les techniques de défense et restauration des sols ; -Faciliter l'accès aux terres cultivables aux personnes vulnérables
Paille	Zone de montagne (Mora massif, les cantons Podoko, Baldama et Zouelva, les cantons de Limani, Kossa et Boundéri)	En nette disparition	Populations riveraines	Contrôle parfois exercé par certains tenants de la tradition (cas de Mora massif)	Libre utilisation par tous	-Dégradation progressive ; -Disparition de certaines espèces	-Dégradation progressive ; -Disparition de certaines espèces	-Eviter les feux de brousse et l'exploitation abusive ; -Encourager la multiplication des espèces en dégradation ; -Renforcer les règles de gestion traditionnelles et communautaires

Anguilles	zones inondables (Farcha) des cantons de Limnai (Homaka, Kangaléri) et de Boundéri (Touski) et de Gogo-Blamaderie dans le Groupement de Magdémé	Idem	Idem	Aucun contrôle	Idem	Disparition progressive	-Rareté de gros poissons suite à une exploitation abusive ; -Faible encadrement des pêcheurs ; -Enclavement des zones de production	-Réglementer la capture des poissons ; -Améliorer l'encadrement des pêcheurs ; -Créer des voies d'accès aux zones de production des anguilles
Arbres / Bosquets/ Forêt	Sahel vers Mora ; Forêt communautaire Doulo/ Magdémé, Reboisement le long des grandes routes, en ville et dans les grandes agglomérations	Exposition permanente à une coupe abusive clandestine et aux feux de brousse	Idem		Accès interdit	Désertification progressive	Exposition permanente à une coupe abusive clandestine et aux feux de brousse	-Renforcer la surveillance ; -Poursuivre les reboisements

Carte 1 : Carte d'utilisation des terres dans la commune de Mora



5.5- Synthèse des problèmes prioritaires de l'espace urbain communal et niveau villages

Tableau 28 : Synthèse des problèmes prioritaires de l'espace urbain et niveau villages

N°	Espace urbain/ Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estim atif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
1	Espace urbain	Construction des 01 blocs de 02 salles de classe au Lycée bilingue de Mora	Aménagement de la voirie urbaine sur 04 km	Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP Amtchali	Raccordement du quartier Guirbala au réseau adduction d'eau Camwater	Construction d'01 bâtiment type pour abriter le CSI de Massare II	réalisation de 03 lotissements communaux	Construction et réaménagement du marché Central Mora	Electrification du quartier derrière résidence du Préfet		Construction de 02 blocs de 02 salles de classe au Lycée bilingue de Mora	18 00 0 000	Il ya beaucoup d'élèves et très peu de salles de classe
		18 000 000	200 000 000	18 000 000	15 000 000	58 000 000	10 000 000	35 000 000	15 000 000	212 000 000			
1	Djoundé Centre	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Djampala	Electrification du village Djoundé à partir de la Total sur environ 15 Km	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Djoundé	Aménagement tronçon Mahoula-Djoundé-Djampala sur environ 13 Km	Creusement d'01 Bloc de latrines à l'EP Djoundé	Creusement d'un puits pastoral équipé d'abreuvoirs à Nabadya	Construction d'01 magasin de stockage de capacité de 500 sacs à Gontéguéré	Promotion de la filière Niébé		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Djampala	18 00 0 000	Insuffisance des salles de classe
		18 000 000	75 000 000	8 000 000	65 000 000	2 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	193 000 000			
2	Godigong Chefferie	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Godigong Chefferie	Aménagement tronçon Godigong Igzawa-Gouvaka Chefferie sur 12 Km	Construction de 04 Biefs en pierres maçonnerées	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Dzonzonga,	Creusement d'01 Bloc de latrines à l'EP Godigong Chefferie	Construction d'01 magasin de stockage de capacité de 500 sacs à Godigong Chefferie	Electrification du quartier Dzonzonga	Construction d'01 Hangar en matériaux définitifs au marché de Godigong		Construction d'01 magasin de stockage de capacité de 500 sacs à Godigong Chefferie	10 00 0 000	Insuffisance des salles de classe
		18 000 000	60 000 000	8 000 000	9 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	20 000 000	140 000 000	10 000 000		
3	Godigong Centre Marché	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Majé	Aménagement tronçon Godigong Centre Marché-Carrefour route Oudjila sur 06 Km	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Ouldama	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Béjeka	Délimitation et Bornage du périmètre réservé à l'EP Majé	Electrification de Godigong Centre Marché à partir de Godigong Dispensaire sur environs 6 Km	Construction d'01 magasin de stockage de capacité de 500 sacs à Godigong Centre Marché	Promotion de la Filière Niébé		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Majé	17 00 0 000	Etablissement sans salle de classe depuis sa création
		18 000 000	30 000 000	8 000 000	8000 000	1 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	105 000 000			
4	Kourgui Centre	Construction du bâtiment du CSI de Kourgui	Construction d'une digue de déviation des eaux de mayo	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe Lycée	Creusement d'01 puits équipé de pompe à motricité humaine à	Promotion de la filière Niébé (05 OP / an)	Promotion de la filière oignon (05 OP / an)	Promotion de l'activité embouche bovine et ovine		Construction du bâtiment du CSI de Kourgui	58 00 0 000	CSI sans infrastructures depuis sa création

		inondant le village	Kourgui Groupe 2	de Kourgui	Tagodalé								
		58 000 000	20 000 000	18 000 000	18 000 000	5 000 000	10 000 000	12 000 000	10 000 000	151 000 000			
5	Igawa Doulo	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Igawa-Kachimri	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Igawa Modou	Construction d'une digue de déviation des eaux de mayo inondant le village	Aménagement du Tronçon Igawa-Modou-Igawa Kérima sur environ 1,5 Km	Reboisement de 3 000 plants / an pendant 03 ans	Electrification du village Igawa	Promotion de la filière oignon (03 OP / an)	Promotion de la filière Niébé (18 OP / an)		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Igawa-Kachimri	18 00 000	Ecole sans infrastructures depuis sa création
		18 000 000	8 000 000	10 000 000	10 000 000	900 000	50 000 000	13 500 000	18 000 000	128 400 000			
6	Ouldgaï	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine au Ouldgaï	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Igzawa 2	Aménagement du Tronçon Mora-Ouldgaï-Oudjila sur environ 10 Km	Ouverture des routes de dessert à Ouldgaï	Construction d'01 bloc de latrines à l'EP Igzawa 1	Construction d'1 magasin de stockage	Electrification du quartier Ouldgaï	Promotion de l'activité embouche bovine et ovine		Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Ouldgaï	8 000 000	Insuffisance criarde de point d'eau potable surtout en saison sèche
		8 000 000	17 000 000	50 000 000	20 000 000	2 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	127 000 000			
7	Mahoula Chaïbou	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Mahoula	Construction d'01 blocs de 02 salles de classe au CES D'Aïssa-Hardé	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine au CES d'Aïssa Hardé	Creusement d'01 Forage à motricité humaine à l'EP Mahoula	Equipement EP Aïssa-Hardé en tables-bancs (60)	Creusement d'01 mare artificielle à Mahoula – Igagoua	Electrification du village Mahoula	Construction d'01 magasin de stockage à Mahoula Igagoua		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Mahoula	18 000 000	Manque de salles de classe depuis la création de l'école
		18 000 000	18 000 000	8 000 000	8 000 000	900 000	20 000 000	12 000 000	10 000 000	94 900 000			
8	Manawatchi Amadi	Réhabilitation de 06 Forages en panne	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Manawatchi 2	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Manawatchi	Extension du réseau électrique dans tous les quartiers	Réalisation de 03 biefs en pierres maçonniées à Tala-Valaoua	Financements des OP pour la promotion de l'embouche bovine et ovine	Construction d'01 magasin de stockage de capacité de 500 sacs à Manawatchi	Promotion de la filière Niébé		Réhabilitation de 06 Forages en panne	8 150 000	Insuffisance des points d'eau potable pour la population
		8 600 000	8 000 000	18 000 000	10 000 000	6 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	80 600 000			
9	Tala Pladra	Raccordement sur le réseau de la Camerounaise des eaux 04 Km de conduite d'eau	Aménagement de l'axe principal Kassa-dara – Blabline sur une distance 5 Km	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Kassa-Wara	Construction d'01 mini-barrage à Kassa 1	Equipement de l'EP Kassa Dara en table-bancs (200)	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Kassa 2	Promotion de la filière Niébé	Acquisition de 06 charrettes bovines et 12 Porte-tout		Raccordement sur le réseau de la Camerounaise des eaux 04 Km de conduite d'eau	40 00 000	
		40 000 000	50 000 000	18 000 000	5 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	173 000 000			
10	Waraga	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Maïrari	Aménagement des berges de mayo à 02 endroits (Waraga et Djakana)	Electrification des quartiers de Djakana, Maïrari, Kinzandiwa	Aménagement de la voirie urbaine de Waraga sur 4 Km	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Djakana	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Djakana	Acquisition de 02 Moulins à céréales à Céréales	Promotion de la culture d'oignon		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Maïrari	18 00 000	

		18 000 000	20 000 000	15 000 000	200 000 000	8 000 000	10 000 000	5 000 000	10 000 000	286 000 000		
11	Golda 2	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Sgaï	Réalisation de 03 biefs en pierres maçonnerées à Golda II	Creusement d'01 Forage à Houdmokoua	Aménagement du Tronçon Golda-Koulang – Tala Mokolo sur environ 10 Km	Equipement de l'EP Golda table-bancs (100)	Construction d'un magasin de stockage à Gai Tsahi	Promotion de la filière Maïs dans le bassin de production de Golda	Promotion de la filière arachide dans le bassin de production de Golda		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Sgaï	18 00 0 000
		18 000 000	6 000 000	8 000 000	100 000 000	1 500 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	179 500 000		
12	Bounderi Centre	Réalisation de 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Bounderi	Aménagement du Tronçon Kangaroua – Bounderi sur environ 05 Km	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Adori	Equipement de l'EP Boundéri en tables – bancs (100)	Construction d'01 bloc de latrine à l'EP Bounderi	Electrification du village Bounderi à partir de la haute tension sur la Nationale N°1	Promotion de la filière Niébé à Boundéri	Promotion de la filière oignon		Réalisation de 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Bounderi	80000 00
		8 000 000	85 000 000	18 000 000	1 000 000	4 000 000	50 000 000	10 000 000	15 000 000	191 000 000		
13	Homaka Marché	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Homaka	Creusement d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Bla-Dolé	Aménagement du Tronçon Homaka-Kangaleri sur environ 06 km	Equipement de l'EP Homaka en tables – bancs (100)	Dotation de certains handicapés moteurs en moyens de déplacement (10 Tricycles, 10 béquilles)	Electrification du village Homaka à partir de la haute tension sur environ 6 Km	Construction de 15 Boutiques au marché de Homaka	Promotion de la filière oignon		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Homaka	18 00 0 000
		18 000 000	8 000 000	60 000 000	1 000 000	20 000 000	60 000 000	30 000 000	15 000 000	212 000 000		
14	Blamaderi	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Blamaderi	Réalisation d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Kacholé	Aménagement du Tronçon Doublé-Blamaderi-Kossa sur environ 11 km	Réalisation d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Gogo	Réalisation d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Gogo	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Blamaderi 2	Récuperer la marre naturelle de GOGO (Tchoungro)	Promouvoir la filière oignon dans le bassin de production de Gogo -Blamaderi		Construction d'01bloc de 02 salles de classe à l'EP Blamaderi	18 00 0 000
		18 000 000	9 000 000	55 000 000	9 000 000	9 000 000	10 000 000	30 000 000	15 000 000	155 000 000		
15	Tayer Oumaté	Construction d'01bloc de 02 salles de classe à l'EP de Tayer	Créer un bosquet communautaire de 10 ha à Tayer	Aménagement d'une Digue de protection du village contre les eaux d'inondation	Aménagement du Tronçon Tayer Oumaté Oumaté-Limani sur environ 07 km	Construction d'01 Forage équipés de pompe à motricité humaine à Tayer	Electrification du village village Tayer	Construction d'une caisse villageoise à Tayer	Construction d'01 puits pastoral à Tayer		Construction d'01bloc de 02 salles de classe à l'EP de Tayer	18 00 0 000
		18 000 000	3 000 000	20 000 000	70 000 000	8 000 000	10 000 000	10 000 000	4 500 000	143 500 000		
16	Mangavé Abba Fadi	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mangavé Abba Fadi	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Mangavé Abba Fadi	Réhabilitation de 02 salles de classe à l'EP Mangavé Abba Fadi	Construction d'une case de santé à Mangavé Abba Fadi sur environ 12 km	Aménagement du Tronçon Mémé – Mangavé Abba Fadi à partir de Mémé sur environ 12 Km	Electrification du village Mangavé Abba Fadi à partir de Mémé sur environ 12 Km	Financement de 05 OP par an pour le développement de la filière Niébé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Mangavé Abba fadi		Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mangavé Abba Fadi	8 000 000
		8 000 000	18 000 000	10 000 000	1 000 000	120 000 000	120 000 000	15 000 000	8 000 000	309 000 000		

17	Mangavé Younouss	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mangavé Younouss	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mangavé Goigoï	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Mangavé Younouss	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Yala-Yalta	Aménagement du Tronçon Mémé – Mangavé Younouss sur environ 13 km	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Mangavé Younouss	Electrification du village Mangavé Younouss à partir de Mémé sur environ 12 Km	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Mangavé Goigoï		Construction de 01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mangavé Younouss	8 000 000	Insuffisance de point d'eau potable
		8 000 000	8 000 000	18 000 000	18 000 000	130 000 000	10 000 000	120 000 000	10 000 000	322 000 000			
18	Homaka-Mémé	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Homaka	Construction d'01 puits équipé de pompe à motricité humaine à Homaka-Mémé	Construction d'01 case de santé à Homaka-Mémé	Aménagement du Tronçon Mémé – Homaka-Guébédé sur environ 10 km	Construction d'01 Forage équipé au village	Electrification du village Homaka – Mémé à partir de Séradoumda sur environ 5 Km	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Homaka- Mémé	Promotion de l'activité d'embouche bovine		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Homaka et Igawa	18 00 000	Insuffisance de salles de classe et équipements
		18 000 000	4 500 000	10 000 000	100 000 000	8 000 000	50 000 000	10 000 000	15 000 000	215 500 000			
19	Dargalla Wandala	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Dargalla-Wandala	Réhabilitation de 04 Forages à Talamanda, Djamakia, Dargalla Mada.	Aménagement du tronçon Dargalla- Mémé sur environ 05 km	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Doubou	Construction d'01 bief en pierres maçonniées à Dargalla-Wandala	Extension du réseau électrique dans 03 quartiers (Talamanda, Djamakia, Dargalla Mada).	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Dargalla – Wandala	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Djamakia		Creuser 01 Forage à Dargalla Wandala	8 000 000	Manque de points d'eau potable dans ce quartir
		8 000 000	2 000 000	50 000 000	18 000 000	1 500 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	119 500 000			
20	Moyeré	Creusement d'01 forage à Tchoko	Aménagement du Tronçon Ichiga-Mayouré-Djoundé sur environ 6 Km	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Mayouré	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Tchoko	Aménagement d'une piste à bétail à Mayouré	Electrification d'un village à partir de Mémé sur environ 6 Km	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Mayouré	Creusement d'une mare artificielle à Mayouré		Creusement d'01 forage à Tchoko,	8 000 000	Insuffisance de points d'eau potable
		8 000 000	60 000 000	18 000 000	18 000 000	2 000 000	60 000 000	8 000 000	20 000 000	194 000 000			
21	Goumouldi Siliman	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Goumouldi Siliman	Construction des aménagements anti-érosifs (diguettes, Bourrelets)	Réhabilitation du Bosquet communautaire par la plantation de 10 000 arbres	Electrification du village Ngoumouldi à partir de Limani sur environ 06 Km	Aménagement du Tronçon Ngoumouldi-Igawa- Doulo sur environ 12 km	Construction d'01 Puits pastoral à Djembolé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Chègre	Financement des 05 OP par an et pendant 03 ans dans le cadre de la production du Niébé		Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Goumouldi Siliman	9 000 000	Insuffisance de point d'eau potable
		8 000 000	10 000 000	1 000 000	60 000 000	120 000 000	2 000 000	10 000 000	15 000 000	226 000 000			
22	Mogodé	Construction d'01 bâtiment au CSI pour la Maternité avec équipement	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Méké	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Mogodé	Aménagement de la route Mogodé-Godigong-Mora	Construction de 04 Biefs en pierres maçonniées à Mogodé	Creusement d'une mare artisannelle à Waldala	Creusement d'01 puits pastoral à Mogodé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs		Construction d'01 bâtiment au CSI pour la Maternité avec équipement	12 00 0 000	Insuffisance structures au niveau du CSI

		12 000 000	10 000 000	8 000 000	70 000 000	4 000 000	20 000 000	2 000 000	8 000 000	134 000 000			
23	Gaizang	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Méché	Equipement du CSI de Mokol en Matériels de travail	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Gaizang	Réhabilitation de 03 anciens puits au village	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Gaizang	Branchemet du village Gaizang au réseau électrique AES - Sonel	Creusement d'01 puits pastoral équipé de pompe à motricité humaine et Abreuvoir à Kalak	Creusement d'01 puits pastoral équipé de pompe à motricité humaine abreuvoir à Koulang		Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de Méché	18 00 0 000	Insuffisance de salles de classe
		18 000 000	10 000 000	8 000 000	1 500 000	8 000 000	40 000 000	5 000 000	20 000 000	110 500 000			
24	Bouda	Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe au CES de Makoulahé	Aménagement de la route Bouda- Grande Route Mora sur environs 03 Km	Réhabilitation de 04 Forages à Bouda	Construction d'01 Forage équipé de pompe à motricité humaine à Bouda	Réhabilitation de la route Gouvaka école- Vadi Gana sur 02 Km	Construction d'01 hangar en matériaux définitifs au marché de Bouda	Construction d'01 magasin de stockage des céréales au marché de Bouda	Extension du réseau électrique dans les quartiers Bouda1, Bouda2, Mededegne		Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe au CES de Makoulahé	18 00 0 000	Etablissement nouvellement créé sans salles de classe
		18 000 000	30 000 000	2 000 000	8 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	118 000 000			
25	Kossa Centre	Construction d'01 Bâtiment au CSI pour la Maternité	Creusement d'01 Puits équipé de pompe à motricité humaine à Mogogné Oumré	Construction d'01 Forages au village Kossa Centre	Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP Mogogné Adamou	Aménagement de la route Kossa- Blamaderi sur environ 5 Km	Extension du réseau électrique à Kossa	Réhabilitation de la mare artificielle de Madjina	Construction d'01 Hangar en matériaux définitifs au marché de Kossa		Construction d'01 Forage au village	9 000 000	Insuffisance de point d'eau potable
		12 000 000	5 000 000	9 000 000	18 000 000	50 000 000	10 000 000	5 000 000	6 000 000	115 000 000			
26	Jilvé	Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP Jilvé	Equipement du CSI en lits matelas, outils et matériels de travail	Aménagement du tronçon Warba-Jilvé- Mayo plata sur 05 Km	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine au CSI	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP de Jilvé	Creusement Puits Pastoral équipé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Jilvé	Acquisition d'01 moulin à céréales		Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP Jilvé	18 00 0 000	Insuffisance de salles de classe
		17 000 000	10 000 000	20 000 000	8 000 000	8 000 000	10 000 000	6 000 000	2 000 000	81 000 000			
27	Blabline Hourgo	Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP blabline Hourgo	Construction d'une digue de protection du village contre l'inondation sur 5 Km	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Blakessa 2	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Tala Hachimi	Construire un foyer des jeunes Blabline Hourgo	Electrification du village blabline Hourgo	Réaliser 01 Puits pastoral équipé des pompes à motricité humaine d'un abreuvoir à Blakessa	Construire 01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Blakessa 1		Construction d'01 bâtiment de 02 salles de classe à l'EP Blabline	18000 000	Insuffisance des salles de classe à l'école
		18 000 000	30 000 000	9 000 000	9 000 000	10 000 000	15 000 000	20 000 000	6 000 000	111 006 000			
28	Mbreche Blama Gana	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP	Creusement d'01 puits équipé de pompe à motricité humaine à Karasri	Aménagement du tronçon Galtagaltari- Mbréché- Tayer sur 03 Km	Equiper l'EP en 80 Tables-bancs et 04 bureaux des maîtres	Construire un foyer des jeunes à Mbréché	Electrification du village Mbréché sur environ 05 Km	Financement de 15 Microprojets des jeunes dans la production Niébé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Mbréché		Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP	8 000 000	Manque de point d'eau à l'école

		8 000 000	9 000 000	30 000 000	2 500 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	10 000 000	109 500 000			
29	Kachimri	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Kachimri Mayinta	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Kachimri Mastafa	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Kirza	Aménagement du tronçon Kachimri-Tayer sur 07 Km	Construire un foyer des jeunes à Kachimri	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Kachimri Mastafa	Financement de 15 Microprojets des jeunes dans le cadre de la promotion de la fière maïs	Electrification du village Kachimri à partir de Limani sur environ 7 de la haute tension.		Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Kachimri Mayinta	8 000 000	Manque de point d'eau potable
		8 000 000	9 000 000	9 000 000	70 000 000	10 000 000	6 000 000	15 000 000	30 000 000	157 000 000			
30	Ouzlemouva	Raccordement du CSI, l'EP, Soukoulé 1au reseau d'adduction d'eau Mokolo-Mora	Creusement d'01 forage équipé de pompe à motricité humaine à soukoulé 2	Construction de la clôture du CSI	Construire un foyer des jeunes à Soukoulé	Aménagement du tronçon Soukoulé - Tala Dougdjé sur 01 Km + Ouvrage d'art	Electrification du village Soukoulé	Construction d'01 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs à Gouada	Promotion de la filière Niébé		Raccordement du CSI, l'EP, Soukoulé 1au reseau d'adduction d'eau Mokolo-Mora	15 00 000	Manque de point d'eau au CSI et à l'EP ; Localités situées non la conduite de l'adduction d'eau Mokolo-Mora
		15 000 000	9 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	15 000 000	89 000 000			
31	DOUME KATA	Construire un bloc de 2 salles de classes à l'école de Doumé-Migawa	Réaliser 1 puits équipé de pompe à motricité humaine à Mbalala	Electrification du village de Migawa à partir de Mora Sultanat	Ouverture d'une route reliant EP Migawa Camp Mission à Mora Sultanat sur environs 6km	Réhabiliter la case de santé communautaire en ruine	Construire d'un magasin de stockage d'une capacité de 200 sacs de 100 Kg à Makié	Financer un projet d'engraissage de 15 petits ruminants par cycle au profit des GICs des agro éleveurs à Migawa	Financer un projet de production intensive de Niébé sur une superficie de 2ha / campagne par les GICs de femmes à Migawa		Construire un bloc de 2 salles de classes à l'école de Migawa	18 00000 0	L'éducation est la clé de tout développement. Cette école a été soutenue jusque-là par les parents qui y souhaitent la construction de salles de classe
		18 000000	4 500 000	10 000 000	15 000 000	2 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	69 500 000			
32	GOUVAKA CHEFFERIE	Raccordement du village au réseau d'adduction d'eau Camwater à partir de Kourgui	Electrifier le village de Gouvaka Chefferie à partir de Bouda jusqu'à Ouldégouélé en passant par Gouvaka Chefferie	Réaliser 1 forage au quartier Ouldégouélé	Construire 1 bloc de 2salles de classe à l'Ecole publique de Gouvaka Chefferie	Réaliser 01 forage pastoral le long du mayo au niveau du radier de la route Kourgui - Gouvaka Chefferie	Aménager la route Kourgui - Gouvaka chefferie- Godigong sur une distance de 17km	Construire 01 hangar au marché de Gouvaka Chefferie	Construire un magasin communautaire au marché de Gouvaka Chefferie d'une capacité de 200sacs de 100kg		Raccordement du village au réseau d'adduction d'eau Camwater à partir de Kourgui	200 00 000	L'accès des populations à l'eau potable constitue la principale préoccupation des populations du village Gouvaka chefferie surtout en saison sèche. Résoudre ce problème est donc primordial que tout autre projet.
		200 000 000	25 000 000	9 000 000	18 000 000	9 000 000	90 000 000	20 000 000	3 500 000	374 500 000			
33	HERE ECOLE	Réaliser 1 forage à l'EP de Sera	Réaliser 1 forage au quartier Héré	Réaliser 1 forage au quartier Balla	Etendre l'électrification jusqu'à Pont	Construire 1 bloc de 02 salles de classes à l'EP de	Construire 02 hangars au marché de Héré	Réaliser une marre artificielle à Sera Hadia	Construire un magasin moderne de stockage	-	Réaliser 1 forage à l'EP de Sera	8 000 000	Insuffisance des points d'eau potable pour la

		Doumda ;	camp Mission	Goudron	Sava,	Mouvané			d'oignon à Sera Doumda		Doumda ;		population
		8 000 000	9 000 000	18 000 000	25 000 000	17 000 000	7 000 000	9 000 000	7 000 000	100 000 000			
34	DOULO	Construire l'Ecole maternelle de Doulo	Réaliser puits équipés de pompe à motricité humaine à Wadoulo	Réaliser 01 forage au quartier Talla Malloum à Doulo	Réaliser l'extension de l'électrification dans le village de Doulo (Tala-Amos)	Aménager la route DOULO-AÏSSA hardé,	Construction d'un magasin de stockage d'une capacité de 200 sacs de 100kg chacun à Doulo	Réaliser un Puits agropastorale à Doulo	Appuyer 01 GIC des agro éleveurs de dans la production d'oignon	-	Construire l'Ecole maternelle de Doulo	20 00000 0	Manque d'infrastructure depuis la ccréation de l'école maternelle
		20 000 000	5 000 000	8 000 000	25 000 000	50 000 000	10 000 000	5 000 000	1 000 000	124 000 000			
35	MAGDEME CHEFFERIE	Réaliser 01 forage à motricité humaine Karabiwa	Etendre l'électrification au CSI de Magdémé et environs	Réaliser 01 forage à motricité humaine Linguidiwa	Réaliser 01 forage au niveau du site reboisé de la forêt communautaire de Magdémé	Construire et équiper un bloc de 02 salles de classe à l'Ecole publique de Magdémé	Construire 01 hangar au marché de Magdémé Chefferie	Construire 1 magasin de stockage d'une capacité de 500 sacs de 100kg à Magdémé	Construire 1 magasin de stockage d'oignon d'une capacité de 200 sacs de 120kg à Doublé	-	Construire 01 hangar au marché de Magdémé Chefferie	20 00000 0	
		8 000000	20 000000	9 000 000	9 000 000	17 000000	20 000000	10 000000	10 000000	103 000000			
36	TCHAKRAMARI ISSA	Réaliser un bloc de 2salles de classe à l'EP de Tchakramari Issa	Réaliser 01 puits à motricité humaine à Gogolem-Tchakramari Issa	Réaliser un forage au marché de Tchakramari Issa	Réaliser 01 forage à Guidiguidi	Doter le groupe de femmes du quartier Blama Gana Mandara à Tchakramari d'un moulin à céréales	construire 01 hangar au marché de Tchakramari	Electrifier les localités de Tchakramari et ses environs	Construire 01 magasin de stockage d'une capacité de 200 sacs de 100KG à Tchakramari		construire 01 hangar au marché de Tchakramari	20000 000	
		18 000 000	8 000 000	8 000 000	9 000 000	2 000 000	20 000 000	15 000 000	10 000 000	90 000 000			
37	TOUSKI OUSMAN	Réaliser un bloc de 2salles de classe à l'EP de Kangarwa	Réaliser 1 puits à motricité humaine à Tagawa I	Construire 01 salle de classe à l'EP de Tagawa Hourso	Réaliser 01 forage dans la localité d'Abouja,	Electrifier Kangarwa et ses environs	Réaliser un projet de d'exploitation du riz sur une superficie de 06 ha/campagne par les groupes de producteurs dans le bas fond Farcha à Touski Ousman	Aménager la route Touski Mousman-Boundéri-Kangarwa sur une distance d'environ 10 Km	Réaliser un bosquet communautaire de 500 arbres à Touski Ousman;		Réaliser un bloc de 2salles de classe à l'EP de Kangarwa	18 000 000	L'EP de Kangarwa n'est pas encore construite. Les enfants fréquentent dans de mauvaises conditions.
		18 000000	9 000000	9 000000	9 000000	20 000000	6 000 000	10 000 000	5 000 000	86 000 000			
38	KOTSREHE KOURGUI	Réaliser 01 puits à motricité humaine à Kotsréhé Kourgui à partir de Kouyapé sur une distance de 10Km environs	Aménager une route d'accès à Kotsréhé Kourgui	Réaliser 01 puits à motricité humaine à Kotsréhé au quartier Foudama	Réaliser 01 puits à motricité humaine à Kotsréhé au quartier BOULI	Réaliser 01 puits à motricité humaine à Kotsréhé au quartier MAPATCHA	Electrifier le village de Kotsréhé Kourgui (Quartier Blama Jean Kola)	Construire un magasin de stockage d'une capacité de 200 sacs de 100kg chacun à Kotsréhé Kourgui au quartier Blama Foudama	Construire 02 hangars au marché de Kotsréhé au quartier Blama Jean Kola		Réaliser 01 puits à motricité humaine à Kotsréhé au quartier Blama Jean Kola	5 500 000	
		5 500 000	20 000 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000	25 000 000	10 000 000	20 000 000	97 000 000			
39	GOUDJIMDELE	Construction et équipement	Construction et équipement	Réaliser 1 radier sur le	Construire et équiper un	Réaliser 01 forage au quartier Klajang	Construire et équiper un	Construire 03 hangars au marché	Appuyer 11 GIC des agro éleveurs		Construction et équipement	18 000	le CES étant créé, il s'agit de

	d'un bloc de 2salles de classe au CES de Goudjimdélé	d'un bloc de 2salles de classe à l'Ecole primaire de Goudjimdélé	mayos dit Djabayao	télé centre communautaire à Goudjimdélé	I de Goudjimdélé	magasin de vente d'intrants agricoles à Goudjimdélé	de Goudjimdélé	de Goudjimdélé dans la conduite de l'embouche de gros et petits ruminants		d'un bloc de 2salles de classe au CES de Goudjimdélé	000	le doter d'infrastructures en vue d'assurer le plus rapidement possible une bonne éducation aux enfants
	18 000 000	18 000 000	10 000 000	10 000 000	9 000 000	10 000 000	10 500 000	22 000 000	117 500 000			
40	MALIKA	Construire 1 bloc de 02 salles de classes à l'EP de Malika	Construire 1 bloc de 02 salles de classes à l'EP de Kotsréhé-Zouelva	Réaliser 1 puits pastoral à Malika ; 01 à Katoua et 01 à Kosréhé Zouelva	Réaliser 1 forage à l'EP de Malika	Construire une salle polyvalente à Malika	Augmentation de la tension du courant et extension de l'électrification aux autres quartiers de MALIKA	Construire 02 hangars au marché de Malika	Réaliser 1 puits pastoral équipé d'abreuvoir à Katoua	Construire 1 bloc de 02 salles de classes à l'EP de Malika	18 000000	
		18 000 000	9 000 000	9000000	9000000	10000000	25 000 000	7 000 000	9 000 000	96 000 000		
41	MEME TAGAMA	Réaliser une addiction d'eau à Mémé Tagama	Aménager la route Dargala - Méhé avec réfection des ponceaux défoncés et réalisation des ouvrages d'art	Réaliser 01 puits motricité humaine au Quartier Hardéo	Creuser 01 forage le long du Mayo sur route Mémé-Yala yalta	Clôturer le CSI de Mémé	Creuser 01 puits pastoral le long du Mayo sur route Mémé-Yala yalta	Construire 01 magasin de stockage d'une capacité de 200 sacs de 100Kg chacun au quartier Wadouma	Etendre l'électrification quartier Golodoko de Mémé	Réaliser une addiction d'eau à Mémé Tagama	150 000000	La pénurie d'eau potable pour la population constitue le problème crucial de la localité, surtout en période de saison sèche.
		150 000 000	20 000 000	9 000 000	9 000 000	10 000 000	9 000 000	7 000 000	15 000 000	229 000 000		
42	BALDAMA CENTRE	Construire et équiper un bloc de 02 Salles de classe à l'EP Baldama	Faire une extension électrique dans les autres quartiers de baldama	Creuser 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à l'école de Baldama Centre	Aménager la route Mora - Baldama	Récurer le micro barrage de baldama	Construire un grenier communautaire au camp mission de baldama	Construire un hangar en matériaux définitif au marché	Construire une caisse d'épargne villageoise à kriya baldama	Construire un magasin de stockage des céréales au quartier camp mission de Baldama	10000 000	-Manque de structure de stockage des céréales dans la localité
		18 000 000	31 000 000	8 000 000	52 000 000	30 000 000	10 000 000	20 000 000	10 000 000	179 000 000		
43	HALGOUA CHEFFERIE	Entretenir la route Zouelva – Mogodé sur environs 35 Km	Electrifier le village Halgoua Chefferie	Creuser 01 forage à l'EP de Dadala	Construire un bloc de 0 2 salles de classes à l'EP de Dadala	Equiper les salles de classe EP DADALA de 200 tables- bancs	Réhabiliter 03 puits existants au village	Aménager 01 point d'eau pour bétail à Halgoua	Equiper le lycée de Zouelva en table – bancs (133)	Entretenir la route Zouelva – Mora	35000 0 000	Eloignement et accès difficile dans le village
		350 000 000	15 000 000	7 000 000	18 000 000	5 000 000	3 000 000	10 000 000	2 000 000	410 000 000		
44		Construire 01	Creuser 01	Equiper les	Creuser 01	Désenclaver les	Electrifier le	Construire 02 biefs	Construire un	Construire un	18	Pour assurer

	Vadi Météché	bloc de 02 salles de classes à l'EP Tala dabara	forage à Vadi Météché	02 salles de classes de Talla Dabara en table-bancs (60)	forage à motricité humaine à Vadikotsa	différents quartiers de tala dabara	village vati météché	en pierres maçonées en amont à Vadi Météché	magasin de stockage Vadikotsa		01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Tala dabara	000 000	l'éducation des enfants
		18 000 000	8 000 000	5 000 000	7 000 000	4 000 000	10 000 000	2 000 000	4 000 000	58 000 000			
45	WARBA	Equiper et ravitailler le centre de santé de Warba de produits et matériel de travail	Equiper l'école publique de Warba en tables-bancs (200)	Construire 03 biefs pour protéger le village et les cultures contre l'inondation	Réhabiliter 01 forage à Warba quartier Mada	Réhabiliter 5 puits qui sont dans les différents quartiers de Warba	Construire 01 hangar en matériaux définitif au marché	Construire un magasin de stockage de céréale à Warba centre	Acquisition d'un moulin à céréale à Warba Centre		Construire 01 hangar en matériaux définitif au marché	10 02 00000 0	
46	LIMANI ABBA OUMAR	Construire 01 bloc de 02 salles de classes à la SAR-SM de Narki	Equiper les 04 salles de classe de l'EP limani de 80 Table-Bancs	Etendre le branchement électrique dans les quatiers de limani Camp mission, Narki)	Réhabiliter 02 forages à Limani centre et camp mission	Bitumer la route Mora Limani	Construire 01 hangar dans le nouveau marché créé de Limani	Construire un parc de vaccination à Boudoua	Délimiter une zone de pâturage entre Limani et Wambaché Elie Gadou		Construire 01 bloc de 02 salles de classes à la SAR-SM de Narki	18 000 000	
47	MEHE SANDA	Construire le bloc maternel de Méhé	Réfectionner 01 bloc de 02 salles de l'EP de MEHE SANDA	Réaliser 01 Forage à motricité humaine à Méhé Adamaré	Creuser 01 puits modernes à Mandédji	Aménager la route MEME- Méhé-Mokoché 20 Km	Construire un magasin de stockage de céréale dans le quartier Méhé Lawan	Electrifier le village de Méhé Sanda par Mémé sur environ 10 Km	Construire un magasin de stockage de céréale dans le quartier Méhé Payas		Construire le bloc maternel de Méhé	20 00 000	
48	GANAI MALLOUM	Aménager une route pour désenclaver le village Ganai sur environ 07 Km de la nationale N°1 + 02 Ponceaux	Creuser 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Ganai- quartier Arabe	Creuser un puits à motricité humaine à Ganai malloum	Reboiser le site de l'école avec les arbres fruitiers et d'ombrages	Creuser 01 forage équipé de pompe à motricité humaine au quartier Moktéle	Electrifier le village Ganai Malloum situé à 5 km de la haute tension	Construire un magasin de stockage de céréale d'une capacité de 500 sacs au camp mission de ganai	Equiper les producteurs en matériel agricole (01 Tracteur)		Electrifier le village Ganai Malloum 5 km de la haute tension	50 000 000	Possibilité de développer les AGR Facilité la conservation des aliments et lutte contre l'insécurité
49	IRA WARAWA	Désenclaver le village de la grande route	Creuser 1 puits équipé de pompe à	Reboiser la route qui va de blabline au	Creuser 01 forage à Mbalouda	Construire 03 biefs en pierres maçonées en	Electrifier tout le village Ira wara 05 km de la	Construire un magasin de stockage d'une	Equiper les producteurs en matériel agricole		Electrifier tout le village Ira wara 05 km	20 00000 0	Possibilité de développer les AGR

		qui va de blabline jusqu'au village (6 km)	motricité humaine à Irawara	village		amont de ces forages	haute tension	Capacité de 500 sacs	pour leur faciliter le travail		de la haute tension		Facilité la conservation des aliments et lutte contre l'insécurité
		60 000 000	5 500 000	3 000 000	8 000 000	6 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	122 500 000			
50	BLONGOUARE	Construire et équiper 01 Blocs de 02 salles à l'école Publique de Klissawa	Creuser 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Blongouaré	Entretenir la route Kossa/Klissa wa sur 10 km	Creuser 0 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Ouroguéné	Creuser 0 1 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à Klissawa	Aménager une zone de pâturage à Blongouaré	Construction de 01 magasins de stockage des céréales à Klissawa	Acquisition d'un moulin à céréale à Blongouaré		Construire et équiper 01 Blocs de 02 salles à l'école de Klissawa	18 00 0 000	-Manque de salle de classe à l'école
		18 000 000	8 000 000	100 000 000	8 000 000	8 000 000	1 000 000	10 000 000	1 500 000	154 500 000			
51	WANBACHE MODOU KOUR	Construire 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Wambaché Modou kour	Creuser 01 forage à Motricité humaine à Gadadi	Réfectionner 02 Salles de Classe à l'école Wanbaché Modou kour	Aménager un terrain de sport à l'école	Construire une digue pour la protection contre les inondations	construire un hangar au marché au village	Construire un magasin de stockage d'environ 500 sacs	Acquisition d'01 à céréales		Construire 01 bocs de 02 salles de classe à l'EP de wanbaché Modou kour	18 00000 0	La salle existante est détruite par le vent
		18 000 000	8 000 000	2 000 000	2 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	1500 000	81 500 000			
52	DJEHE	Electrifier le village Djéhé à partir de Total Mora sur environs 6km	Construire un bloc de 02 salles de classe à école l'EP de Vadavoua	Construire un bloc de 02 latrines à école l'EP de Vadavoua	Désenclaver le village de la grande route qui va du pont sava jusqu'au village (6 km)	Surcreuser 01 puits à ciel ouvert et l'équiper d'une pompe à motricité humaine à Gagadama 2	Construire un magasin Communautaire d'une capacité de 200 sacs au camp mission de Vadavoua	Equiper les producteurs en matériels agricoles	Creuser un puits pastoral à Vadavoua		Electrifier le village Djéhé à partir de Total Mora sur environs 6km	10 00 0 000	Développer les AGR Facilité la conservation des aliments et lutte contre l'insécurité
		50 000 000	18 000 000	4 000 000	10 000 000	5 500 000	10 000 000	10 000 000	5 500 000	113 000 000			
53	KOURKASSOUKA	Construire un bloc de 02 salles de classe à école l'EP Mayoa	Construire un bloc de 02 salles de classe à école l'EP Mokol	Creuser 01 forage à motricité humaine à Mokol	Aménager l'axe Mokol-Kourkassouka - Matsanga-Mahoya	Creuser 01 forage à motricité humaine à Mokol	Construire un magasin Communautaire à Kourkassouka	Acquérir 02 Moulins à céréales par les groupes de femmes de Kirkassouka	Construire un magasin Communautaire à Matsanga		Construire un bloc de 02 salles de classe à école l'EP Mayoa	18 00 0 000	
		18 000 000	18 000 000	8 000000	20 000000	8 000 000	10 000 000	10 000000	10000000	102 000 000			
TOTAL COUT ESTIMATIF DES PROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE : 8 711 306 000 F CFA													

CHAPITRE VI **PROGRAMMATION**

5.7- Liste des villages de la commune de Mora par ordre de priorités de financement

Tableau 29 : Liste des villages de la Commune par priorité de financement

N°	Nom Des Village	Ordre De Financement	Observation/Justification
1	ESPACE URBAIN	1 ^{er}	
2	Djoundé	2 ^{ème}	
3	Igawa Doulo	3 ^{ème}	
4	Manawatchi Amadi	4 ^{ème}	
5	Kotsréhé Kourgui	5 ^{ème}	
6	Baldama centre	6 ^{ème}	
7	Godigong chefferie	7 ^{ème}	
8	Warba centre	8 ^{ème}	
9	Doulo centre	9 ^{ème}	
10	Héré Ecole	10 ^{ème}	
11	Magdémé chefferie	11 ^{ème}	
12	Tchakramari Issa	12 ^{ème}	
13	Espace urbain Mora	13 ^{ème}	
14	Golda II	14 ^{ème}	
15	Homaka Marché	15 ^{ème}	
16	Boundéri	16 ^{ème}	
17	Mogode	17 ^{ème}	
18	Kossa	18 ^{ème}	
19	Bouda	19 ^{ème}	
20	Doumé Kata	20 ^{ème}	
21	Goudjimdélé	21 ^{ème}	
22	Jilvé	22 ^{ème}	
23	Mahoula	23 ^{ème}	
24	Mémé Tagama	24 ^{ème}	
25	Halgoua chefferie	25 ^{ème}	
26	Touski Ousman	26 ^{ème}	
27	Vadi Météké	27 ^{ème}	
28	Blangouaré	28 ^{ème}	
29	Gouvaka chefferie	29 ^{ème}	
30	Djéhé	30 ^{ème}	
31	Blamédéri	31 ^{ème}	
32	Kourgui centre	32 ^{ème}	
33	Godigong Centre Marché	33 ^{ème}	
34	Ngoumouldi Siliman	34 ^{ème}	
35	Mangavé Younous	35 ^{ème}	
36	Malika	36 ^{ème}	
37	Limani Abba Oumar	37 ^{ème}	
38	Oulgaï	38 ^{ème}	
39	Ira wara	39 ^{ème}	
40	Homaka Mémé	40 ^{ème}	
41	Moyouré	41 ^{ème}	
42	Kachimri	42 ^{ème}	
43	Méhé Sanda	43 ^{ème}	

44	Mangavé Abba Fadi	44 ^{ème}	
45	Tayer Oumaté	45 ^{ème}	
46	Dargala Wandala	46 ^{ème}	
47	Tala Pladara	47 ^{ème}	
48	Soukoulé	48 ^{ème}	
49	Wambaché Modoukour	49 ^{ème}	
50	Ganai Malloum	50 ^{ème}	
51	Blabline Hourgo	51 ^{ème}	
52	Mbréché Blama Gana	52 ^{ème}	
53	Gaizang	53 ^{ème}	
54	Waraga	54 ^{ème}	
55	Kourkassouka	55 ^{ème}	

6.2- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

- **Ressources mobilisées et/ou mobilisables de la Commune**

Tableau 30 : Ressources mobilisables et /ou mobilisées de la Commune

Sources	Natures	Montants Total	Années de mobilisation et montants			Secteurs	Observations
			2014	2015	2016		
Commune	Ressources propres	420 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	MINEDUB, MINSEC, Sante, Commerce, MINHDU, Travaux Publiques, et Institution communale	
MINHDU	Fond routier	120 000 000	120 000 000	-	-	MINHDU	Parteneriat Commune/ Etat Participation 10%
Etat	BIP	135 830 000	135 830 000	-	-	MINEPIA, MINEDUB, MINEP, MINEE, MINTP, MINPMEESA, MINAS, MINSANTE, MINHDU, MINEPDÉD	
PNDP	Subvention	104 000 000	104 000 000	-	-	Eau, Santé, Education de base, Commerce, Agriculture	Contrepartie de la commune attendue (5 à 10%)
TOTAL		779 830 000	499 830 000	140 000 000	140 000 000		

- **CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME**

Tableau 38 : Cadre de dépenses à moyen terme

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	LIEU D'IMPLANTATION	ANNEE DE REALISATION			PARTENAIRE
					2014	2015	2016	
Bitumage de l'axe carrefour Total- Grande Mosquée Sandalé sur une voie	120 000 000	108 000 000	MINHDU	Mora-Ville				Travaux publics
		12 000 000	Commune					
Construction d'01 Dalot sur la route Mora-Kourgui au niveau du Lycée de Mora	10 000 000	10 000 000	Commune	Mora Ville				
Aménagement d'un Jardin Public	10 000 000	10 000 000	MINEPDED	Mora Ville				
Construction d'un bloc de 2 salles au lycée Bilingue de Mora	18 000 000	18 000 000	COMMUNE	Lycée Bilingue Mora				Travaux publics DDMINSEC
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP Djampala	18 000 000	16 200 000	PNDP	EP DJAMPALA				Travaux publics
		1 800 000	COMMUNE					
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Igawa-Doulo	18 000 000	16 200 000	PNDP	EP Igawa Doulo				Travaux publics
		1 800 000	COMMUNE					
Réhabilitation de 06 forages équipés à motricité humaine à Manawatchi 1	8 600 000	8 170 000	PNDP	Manawatchi Amadi				DDMINEE
		430 000	COMMUNE					Travaux publics
Réalisation d'un puits équipé à motricité humaine à Kosréhé Kourgui Blama Jean Kola	5 500 000	5 500 000	COMMUNE	Kotsréhé Kourgui Blama Jean Kola				Travaux publics DDMINEE
Construction d'01 magasin de stockage à Baldama Camp Mission	10 000 000	9 000 000	PNDP	Baldama				Travaux publics
		1 000 000	COMMUNE					
Construction d'un magasin de stockage de céréales à Godigong chefferie	10 000 000	9 000 000	PNDP	Godigong chefferie				Travaux publics
		1 000 000	COMMUNE					
Construction d'un magasin de stockage de céréales à Warba centre	10 000 000	9 000 000	PNDP	Warba centre				Travaux publics
		1 000 000	COMMUNE					
Construction d'un magasin moderne de stockage d'oignon à Sera Doumda	1 000 0000	10 000 000	COMMUNE	Héré Ecole				Travaux publics
Construction d'01 Hangar en matériaux	20 000000	18 000 000	PNDP	Magdémé				Travaux publics

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	LIEU D'IMPLANTATION	ANNEE DE REALISATION			PARTENAIRE
					2014	2015	2016	
définitifs au marché de Magdémé		2 000 000	COMMUNE					
Construction d'01 Hangar en matériaux définitif au marché de Tchakramari Issa	20 000 000	18 000 000	PNDP	Marché				Travaux publics
		2 000 000	COMMUNE	Tchakramari Issa				
Equipement des établissements en tables –bancs (666)	20 000 000	20 000 000	Commune	Ecole primaires et secondaires de la commune				DDMINEDUB DDMINSEC
Construction de 02 miradors, toilettes et pose des fils barbelés à la prison de Mora	27 000 000	27 000 000	ETAT	PRISON DE MORA				
Réhabilitation du bloc administratif à l'ENIEG de Mora	10 000 000	10 000 000	ETAT	ENIEG DE MORA				
Construire une maternité au CSI d'Oudjila	12 000 000	12 000 000	COMMUNE	CSI OUDJILA				MINSANTE Travaux publics
Construire une maternité au CSI de Kossa	12000000	12 000 000	COMMUNE	CSI Kossa				Travaux publics MINSANTE
Construction d'un bloc de 2 salles au CES de Makoulahé	18000000	18 000 000	COMMUNE	CES de Makoulahé				Travaux publics DDMINSEC
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Doumé	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP Doumé				DDMINEDUB Travaux publics
Construction d'un bloc de 2 salles au CES de Goudjimdélé	18000000	18 000 000	COMMUNE	CES de Goudjimdélé				Travaux publics DDMINSEC
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de Jilvé	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP Jilvé				Travaux publics DDMINEDUB
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Mahoula	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP Mahoula				Travaux publics DDMINEDUB
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de Blamédéri	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP Blamédéri				Travaux publics DDMINEDUB
Réalisation d'une adduction d'eau à Mémé	150 000 000	150 000 000	COMMUNE	Mémé Tagama				MINEE
Electrification du village de Halgoua chefferie à partir du Lycée de Zouelva	30000000	30 000 000	COMMUNE	Halgoua chefferie				MINEE

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	LIEU D'IMPLANTATION	ANNEE DE REALISATION			PARTENAIRE
					2014	2015	2016	
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de Kangarwa	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP de Kangarwa				Travaux publics DDMINEDUB
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de Tala Dabara	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP de Tala Dabara				Travaux publics DDMINEDUB
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP de Klissawa	18000000	18 000 000	COMMUNE	EP de Klissawa				Travaux publics DDMINEDUB
Réalisation d'une adduction d'eau à Gouvaka chefferie à partir de Kourgui	20000000	20 000 000	COMMUNE	Gouvaka chefferie				MINEE
Electrification du village Djéhé	20000000	20 000 000	COMMUNE	Djéhé				MINEE
Construction et équipement du CSI de Kourgui	58000000	58 000 000	COMMUNE	CSI Kourgui centre				MINSANTE MINTP
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Sgai	18 000 000	18 000 000	COMMUNE	EP SGAÏ				Travaux publics
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Homaka Marché	18 000 000	18 000 000	COMMUNE	EP Homaka Marché				Travaux publics
Construction du CZV de Boundéri	25 000 000	25 000 000	ETAT					
Réhabilitation du CSI de Bounderi	25 000 000	25 000 000	ETAT	Boundéri				
Acquisition d'un Moto Tout-terrain au CSI de Bounderi	1 500 000	1 500 000	ETAT	Bounderi				
Réalisation d'un forage à Boundéri	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Boundéri				DDMINEE
Equipement des salles de classe en bureau de maître	250 000	250 000	ETAT	EP Oudjila Igzawa				
Allouer les indemnisations aux populations déguerpies pour construction (déclaration d'utilité publique)	1 000 000	1 000 000	ETAT	EP Oudjila Igzawa				
Equipement de l'EP Oudjila-Igzawa en 60 tables-bancs	1 800 000	1 800 000	ETAT	EP Oudjila Igzawa				
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Oudjila Igzawa	16 000 000	16 000 000	ETAT	EP Oudjila Igzawa				

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	LIEU D'IMPLANTATION	ANNEE DE REALISATION			PARTENAIRE
					2014	2015	2016	
Réaménagement des sites réboisés 2012-2014	28 000 000	28000 000	ETAT	Sites reboisés Sahel-Vert Commune Mora				
Réalisation d'01 Forage équipé à Mora (Orphelinat Jardin d'Eden)	8 000 000	8 000 000	ETAT	Mora (Orphelinat Jardin d'Eden)				
Entretien routes rurales de la commune	13 880 000	13 880 000	ETAT					
Mise en place du bureau d'enregistrement des personnes exerçant dans l'artisanat	1 000 000		ETAT	DDMINPMEESA				
Appui aux initiatives locales	2 000 000	2 000 000	ETAT	MORA				
Equipement en materiels Hospitaliers du CSI de PODOKO -NORD	8 000 000	8 000 000	ETAT	CSI de PODOKO - NORD				
Aides et Secours aux populations vulnérables	800 000	800 000	ETAT	COMMUNE MORA				
Acquisition de 05 Ordinateurs complets à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	7 500 000	6 000 000	ETAT	DDMINEDUB				
Acquisition des équipements et mobilier de bureau à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	6 000 000	6 000 000	ETAT	DDMINEDUB				
Réfection du Commissariat Spécial de Mora	16 500 000	16 500 000	ETAT	COM.SPE				
Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Mora	18 000 000	18 000 000	ETAT	LYCEE MORA				
Construction des Etablissements clé en main au CES de Mora	100 000 000	100 000 000	ETAT	CES DE MORA				
TOTAL	1 124 330 000							

6.3- Cadre / sommaire de gestion environnementale du CDMT

Tableau 32 : Cadre /Plan sommaire de gestion environnementale du CDMT

Types de projet	Période	Impact potentiel	Mesures D'atténuation	IOV/sources de vérification
1-Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base -Construction des salles de classe dans les écoles maternelles, primaires et établissements secondaires - -Construction des latrines dans les CSI, Etablissements scolaires et marchés -Construction des hangars dans les marchés	Avant le projet	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site, voir sous –préfet	-PV de réunion/liste de participants aux séances de sensibilisation -Acte de donation foncière
		Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	-PV des réunions disponible -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
		Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	Mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	Comité de gestion en place (liste des membres disponible, y compris celui des aspects socio-environnementaux)
		Impacts divers liés aux choix de site	S'assurer que microprojets n'est pas implanté dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;	Zones sensibles évitées
	Pendant les travaux	Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt -Reboiser les zones affectées ;	-Nombre et espèces d'arbres replantés ; -Superficie engazonnée
		Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	-Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Type d'engins utilisés/ chantier -Présence des bacs de récupération des huiles de vidange -Quantité d'huiles récupérées
		Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Présence des équipements de protection utilisés -Nombre de passages quotidiens de camions d'arrosage
	3-Microprojets structurants	Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage	Nombre des espèces d'arbres replantés
		Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA	-Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions	-Nombre de séances de sensibilisation -Nombre de participants aux réunions de sensibilisation
		Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; -observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Distance d'au moins 15 m de la route -Présence des panneaux de signalisation / ralentisseurs en amont et en aval du chantier ; -Port de tenue par les ouvriers
4- Microprojets de gestion des ressources naturelles : Reboisement de certains lieux publics		Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	La qualité des eaux superficielles les dépôts ;
	Après les	Impacts liés aux	-Prévoir des bacs de récupération des	-Présence et nombre de

	travaux	déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	déchets solides, qui seront acheminés à la décharge ; -Prévoir disposition pour traitement des déchets de marchés -Prévoir disposition pour traitement des déchets de l'hôpital	bacs à déchets ; -Présence 'une fosse -Nombre hebdomadaire des traitements -Voir recommandations des études suscitées
		Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
		Amélioration de l'accès aux services de base	Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	-Existence et composition du Comité de gestion -Nombre et type de formation données au comité
			Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage	Un point d'eau (forage) est en place (systématique)
		Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site
5-Microprojets de réfection des infrastructures communautaires de base Réfection des salles de classe et autres bâtiments publics	Pendant les travaux	Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt -Reboiser les zones affectées ;	-Nombre et espèces d'arbres replantés ; -Superficie engazonnée
6-Microprojets de réhabilitation des infrastructures hydrauliques Réhabilitation des forages en panne		Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	-Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Type d'engins utilisés/ chantier -Présence des bacs de récupération des huiles de vidange -Quantité d'huiles récupérées
		Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,...) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Présence des équipements de protection utilisés -Nombre de passages quotidiens de camions d'arrosage
		Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage	Nombre des espèces d'arbres replantés
		Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA	-Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions	-Nombre de séances de sensibilisation -Nombre de participants aux réunions de sensibilisation
		Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site	-Distance d'au moins 15 m de la route - Présence des panneaux de signalisation / ralentisseurs en amont et en aval du chantier ; - Port de tenue par les ouvriers
		Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	La qualité des eaux superficielles les dépôts ;
	Après les travaux	Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	- Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge ; - Prévoir disposition pour traitement des déchets de marchés - Prévoir disposition pour traitement des déchets de l'hôpital	- Présence et nombre de bacs à déchets ; - Présence 'une fosse - Nombre hebdomadaire des traitements - Voir recommandations des études suscitées

	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	- Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée - Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
	Amélioration de l'accès aux services de base	Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	- Existence et composition du Comité de gestion - Nombre et type de formation données au comité
		Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage	Un point d'eau (forage) est en place (systématique)
	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	- Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; - Etat de salubrité du site

6.4- Plan d'investissement annuel 2014

Tableau 33 : Plan d'investissement annuel 2014

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	PERIODE DE REALISATION				LIEU D'IMPLANTATION	PARTENAIRE
				1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.		
Bitumage de l'axe carrefour Total- Grande Mosquée Sandalé sur une voie	120 000 000	108 000 000	MINHDU					Mora	MINHDU
		12 000 000	COMMUNE						
Construction d'01 Dalot sur la route Mora-Kourgui au niveau du Lycée de Mora	10 000 000	10 000 000	COMMUNE					Mora	MINTP
Aménagement d'un Jardin Public	10 000 000	10 000 000	MINEPDED					Mora	MINEP
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP Djampala	18000000	16 200 000	PNDP					EP DJAMPALA	Travaux publics
		1 800 000	COMMUNE						
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Igawa – Doulo	18 000 000	16 200 000	PNDP					EP Igawa Doulo	Travaux publics
		1 800 000	COMMUNE						
Réhabilitation de 06 Forages à motricité humaine à Manawatchi 1	8 600 000	8 170 000	PNDP					Manawatchi Amadi	DDMINEE Travaux publics
		430 000	COMMUNE						
Réalisation d'un puits équipé à motricité humaine à Kosréhé Kourgui Blama Jean Kola	5 500 000	5 500 000	COMMUNE					Kotsréhé Kourgui Blama Jean Kola	Travaux publics DDMINEE
Construction d'01 magasin de stockage à Baldama Camp Mission	10 000 000	9 000 000	PNDP					Baldama	Travaux publics
		1 000 000	COMMUNE						
Construction d'un magasin de stockage de céréales à Godigong chefferie	10000000	9 000 000	PNDP					Godigong chefferie	Travaux publics
		1 000 000	COMMUNE						
Construction d'un magasin de	10 000000	9 000 000	PNDP					Warba centre	Travaux publics

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	PERIODE DE REALISATION				LIEU D'IMPLANTATION	PARTENAIRE
				1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.		
stockage de céréales à Warba centre		1 000 000	COMMUNE						
Construction d'un Bloc Maternel à Doulo centre	20000000	20000000	COMMUNE					Doulo centre	Travaux publics DDEB
Construction d'un magasin moderne de stockage d'oignon à Sera Doumda	10000000	10 000 000	COMMUNE					Héré Ecole	Travaux publics
Construction d'01 Hangar en matériaux définitifs au marché de Magdémé	20 000000	18 000 000 2000000	PNDP COMMUNE					Magdémé	Travaux publics
Construction d'01 Hangar en matériaux définitif au marché de Tchakramari Issa	20 000 000	18 000 000 2 000 000	PNDP COMMUNE					Marché Tchakramari Issa	Travaux publics
Construction d'un bloc de 2 salles au lycée Bilingue de Mora	18000000	18000000	COMMUNE					Lycée Bilingue Mora	Travaux publics DDMINSEC
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Sgai	18000000	18000000	COMMUNE					EP SGAÏ	Travaux publics
Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Homaka Marché	18000000	18000000	COMMUNE					EP Homaka Marché	Travaux publics
Réalisation d'un forage à Boundéri	8000000	8 000 000	COMMUNE					Boundéri	DDMINEE
Construction du CZV de Boundéri	25 000 000	25 000 000	ETAT					Boundéri	MINEPIA
Réhabilitation du CSI de Bounderi	25 000 000	25 000 000	ETAT					Boundéri	MINSANTE
Acquisition d'un Moto Tout-terrain au CSI de Bounderi	1 500 000	1 500 000	ETAT					CSI Bounderi	MINSANTE
Equipement des salles de	250 000	250 000	ETAT					EP Oudjila	MINEDUB

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	PERIODE DE REALISATION				LIEU D'IMPLANTATION	PARTENAIRE
				1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.		
classe en bureau de maître								Igzawa	
Equipement de l'EP Oudjila-Igzawa en 60 tables-bancs	1 800 000	1 800 000	ETAT					EP Oudjila Igzawa	MINEDUB
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP Oudjila Igzawa	16 000 000	16 000 000	ETAT					EP Oudjila Igzawa	MINEDUB
Equipement de l'EP MANAWATCHI en 60 tables-bancs	1 800 000	1 800 000	ETAT					EP MANAWATCHI	MINEDUB
Réaménagement des sites reboisés 2012-2014	28 000 000	28000 000	ETAT					Mora, Magdémé, Kossa	MINEP
Réalisation d'01 Forage équipé à Mora (Orphelinat Jardin d'Eden)	8 000 000	8 000 000	ETAT					Mora (Orphelinat Jardin d'Eden)	MINEE
Entretien routes rurales de la commune	13 880 000	13 880 000	ETAT						MINTP
Mise en place du bureau d'enregistrement	1 000 000	1 000 000	ETAT					DDMINPMEESA	MINPMEESA
Appui aux initiatives locales	2 000 000	2 000 000	ETAT					MORA	MINPMEESA
Equipement en matériels Hospitaliers du CSI de PODOKO –NORD	8 000 000	8 000 000	ETAT					CSI PODOKO – NORD	MINSANTE
Aides et Secours aux populations vulnérables	800 000	800 000	ETAT					Mora	MINAS
Equipement de la SAR-SM Narki en 60 Tables-Bancs	1 800 000	1 800 000	ETAT					SAR-SM Narki	
Acquisition de 05 Ordinateurs complets à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	7 500 000	6 000 000	ETAT					DDMINEDUB	

PROJET	COUT TOTAL	CONTRIBUTION DE CHAQUE PARTENAIRE	SOURCE DE FINANCEMENT	PERIODE DE REALISATION				LIEU D'IMPLANTATION	PARTENAIRE
				1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.		
Acquisition des équipements et mobiliers de bureau à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	6 000 000	6 000 000	ETAT					DDMINEDUB	
Réfection du Commissariat Spécial de Mora	16 500 000	16 500 000	ETAT					COM.SPE	
Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Mora	18 000 000	18 000 000	ETAT					LYCEE MORA	
Construction des Etablissements clé en main au CES de Mora	100 000 000	100 000 000	ETAT					CES DE MORA	
Construction de 02 miradors, toilettes et pose des fils barbelés à la prison de Mora	27 000 000	27 000 000	ETAT					PRISON DE MORA	
Réhabilitation du bloc administratif à l'ENIEG de Mora	10 000 000	10 000 000	ETAT					ENIEG DE MORA	
TOTAL	671 930 000								

6.5- Plan de Passation des marchés du PIA pour la mise en œuvre du plan d'investissement annuel de la commune de Mora

Tableau 34: Plan de Passation des marchés du PIA

N°	Désignation du projet et localité de réalisation	Type de prestation	Montant prévisionnel du marché	Autorité contractante / Administration bénéficiaire	Mode d'appel d'offres	Date lancement de l'appel d'offre	Date d'attribution du marché	Date de signature du marché	Date de démarrage des travaux	Date de réception des prestations
1	Construction du CZV de Bounderi	BEC	25 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	28/02/2014	07/04/2014	21/04/2014	01/05/2014	30/07/2014
2	Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à l'EP d'Oudjila-Igzawa	BEC	16 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	28/02/2014	07/04/2014	21/04/2014	01/05/2014	30/07/2014
3	Equipement matériels hospitalier au CSI de Podoko Nord	AG	8 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	28/02/2014	07/04/2014	21/04/2014	01/05/2014	30/07/2014
4	Réalisation d'un forage équipé à Mora Orphelinat Jardin d'Eden	AI	8 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	28/02/2014	07/04/2014	21/04/2014	08/05/2014	06/06/2014
5	Réhabilitation du CSI de Bounderi	BEC	25 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	28/02/2014	07/04/2014	21/04/2014	08/05/2014	06/08/2014
6	Réhabilitation des routes rurales et entretien des routes de la commune de Mora	ROUTE	13 880 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	14/02/2014	24/03/2014	07/04/2014	10/04/2014	10/06/2014
7	Transfert en capital pour le réaménagement des sites reboisés de Sahel-vert de la Commune de Mora	SPI	28 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	14/02/2014	24/03/2014	07/04/2014	17/04/2014	17/07/2014
8	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Boundéri	AI	8 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	12/03/2014	05/05/2014	23/05/2014	16/06/2014	18/08/2014
9	Réalisation d'un puits équipé à	AI	5 500 000	DD MINMAP/	AONO	12/03/2014	05/05/2014	23/05/2014	16/06/2014	18/08/2014

	motricité humaine à Kosréhé Kourgui Blama Jean Kola			COMMUNE DE MORA						
10	Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Homaka Marché	BEC	16 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	12/03/2014	05/05/2014	23/05/2014	04/06/2014	02/09/2014
11	Construction d'un bloc de 2 salles à l'EP de Sgai	BEC	16 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	17/03/2014	09/05/2014	28/05/2014	09/06/2014	08/09/2014
12	Construction d'un Bloc Maternel à Doulo centre	BEC	20 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	17/03/2014	09/05/2014	28/05/2014	09/06/2014	08/09/2014
13	Construction d'un bloc de 2 salles au lycée Bilingue de Mora	BEC	21 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	11/04/2014	04/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
14	Construction et équipement d'un bloc de 2 salles à l'EP Djampala/Djoundé	BEC	20 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	15/04/2014	07/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
15	Construction et équipement d'un bloc de 2 salles à l'EP d'Igawa Doulo	BEC	20 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	15/04/2014	07/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
16	Construction d'un hangar en matériaux définitifs au marché de Baldama	BEC	10 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	11/04/2014	04/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
17	Construction d'un magasin de stockage de céréales à Warba centre	BEC	10 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	11/04/2014	04/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
18	Construction d'un magasin de stockage de céréales à Godigong chefferie	BEC	10 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	11/04/2014	04/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
19	Construction d'un Hangar en matériaux définitifs au marché de Magdémé	BEC	23 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	15/04/2014	07/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014
20	Construction d'un magasin moderne de stockage d'oignon à Sera Doumda	BEC	10 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	11/04/2014	04/07/2014	25/08/2014	05/09/2014	04/12/2014

21	Construction d'un Forage + Pompe au CSI de Limani	AI	8 000 000	DD MINMAP/ COMMUNE DE MORA	AONO	12/03/2014	05/05/2014	23/05/2014	04/06/2014	04/09/2014
22	Acquisition de 05 Ordinateurs complets à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	AG	7 500 000	DD MINMAP/ DD MINEDUB MAYO-SAVA	AONO	07/02/2014	17/03/2014	31/03/2014	10/04/2014	09/06/2014
23	Acquisition des équipements et mobiliers de bureau à la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava	AG	6 000 000	DD MINMAP/ DD MINEDUB MAYO-SAVA	AONO	07/02/2014	17/03/2014	31/03/2014	10/04/2014	09/06/2014
24	Réfection du Commissariat Spécial de Mora	BEC	16 500 000	DD MINMAP/ COM SPE DE MORA	AONO	10/03/2014	17/04/2014	02/05/2014	12/05/2014	11/07/2014
25	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Mora	BEC	18 000 000	DD MINMAP/ LYCEE DE MORA	AONO	14/02/2014	24/03/2014	07/04/2014	17/04/2014	16/07/2014
26	Construction des Etablissements clé en main au CES de Mora	BEC	100 000 000	DD MINMAP/ CES DE MORA	AONO	14/02/2014	24/03/2014	07/04/2014	17/04/2014	16/07/2014
27	Construction de 02 miradors, toilettes et pose des fils barbelés à la prison de Mora	BEC	27 000 000	DD MINMAP/ PRISON DE MORA	AONO	14/02/2014	24/03/2014	07/04/2014	17/04/2014	16/07/2014
28	Réhabilitation du bloc administratif à l'ENIEG de Mora	BEC	10 000 000	DD MINMAP/ ENIEG DE MORA	AONO	17/02/2014	27/03/2014	11/04/2014	21/04/2014	16/06/2014

CHAPITRE VII

MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1 Composition du comité de suivi-évaluation

7.1.1 Composition du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation a été envisagé comme une continuité du COPIL. Sa composition est donc restée la même. Il est globalement chargé de :

- Rassembler les informations recueillies sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets du PCD ;
- Etablir un rapport périodique de mise en œuvre du PCD ;
- Mettre les informations recueillies auprès de la Tutelle et des autorités municipales ;
- Programmer les actions à intégrer dans le document de renouvellement du PIA..

7.1.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

Tableau 35 : Indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIA

Idée du projet	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Construction d'ouvrages d'arts / bitumage et aménagement des routes	<ul style="list-style-type: none">- Nombre et qualité d'ouvrages d'art construits- Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO- Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO- Lieux de localisation des ouvrages/routes
Construction des salles de classe et blocs administratifs	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de salles de classe construites- Nombre de blocs administratifs construits- Nombre de latrines construites- Nombre d'écoles primaires concernées- Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO- Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO- Lieux d'implantation des infrastructures concernées
Equipement des établissements en table-bancs et en bureaux de maîtres	<ul style="list-style-type: none">- Nombres de tables bancs distribués- Nombre de bureaux de maîtres équipés- Nombre d'établissements touchés
Construction des magasins de stockage	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de magasins construits- Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO- Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO- Lieux d'implantation des infrastructures concernées
Construction des hangars de marché	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de hangars de marché construits- Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO- Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO- Lieux d'implantation des infrastructures concernées
Construction des forages	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de forages construits- Qualité des infrastructures au regard du DAO- Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO- Lieux d'implantation des forages
Construction d'un CZV à Boundéri	<ul style="list-style-type: none">- CZV de Boundéri construit- Qualité de l'infrastructure au regard du DAO- Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO
Construction de 02 miradors, toilettes et pose des fils barbelés à la prison de Mora	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de miradors construits- Nombre de latrines construites- Existence des fils barbelés- Qualité des infrastructures au regard du DAO

	<ul style="list-style-type: none"> - Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO - Lieu d'implantation des infrastructures concernées
Réhabilitation d'un CSI à Boundéri	<ul style="list-style-type: none"> - CSI de Boundéri réhabilité - Qualité de l'infrastructure au regard du DAO - Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO
Réfection du Commissariat Spécial de Mora	<ul style="list-style-type: none"> - Commissariat Spécial de Mora réhabilité - Qualité de l'infrastructure au regard du DAO - Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO
Acquisition d'un Moto Tout-terrain au CSI de Boundéri	<ul style="list-style-type: none"> - Une moto tout-terrain disponible au CSI de Boundéri - Facture d'achat de la moto/PV de réception
Acquisition des équipements et mobiliers de bureau	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements et mobiliers de bureau disponibles - Qualité des équipements et mobiliers au regard du DAO - PV de réception des équipements et mobiliers
Equipement en matériels Hospitaliers du CSI de PODOKO –NORD	<ul style="list-style-type: none"> - Matériels hospitaliers disponibles au CSI de Podoko-Nord - Qualité des équipements au regard du DAO - PV de réception des matériels
Mise en place du bureau d'enregistrement des acteurs exerçants dans l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Un bureau d'enregistrement des acteurs exerçants dans l'artisanat ; - Nombre d'artisans enregistrés
Appui aux initiatives locales d'un GIC pour les activités génératrices de revenus (AGR)	<ul style="list-style-type: none"> - Nom du GIC appuyé ; - Montant alloué ; - Fiche de décharge du fonds alloué
Aides et Secours aux populations vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes vulnérables aidées - Quantité et qualité des appuis apportés
Aménagement d'un Jardin Public	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un jardin public - Qualité du jardin au regard du DAO - Périodes de réalisation du jardin au regard du DAO - Lieu d'implantation du jardin
Réaménagement des sites reboisés 2012-2014	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites reboisés réaménagés - Qualité des réaménagements au regard du DAO - Périodes de réalisation des réaménagements au regard du DAO - Lieu d'implantation des sites concernés

7.1.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le Comité de suivi-évaluation se réunit selon le chronogramme ci-dessous qui met en exergue les périodes des rencontres et les activités relatives.

Tableau 36 : Chronogramme des activités du comité de suivi des activités communales

Période	Activités
Chaque mois	<ul style="list-style-type: none"> - Descentes pour le suivi des réalisations sur le terrain - Tenue d'une réunion mensuelle d'évaluation des activités - Programmation des activités à venir - Rédaction des rapports mensuels à soumettre au Maire
Chaque trimestre	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'une réunion de coordination des activités et d'évaluation trimestrielle - Rédaction des rapports trimestriels à soumettre au Maire
Chaque année	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'une réunion de coordination des activités et d'évaluation annuelle - Rédaction du rapport annuel de suivi- évaluation des activités du PIA à soumettre au Maire - Elaboration du PIA de l'année suivante

Le quorum requis pour la tenue des rencontres est d'au moins de 2/3 des membres présents.

Pour le suivi de la mise en œuvre du PCD, plusieurs outils seront utilisés : le PIA, le plan de passation des marchés, les contrats, Les fiche de suivi (mensuelle, trimestrielle...) etc.

Les membres de suivi et d'évaluation des activités communales sont chargés, entre les réunions, d'effectuer des descentes de suivi de la mise en œuvre des projets auprès des acteurs concernés (entreprises, exécutif communal, SG de la Commune, RM, responsables déconcentrés du MINMAP, autres SDE et toutes autres personnes ressources) afin de recueillir toutes les informations pouvant les aider dans leur travail.

Les rapports relatifs au travail du comité de suivi sont mensuels, trimestriels et annuels.

Les réunions donnent lieu à des propositions de recommandations pour les périodes suivantes. Les contenus des réunions sont consignés dans des procès verbaux mis à la disposition de l'Exécutif communal qui pourra les diffuser auprès des acteurs concernés par la mise en œuvre du PCD et des conseillers municipaux.

En fonction des constats faits dans les procédures et processus de mise en œuvre du PIA, le Maire peut amener les conseillers municipaux à délibérer sur les recommandations faites par le Comité.

7.2-Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Dans le cadre de cet accompagnement de la Commune de Mora, le PIA de l'année 2014 a été déjà élaboré de même que le CDMT de 2014 à 2016.

Pour l'avenir, il s'agira d'élaborer pour chaque année le PIA et d'actualiser les CDMT. Pour cela, une commission formée de l'exécutif communal, le comité de suivi des activités communales, le DD-MINEPAT, les Sectoriels clés, les PTF (**partenaires techniques et financiers**) de la commune et toutes autres parties prenantes se chargeront d'élaborer ces outils.

Les différentes étapes et stratégies pour l'élaboration de ces outils de programmation et de budgétisation sont les suivantes :

1)- En début de l'année, le SG devra activer le Maire pour engager les réflexions et les stratégies de mobilisation des ressources et leur échéance. Pour cela, le Maire prendra contact avec les bailleurs (classiques et autres) de la commune pour avoir le niveau de leurs affectations à la commune et prospectera de nouvelles sources de revenus

2)- A la fin du 3^e trimestre de 2014, il sera question d'évaluer la mise en œuvre du PIA de l'année de 2014 en faisant des points sur :

- les activités du PIA(2014) réalisées et liquidées ;
- les activités du PIA(2014) en cours de réalisations et dont les fonds sont bloquées et sûres ;
- les activités du PIA(2014) en cours de réalisations et dont les paiements sont reportés ;
- les activités du PIA (2014) non exécutées ;
- le niveau de prise en compte de mise en œuvre des ASE des projets de l'année 2014

3)- En fin d'année il s'agira d'organiser un atelier d'élaboration du PIA de l'année 2015 et d'intégrer l'année 2017 dans le nouveau CDMT

Deux étapes constitueront l'ossature de cet atelier à savoir : la préparation et la tenue de l'atelier proprement dit.

La préparation de l'atelier va consister à :

- La préparation et ventilation des invitations aux personnes ressources désignée ;
- La préparation technique et logistique

Il est important de signaler ici que lors de la préparation technique, il sera élaboré par le comité de suivi des activités communales les drafts du PIA de l'année 2015. Ces documents seront présentés et amendés lors du déroulement de l'atelier.

L'atelier proprement dit va porter sur les points suivants :

- Présentation de l'état d'exécution du PIA de l'année (2014)
- Présentations des projets du CDMT correspondant à l'année (2015)
- Présentation du cadre sommaire de gestion environnemental du CDMT actualisé
- Présentation des priorités éventuelles non contenues dans le PCD
- Présentation des ressources sûres de l'année (2015)
- Présentation du projet de PIA de l'année (n+1)
- Echanges et débats
- Ajustement du projet de PIA sur la base du consensus
- Présentation du nouveau PPM
- Elaboration du nouveau CDMT

4)- Validation des documents : le PIA et le CDMT ainsi élaborés seront présentés au conseil municipal pour validation.

5)- Actualisation des autres documents du PCD

Il revient également au comité de suivi des activités communale et sectoriels clés ceci de manière continue de :

- Actualiser les Cadres Logiques par secteur
- Intégrer des nouvelles priorités dans le PCD
- Actualiser les données du PCD (Etats par secteurs)

7.3-Stratégies de mobilisation des ressources financières

Pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de son PCD, la commune de Mora se propose d'adopter les stratégies suivantes :

- Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation des populations sur la fiscalité locale et le bienfondé du paiement des Impôts et taxes Communales ;
- Confectionner les fichiers des contribuables ;
- Mettre en place un mécanisme efficace de recouvrement des impôts et taxes communales ;
- Confectionner et placer à temps les Tickets d'impôt libératoire au niveau des Chefs traditionnels dans le ressort territorial communal ;
- Identifier des nouvelles sources de recettes et définir des stratégies de leur viabilisation ;
- Evaluer les potentialités des différents marchés de la commune ;
- Prendre une délibération fixant le taux de paiement des taxes sur le transit du bétail ;

- Renforcer les capacités des membres de l'exécutif et des chefs de service à l'appropriation des mécanismes et du système de gestion des ressources transférées ;
- Sensibiliser les bénéficiaires à participer aux réalisations programmées;
- Sensibiliser les élites et les opérateurs économiques à financer les activités inscrites dans le plan ;
- Saisir les opportunités qu'offre l'Etat à travers la BIP, les projets et programmes de développement (Ex : Projet d'Amélioration de la compétitivité Agricole, le Programme National d'Appui à la filière maïs; la filière oignon, les Etablissements de Micro finances et bien d'autres.) ;
- Développer le partenariat avec les acteurs de développement (techniques et financiers) afin de susciter leurs concours pour la mise en œuvre du PDC.

Facteurs pouvant influencer la mobilisation des ressources communales

Pour la mise en œuvre du CDMT, l'idéal voudrait que la commune mobilise des moyens financiers supérieurs ou égaux à ceux estimés. Mais parfois certains facteurs peuvent influencer négativement la mobilisation des ressources communales retardant ainsi la réalisation de certains projets inscrits dans le CDMT. Parmi ces facteurs, on peut citer entre autres :

- L'incivisme fiscal ;
- Faible recouvrement des impôts et taxes communales ;
- Faible contribution en CAC de la part de l'Etat ;
- Faible contribution de l'Etat en BIP ;
- Manque de partenariat/coopération avec les Projets/Programmes de développement intervenant dans la réalisation des projets communaux

8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le PCD étant un outil de bonne gouvernance, une circulation fluide de l'information entre tous les acteurs impliqués dans ce processus est fortement recommandée. Pour atteindre cet objectif, il a été discuté au cours de l'élaboration de ce PCD du système information/communication à mettre en place.

L'importance de mettre en place un tel système est d'éclairer les différents acteurs sur le PCD, susciter leur adhésion, recevoir les feedback, suivre la réalisation des actions programmées et rendre compte à différents niveaux.

Tableau37 : Plan de communication

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
COMMUNICATION INTERNE							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	Internet	0	2014	
	Connecter la commune au réseau Internet	Responsable cellule informatique (Haman)/ cellule des études et de la communication et d'appui au développement	Tout le public	Internet	100 000	2014	
	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux	Réunion	200 000	Chaque trimestre	
	Instituer les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Affiches sur les tableaux muraux	500 000	2014	
	Doter chaque service d'un téléphone fixe	tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Téléphone	150 000	2014	
	Attribuer à chaque chef de	tous les chefs de	Le personnel	Téléphone	150 000	2014	

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
	service un crédit de communication	services	communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers				
	Créer une boîte à suggestion	Acteurs communaux	Acteurs communaux	Boîte à suggestion	10 000		
COMMUNICATION EXTERNE							
La communication avec les autorités et les sectoriels							
Informer régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport périodiques		trimestriel	Cahier de transmission
La communication avec les populations de la commune bénéficiaires							
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser les tournées d'information et de sensibilisation dans les villages	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Tournée de Mr le sous-préfet	0	Semestre	Compte rendu de tournée
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux -Comité de suivi du PCD (CDC)	communautés	Plans communaux de développement	1 600 000	2014	Au moins 16 séances de restitution du PCD sont tenues (1 séance par canton / groupement)
Informier les populations sur les activités et réalisations de la commune	Production des émissions radios, magazines TV et publication dans les journaux	Cellule de communication de la commune et l'exécutif municipal	Grand public	Médias locaux (SAVA FM)	50 000	2014	
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	Maire	-Communautés -Partenaires de développement	-Médias locaux (SAVA FM) -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune	50 000	2014	
Communication avec la société civile et le secteur privé							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé (cadre d'échanges)	Le Maire	Société civile/secteur privé	-correspondances -Ateliers d'échanges	2 500 000	-Annuel sur 5ans -Trimestriel	
Promouvoir la gouvernance	Communiquer sur le budget et le compte	Maire	communautés	-Médias locaux	50 000	Dés	

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
locale	administratif de la commune			-Site internet communal -concertation avec les O et la société civile de la commune		l'adoption de Chaque budget et compte administratif	
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire des différents acteurs de développement dans l'espace communal avec leurs contacts	Chargé de la communication	Maire	différents acteurs de développement	50 000	2014	Répertoire disponible
Informer régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	100 000	2014	Liste de diffusion du rapport
Communication avec les partenaires techniques et financiers							
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement	0	2014	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Séances de travail	100 000		Compte rendu disponible
Informer régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités	100 000		Rapport diffusé
Communication avec les élites extérieures et la diaspora							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la commune vivant hors du Cameroun	Chargé de la communication	Maires		0		Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	0		Compte rendu disponible
Informer régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet	100 000		Rapport diffusé

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
LA COMMUNICATION DE MASSE							
Informer le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	100 000		Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	50 000		Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	200 000		
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public		1 000 000		
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public		50 000		Nombre d'éditions
Actions de plaidoyer							
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres avec les sectoriels	Maire	MINEPAT et les autres sectoriels	PCD et état de mise en œuvre	100 000		
	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre	200 000		
	Organiser des rencontres avec les OE du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	100 000		
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		100 000		

9- CONCLUSION GENERALE

Le présent PCD de Mora a été élaboré de manière participative regroupant à chaque étape les différents groupes socio- professionnels et autres acteurs de développement. C'est dire que ce document a pris en compte les préoccupations de toutes les couches sociales. Ce PCD est donc un outil de l'équité et de transparence dans la gestion des ressources communales. Il est également un outil de négociation avec les partenaires. A travers les différentes phases de son élaboration, les acteurs ont défini la vision globale et les grands axes stratégiques de développement de la commune de mora qui se résument en quatre points essentiels à savoir :

- Amélioration de la performance de la commune ;
- Accès des populations aux services sociaux de base ;
- Développement du secteur productif ;
- Promotion du secteur économique.

A partir de cette vision et axes stratégiques, des actions à mener pour le développement de la Commune ont été identifiées et planifiées dans le temps et dans l'espace. Mais cette planification n'est qu'une étape de ce long processus pour l'atteinte des résultats escomptés.

La mise en œuvre des engagements pris demeure la condition sine qua non pour espérer atteindre cette vision. Cette phase de mise en œuvre exige l'adhésion inconditionnelle de tous les acteurs de développement: exécutif communal, administration, élus locaux, élites et populations bénéficiaires, partenaires technique et financiers (services déconcentrés de l'Etat, ONG, Projets/Programmes, OSC etc.).Il est donc important pour la Commune de Mora de prendre en compte tous ces facteurs pour la réussite de son plan de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Document des stratégies de croissance et d'emploi
- Rapport Diagnostic d'élaboration du plan sommaire d'urbanisme de la ville de Mora ;
- Rapport mise en place du personnel de l'IAEB de Mora années scolaire 2012-2013.
- Supports Formations OAL
- Supports pédagogiques donnés par le PNDP lors de l'atelier de formation des OAL sur la démarche méthodologique de mise en œuvre du processus de planification locale à YAGOUA en 2013 ;
- Document Réunions OAL Maroua 2013 ;
- Archives de la Commune ;
- Journal de programmation Maire commune Mora Exercice 2013 ;
- Comptes administratifs de la commune pour les années 2010, 2011 et 2012 ;
- Etat du personnel en service au sein de l'institution communale ;
- Sommiers du patrimoine communal ;
- Rapports du Délégué d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural de Mora ;
- Rapports du Délégué d'Arrondissement de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales de Mora ;
- Rapport de l'inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base de Mora ;
- Rapports des autres sectoriels ;
- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement
- Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi ;
- Archives de la Délégation Départementale du MINEPAT

ANNEXES

Annexe 1 : Fiches de projets

FICHE DE PROJET 1

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet EP Sgaï : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Sgaï	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Sgaï		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'Ecole Publique de Sgaï en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 18 000 000 -Nature : 0	Source de financement : Budget communal
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 09/06/2014	

FICHE DE PROJET 2

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet EP Homaka : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Homaka	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Homaka Marché		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'Ecole Publique de Homaka en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 18 000 000 -Nature : 0	Source de financement : Budget communal
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 04/06/2014	

FICHE DE PROJET 3

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet EM Doulo : Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle publique de Doulo	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Doulo		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'Ecole Maternelle Publique de Doulo d'un bloc Maternel pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000 ² F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 18 000 000 -Nature : 0	Source de financement : Budget communal
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 09/06/2014	

FICHE DE PROJET 4

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet EP Oudjila Igzawa : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Oudjila Igzawa	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Oudjila-Igzawa		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'Ecole Publique de Oudjila Igzawa en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 18 000 000 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 01/05/2014	

FICHE DE PROJET 5

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet EP Djampala-Djoundé : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Djampala-Djoundé
Région de l'Extrême- Nord		
Commune de Mora		Domaine d'intervention : Education de Base
Communauté : Djampala Djoundé		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Dotter l'Ecole Publique de Djampala-Djoundé en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 16 200 0000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 800 000 -Nature : 0	Source de financement : PNDP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 6

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet EP Igawa-Doulo : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Igawa-Doulo	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Igawa Doulo		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'Ecole Publique de Igawa-Doulo en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 16 200 0000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 800 000 -Nature : 0	Source de financement : PNDP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 7

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava : Acquisition de 05 Ordinateurs complets
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental du Cadastre, Domaines et Affaires Foncières		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Amélioration les conditions de travail du personnel	
Coût total estimé : 7 500 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 00 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Acquisition de 05 Ordinateurs complets (Unité Centrale, Ecrans, Claviers, Souris, Onduleurs)		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 10/04/2014	

FICHE DE PROJET 8

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet : Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava : Acquisition des équipements et immobiliers de bureau
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Education de Base	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre de l'Education de Base		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : DD MINCDAF		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava en équipements et mobiliers de bureau pour une amélioration des conditions de travail du personnel	
Coût total estimé : 6 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Acquisition des équipements et immobiliers de bureau de la Délégation Départementale de l'Education de Base du Mayo-Sava		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 10/04/2014	

FICHE DE PROJET 9

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Lycée Bilingue de Mora : Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée Bilingue de Mora
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Enseignements Secondaires	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre des Enseignements Secondaires		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter au Lycée Bilingue de Mora en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 21 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 21 000 000 -Nature : 0	Source de financement : Budget Communal
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 10

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet Lycée de Mora : Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Mora	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Enseignements Secondaires	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre des Enseignements Secondaires		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter au Lycée de Mora en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 18 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 00 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées en tables-bancs		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 17/04/2014	

FICHE DE PROJET 11

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microp projet CES de Mora : Construction des établissements clé en main au CES de Mora
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Enseignements Secondaires	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre des Enseignements Secondaires		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microp projet	Doter au CES de Mora en salles de classe pour une amélioration des conditions de travail des enseignants et élèves.	
Coût total estimé : 100 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microp projet : Construction des établissements clé en main au CES de Mora		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 17/04/2014	

FICHE DE PROJET 12

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet ENIEG de Mora : Réhabilitation du bloc administration de l'ENIEG
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Enseignements Secondaires	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre des Enseignements Secondaires		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Doter l'ENIEG de Mora d'un bloc administratif pour une amélioration des conditions de travail du personnel administratif et enseignant	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réhabilitation du bloc administratif de Mora if de l'ENIEG de Mora		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 21/04/2014	

FICHE DE PROJET 13

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet : Commissariat Spécial de Mora : Réfection du Commissariat Spécial de Mora
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Sureté Nationale	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministre des Enseignements Secondaires		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental du Cadastre, Domaines et Affaires Foncières		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer les conditions de travail du personnel t	
Coût total estimé : 16 500 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet Réfection du Commissariat Spécial de Mora		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 12/05/2014

FICHE DE PROJET 14

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Prison de Mora : Construction de 02 Miradors, Toilettes, et pose des fils barbelés à la prison de Mora
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Etablissement Pénitenciers	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de la Justice		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics / MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer les conditions de détention des prisonniers	
Coût total estimé : 27 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction de 02 Miradors, Toilettes, et pose des fils barbelés à la prison de Mora		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 17/04/2014	

FICHE DE PROJET 15

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet CZV Bounderi : Construction du CZV de Bounderi
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : MINEPIA	
Commune de Mora		
Communauté : Bounderi		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publics / MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer les conditions de travail du personnel d'encadrement	
Coût total estimé : 25 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction du CZV de Bounderi		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 01/05/2014	

FICHE DE PROJET 16

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Centre de Santé Intégré de Bounderi : Réhabilitation du Centre de Santé Intégré de Bounderi
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : SANTE PUBLIQUE	
Commune de Mora		
Communauté : Bounderi		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de la Santé Publique		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental du Cadastre, des Domaines et Affaires Foncières		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer les conditions de travail du personnel sanitaire	
Coût total estimé : 25 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réhabilitation du Centre de Santé Intégré de Bounderi		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 10/04/2014	

FICHE DE PROJET 17

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet Centre de Santé Intégré de de Podoko Centre : Equipement en matériel hospitalier du Centre de Santé Intégré de Podoko Centre	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : SANTE PUBLIQUE	
Commune de Mora		
Communauté : Podoko Centre		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de la Santé Publique		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental du Cadastre, des Domaines et Affaires Foncières		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer les conditions de travail du personnel sanitaire	
Coût total estimé : 8 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Equipement en matériel hospitalier du Centre de Santé Intégré de Podoko Centre		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 01/05/ 2014	

FICHE DE PROJET 18

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Routes commune de Mora : Réhabilitation des routes rurales, entretien des routes de la Commune
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : TRAVAUX PUBLIQUES	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de la Santé Publique		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des Travaux Publiques MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations dans les lieux stratégiques (Bassins de production, Marchés, CSI, Etablissements scolaires, etc)	
Coût total estimé : 13 880 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réhabilitation des routes rurales, entretien des routes de la Commune		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 10/04/2014	

FICHE DE PROJET19

		Date :
N° de référence :	Désignation du Microprojet: Ville de Mora : Bitumage de l'axe Total- Grande Mosquée Sandalé sur une voie	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : MINHDUH	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité compétente : MINMAP		
Maître d'ouvrage :		
Maître d'ouvrage Délégué : Commune de Mora		
Ingénieur du marché : DDMINHDU MS		
Maître d'œuvre : Consultant		
Ingénieur : Délégué Départementale des Travaux Publiques du Mayo-Sava		
Agence d'exécution : ENTREPRISE		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Améliorer la voirie urbaine de la ville de Mora	
Coût total estimé : 120 000 0 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 12 000 000 -Nature : 0	Source de financement : MINHDU
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Bitumage de l'axe Total- Grande Mosquée Sandalé sur une voie		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 04 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 15 Mai 2014	

FICHE DE PROJET 20

N° de référence :	Désignation du Microprojet: construction d'01 dalot sur l'axe Kourgui- Mora	
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : MINDHU	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité compétente : MINMAP		
Maître d'ouvrage : MINHDU		
Maître d'ouvrage Délégué : Commune de Mora		
Ingénieur du marché : DDMINHDU MS		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : ENTREPRISE		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter le déplacement des personnes et des biens	
Coût total estimé : 10 000 0 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 0	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 10 000 000 -Nature : 0	Source de financement : Budget Communal
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un dalot sur l'axe Kourgui-Mora		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 02 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 15 Mai 2014	

FICHE DE PROJET 21

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet Orphelinat Jardin d'EDEN : Réalisation d'un Forage équipé à Mora
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : TRAVAUX PUBLIQUES	
Commune de Mora		
Communauté : Mora		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Eau et de l'Energie		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 8 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réalisation d'un Forage équipé à Mora (Orphelinat Jardin d'EDEN)		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 08/05/2014	

FICHE DE PROJET 22

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet CSI LIMANI : Réalisation d'un Forage équipé + Pompe
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Eau	
Commune de Mora		
Communauté : Limani		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Eau et de l'Energie		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 8 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réalisation d'un Forage équipé + Pompe au CSI de Limani		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 04/06/2014	

FICHE DE PROJET 23

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet BOUNDERI : Réalisation d'un Forage équipé de Pompe à motricité humaine
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Eau	
Commune de Mora		
Communauté : Bounderi		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Eau et de l'Energie		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 8 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 00	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 0 -Nature : 0	Source de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réalisation d'un Forage équipé de Pompe à motricité humaine		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 16/06/2014	

FICHE DE PROJET 24

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet MANAWATCHI AMADI : Réhabilitation de 06 Forages équipés de Pompe à motricité humaine
Région de l'Extrême- Nord		
Commune de Mora		Domaine d'intervention : Eau
Communauté : MANAWATCHI AMADI		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Eau et de l'Energie		
Maître d'ouvrage Délégué : Maire de la Commune de Mora		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 8 600 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 8 170 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 430 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réhabilitation de Forages équipé de Pompe à motricité humaine		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 08/04/2014	

FICHE DE PROJET 25

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet KOSTREHE Kourgui Blama Jean : Réalisation d'un Puits équipé de Pompe à motricité humaine
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Eau	
Commune de Mora		
Communauté : KOSTREHE Kourgui Blama Jean		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du MS		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 5 500 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 5 225 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 275 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Réalisation d'un Puits équipé de Pompe à motricité humaine à KOSTREHE Kourgui Blama Jean		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 16/06/2014	

FICHE DE PROJET 26

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet BALDAMA : Construction d'un magasin de stockage des céréales
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Agriculture	
Commune de Mora		
Communauté : BALDAMA		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des travaux publics / consultant		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 9 000 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 000 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un magasin de stockage des céréales		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 27

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet WARBA CENTRE : Construction d'un magasin de stockage des céréales
Région de l'Extrême- Nord		
Commune de Mora	Domaine d'intervention : Agriculture	
Communauté : WARBA CENTRE		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des travaux publics / consultant		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 9 000 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 000 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un magasin de stockage des céréales		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 28

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet GODIGONG CHEFFERIE : Construction d'un magasin de stockage des céréales
Région de l'Extrême- Nord		Domaine d'intervention : Agriculture
Commune de Mora		
Communauté : GODIGONG CHEFFERIE		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des travaux publics / consultant		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 9 000 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 000 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un magasin de stockage des céréales		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014

FICHE DE PROJET 29

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet SERA DOUMDA : Construction d'un magasin de stockage d'oignons
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Agriculture	
Commune de Mora		
Communauté : SERA DOUMDA		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des travaux publics / consultant		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 9 000 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 000 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un magasin de stockage des céréales		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

FICHE DE PROJET 30

		Date :
N° de référence :		Désignation du Microprojet MAGDEME : Construction d'un Hangar en matériaux définitifs au marché de Magdémé
Région de l'Extrême- Nord	Domaine d'intervention : Commerce	
Commune de Mora		
Communauté : MAGDEME		
Autorité contractante : Délégation départementale Marché Public / MS		
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Mora		
Maître d'ouvrage Délégué :		
Chef de service de marché : Secrétaire Général de la Commune		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur : Délégué Départemental des travaux publique / consultant		
Agence d'exécution : Entreprise		
Organisme Co intervenant :		
Prestataire/Consultant BP : Tél : E-mail		
Autres organismes :		
Objectifs du microprojet	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	
Coût total estimé : 10 000 000F	Montant du financement demandé au PNDP : 9 000 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 000 000 -Nature : 0	Source de financement :
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Construction d'un Hangar en matériaux définitifs au marché de Magdémé		
Respect des normes environnementales		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet : 05/09/2014	

Annexe 2 : Arrêtés municipaux

Annexe 3 : Fiches de présences

Annexe 4 : Liste du personnel ayant conduit le processus

Equipe	Nom et prénom	Fonction/ responsabilité
Coordination	SADJO	Coordonnateur
Equipe I	MOHAMADOU	Chef d'équipe
	LDOUMA	Animateur
	MADOUVA ISAAC	Animateur
	Mme DJANABOU	Animatrice
Equipe II	ZRA DAVID	Chef d'équipe
	Mme AÏSSATOU Z.	Animatrice
	Mme YESSA	Animatrice
	MATAPA YAKOUBA	Animateur
Equipe III	DJOU CELESTIN	Chef d'équipe
	HASSAN GARBA	Animateur
	ABBA	Animateur
	Mme RAÏHANATOU	Animatrice
Equipe IV	HAMAN	Chef d'équipe
	Mme KALIBE NA'OMIE	Animatrice
	MOHAMADOU MAHAMA	Animateur
	ALI FELIX	Animatrice
Equipe V	BIADA	Chef d'équipe
	FRINGA JOSEPH	Animateur
	HAMAN JEAN	Animateur
	ACHI	Animatrice
EQUIPE VI	HAYA GABRIEL	Chef d'équipe
	SILIMAN	Animateur
	ABDOULAYE	Animateur
	Mme AÏSSATOU	Animatrice

Annexe 5 : Liste des Photos



Photo 1 : Participants à l'atelier de validation du DEUC



Photo 2 : Salles de classe de l'ENIEG détruites par la tornade



Photo 3 : Boucherie de Mora



Photo 4 : Route et ouvrage d'art détruits par les eaux de ruissellement



Photo 5 : Effet des eaux de ruissellement sur les maisons d'habitations

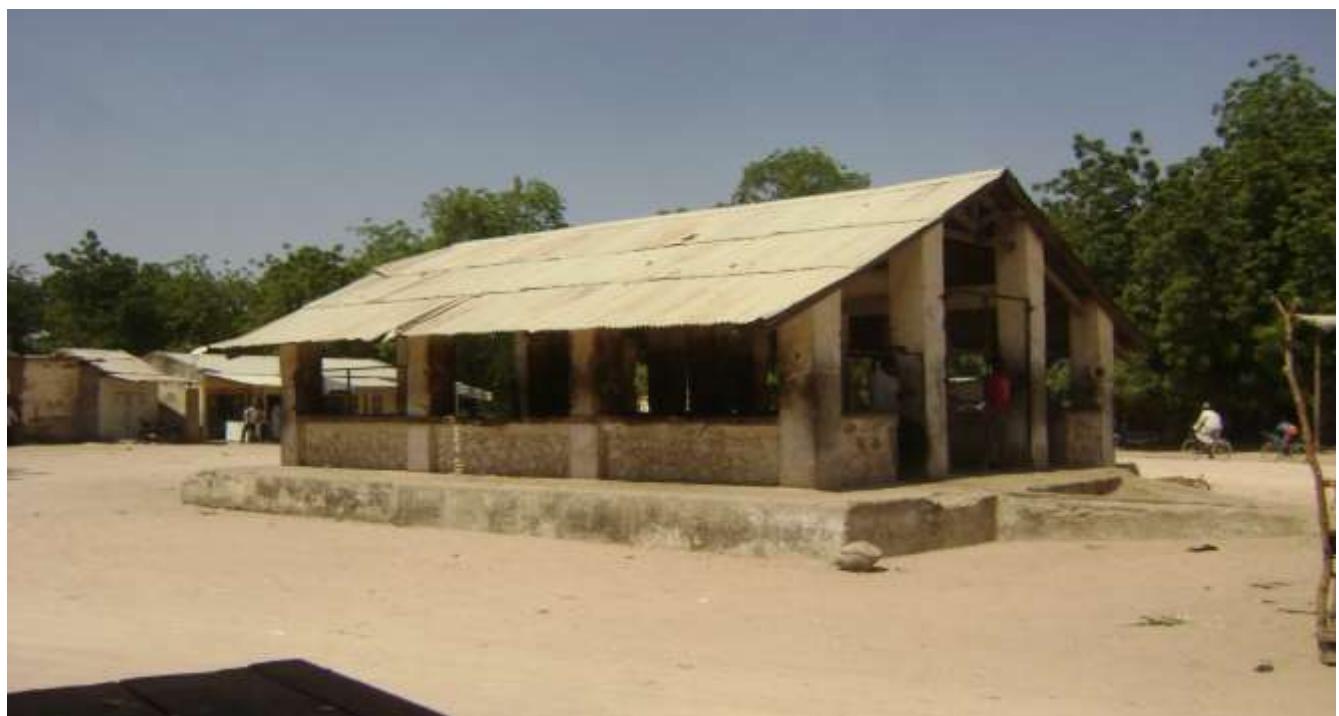


Photo 6 : Bâtiment colonial de la boucherie inscrit au patrimoine de l'UNESCO



Photo 7 : Hôtel de ville de Mora en construction



Photo 8 : 2 camions Benne de la Commune de Mora